



SPÉCIAL CHAMPAGNE
LA SÉLECTION DES PLUS GRANDS
SOMMELIERS POUR LES FÊTES
NOTRE SUPPLÉMENT

DÉMOGRAPHIE
LE VIEILLISSEMENT, PREMIÈRE
MENACE POUR LES FINANCES
PUBLIQUES PAGES 22 ET 23



MUNICIPALES

En multipliant les listes, le RN affiche ses nouvelles ambitions

PAGES 6 ET 7

CHINE

Macron à Pékin en quête de « convergence », face à une Chine décomplexée

PAGE 8

RACHIDA DATI

« Il ne faut plus qu'un animateur puisse se retrouver seul avec un enfant »

PAGE 11

FORMULE 1

Futur coéquipier de Max Verstappen, Isack Hadjar franchit un cap

PAGE 14

CHAMPS LIBRES

• À Versailles, l'arrivée des Parisiens redessine l'identité de la ville
• Quel bilan peut-on tirer des primaires aux élections présidentielles ?
• Les tribunes de Pierre-Henri Tavoillot, d'Aquilino Morelle et de Sébastien Martin

• La chronique de Bertille Bayart

PAGES 16 À 19

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de mardi :

Pour faire passer le budget, Sébastien Lecornu doit-il revenir sur sa promesse et utiliser le 49.3 ?

OUI
58%

NON
42%

VOTANTS : 97 789

« Labellisation » des médias : approuvez-vous le projet d'Emmanuel Macron pour lutter contre les fausses informations ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

DELPHINEBOURREAU34 : IGOR DUDCHAK/STOCK.ADOBE.COM

L'Amérique tente de rallier Poutine à son plan de paix

Avant sa rencontre mardi avec les émissaires de Donald Trump à Moscou, le président russe a exprimé sa défiance envers les Européens, dont les positions sont « absolument inacceptables ».

Pour sa sixième visite à Moscou cette année, Steve Witkoff, l'émissaire personnel de Donald Trump, s'était fait accompagner mardi du gendre du président, Jared Kushner.

Les deux hommes ont présenté dans la soirée à Vladimir Poutine le plan de paix initialement élaboré avec la partie russe, mais amendé depuis avec les Ukrainiens. La prudence restait de mise, le président russe ayant juste avant accusé les Européens d'appartenir au « camp de la guerre » et de soutenir des positions « absolument inacceptables »

pour le Kremlin. La question territoriale et celle des garanties de sécurité restent les plus complexes. La Russie a revendiqué mardi la conquête de Pokrovsk, dans le Donbass,

information démentie par Kiev. Les négociateurs américains envisageraient de rencontrer la partie ukrainienne en Europe ce mercredi, au retour de Moscou.

information démentie par Kiev. Les négociateurs américains envisageraient de rencontrer la partie ukrainienne en Europe ce mercredi, au retour de Moscou.

→ FACE À L'AGRESSIVITÉ DU KREMLIN, L'OTAN SE VEUT PLUS OFFENSIVE → LAS DE LA GUERRE, LES RUSSES RESTENT DANS LE RANG PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL

À Beyrouth, l'appel de Léon XIV à la « réconciliation » au Proche-Orient



Le premier voyage hors d'Italie du pape s'est achevé, mardi, par un moment de recueillement sur le lieu de l'explosion survenue en 2020 dans le port de Beyrouth, suivi d'une messe en plein air devant 150 000 personnes. PAGE 10

« Labellisation » de l'information : la droite durcit le ton contre le projet de Macron

La polémique ne cesse d'enfler. Après avoir, à plusieurs reprises, encouragé l'idée d'une « labellisation » de l'information par une autorité indépendante, Emmanuel Macron a été l'objet de vives critiques du monde politique et médiatique. Mercredi, le chef de l'État a voulu y répondre, écartant tout « label d'État » et dénonçant une « campagne de désinformation ». Pas de quoi calmer ses opposants, à commencer par Bruno Retailleau, qui a lancé une pétition en ligne contre une « dérive aussi scandaleuse que dangereuse ». PAGE 4

ÉDITORIAL par Philippe Gélie

Diplomatie russo-américaine

La diplomatie se pare parfois de masques trompeurs. La rencontre qui a eu lieu ce mardi à Moscou entre les émissaires de Donald Trump - son partenaire de golf et d'affaires Steve Witkoff, épaulé par le gendre présidentiel Jared Kushner - et Vladimir Poutine avait les apparences d'une négociation difficile sur le sort de l'Ukraine et, accessoirement, l'avenir du continent européen. En réalité, on peut craindre qu'il ne se soit agi d'une discussion de connivence entre deux partenaires tournés vers un objectif commun : en finir avec la guerre à l'avantage de chacun - territorial et géopolitique pour le Russe, économique et réputationnel pour l'Américain. Les derniers épisodes de cette saga l'ont amplement démontré : il y a désormais deux camps bien identifiés, l'un russo-américain, l'autre euro-ukrainien. Quand le premier s'emploie à décider ce qu'il adviendra du second, cela risque fort d'être au détriment de celui-ci. Un arbitre de bonne foi eût imposé la présence de toutes les parties concernées à chaque étape des pourparlers. Aujourd'hui, Européens et Ukrainiens savent pertinemment que « l'Amérique d'abord » se soucie fort peu de leurs intérêts.

Trump poursuit la gloire d'un Nobel de la paix emballée dans les ors de contrats mirifiques sur les ressources de la Sibérie et de l'Arctique, élaboussant de profits directs sa famille et ses affidés. Si cela requiert l'abandon de quelque territoire en ruine, déjà occupé aux trois quarts par la Russie, qu'on en passe par là ! Et si le régime de Kiev prétend y faire obstruction, on ne va pas se plaindre qu'il trébuche sur sa propre corruption. Là où les Européens lui décernent un brevet de démocratie, on se dit à Washington que, décidément, la révélation tombe bien.

Européens sur le banc de touche

Ce tour de passe-passe - cette « combinaison fatale », dit le Polonais Donald Tusk - se déroule sous nos yeux derrière l'apparat d'un grand jeu diplomatique. Les Européens, assis sur le banc de touche, ne peuvent même pas se plaindre, faute d'être en mesure de proposer une autre partie. Quelqu'un doit bien parler à Poutine pour mettre fin au carnage... Le maître du Kremlin a choisi son interlocuteur en connaissance de cause. Tant qu'il gardera la main, il ne se privera pas de fixer lui-même le prix de la paix. ■



dinh van
PARIS
Collection Maillon

À Moscou, les envoyés de Donald Trump défendent de paix pour l'Ukraine devant Vladimir Poutine

Alain Barluet
Correspondant à Moscou

Reçus mardi au Kremlin, l'émissaire américain de Donald Trump et le gendre de ce dernier ont présenté au président russe le « plan de paix » de Washington pour l'Ukraine.

En préambule à sa rencontre avec Steve Witkoff, l'envoyé spécial américain, Vladimir Poutine a donné le ton - rendant hommage à Donald Trump « pour ses efforts en faveur de la paix » et menaçant les Européens, lesquels, chercheraient, au contraire, à mettre des bâtons dans les roues du chef de la Maison-Blanche. « Nous n'avons pas l'intention de faire la guerre à l'Europe, mais si l'Europe le souhaite et commence, nous sommes prêts dès maintenant », a tonné Poutine, en marge d'un forum économique à Moscou. Des Européens qui « n'ont pas de programme de paix et qui sont du côté de la guerre », a-t-il encore accusé.

C'était quelques heures avant un rendez-vous qualifié d'« événement exceptionnel » par les journalistes russes couvrant l'actualité du Kremlin. « Il ne s'agit pas d'une simple visite d'un négociateur américain ; les États-Unis présentent officiellement leur version d'un plan de paix finalisé », ont claironné les correspondants accrédités par la prési-

dence russe, sur leur chaîne Telegram, Pool 3. « Cela signifie que le dialogue franchit une nouvelle étape. Ce n'est pas encore la ligne d'arrivée, mais il ne s'agit plus de simples discussions abstraites en coulisses », se sont-ils encore félicités.

Au même moment, M. Witkoff atterrissait à Moscou pour sa sixième visite cette année, accueilli comme de juste par son vieux complice, Kirill Dmitriev, lui non plus guère en arrière de la main s'agissant d'optimisme : « Aujourd'hui est un jour important pour le monde », a ainsi déclaré Kirill Dmitriev, représentant spécial du président russe pour l'investissement et la coopération économique avec l'étranger, personnage clé des grandes manœuvres engagées autour de l'Ukraine. Dans le même registre, Washington s'est dit la veille « très optimiste » sur les discussions.

Projets commerciaux

Le dirigeant russe a salué son hôte. « Comment allez-vous, Monsieur le Président ? » a demandé Witkoff. « Excellent, merci ! Et vous ? » a répondu Poutine en anglais. Aux côtés de Steve Witkoff, Jared Kushner, gendre de Donald Trump, gestionnaire de son empire et garant, s'il en était besoin, que les discussions porteraient bien sur les projets commerciaux américano-russes. Le politologue Sergueï Markov notait d'ailleurs mardi que la monnaie russe s'était légèrement appréciée (à 77 roubles pour un dollar, contre 78,2, la veille...), « alimentée par l'espoir d'un allègement des sanctions en cas d'accord de paix ». Les trois négociateurs, qui avaient fignolé le « plan américain », lors de leur rencontre à Miami, du 24 au 26 novembre, ont ensemble pris la route du Kremlin. Des images les ont montrés déambulant sur la place Rouge avant la rencontre avec Vladimir Poutine.

La veille, les autorités russes ont opportunément revendiqué la conquête de la ville de Pokrovsk, dans l'est de l'Ukraine, un nœud stratégique clé

pour Kiev, ainsi que celle de Vovtchansk, dans le nord-est du pays. Annonce démentie par l'Ukraine, qui déclarait mardi que les combats à Pokrovsk se poursuivaient. Les attaques nocturnes de missiles et de drones russes n'ont pas cessé de s'intensifier ces dernières semaines.

Reste à connaître ce qu'il adviendra du « plan de Trump » et si Vladimir Poutine est prêt à l'avaliser. Ce texte comptant initialement 28 points, jugé très favorable aux positions russes, avait été présenté par les États-Unis il y a dix jours, après avoir été rédigé sans les alliés européens de Kiev. Washington a ensuite amendé ce projet avec Ukrainiens et Européens, avant de le retravailler en bilatéral avec les Ukrainiens, dimanche dernier, en Floride.



Las de la guerre, les Russes restent dans le rang

Dans la grisaille désespérante de l'hiver russe, que n'éclairent même pas quelques arpentés de neige, tout au moins à Moscou, le Nouvel An approche - ce sera le quatrième depuis le début de la guerre en Ukraine. Moment principal de fête et de respiration familiale pour une population qui suit sans illusion les palabres en cours, visant à mettre un terme à ce conflit que beaucoup préfèrent ne pas voir, même s'il est dans toutes les têtes et qu'il « mord » de plus en plus sur la vie quotidienne.

Dans les conversations, on discute ces jours-ci en Russie des nouvelles restrictions imposées pour l'obtention de visas par l'Union européenne. Même si moins de 40 % des Russes disposent d'un passeport « international » leur permettant de voyager à l'étranger. Beaucoup plus nombreux, en revanche, sont ceux qui s'inquiètent, en ce moment, de la menace imminente d'une fermeture totale de WhatsApp (déjà inutilisable pour converser à l'oral), messagerie pourtant massivement employée dans le pays, et que les autorités souhaitent voir remplacée par Max, réseau social plus aisément « contrôlable ».

Les sondages, pour autant qu'ils soient crédibles, témoignent de sentiments mêlés : une attitude de plus en plus favorable aux négociations de paix, même parmi les Russes les plus partisans de ce qu'ils appellent encore l'« Opération militaire spéciale » (SVO). Au début du conflit, la moitié des Russes souhaitait des pourparlers et un accord de paix ; ils sont aujourd'hui deux tiers dans cet état d'esprit, selon l'institut de sondages Levada, placé sur la liste des « agents de l'étranger ». La lassitude a fait son œuvre mais aussi la propagande officielle, Vladimir Poutine ne cessant depuis sa réélection, en 2024, de répéter, dans ses discours, la nécessité de négociations...

Fatigue de la guerre, donc, mais aussi perméabilité aux messages diffusés par

les chaînes de télévision fédérales. On veut la fin de la guerre, mais en estimant que trouver une issue du conflit relève des prérogatives du gouvernement à qui, globalement, on fait confiance. Une écrasante majorité des Russes (84 %) continuent d'approuver l'action de Vladimir Poutine.

« Oui, nous espérons une fin rapide de la SVO... mais à nos conditions », glisse cet homme d'affaires russe. Et même si le mot victoire n'est pas prononcé, comme le fait systématiquement le chef du Kremlin, l'idée est bien là : une défaite, pour les Russes, est inenvisageable. Quant à la poursuite de la guerre, elle est principalement imputée aux Européens, bêtes noires du discours officiel qui, à la longue, s'instille dans les esprits.

« Au début de l'année, avec le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, les sondages ont enregistré une hausse des attentes, le président américain était perçu comme l'homme qui mettrait fin à la guerre », analyse, pour Le Figaro,



Du matériel militaire détruit par l'armée russe est exposé au Musée de la Victoire, le 4 novembre, à Moscou. ANASTASIA BARASHKOVA / REUTERS

Denis Volkov, directeur de l'Institut Levada. « Mais ces espoirs ne se sont pas concrétisés ; beaucoup de discours sont restés sans résultats, de nouvelles sanctions internationales ont été imposées à la Russie et la déception est palpable », ajoute l'expert.

À la mi 2025, pourtant, les opinions favorables à l'égard des États-Unis ont atteint parmi la population russe un niveau inégalé depuis 2014. Une perception positive vis-à-vis de l'Amérique, qui s'est dégradée ensuite - même si un tiers des Russes en conservent malgré tout une bonne image. En revanche, commente Denis Volkov, « c'est contre l'Europe que sont dirigées les opinions négatives ».

Des discussions américano-ukrainiennes jugées « productives » par les deux parties. Le secrétaire d'État Marco Rubio, considéré comme davantage à l'écoute des positions ukrainiennes que le « premier cercle » de Trump, avait néanmoins prévenu qu'« il restait encore du travail ».

Le sort des avoirs russes

Selon CNN, les représentants américains et ukrainiens ont évoqué, lors de leurs entretiens en Floride, un scénario dans lequel l'Ukraine serait de facto privée de la possibilité d'adhérer à l'Otan. D'après des sources ukrainiennes citées par Axios, le site américain qui avait rendu publique la première version du « plan de paix », les discussions ont porté sur la frontière de facto

avec la Russie dans le cadre de l'accord de paix. Autre sujet sur la table, selon ABC News, le sort des avoirs russes gelés par les pays occidentaux. La chaîne américaine soulignait, à la veille de la rencontre du Kremlin, que les États-Unis et l'Ukraine n'avaient pas réussi à s'entendre sur les questions territoriales - qui restent l'un des points d'achoppement majeur avec les « garanties de sécurité » accordées à Kiev pour prévenir toute nouvelle agression russe. Une stratégie qui, vue de Moscou, vise au contraire à tenir l'Ukraine sous son contrôle et à repousser l'influence de l'Otan et de l'Union européenne. Il serait étonnant que Vladimir Poutine renonce à ce qui est pour lui la priorité majeure, même si le président russe a donné ces derniers mois des gages

plus ». Dans ce contexte dépressif, l'attention portée par les Russes aux événements en Ukraine a fortement diminué au cours des six derniers mois - moins de la moitié des personnes sondées (49 %) suivent la situation de près, en recul de neuf points, surtout chez les jeunes de moins de vingt-cinq ans. Pourtant, Denis Volkov, directeur de Levada, n'exclut pas qu'avec l'intensification des négociations entre Russes et Américains se

« L'abondance d'informations rend difficile la compréhension de la vérité, voire l'existence même d'une vérité »

Vselyna Habitante de Kogalym, en Sibérie occidentale

produise un regain d'intérêt au sein du public, « même si les fortes attentes qui prévalaient au début de l'année ne sont probablement plus de mise », dit-il. Toutefois, relève ce fin observateur de la société russe, « nous commençons à voir de légers changements des humeurs, notamment une diminution de la proportion de ceux qui pensent que le pire est à venir ». Selon lui, « la population russe a le sentiment que le conflit touche à sa fin, sans qu'elle puisse dire quand cette fin surviendra. La plupart pensent que la guerre durera encore un an, voire plus ».

Dans les grandes villes, comme à Moscou, où le conflit a eu un moindre impact sur les habitants, le nombre de ceux qui ne sont pas favorables à des négociations apparaît moindre - même

Il y a les réponses lissées des sondages, la sempiternelle prise de distance des Russes face à la guerre et leur repli systématique sur la vie quotidienne, comme pour se protéger. Mais il y a aussi les troubles que révèlent certains témoignages. « Je ne ressens qu'une solitude terrifiante. Je ne peux plus exprimer mes pensées à mes amis... Ils se sont éloignés ou sont tout simplement fatigués et ne veulent plus poursuivre la conversation. Et c'est dangereux aussi », explique, début novembre, Katya, jeune femme de Saint-Petersbourg, dans une lettre au site Meduza, média internet russophone installé à Riga, en Lettonie. « Je ne peux pas partager mes pensées avec ma mère ni avec ma famille ; ils commencent à s'inquiéter ou à se disputer. Je ne pense qu'à une chose : comment échapper à tout ça, comment faire pour que tout se termine plus tôt et que les gens arrêtent de mourir », ajoute-t-elle.

« Peur et incertitude : voilà les sentiments qui m'habitent désormais constamment. Et ce, malgré le fait qu'aucun de mes proches n'ait été mobilisé et que nous vivions loin de la zone frontalière », livre, quant à elle, Vselyna, de puis sa ville de Kogalym, dans la région de Khanty-Mansiysk, en Sibérie occidentale. « L'abondance d'informations rend difficile la compréhension de la vérité, voire l'existence même d'une vérité. L'espoir d'une fin prochaine s'amenuise de plus en plus. Et dans quelle société vivrons-nous si cela prend fin un jour ? », témoigne-t-elle, également à Meduza. Elle explique qu'il lui est « impossible de rendre visite à (s)es parents, chez qui les chaînes de télévision fédérales diffusent en continu » et avec lesquels elle « ne discute

son plan

diplomatiques à Donald Trump, tout à sa hâte d'enregistrer un accord de paix.

Depuis l'Irlande, où il était en visite, Volodymyr Zelensky a accusé mardi la Russie d'utiliser les négociations sur l'Ukraine pour tenter « d'affaiblir les sanctions » visant Moscou. Selon le média américain Axios, le président ukrainien devrait rencontrer Witkoff et Kushner qui le rejoindraient, « dans un pays européen », après leur entretien à Moscou avec Poutine. ■

Vladimir Poutine a rencontré Steve Witkoff et Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, au Kremlin, mardi, à Moscou.

ALEXANDER KAZAKOV / VIA REUTERS



si la majorité est plutôt pour. En province, où la population a davantage payé le prix du sang, on se dit plus favorable aux pourparlers. Et pourtant, un tiers des Russes approuveraient qu'un membre de leur famille ou un proche signe un contrat pour partir au front... Une proportion en recul depuis deux ans, mais attestant d'une motivation financière qui persiste pour beaucoup.

Pour des raisons financières, Olga a, elle, ses raisons d'espérer la fin du conflit en Ukraine. Cette professeur de pilates de la région de Moscou, qui a toujours été hostile à l'invasion de l'Ukraine, fait partie des trois millions de « petits porteurs » russes dont les fonds sont gelés en Europe, du fait des sanctions occidentales qui ont frappé l'ensemble du marché boursier russe. Avant la guerre, la jeune femme avait vendu, pour l'équivalent en roubles de 120 000 euros, un appartement hérité de ses parents.

Des fonds qu'elle a placés, par l'intermédiaire de sa banque en actions et en obligations d'émetteurs étrangers – et désormais bloqués auprès des dépositaires européens Euroclear et Clearstream. Des montants atteignant au total 14 milliards de dollars (loin des 260 milliards de fonds souverains gelés) et qui concernent, pour près de la moitié, des placements inférieurs à 1 200 dollars. L'utilisation éventuelle, au profit de l'Ukraine, de ces actifs de petits investisseurs privés russes, n'a, à ce stade, pas été abordée à Bruxelles. Et Olga, là encore, est sans illusion sur la possibilité de revoir un jour son argent. Toutefois, pour elle, c'est sûr, il faut « la paix maintenant ». ■

A. B. (CORRESPONDANT À MOSCOU)

Face à l'agressivité du Kremlin, l'Otan se veut plus offensive

Nicolas Barotte

La mise en garde se veut crédible. Les messages sont calibrés dans l'espoir qu'ils dissuadent rationnellement le Kremlin, sans prendre le risque d'une escalade. Les militaires de l'Otan haussent le ton face à la menace que fait peser la Russie. Les avertissements précédents n'avaient pas eu d'effet et les opérations hybrides, du cyber au sabotage, se sont multipliées sur le sol européen. Les incursions de drones aux frontières de l'Europe ne sont plus exceptionnelles. La menace s'est précisée aussi à tel point que l'hypothèse d'un « choc dans trois ou quatre ans » est étudiée très sérieusement par les états-majors, dont celui de la France. Le scénario n'est pas inéluctable. Mais « si nous ne nous montrons pas assez forts, alors, oui, la Russie cherchera à nous tester », assure un haut gradé français. Les capacités défensives ne sont plus suffisantes. L'Otan a besoin de capacités offensives. Avec des mots pesés, elle commence à menacer elle aussi.

Alliance défensive, l'Otan doit opérer une mue intellectuelle pour s'adapter à la posture de plus en plus agressive de Moscou, qui cherche à repousser et à tester les limites. « En interne, le travail de planification a été fait », raconte un autre général français. Les alliés ont affiné leurs règles d'engagement. En septembre, le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte, n'a pas exclu que soient abattus des avions russes qui violeraient l'espace aérien de l'Alliance et qui se comporteraient de façon dangereuse. La question ne se pose pas pour l'instant.

Dans le domaine des opérations « hybrides », c'est-à-dire sous le seuil d'un conflit ouvert, la compétition est en revanche déjà permanente. Des réflexions sont aussi engagées au sein de l'Alliance pour trouver de nouveaux modes d'action en mesure de dissuader ces manœuvres. Lors du dernier sommet de l'Otan, les leaders se sont entendus sur une nouvelle stratégie concernant les menaces hybrides, a rappelé mardi le secrétaire général, Mark Rutte. « N'ayez aucun doute que nous pouvons et nous voulons assurer la sécurité (de l'Otan) que les menaces soient conventionnelles ou hybrides », a-t-il ajouté, avant de préciser : « Nous ne pouvons pas toujours dire ce que nous faisons. »

« N'ayez aucun doute que nous pouvons et nous voulons assurer la sécurité (de l'Otan), que les menaces soient conventionnelles ou hybrides »

Mark Rutte Secrétaire général de l'Otan

Mark Rutte réagissait aux déclarations de l'amiral Giuseppe Dragone, chef du comité militaire de l'Otan, l'une des plus hautes autorités de l'Alliance. « Nous étudions tout... Sur le cyber, nous sommes plutôt réactifs. Être plus agressifs ou plus proactifs est quelque chose à quoi nous réfléchissons », avait-il confié lundi au Financial Times. « Des frappes préventives » pourraient être considérées comme des actions défensives, a-t-il ajouté en reconnaissant qu'il s'agissait d'un saut conceptuel pour l'Otan. « Si l'Europe souhaite la guerre et commence, nous sommes prêts dès maintenant », a menacé, mardi, le président russe, Vladimir Poutine, dans une stratégie bien établie qui vise à faire peur aux Européens. Pour les analystes militaires, le Kremlin, avec ce genre de déclarations accusatoires, qui font partie de la stratégie hybride russe, vise à tétaniser l'Occident.

Faire le dos rond, dénoncer des opérations de désinformation, encaisser le coût de cyberattaques ou interpellier les sous-traitants d'opérations de sabotage n'est cependant plus suffisant pour décourager la Russie, estiment désormais les responsables européens. Il faut « surmonter l'inertie », a assuré le ministre de la Défense italien, Guido Crosetto, dans un rapport sur les menaces hybrides : « il est nécessaire de passer d'une approche de confinement à une approche défensive, qui, dans la guerre hybride, ne peut être que proactive », écrit-il. Ce qui signifie « rester actif » dans le domaine numérique, « prévenir les actions hostiles », et « réduire la liberté de manœuvre des adversaires hybrides ». En matière



Le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte, lors d'une conférence de presse à Bruxelles, le 15 octobre. NICOLAS TUCAT / AFP

cyber, il peut s'agir d'actions offensives pour neutraliser les centres de contrôle d'acteurs malveillants identifiés. « Les attaques – menées par le biais de la désinformation, de la guerre cognitive et dans le domaine cybernétique – exploitent le fait que l'Occident choisit souvent de ne pas réagir », déplore-t-il. En Pologne ou dans les pays Baltes, on réclame aussi des réponses plus musclées aux intimidations russes.

En faisant savoir qu'ils se préparent, les Occidentaux adressent des messages à la Russie. Parfois, la mise en garde est

publique. « Nous vous voyons. Nous savons ce que vous faites. Et nous sommes prêts », a déclaré la semaine dernière le ministre de la Défense britannique, en dénonçant la présence du navire espion russe Yantar au large de l'Écosse. Mais ils veillent aussi à demeurer discrets sur ce qu'ils font réellement. La guerre hybride est aussi une guerre de l'ombre pour les alliés. Face aux opérations sous-marines menées par la Russie, l'Otan a mis en place une opération de surveillance en mer Baltique, Sentinelle de la Baltique, mais les alliés ont aussi été capables de

perturber les actions de la Russie, raconte-t-on sans donner de détails. En matière cyber, les ripostes sont aussi possibles. Mais au sein de l'Otan, seuls les États-Unis, le Royaume-Uni ou la France disposent des moyens techniques. Elles ne sont pas placées sous le pavillon de l'Otan. « Le cyber offensif est une capacité à très forte valeur ajoutée », rappelle l'ancien commandant des forces cyber française, l'amiral Arnaud Coustillière. « Mais comme dans le domaine des forces spéciales, il n'y a pas d'opération conjointe », dit-il.

Pour l'instant, la posture plus offensive de l'Alliance est conceptuelle. Une partie des Européens s'inquiète toujours des risques d'escalade avec Moscou. Les attaques hybrides de la Russie visent aussi l'un des points faibles des Occidentaux : leur capacité à prendre des décisions. « L'hybridité c'est le ciblage des intervalles », a expliqué en novembre le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Jérôme Bellanger. « Intervalle cognitif pour le décideur » : agir ou non ; « intervalle géographique » : espace souverain ou non ; « intervalle dans nos propres chaînes d'engagement » : qu'est-ce qui relève des autorités militaires ou civiles ? L'Otan et les pays européens doivent apprendre à coordonner leurs réponses et s'aligner derrière une même stratégie. En plaçant pour une posture plus affirmée, les militaires ont fait savoir leurs préoccupations auprès de leurs autorités politiques. ■

**Investir, c'est bien.
Investir accompagné
par SG, c'est mieux.**

Avec la gestion sous mandat, vous pouvez déléguer la gestion de votre PEA à un expert, et investir quel que soit le niveau de complexité des marchés financiers.

Entre 2020 et 2025, nos PEA gérés sous mandat ont délivré en moyenne 11%⁽¹⁾ de performance par an.

Investir comporte un risque de perte en capital. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

SG

Communication publicitaire.
(1) Source : Société Générale Gestion. Performance moyenne nette de tous frais par an, calculée sur la période de septembre 2020 à septembre 2025. Cette communication n'a pas de vocation contractuelle mais constitue une communication publicitaire. Elle est uniquement fournie à titre indicatif et ne constitue pas une recommandation ni une analyse ou un conseil financier. Elle ne saurait en outre être considérée comme une sollicitation, une invitation ou une offre d'achat ou de vente d'OPC (Organismes de Placement Collectif) ou de service financier. Avant toute souscription, l'investisseur potentiel est invité à se rapprocher de son conseiller pour que ce dernier puisse s'assurer de l'adéquation de l'investissement envisagé avec sa situation financière et patrimoniale. La décision d'investir doit tenir compte de toutes les caractéristiques ou de tous les objectifs d'un produit ou d'un service. Veuillez vous référer à la documentation contractuelle et réglementaire, avant de prendre toute décision finale d'investissement. Société Générale - S.A. au capital de 958 618 482,50 € - 552 120 222 RCS PARIS - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Getty Images. Décembre 2025.

« Labellisation » des médias : la droite et le RN montent au front contre le projet de Macron

Claire Conruyt et Louis Hausalter

Le président, qui écarte tout « label d'État » ou « ministère de la vérité », dénonce une campagne de « désinformation ».

Emmanuel Macron a abordé de lui-même le sujet, dès son propos liminaire en Conseil des ministres mardi. « Il n'y a pas de label d'État, et encore moins de ministère de la vérité », a tonné le chef de l'État, rebondissant sur une polémique naissante. À plusieurs reprises, ces dernières semaines, au cours de débats avec des lecteurs de la presse régionale sur l'impact des réseaux sociaux, le président a encouragé l'idée d'une « labellisation » de l'information en ligne, mais qui serait confiée au soin des professionnels de la presse. Depuis ce week-end, les médias du groupe de Vincent Bolloré se sont emparés du sujet, tandis que la droite et le Rassemblement national (RN) se sont inquiétés d'une menace sur la liberté d'expression.

Après ses remarques devant les ministres, Emmanuel Macron a pris le soin d'ajouter, ce qui est inhabituel : « Je dis cela pour que la porte-parole du gouvernement puisse le rapporter à l'issue du Conseil des ministres. » Ce que l'intéressée, Maud Bregeon, s'est empressée de faire dès le début de son compte rendu à la presse. La confirmation que le président veut riposter frontalement sur ce sujet. « C'était une rectification importante, il n'a pas non plus parlé de "goulag" », a immédiatement ironisé le maire LR de Cannes, David Lisnard.

Le patron des édiles de France avait déjà remis une pièce dans la machine dès lundi soir, quand le compte officiel de l'Élysée a publié sur X (ex-Twitter) une

courte vidéo reprenant des extraits de propos tenus sur CNews par Pascal Praud ou Philippe de Villiers, avec cette mention en lettres majuscules : « Attention fausse information ». Une pratique extrêmement rare sur les comptes habituellement très policés de la présidence, même si Emmanuel Macron, depuis quelques mois, n'hésite plus à ordonner à ses équipes de poster ce type de démenti cinglant. La pratique est loin de faire l'unanimité dans son entourage, même si l'on se félicite, chez les communicants proches du chef de l'État, de l'audience de la vidéo, bien supérieure à la moyenne des « posts » de l'Élysée.

« S'il n'y avait pas de réponse choc à ce qui s'est passé ce week-end, ça n'aurait pas été normal. La une du JDD était complètement déconnaissante », défend un membre du gouvernement, en référence à l'accusation portée par l'hebdomadaire d'un futur « contrôle de l'information ». « Une vidéo indigne », a critiqué de son côté Marine Le Pen, mardi sur BFMTV, en affirmant que « ce n'est pas le rôle de la présidence de la République ».

La riposte traduit en tout cas la rupture définitivement consommée entre Emmanuel Macron et les médias détenus par Vincent Bolloré. « Cela fait trois ans que nous disons que ce n'est plus un groupe de médias mais une force politique, avec un projet et un agenda », affirme un proche du chef de l'État. Ce qui n'empêche pas nombre de ministres étiquetés comme des fidèles macronistes de se rendre régulièrement sur les plateaux de CNews ou Europe 1, comme

Catherine Vautrin (Armées), Amélie de Montchalin (Comptes publics), Aurore Bergé (Égalité femmes-hommes) ou Maud Bregeon (porte-parole) ces dernières semaines. Encore mardi soir, Rachida Dati (Culture) est elle-même venue défendre la position gouvernementale sur CNews-Europe 1, plaçant pour une « labellisation (interne) à la profession » et non pas étatique.

« Une dérive aussi scandaleuse que dangereuse »

Dans sa vidéo, l'Élysée épingle aussi les protestations émises par plusieurs responsables politiques comme Jordan Bardella, président du Rassemblement national, le maire LR de Cannes, David Lisnard, ou encore Bruno Retailleau, chef des Républicains. « Rassurez-moi : ce tweet de l'Élysée a bien été labellisé », a moqué le patron de la droite. Avant de répliquer en lançant, au nom du par-

ti, une pétition, révélée par Le Figaro. « Une nouvelle offensive est lancée contre les médias qui déplaisent à la doxa progressiste », pouvait-on lire dans ce document mardi. L'ex-ministre de l'Intérieur dénonce une « dérive aussi scandaleuse que dangereuse ». « Emmanuel Macron n'a reçu aucun mandat du peuple pour désigner les bons et les mauvais médias. Sa fonction de chef de l'État ne l'autorise pas à se comporter comme un censeur en chef. »

Un sénateur LR s'énervait : « C'est vraiment un sujet hors-sol. Qui, en France, mais qui réclame ça ? » Dans l'entourage de Bruno Retailleau, l'on s'étrangle : « C'est hallucinant que l'Élysée publie une vidéo qui cible l'un de ses adversaires politiques... Le compte de l'Élysée, c'est celui de tous les Français ! Demain, on peut donc imaginer que n'importe quel moyen de l'État soit mis au service d'une cause politique. Confondre la fonction et

la personne, c'est précisément ce que la République interdit. » Allié du Rassemblement national et patron de l'Union des droites pour la République (UDR), Éric Ciotti a lui aussi lancé sa propre pétition pour dénoncer une « dérive illibérale majeure et un scandale d'État qui menace directement la liberté de la presse et le pluralisme en France ».

La vidéo de l'Élysée fait grimacer un ministre, qui songe surtout aux échéances électorales : « J'invite à ne pas mettre de signe égal entre Retailleau et Lisnard, Bardella, et les médias du groupe Bolloré. Il ne faut pas pousser Retailleau dans les bras de Bardella, parce que si on n'a pas une grande alliance entre la droite et le centre, on ne sera pas au second tour de la présidentielle. » Pourtant, sur le sujet de la liberté d'expression et de la régulation de l'information, les positions paraissent divergentes entre le camp Macron et toute une frange de la droite. ■



Une fausse bonne idée pour lutter contre les plateformes dérégulées

Paule Gonzalès

« Une autorité qui dirait qui sont les bons et les mauvais médias ? C'est contraire à tous les piliers de la loi sur la presse de 1881 qui fonde la liberté d'expression en France », réagit d'emblée l'avocat de la presse Basile Ader. La plupart de ses confrères voient avec inquiétude ressurgir l'idée élyséenne d'un label des médias. Un projet qui avait déjà émergé en 2023, lors des États généraux de l'information, et qui s'était éteint de lui-même. Pour les professionnels du droit comme des médias, celui-ci était en effet apparu insoutenable, tant sur le plan des principes que de la mise en œuvre. « Créer un tel dispositif passerait par la loi car il touche aux libertés fondamentales et à la première d'entre elles : la liberté d'expression. Et il ne manquerait pas de soulever des questions constitutionnelles », prévient la constitutionnaliste Anne Levaë, qui s'interroge aussi sur « l'articulation entre le droit du numérique, de l'audiovisuel et de la presse ».

« Il serait dangereux qu'un comité décide d'une vérité officielle, de ce qui est une information ou ne l'est pas », renchérit son confrère Christophe Bigot, qui redoute « un engrenage dangereux ». « Cela poserait sans doute un problème d'égalité entre les médias car le risque serait grand de catégoriser l'information, certaines paraissant plus honorables que d'autres », poursuit-il. « Nous avons déjà un arsenal qui tient sur la base de la loi

de 1881. Cette dernière définit précisément les abus de droit en matière de liberté de la presse. Ainsi peuvent constituer des délits le simple fait de tenir des propos discriminatoires ou diffamatoires, des insultes ou des injures, de porter atteinte à la présomption d'innocence, d'appeler à la haine et même de diffuser des fausses nouvelles dès lors qu'elles troublent l'ordre public, les cours de Bourse et les échéances électorales, pour lesquelles existent une procédure de référé spécial », rappelle Basile Ader, qui insiste sur le fait qu'« un média ne peut pas être fautif par nature. Le pluralisme de l'information suppose que l'on puisse aussi dire des bêtises aussi grosses que "la terre est plate" ».

« Un outil débridé »

« Adossée à l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la loi de 1881 est une architecture qui pose un projet de liberté. L'ensemble des médias relève du juge qui intervient a posteriori, et cette temporalité est fondamentale », insiste Christophe Bigot.

En matière audiovisuelle, « la loi de 1986 a instauré le principe d'honnêteté de l'information », rappelle Christophe Bigot. Le texte précise aussi que, pour des denrées aussi rares que le sont les fréquences terrestres (aujourd'hui la TNT), l'État les concède gratuitement aux chaînes de télévision à condition qu'elles respectent des obligations, dont le respect est assuré par l'Arcom et en appel par le Conseil d'État.

Mais la massification des contenus numériques, des fake news - un tiers

des publications sur TikTok et X sont fausses ou toxiques selon une étude européenne - et des risques de manipulation pose forcément une question démocratique. Au point que, pour l'avocat spécialisé Fabrice Lorvo, « la proposition d'Emmanuel Macron est à la fois scandaleuse et nécessaire. La loi de 1881, qui donne des droits et des devoirs et est une merveille du droit, n'est-elle pas en train d'exploser sous les coups du numérique ? Notre information n'est-elle pas en train de mourir à cause de cet outil débridé particulièrement adapté à la manipulation ? »

Tous évoquent la nécessité d'une responsabilité fondée sur des critères objectifs. En presse écrite, chaque titre est représenté par un directeur de la publication, personne physique qui peut être citée en justice. « On pourrait l'exiger aussi des sites d'information. Il y aurait les sites aptes à cette responsabilité et les autres », souligne Christophe Bigot. De son côté, Basile Ader rappelle que, désormais, les aides à la presse sont conditionnées par « la signature par chaque journaliste de la charte de déontologie journalistique de l'entreprise. Une sorte de labellisation professionnelle qui pourrait être étendue et à laquelle nous avions déjà réfléchi en 2010. »

Mais, pour être efficace, Emmanuel Macron devrait surtout faire pression sur Ursula von der Leyen, afin qu'elle ne lâche rien du DMA (Digital Markets Act) et du DSA (Digital Services Act), qui permettent de lutter contre les contenus interdits. La bête noire de Donald Trump, parti en croisade pour les faire annuler. ■

Pourquoi la stratégie de l'Élysée renforce CNews

Caroline Sallé

Une nouvelle pièce dans la machine à polémique. Qui vient finalement enrichir CNews. Lundi matin, l'animateur star de la chaîne, Pascal Praud, dénonçait dans son éditorial « la tentation autoritaire du président », en écho à son projet de « labellisation » des médias. En début de soirée, l'Élysée ripostait sur X, en ironisant : « Pravda ? Ministère de la Vérité ? Quand parler de lutte contre la désinformation suscite la désinformation. » La chaîne, dans le giron du groupe Bolloré, n'en demandait sans doute pas tant. Le tweet de l'Élysée, vu près de 5 millions de fois, a placé CNews au centre de l'attention. Ou du viseur. Peu importe, finalement. Car CNews a profité sur les réseaux sociaux d'une prime d'intérêt. La réplique de l'Élysée n'aura servi qu'à entretenir la conversation autour de la chaîne, vrai catalyseur de l'attention.

Pour reprendre le nom d'une célèbre émission télévisée, CNews, « tout le monde en parle » aujourd'hui. Ce feuilleton médiatique, dont la chaîne est l'héroïne malgré elle, n'est pas alimenté uniquement par l'Élysée. La semaine dernière, Reporters sans frontières (RSF) dévoilait une « enquête choc » sur les méthodes de la chaîne, accusée de « tricher » avec les règles de l'équilibre politique pour favoriser l'extrême droite. Dans la foulée, l'émission d'investigation « Complément d'enquête » diffusée sur France 2, enfonçait le clou. Tandis que l'Arcom remettait en cause l'étude de RSF utilisée par le magazine télé... Vous reprenrez bien un peu de CNews ?

Cette séquence faisait déjà suite à deux premières tempêtes médiatiques. Mi-

novembre, Radio France et France Télévisions assignaient en justice CNews, Europe 1 et le JDD pour « dénigrement ». En septembre, c'est la présidente de France Télévisions, Delphine Ernotte, qui accusait CNews d'être « une chaîne d'extrême droite ».

Forte progression des audiences

Jusqu'ici, la stratégie a fait pschitt. Plutôt que de l'affaiblir, braquer les projecteurs sur CNews, multiplier les diatribes à son encontre, renforce paradoxalement la chaîne. Tout ce qui vise à la délégitimer produit l'effet inverse. En juin 2024, Serge Nedjar, son directeur général, avait pointé ce phénomène. « Les critiques virulentes contre CNews n'ont fait que grossir les rangs de nos téléspectateurs », expliquait-il au Figaro. La petite chaîne d'info est désormais leader.

Attaquer CNews, ce n'est pas seulement assooir sa popularité et lui offrir une formidable campagne de promotion à coût zéro. C'est aussi accréditer l'idée que cette chaîne est devenue, décidément, une pièce à part sur l'échiquier médiatico-politique. La vilipender revient à conforter sa place de « dissidente » au sein de la classe médiatique. Dit autrement, plus les critiques se répètent, plus elles légitiment, implicitement, ce nécessaire « contrepoint » d'expression au sein du débat public. Face, CNews gagne. Pile, ses adversaires perdent. D'un côté, un président dont la courbe dans les sondages est en chute libre. De l'autre, une chaîne de télévision dont les audiences sont en forte progression. C'est un bon connaisseur des arcanes politico-médiatique qui résume la situation : « Le narratif de CNews est en train de prendre le pas sur le narratif de Macron. » ■

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

Europe 1
LA RADIO LIBRE

On n' imagine pas tout ce qu'il y a
derrière une bouteille Cristaline.

CRISTALINE
RECYCLE
AUTANT
DE BOUTEILLES
QU'ELLE EN
PRODUIT



Avec 3 usines de recyclage,
Cristaline recycle
autant de bouteilles
qu'elle en produit.

Et ça, Cristaline est
la seule eau à le faire* !



*Retrouvez nos engagements sur www.moneaucristaline.fr

En multipliant les listes, le RN affiche ses nouvelles ambitions pour les élections municipales

Paul Laubacher

Le parti nationaliste, qui pourrait présenter jusqu'à 700 listes en mars prochain, a concocté une « charte d'engagement » à destination des candidats sans étiquette qui souhaiteraient son soutien.

À en croire les cadres du Rassemblement national (RN), cela déborde. À l'approche des élections municipales, qui auront lieu en mars prochain, le parti nationaliste ferait face à un afflux inédit de candidatures, de demandes d'investitures ou même de demande de... soutiens. Autant de signaux qui prouveraient que le parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella pourrait sortir gagnant de ce scrutin qui n'a jamais réussi au mouvement à la flamme.

Ce lundi, le RN affirme avoir passé le cap des 600 têtes de liste officiellement investies par la commission nationale d'investiture, dont 40 sous la bannière commune du parti d'Éric Ciotti, l'UDR, et du RN. Surtout, environ une trentaine de parlementaires nationalistes, euro-péens et nationaux, ont demandé l'investiture. Le parti ambitionne d'atteindre le chiffre de 700. Un chiffre rond et magique, mais qui dénote par rapport aux dernières élections municipales, qui avaient été synonymes d'échec pour le parti populiste, même si l'épidémie de Covid-19 avait changé la nature du scrutin. Seule satisfaction, la victoire de Louis Aliot à Perpignan (Pyrénées-Orientales) et les réélections de huit maires sortants, notamment Steeve Briois à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais). En 2020, le RN n'avait pu présenter que 410 listes, signe que le parti nationaliste était aussi touché par une crise de vocations militantes.

Pour 2026, les appétits du RN se sont démultipliés, notamment à Marseille

(Bouches-du-Rhône), Toulon (Var) ou Menton (Alpes-Maritimes), où les perspectives de victoires sont réelles. Mais est-ce que le parti a les moyens de son ambition ? De nombreux députés ont fait remonter à la direction du parti l'envie de certains candidats, ou de maires sortants en quête de réélection, de recevoir le soutien du RN sans en être le candidat officiellement investi. « Vous savez

« Le soutien du premier parti de France se mérite et il faut montrer patte blanche. (...) Bien sûr, le soutien ne sera pas ensuite automatique. Il devra passer par notre commission nationale d'investiture, qui vérifiera notamment quelle a été l'action des élus concernés sur leur mandat actuel »

Julien Sanchez Directeur de campagne RN des municipales

que dans beaucoup de communes, les listes n'ont bien souvent pas d'étiquette, notamment en dessous d'un certain nombre d'habitants. Il est maintenant temps d'écouter ceux qui veulent aussi être simplement soutenus par leurs députés ou par le Rassemblement national », fait valoir Julien Sanchez, ancien maire RN de Beaucaire, député européen, et direc-

teur de campagne des élections municipales. Dans le viseur de la direction du parti, les petites communes rurales et périphériques.

Le RN a donc concocté une « charte d'engagement » que devra respecter toute tête de liste qui souhaite obtenir le soutien du parti nationaliste, ou celui du député de la circonscription. « Le soutien du premier parti de France se mérite et il faut montrer patte blanche. (...) Bien sûr, le soutien ne sera pas ensuite automatique. Il devra passer par notre commission nationale d'investiture, qui vérifiera notamment quelle a été l'action des élus concernés sur leur mandat actuel », affirme Julien Sanchez, qui précise que le travail de la commission s'étendra jusqu'en février, après avoir bouclé les investitures officielles en décembre. Les candidats devront alors respecter 10 engagements programmatiques, dans leur intégralité. Par exemple : s'opposer à toute augmentation de la fiscalité locale, lutter contre la délinquance, s'engager publiquement à s'opposer au pacte asile et immigration, favoriser le localisme. « Ce sera au maire de rendre publique ou non la signature de cette charte d'engagement », précise-t-on au RN.

Mais deux engagements « politiques » sont plus importants que d'autres pour le RN : « Pour l'élection présidentielle, parrainer le candidat soutenu par le Rassemblement national » et « lors des élections sénatoriales, je m'engage à soutenir et appeler à voter pour la liste soutenue » par le parti nationaliste. Avec ses municipales, le RN entend avant tout sécuri-



De gauche à droite, Julien Sanchez, Jordan Bardella et Éric Ciotti lors d'un rassemblement de soutien à Marine Le Pen, le 6 avril, à Paris. JOLY VICTOR/ABACA

ser deux autres rendez-vous électoraux. « Quand on élit un maire, on élit également ensuite un sénateur indirectement, puisque les maires sont grands électeurs », fait valoir Julien Sanchez, qui assume l'ambition du RN de pouvoir créer un groupe parlementaire au Sénat. Et d'avertir les électeurs RN qui seraient tentés par l'abstention, ou de voter pour

un autre parti : « Que vous votiez ou non, un maire sera élu, quoi qu'il en soit dans votre ville en mars. Il ne faudrait pas avoir un maire extrémiste à la tête de votre ville et qui défend des positions nationales qui sont aux antipodes des vôtres et de vos valeurs. »

Enfin, le parti nationaliste entend sécuriser une étape essentielle pour tout candidat à l'élection présidentielle : les 500 parrainages. Une quête qui a toujours provoqué des sueurs froides au sein de l'état-major nationaliste. En 2022, Marine Le Pen avait été en grande difficulté pour les récolter. Forcer la main de maires sans étiquette à parrainer le candidat du RN faciliterait cette laborieuse tâche, qu'importe le nom du candidat : Marine Le Pen ou Jordan Bardella. ■

À Arles, Patrick de Carolis pris en étau entre la gauche et le RN

Guillaume Mollaret

« Il défendra le même bilan que nous et je ne lui reprocherai pas, même si beaucoup y verront une trahison... » Maire sortant d'Arles (Bouches-du-Rhône), Patrick de Carolis (Horizons) sait manier la pique à juste dose. L'ancien journaliste et président de France Télévisions, élu depuis 2020, a dû faire face voilà une dizaine de jours à la défection de son premier adjoint, Jean-Michel Jalabert. S'il a tout voté jusqu'au dernier conseil municipal, ce dernier a décidé de faire cavalier seul au lendemain même de l'annonce de candidature de Patrick de Carolis pour un second mandat. C'était le 14 novembre. « Patrick joue les surpris, mais cela fait un an et demi à deux ans que je l'alerte sur des désaccords, notamment concernant le management des agents municipaux, mais aussi des élus », se défend l'intéressé depuis l'intérieur d'un café de la capitale de la Camargue. Ainsi, plusieurs conseillers municipaux ont, avant Jean-Michel Jalabert, quitté la majorité. « Jalabert ne pèse rien mais il va, comme LFI avec le candidat de gauche, prendre des voix qui peuvent placer de Carolis en position de faiblesse lors du second tour », avance un responsable d'association, soutien discret du maire sortant.

Avant de présenter son programme, qui comprend notamment la réfection des écoles et gymnases, Patrick de Carolis met en avant son bilan : « Nous avons réduit la dette et investi davantage en six ans qu'aucune autre municipalité avant nous », défend-il avec, sur le plan de la sécurité, l'embauche d'une quarantaine de policiers municipaux, désormais armés, alors que la ville ne comptait jusqu'alors que douze agents. « Embaucher des policiers municipaux, c'est bien. Mais leur mission ne doit pas

être de coller des PV pour sept minutes de dépassement de stationnement, comme cela m'est arrivé », raille Nicolas Koukas, membre du PC et candidat déclaré d'une union de la gauche (hors LFI). « Il faut créer des commissariats mixtes dans les quartiers mêlant police municipale, nationale et gendarmerie, comme l'a fait François Bayrou à Pau », plaide ce cadre territorial travaillant dans une commune voisine. Candidat malheureux aux dernières municipales et lors des dernières législatives, Nicolas Koukas affirme qu'il aura le soutien d'un grand nombre de partis, dont certains écologistes. Mais pas forcément celui de tous leurs militants. « J'ai rendu ma carte à Génération Écologie, qui soutient M. Koukas sans même m'avoir consulté

au préalable », explique Stéphane Char-masson, agriculteur de profession qui souhaite partir sans étiquette dans la course à la mairie.

D'autres ne suivront pas, à l'instar de Cyril Girard, actuel élu d'opposition, écologiste sans étiquette, qui ne se représentera pas. « Nous sommes, sous toutes ses formes, contre la ligne à très haute tension (THT) destinée à alimenter le port industriel de Fos qui promet de défigurer la Camargue et la Crau, quand d'autres sont pour. Nous sommes un collectif citoyen et ne pouvons choisir nos priorités », avance l'élu. À Arles (53 000 habitants), la ligne THT fait grand débat. Soutenue par les industriels et salariés de la zone industrielle - on compte parmi eux de nombreux

Arlésiens -, elle est en revanche décriée par les agriculteurs et la population générale, sauf si elle venait à être enterrée. Une position défendue par la plupart des élus, du maire sortant à la gauche en passant par le RN, dont la figure locale est le député Emmanuel Taché. Sera-t-il candidat ? « Cela fait quatre ans que je suis élu, j'ai naturellement vocation à faire entendre la voix du RN à ces élections », explique-t-il, sibyllin, avant de se faire plus précis. « Le RN sera représenté par moi ou par d'autres personnes. » En clair, le député sera présent sur la liste. Seule sa position sur cette dernière demeure inconnue, y compris de lui. « J'ai vocation à rester parlementaire, mais Marine (Le Pen) a été claire. On ne trompe pas les

électeurs. Si vous êtes tête de liste et que vous êtes élu, votre place est à l'hôtel de ville. » Jouissant d'une bonne notoriété dans le milieu agricole et des traditions, Emmanuel Taché veut croire que le scrutin « sera éminemment politique ». Une pierre posée dans le jardin de Patrick de Carolis, lequel avait adhéré

« J'ai vocation à rester parlementaire, mais Marine (Le Pen) a été claire. On ne trompe pas les électeurs. Si vous êtes tête de liste et que vous êtes élu, votre place est à l'hôtel de ville »

Emmanuel Taché Député RN d'Arles



Le maire d'Arles, Patrick de Carolis (à gauche), et l'ancien préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Georges-François Leclerc (à droite), le 2 juin à Arles. MIGUEL MEDINA/AFP

au parti Horizons au lendemain de son élection avant de se positionner comme suppléant à la candidate - malheureuse face au RN - présentée par le parti présidentiel aux législatives de 2022.

Au-delà de cette question énergétique, le débat local est agité par le projet de contournement autoroutier d'Arles. Le dernier projet, en cours d'enquête publique, fait état d'une route à péage... Impossible pour l'ensemble des candidats quand d'autres plaident pour une solution enterrée (encore une !). La défense de l'environnement et des passages, associée à celle de la riziculture et des cultures camarguaises, fait ici consensus... Dix listes, comptant 45 personnes chacune, étaient candidates à Arles en 2020. Dans une ville de 38 000 électeurs, cette abondance pose, pour l'emporter, la question des réserves de voix dont dispose chaque liste en position de maintien au second tour (possible dès 10 % des votes) mais où les divisions peuvent également coûter très cher. ■



La question des alliances avec les nationalistes embarrasse la droite

Claire Conruyt
et Emmanuel Galiero

La question des alliances de second tour aux municipales est loin d'être simple chez Les Républicains (LR). « À chaque jour suffit sa peine », souffle un cadre. Entre Bruno Retailleau, qui croit en la possibilité d'une vague bleue en mars (en martelant le slogan « Tout sauf la gauche »), et l'entourage de Laurent Wauquiez, qui juge ce débat « un peu hors sol » (comme une pirouette pour ne pas répondre), il semblerait que personne n'assume l'hypothèse d'accords locaux avec les troupes de Marine Le Pen. « Sur les grandes villes, on ne voit pas où la question se pose et sur les petites, les étiquettes ne sont pas un enjeu », avance-t-on au sein du groupe à l'Assemblée, où plusieurs envisageraient de se lancer dans un scrutin local.

Le parti s'organise pour avoir des candidats « partout », notamment dans toutes les villes de plus de 30 000 habitants. « On a quand même le droit de porter nos convictions sans être obligé d'aller chercher une béquille et sans penser à la façon dont on pourrait s'émanciper en s'alliant ! », insiste un cadre, avant de poser l'électeur en juge de paix. « À Marseille, croyez-vous que les électeurs oseront installer le candidat Delogo au poste de maire ? Laissons-les décider et ne fabriquons pas de fausses questions, car celle des alliances, de toute façon, sera résolue par les urnes. »

La question a d'ailleurs secoué la Cité phocéenne, alors que, lundi, Martine Vassal, candidate de la droite et du centre, a laissé entendre qu'un ralliement au RN face à la gauche au second tour n'était pas exclu. « On verra à ce moment-là », a-t-elle balayé, avant de rétro-pédaler sur X le lendemain : « En aucun cas il n'a été question d'une alliance avec les extrêmes, que j'ai combattus pendant toute ma vie politique ! » « Elle a fait preuve de réalisme, la défend cependant une élue importante. Il y a une dynamique qui gêne le RN et la gauche, alors on veut la ramener dans des stratégies d'appareil. » Avant d'admettre toutefois : « Il faudra, à un moment, faire preuve de réalisme et de sincérité politique. Je ne vois pas à quel moment LR peut discuter avec Mélenchon d'un programme commun, même localement. » Stéphane Le Rudulier, sénateur des Bouches-du-Rhône, renchérit : « La logique est celle de l'élimination du plus dangereux. Alors, si au deuxième tour, il y a une liste LFI face au RN, il conviendrait de choisir le RN pour éliminer LFI. »

À Cannes, David Lisnard, président de Nouvelle Énergie, se défend de pratiquer des alliances avec quiconque. « Il le répète depuis trente ans, souligne un proche. La municipale n'est pas une élection de partis, ne l'a jamais été et ne doit pas l'être. Il veut

laisser vivre la démocratie locale. » On rappelle en passant que « 80 % » des candidats se présentent sans étiquette aux suffrages locaux.

En coulisses, notamment à la lumière des derniers débats internes, on admet que le sujet divise. Mais on mise sur la ligne portée par Bruno Retailleau, « le seul », veut-on croire, qui porte à la fois la fermeté sur le régalién et l'attachement à la liberté. Sans oublier de préciser que Marine Le Pen soutient « haut et clair » qu'elle ne souhaite pas d'alliances. « Devrions-nous courir derrière quelqu'un qui ne veut pas de nous ? »,

« Certains de nos soutiens ne veulent pas aller vers le RN, cela se voit très bien dans les sondages. On peut le déplorer, mais on peut aussi le voir comme une chance pour un projet porté ni par la gauche, ni par les macronistes, ni par le RN »

Un élu LR

interroge un élu. Certains de nos soutiens ne veulent pas aller vers le RN, cela se voit très bien dans les sondages. On peut le déplorer, mais on peut aussi le voir comme une chance pour un projet porté ni par la gauche, ni par les macronistes, ni par le RN. »

Et tant pis pour la fragilité actuelle des LR dans les études d'opinion. « On n'est pas obligé de caler notre stratégie à l'aune des sondages, nous défendons ce que l'on croit juste », réplique un cadre. Enfin, les convergences programmatiques avec le RN peuvent exister aux municipales, mais certains LR les imaginent également avec

la gauche. « Dans ces élections, toutes les convergences sont possibles, car, sur un programme municipal, on peut même imaginer des alliances avec les socialistes », avance une élue.

Nombre de militants se désolent régulièrement face aux réticences exprimées par la droite en matière d'union des droites, estimant que la gauche a moins de complexes en la matière. Florence Portelli, maire LR de Taverny, rétorque que la gauche hésite aujourd'hui à se ranger derrière LFI dans son département du Val-d'Oise, là où les Insoumis seraient désormais perçus comme des « repousseurs ». Mais pour cette élue, parler d'alliances avec le RN implique de regarder le rapport de force. « Quand une souris se marie avec un éléphant, elle se fait bouffer, prévient-elle. J'ai toujours pensé qu'au-delà de tout aspect moral ou programmatique, ce qui nous tue depuis très longtemps et notamment depuis la macronie, c'est de réfléchir en alliances et pas en incarnation. C'est d'ailleurs le drame de la politique aujourd'hui : des calculs de boutiquiers. » Pour elle, le RN est « beaucoup plus intelligent » parce qu'il ne parle pas d'alliances. « J'aimerais bien que nous ayons nous-même cette attitude un peu plus glorieuse, surtout pour un parti gaulliste. Nous séduirions davantage qu'en donnant cette impression d'un espoir pathétique de la dernière chance. »

Accords de boutiquiers ou pas, le refus d'assumer d'éventuelles alliances de second tour donne parfois le sentiment d'une crainte guidée par la nécessité de ne pas tomber dans un piège tendu par la gauche. La maire de Taverny bondit : « Leur piège consiste à reconnaître qu'ils se sont prosternés avec LFI et à nous pousser à faire la même chose avec le RN. Mais je ne crois pas en la prostitution en politique. Le macronisme a montré ce que cela donnait ! » ■

À Fréjus, la rupture avec David Rachline est actée

Il n'y avait aucun doute sur l'issue. La question était de savoir comment le Rassemblement national (RN) allait rompre ses liens avec un de ses membres historiques, le maire de Fréjus (Var), David Rachline, ex-étoile montante du mouvement à la flamme, devenu depuis quelques années un nom encombrant.

C'est Marine Le Pen elle-même qui a sifflé, ce mardi sur BFMTV, la fin de la partie, un peu malgré elle. Largement questionnée pour savoir quel était « le problème avec David Rachline », la chef de file du RN à l'Assemblée nationale a d'abord voulu éluder le sujet. « Écoutez, il faut lui demander à lui », a-t-elle répondu dans un premier temps. Et puis elle a livré le fond de sa pensée : « En tout cas, moi, je souhaite qu'il ne soit plus vice-président du RN », tout en laissant entendre que « c'est en voie de règlement ». « Il y a un certain nombre de procédures qui sont en cours et qui permettront d'éclaircir cette situation. Je ne suis pas sûr que ça passionne les Français », a fait valoir la triple candidature du RN à la présidentielle, avant de lâcher : « Ça ne remplit pas le frigidaire. »

Quelques heures après la sortie de Marine Le Pen, David Rachline, qui avait été son directeur de campagne lors de la présidentielle de 2017, annonçait lui-même sa démission de son poste de vice-président du RN « pour éviter », écrit-il dans un communiqué, « que les accusations médiatiques portées à mon encontre ne soient utilisées de façon malveillante pour nuire à la dynamique du RN, tout en continuant à rester adhérent du mouvement ».

La veille, lors d'une conférence de presse, Julien Sanchez, directeur de campagne du RN pour les élections municipales, questionné sur le cas de David Rachline, avait annoncé que le maire de Fréjus n'avait pas sollicité l'investiture du parti nationaliste pour le scrutin. « Vous savez que David Rachline ne participe plus aux instances du mouvement depuis de nombreux mois. Il a fait lui-même le choix de se mettre en retrait des instances, en tout cas du mouvement. Il demeure adhérent pour autant du Rassemblement national à l'heure actuelle, mais il n'a pas sollicité le logo du parti sur ces documents. Voilà ce que je peux vous dire à cette date concernant le cas » de Fréjus, avait déclaré le député européen RN, annonçant que la direction du parti entendait être « factuelle » à propos du

cas de David Rachline. Mais une chose est certaine : à l'heure actuelle, le RN n'investira pas le maire de Fréjus.

Marine Le Pen a donc rompu avec David Rachline, celui qu'elle estimait être un de ses « meilleurs amis », comme elle le disait en 2022. C'est la fin d'une amitié vieille de près de vingt ans. « Elle m'a confié qu'il l'avait grandement déçu », révélait un des proches de Marine Le Pen au printemps dernier. Jordan Bardella, président du RN, dont le maire de Fréjus a aussi été un intime, avait lui-même confirmé David Rachline au poste de vice-président après son élection à la présidence du parti en novembre 2022. Il n'aura pas eu besoin d'assouvir le souhait de sa mentor, en lui retirant la vice-présidence du parti puisqu'il a démissionné de lui-même.

Fin d'une époque

La situation du parti nationaliste vis-à-vis de David Rachline était devenue intenable. Il y avait d'abord les enquêtes concernant le maire de Fréjus. Il attend la décision qui doit être rendue le 27 janvier dans son procès pour prise illégale d'intérêts, pour avoir participé, en conseil municipal, à des votes concernant deux sociétés d'économie mixte dont il a ultérieurement pris la tête. Il y a aussi l'enquête du parquet de Draguignan, qui vise des soupçons « d'attributions de marchés publics » irrégulières, de « prises illégales d'intérêts » et de « favoritisme ». Une enquête ouverte après la publication du livre de la journaliste du Nouvel Obs, Camille Vigogne Le Coat, *Les Rapaces* (Les Arènes), en novembre 2023, sur David Rachline. C'est à partir de ce moment-là que les relations s'étaient refroidies entre le maire de Fréjus et la direction du parti nationaliste.

La rupture avec David Rachline signe aussi la fin d'une époque. L'homme avait été un fervent partisan de Marine Le Pen. Il avait intégré Génération Le Pen, la structure de celle qui allait s'emparer du Front national en février 2011 lors du congrès de Tours. En 2009, quand il prend la tête du FNJ, il relance un mouvement atone, et s'emploie à lisser son image. Élu maire de Fréjus en 2014, et sénateur du Var la même année, il devient alors le nouveau visage respectable du RN. Cela malgré une vidéo de lui, révélé en 2012 par *Le Point*, dans laquelle on le voit rire à propos du mot « führer » quand son chauffeur affirmait : « la Mercedes, la voiture du führer ». ■ P. L.



Le parti LR, dirigé par Bruno Retailleau (ici, le 27 novembre, au Sénat), s'organise pour avoir des candidats « partout », notamment dans toutes les villes de plus de 30 000 habitants. LAFARGUE RAPHAËL/ABACA



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Un scrutin à trois enjeux pour le parti lepéniste

Aux municipales, il est arrivé au Front national, puis au Rassemblement de remporter des victoires symboliques : la « triplette » Toulon-Orange-Marignane en 1995 ; la conquête d'Hénin-Beaumont, dès le premier tour, ou celle de Fréjus en 2014 ; la victoire de Louis Aliot à Perpignan en 2020. Mais ces quelques trophées n'ont jamais suffi pour offrir au parti lepéniste une assise locale à la hauteur de son poids électoral national. Le millésime 2026 de ce scrutin est cette fois d'une autre nature. Il lui offre une triple opportunité.

La première est bien entendu de renforcer son ancrage territorial. Le RN peut gagner des villes, comme Toulon, où Laure Lavalette part favorite, mais aussi Calais, Avignon et d'autres. Il peut surtout faire son entrée dans des conseils municipaux dont il était jusqu'à présent exclu, à commencer par Paris. Pour ce parti puissant dans le rural, le périurbain et des zones spécifiques (le littoral méditerranéen, les ex-bassins miniers), les plus grandes métropoles restent des terres de mission. Prendre pied dans les centres-villes est important pour Marine Le Pen et Jordan Bardella dans la perspective de la présidentielle l'an-

née suivante. Augmenter le nombre de ses élus municipaux est aussi pour le RN un moyen de décrocher en septembre prochain un groupe parlementaire au Sénat, ce qui parachèverait son institutionnalisation.

La deuxième opportunité pour le Rassemblement national est de renforcer sa crédibilité. En dépit de la « dédialisation » engagée lors de l'accession de Marine Le Pen à la tête du parti, le RN garde une image de parti protestataire, et non gestionnaire. Les critiques qu'il essuie aujourd'hui portent moins sur son profil « extrémiste » que sur sa capacité à gouverner. Or, en 2020, tous les maires RN élus en 2014 ont été réélus haut la main (74,21 % pour Steeve Briois à Hénin-Beaumont), ce qui signifie que le RN a su se faire apprécier pour son action concrète.

Plus il décrochera d'hôtels de ville, plus le parti de Jordan Bardella pourra vanter dans la campagne présidentielle son savoir-faire gestionnaire.

Enfin, ces municipales permettront au Rassemblement national de tester sa capacité d'attraction, voire d'expérimenter des alliances. C'est entendu, Marine Le Pen ne veut pas entendre parler d'« union des droites », et les dirigeants LR sont loin de vouloir un accord national, comme Éric Ciotti l'avait fait en 2024. Mais des municipales, où l'étiquette est parfois secondaire, se prêtent mieux à des rapprochements à la base comme en rêve la double finaliste de la présidentielle. C'est l'un des objectifs de la chartre qu'elle propose à des candidats non encartés. Se mettre d'accord sur des engagements municipaux concrets fait à ses yeux davantage avancer le RN que des débats théoriques et sémantiques non conclusifs.

LR devra préciser de son côté si la priorité énoncée par Bruno Retailleau au combat contre la gauche peut aller jusqu'à permettre l'élection de têtes de liste soutenues par le RN. Sous les explications embarrassées de Martine Vassal, à Marseille, une réalité : entre les deux tours, il faudra bien tenir compte des résultats du premier. ■

Écoutez
Guillaume
Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO



Macron à Pékin en quête de « convergence », face à une Chine décomplexée

Sébastien Falletti Envoyé spécial à Pékin

Le président français retrouve Xi Jinping à Pékin mercredi, pour tenter une relance du partenariat avec la Chine dans un climat sino-européen plombé.

De l'Ukraine à la Cité interdite, il n'y a qu'un pas. Emmanuel Macron foulera les jardins du palais impérial de Pékin en compagnie du président Xi Jinping, ce mercredi 3 décembre, à l'orée de sa visite de trois jours en Chine, dans un climat sino-européen plombé par le conflit Ukrainien et les tensions commerciales. Après avoir reçu Volodymyr Zelensky à l'Élysée et s'être entretenu avec Donald Trump lundi, le président français s'envole vers l'Extrême-Orient auprès d'une deuxième puissance mondiale décomplexée, partenaire affirmé de la Russie, et revigorée par son bras de fer avec la Maison-Blanche.

Avec l'ambition de reprendre langue en pleine négociation sur l'avenir de l'Ukraine, que la Chine scrute, à l'affût. Sans attentes démesurées de part et d'autre, alors que les stratégies rouges toisent désormais une Europe ballottée et jugée affaiblie, à l'heure du retour des Empires. Et que les tentatives de Macron d'assouplir la position de Xi lors de sa dernière visite en 2023 se sont heurtées à des sourires polis, douchant les espoirs élyséens.

Cet accueil dans le saint des saints des dynasties impériales, où Trump avait eu droit à un dîner est une marque de respect du régime communiste – le général de Gaulle fut le premier dirigeant occidental à le reconnaître diplomatiquement. Il signale son ambition de s'appuyer sur Paris pour enrayer la spirale négative qui aspire les relations avec le Vieux Continent, après un sommet Chine-UE tendu en juillet, menaçant son accès à un marché clé. En jouant la carte du « multilatéralisme », et de la « coopération pragmatique » a déclaré Lin Jian, porte parole du ministère des Affaires étrangères.

« À Pékin, la France est regardée comme un partenaire plus important que les Français ne l'imaginent eux-mêmes. Mais, nous voyons bien que Macron est déjà un canard boiteux »

Ding Yifan Enseignant à l'université Renmin, à Pékin

Le 30 octobre, à Busan, Trump a vanté la puissance d'un « G2 » en retrouvant Xi. De son côté, Macron reprend son bâton de pèlerin pour rester dans le jeu, avec en ligne de mire la présidence française du G7 l'an prochain, où le dialogue avec les grands émergents s'affiche comme une priorité ; et pour prévenir l'isolement grandissant d'une Europe prise en tenaille entre « l'Amérique d'abord » et une Eurasie recentrée sur l'axe Pékin Moscou. Une visite « ambitieuse » guidée par la « nécessité » que l'Europe et la Chine « reconvergent » sur les « questions internationales et la paix », affirme une source à l'Élysée, qui se défend de toute « naïveté ».

Durant sa rencontre dans le Grand Hall du peuple, jeudi à Pékin, le président français tentera de convaincre son homologue de « jouer son rôle » en tant « qu'ami privilégié de la Russie » en vue « d'orienter » Vladimir Poutine vers un « cessez-le-feu » dans les discussions en cours avec Washington et Kiev. Une gageure, alors que le dirigeant chinois a réaffirmé son « partenariat sans limite » avec Poutine en l'accueillant en grande pompe sur la place Tiananmen, le 3 septembre. Et qu'une entreprise chinoise a

pris récemment des parts du fabricant de drone Russe Rustakt a révélé le *Financial Times*. « Macron va revenir à la charge, mais cela n'aura pas d'impact, car cela met la Chine dans l'embarras vis-à-vis de la Russie », juge Ding Yifan, enseignant à l'université Renmin, à Pékin.

Alors que « l'Amérique d'abord » malmenée ses alliés, la Chine appelle l'Europe à s'affirmer, selon une stratégie ancienne du régime, en quête de contrepoids utile dans sa rivalité au long cours avec la première puissance mondiale. En jouant des divisions qui traversent le bloc des Vingt-Sept, où ses relais s'amenuisent. « Ils vont jouer la carte du néogaullisme de Macron et de l'autonomie stratégique pour tenter d'affaiblir Bruxelles. La coordination avec l'Allemagne sera essentielle », juge Jean-Pierre Cabestan, chercheur au Asia Centre, basé à Hongkong. Le chancelier Friedrich Merz est également attendu prochainement dans la capitale chinoise.

Face à la déferlante des produits chinois, symbolisée par Shein ou les vé-

hicules électriques, Bruxelles comme Paris sonnent le tocsin du réarmement commercial, inquiétant l'Usine du monde, dont la croissance dépend des exportations vers ce marché clé.

La Chine appelle l'Europe, malmenée par Trump, à s'affirmer, selon une stratégie ancienne du régime, en quête de contrepoids utile dans sa rivalité au long cours avec la première puissance mondiale, et jouant des divisions qui traversent le bloc des Vingt-Sept, où ses relais s'amenuisent.

Accompagné de son épouse, le dirigeant français s'attellera à « résorber les déséquilibres économiques », alors que le déficit commercial a doublé en dix ans vis-à-vis d'une Chine charriant ses « surcapacités » industrielles. Avec pour

priorité d'attirer des investissements qui ne pèsent aujourd'hui qu'un quart des capitaux français dans l'empire du Milieu. Au risque d'aggraver la dépendance au géant.

L'appétit chinois est mesuré, alors que le géant toise désormais une Europe jugée déclassée dans la course géopolitique et technologique planétaire, et qui peine à se dégager de l'emprise transatlantique, minée par les divisions à Bruxelles et la crise politique à Paris. « Dans ce moment critique, l'Europe oscille, elle apparaît affaiblie et incapable de se surpasser pour relever les défis d'aujourd'hui », se lamente Xu Tiebing, de l'Université de communication de Chine.

Les deux dirigeants ont tissé une relation au fil des rencontres, marquée par

Xi Jinping et Emmanuel Macron, le 7 avril 2023, à Canton.

HUANG JINGWEN/XINHUA VIA AFP

une visite au pic du Midi en 2024. Ou à Canton, l'année précédente lors d'un pèlerinage sur les traces du père de Xi. Mais l'affaiblissement de l'hôte de l'Élysée sur la scène hexagonale et l'approche de la fin de son quinquennat planeront sur cette visite d'un président qui avait promis de visiter la Chine chaque année, avant d'être rattrapé par les réalités géopolitiques et sanitaires. « À Pékin, la France est regardée comme un partenaire plus important que les Français ne l'imaginent eux-mêmes. Mais, nous voyons bien que Macron est déjà un canard boiteux », juge Ding. ■

Trump accorde des sous-marins atomiques à Séoul, hérissant Pyongyang et Pékin

Quelques heures avant de rencontrer Xi Jinping à Busan, le 30 octobre, Donald Trump a semé un petit caillou nucléaire dans la chaussure du président chinois, en Corée du Sud. La veille, à l'issue d'un dîner d'accueil offert par son hôte Lee Jae-myung à Gyeongju, le champion de « l'Amérique d'abord » a reçu en cadeau une couronne sertie d'or, réplique d'un trésor de la dynastie de Silla.

Avant de céder à une demande insistante de cet allié aux avant-postes face à la Corée du Nord et à la Chine : « Je leur ai donné mon accord pour construire des sous-marins nucléaires plutôt que ceux qu'ils possèdent actuellement, propulsés au diesel, qui sont bien moins agiles », a écrit Trump sur son réseau Truth Social. Une concession de dernière minute en retour d'une vaste promesse d'investissements sud-coréens aux États-Unis de 350 milliards de dollars dont les contours restent tout aussi flous que la mise en œuvre de ce « deal » sous-marin.

« La Corée du Sud élargit son horizon naval vers le Pacifique, s'offrant plus de capacités et de responsabilités. C'est un jeu à haut risque mais qui peut rapporter gros »

Paik Wooyeal Chercheur à l'université Yonsei, à Séoul

Une percée stratégique pour Séoul, qui réclame de longue date cette montée en gamme face la fuite en avant atomique du Leader suprême Kim Jong-un. Avec en arrière-plan, la montée en puissance militaire de la Chine voisine, qui affirme ses prétentions maritimes en Asie-Pacifique. Pyongyang n'a pas manqué de dénoncer le feu vert de Washington, agitant le risque d'un « effet domino nucléaire » menaçant la sécurité régionale, le 18 novembre. L'affaire pourrait encourager le Japon de la nationaliste pre-

mière ministre Sanae Takaichi à s'engouffrer dans la brèche à son tour. « L'environnement du Japon devient "plus sévère", et tous les pays voisins seront dotés à terme de sous-marins nucléaires », a déclaré son ministre de la Défense, Shinjiro Koizumi, mettant le sujet sur la table, le 6 novembre.

S'il se concrétise, l'accord permettrait à la Corée du Sud de rejoindre le club très fermé des puissances possédant ces sous-marins dotés d'un long rayon d'action et d'une furtivité accrue (États-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France, Chine et Inde). La marine sud-coréenne compte mettre en service au moins quatre bâtiments de 5000 tonnes, équipés d'armement conventionnel d'ici au milieu des années 2030 selon le *JoongAng Daily*. Sur les traces du Brésil et de l'Australie autres nations aspirant aux grands fonds océaniques, dans le cadre de l'Aukus pour Canberra, avec là aussi Pékin en ligne de mire.

« C'est une percée pour l'armée sud-coréenne, qui a besoin de capacités pour dissuader la Corée du Nord et ses alliées en Asie du Nord-Est », la Chine et Russie, selon Paik Wooyeal, chercheur à l'université Yonsei. « Elle élargit son horizon naval vers le Pacifique, s'offrant plus de capacités et de responsabilités. C'est un jeu à haut risque mais qui peut rapporter gros », ajoute ce spécialiste à Séoul.

La quatrième économie d'Asie se renforce ainsi face à Pyongyang, tout en s'affichant comme puissance maritime régionale pouvant épauler l'US Navy face à la montée en puissance navale de la seconde puissance mondiale. Un changement de braquet encouragé par le Pentagone, qui bat le rappel des alliés, du Japon aux Philippines pour contrer les ambitions chinoises autour de Taïwan.

Après s'être engagé à relever son budget de défense à 3,5 % du PIB, le madré Lee a souligné que ces sous-marins permettraient de « soulager le fardeau » des militaires américains, lors de son entrevue avec Trump. Tout en précisant qu'ils patrouilleraient au large des côtes de la péninsule, redoutant

d'être entraîné dans une crise dans le détroit de Taïwan, à 1300 km au sud. Pris en étau entre les revirements de son protecteur américain et les avances de son voisin chinois, partenaire commercial clé, l'administration de centre gauche navigue à vue avec pour ambition de renforcer ses capacités de défense dans un environnement géopolitique incertain.

Prise de court, la Chine a exprimé ses inquiétudes avec retenue, en pleine négociation avec Trump et alors qu'elle tente d'amadouer la nouvelle administration sud-coréenne, rappelant les engagements à la « non-prolifération ». Mais, le régime communiste ne voit pas d'un bon œil l'extension océanique de l'alliance Séoul-Washington au large de ses côtes. « Cela préoccupe Pékin car ces sous-marins peuvent naviguer jusqu'à Taïwan sans être détectés, renforçant les options américaines », juge Arthur Ding, chercheur à l'université Chengchi, à Taipei.

« Cela préoccupe Pékin car ces sous-marins peuvent naviguer jusqu'à Taïwan sans être détectés, renforçant les options américaines »

Arthur Ding Chercheur à l'université Chengchi, à Taipei

Le pays de 50 millions d'habitants s'inquiète du renforcement de l'arsenal nord-coréen, notamment en matière de guerre sous-marine, avec l'appui potentiel de la Russie de Vladimir Poutine. Le Leader suprême a inspecté la construction d'un sous-marin nucléaire en mars, selon la presse officielle. Le dictateur a réaffirmé sa détermination à développer une « puissance navale plus complète et rapide » et promis de développer de façon « exponentielle » ses armements stratégiques en 2022. Pyongyang pourrait posséder 400 têtes nucléaires à l'horizon 2040 selon le Korea Institute for Defense Analyses (Kida), à Séoul.

S. F. (ENVOYÉ SPÉCIAL À GYEONGJU)

Prudent espoir autour du procès en appel du journaliste Christophe Gleizes

Adam Arroudj

Le Français détenu en Algérie comparait mercredi en appel dans une procédure que la défense veut résolument judiciaire. Mais l'affaire reste, malgré elle, indissociable des tensions politiques entre Paris et Alger.

C'est ce mercredi que s'ouvre, à Tizi-Ouzou, le procès en appel du journaliste français Christophe Gleizes. Condamné en juin à sept ans de prison ferme pour « apologie du terrorisme » et « possession de publications dans un but de propagande », le journaliste sportif de 36 ans, arrêté en mai 2024, avait d'abord été placé treize mois sous contrôle judiciaire avant d'être incarcéré à l'issue de son procès en première instance.

Spécialiste du football africain, collaborateur de *So Foot* et de *Society*, Christophe Gleizes s'était rendu en Kabylie pour travailler sur l'histoire du club Jeunesse sportive de Kabylie (JSK) et sur les circonstances de la mort du footballeur camerounais Albert Ebossé en 2014. Il devait également rencontrer l'entraîneur du Mouloudia d'Alger et réaliser un portrait du joueur Salah Djebaili, assassiné par les groupes islamistes en 1994.

La justice algérienne lui reproche d'être entré en Algérie avec un simple visa touristique pour y accomplir un travail journalistique et d'avoir été en contact avec un dirigeant de la JSK, par ailleurs responsable du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie. Le MAK, classé « organisation terroriste » depuis 2021, est un sujet ultrasensible pour le pouvoir algérien, qui considère le mouvement et ses revendications indépendantistes comme une menace directe à l'unité nationale.

En 2019, la députée LFI Mathilde Panot l'avait appris à ses dépens : son groupe parlementaire avait affirmé qu'elle avait été interpellée à Bejaïa, après avoir rencontré des militants de ce mouvement, et accompagnée de force à l'aéroport, ce qui avait nécessité l'intervention du ministre français des Affaires étrangères de l'époque, Jean-Yves Le Drian. Les autorités algériennes avaient démenti toute arrestation.

De nombreux médias français ont appelé ces derniers jours à la libération de Christophe Gleizes, qui « n'a commis aucun crime ». « Nous espérons qu'il pourra retrouver ses proches et reprendre son travail », écrivent-ils dans une tribune cosignée par neuf organisations parmi lesquelles l'Apig (représentant les quotidiens), le SEPM (magazines), Reporters sans frontières (RSF) et plusieurs syndicats.

« Un journaliste qui fait son métier ne devrait jamais être en prison, mais il y a un dossier à défendre, notamment l'entrée avec un visa touristique »

M^e Emmanuel Daoud Avocat français de Christophe Gleizes

Jusqu'à la condamnation, l'affaire Gleizes était restée confidentielle. Reporters sans frontières, ses proches et le Quai d'Orsay avaient privilégié la discrétion, craignant qu'une médiatisation ne compliquât son dénouement. Depuis juin, le jugement a rendu l'affaire publique. Sa famille a appelé à ne pas mélanger le dossier avec celui de Boualem Sansal. Un mois après la condamnation du journaliste, sa mère s'est inquiétée, sur France Inter, de « l'amalgame » fait entre l'arrestation de son fils et le cas de l'écrivain franco-algérien. Les parents du journaliste ont également souhaité que la diplomatie française « ne mette pas d'huile sur le feu, car c'est dans l'apaisement de nos relations diplomatiques avec l'Algérie qu'on pourra trouver une issue, et certainement pas dans un affrontement ». Ils ont même écrit au président Tebboune pour qu'il gracie leur fils et ont attendu « un petit mot » de Zinedine Zidane, « une légende pour Christophe ». En vain.

Aujourd'hui, plusieurs raisons permettent d'espérer une issue heureuse. « C'est la sensibilité sur le sujet du MAK – et non pas le fait que Gleizes soit un journaliste français pris en faute avec un



Dans une tribune, plusieurs médias français ont appelé à la libération de Christophe Gleizes, condamné en juin à sept ans de prison ferme en Algérie.

HANDOUT / AFP

visa touristique en pleine crise entre Paris et Alger – qui a probablement crispé le procureur, estime une source judiciaire pour expliquer la sévérité de la peine en première instance. Aujourd'hui, avec le recul et l'exemple donné par la sanction, la justice pourrait se montrer plus indulgente. »

Par ailleurs, la ligne de défense – qui assume les erreurs commises par l'accusé, ne conteste à aucun moment la souveraineté de la justice algérienne, refuse toute comparaison avec le cas Boualem Sansal et écarte tout lexique renvoyant à la notion d'« otage » – pourrait clairement contribuer à apaiser les magistrats. Les autorités envoient d'ailleurs des signaux positifs : les parents du journaliste, sa compagne, son avocat français et même l'archevêque d'Alger, le cardinal Jean-Paul Vesco, ont obtenu un droit de visite. Ce dernier a récemment témoigné dans *Le Point* que le détenu était « bien traité ». « Il force le respect de tous par sa positivité et sa fraternité. Il a appris à lire et à écrire le français à son codétenu malien, il s'impose une discipline rigoureuse, il a arrêté de fumer, lit beaucoup et fait beaucoup de sport », a-t-il encore rapporté.

Depuis l'Algérie, où il est arrivé cette semaine pour assister à l'audience, l'avocat français du journaliste, Emmanuel Daoud, a insisté : « L'affaire Gleizes n'est pas un prétexte politique. Un journaliste qui fait son métier ne devrait jamais être en prison, mais il y a un dossier à défendre, notamment l'entrée avec un visa touristique. Nous avons l'espoir d'obtenir un acquittement, je ne sais pas si nous y arrivons, mais encore une fois, nous sommes raisonnablement optimistes. »

Chercher à garder l'affaire dans son cadre judiciaire, à l'abri des turbulences politiques, peut fonctionner. Mais le procès en appel ne pourra pas s'extraire de celles du moment. Des échanges sont en cours entre Paris et Alger pour déterminer comment et par où relancer une coopération mise à mal ces derniers mois. À ce titre, il est évidemment difficile de décorréliser le sort de Christophe Gleizes de la venue de Laurent Nuñez, invité par son homologue algérien et attendu en décembre, ou de signaux pouvant troubler la séquence de réconciliation, comme la cérémonie de déclaration d'indépendance de la Kabylie organisée par le MAK le 14 décembre à Paris.

De même, il est difficile de le dissocier de la situation politique interne. La grâce du président Tebboune envers Boualem Sansal a provoqué de vives réactions à Alger. Partis politiques,

personnalités publiques et militants ont interpellé le pouvoir pour réclamer la libération des Algériens emprisonnés et qualifiés de « détenus d'opinion ». Accorder de nouveau une issue

favorable à un prisonnier français pourrait avoir un coût politique, d'autant que l'arrestation récente de Saad Bouakba, 79 ans, célèbre journaliste algérien, mis sous mandat de dé-

pôt pour « diffamation » et « diffusion de fausses informations », n'a pas contribué à calmer les critiques.

Bien que la plupart des médias algériens gardent le silence sur l'affaire Gleizes, certains remettent ouvertement en question la démarche française. Le média souverainiste Algérie patriotique estime que « les priorités affichées par Paris restent strictement unilatérales et centrées sur ses propres intérêts ». Pour la France, « un seul leitmotiv revient : la libération du journaliste Christophe Gleizes, la reprise totale des relations consulaires afin d'obtenir davantage de laissez-passer pour exécuter les obligations de quitter le territoire français (OQTF) visant des ressortissants algériens, ainsi que la relance de la coopération sécuritaire et migratoire. Autrement dit, Paris ramène systématiquement la relation algéro-française à ses préoccupations internes. »

Si un acquittement risque d'être perçu comme un nouveau cadeau fait aux Français, une solution de compromis pourrait consister en une peine de prison ferme partiellement couverte par le temps déjà purgé, assortie d'un sursis pour le reste. Une manière pour la justice de préserver son autorité, tout en ouvrant la voie à une libération rapide, peut-être dès ce mois de décembre. ■

PARIS MATCH BOUTIQUE

POUR NOËL, OFFREZ LE CADEAU QUI TRAVERSE LE TEMPS ET LES HISTOIRES : PARIS MATCH

Plus de 3900 numéros mythiques disponibles sur parismatch.com

Après son voyage pour la «réconciliation» au Proche-Orient, le pape veut se rendre en Algérie

Jean-Marie Guénois Envoyé spécial à Beyrouth (Liban)

De retour de Beyrouth où il a prié pour la fin «des hostilités», Léon XIV a évoqué un futur déplacement en Afrique.

Au retour de son voyage au Liban mardi, le pape Léon XIV a annoncé, lors d'une conférence de presse tenue dans l'avion, que son prochain voyage pourrait être consacré au continent africain, avec une première étape en Algérie. Tout cela reste «à confirmer», a prévenu le pape, «il n'y a rien de sûr et certain. J'espère faire un voyage en Afrique, a-t-il expliqué, cela pourrait être le prochain.»

Il a alors détaillé : «Personnellement, j'espère aller en Algérie pour visiter les lieux de vie de saint Augustin, mais aussi pour poursuivre l'échange sur la construction de ponts entre les mondes chrétien et musulman.» Évoquant son maître spirituel, l'ancien cardinal américain, religieux augustien, a observé que «la figure de saint Augustin aide beaucoup pour établir un pont, parce qu'il est très respecté en Algérie comme fils de la patrie.»

Quant au choix des «autres pays» de cette tournée africaine, Léon XIV a simplement précisé : «Nous y travaillons.» Si elle se confirme, cette tournée en Afrique sera lourde de sens pour ce pontificat, car elle sera l'expression d'un choix personnel de ce nouveau pape. Le déplacement en Turquie et au Liban, qu'il vient d'accomplir, était en effet programmé par son prédécesseur, François, avant son décès.

Plutôt décontracté et relativement peu fatigué pour un homme de 70 ans qui vient de présider un voyage très dense de six jours, le pape a livré quelques confidences sur son état d'esprit, avant et depuis son élection sur le siège de Pierre, le 8 mai dernier. «Il y a un an



YARA NARDI/REUTERS

ou deux, j'avais pensé à partir à la retraite! Mais certains d'entre nous doivent continuer à travailler», a-t-il confié en riant.

Interrogé sur le conclave, il a été très net - «je respecte strictement le secret» -, tout en livrant cette anecdote : «La veille du jour où j'ai été élu, une journaliste m'a arrêté dans la rue alors que j'allais déjeuner et m'a demandé ce

que je pensais du fait d'être l'un des candidats. J'ai simplement répondu que tout était entre les mains de Dieu. Et j'y crois profondément.»

Il s'est également confié sur son état d'esprit quand il a compris qu'il allait être élu : «Je me suis résigné quand j'ai vu comment les choses tournaient et je me suis dit que ça pouvait devenir une réalité. J'ai pris une profonde respiration

et je me suis dit : «Seigneur, on y va, tu me guides!»»

Parmi les multiples sujets abordés avec la presse, Léon XIV a livré sa vision des relations avec l'islam. À Istanbul, il avait visité samedi la grande Mosquée bleue sans paraître particulièrement passionné par ce rendez-vous. Mais il a participé, lundi au Liban, à une rencontre interreligieuse, avec toutes les communautés religieuses présentes dans ce pays. «Dans les conversations que j'ai eues en Turquie et au Liban, a-t-il confié, y compris avec plusieurs musulmans, nous nous sommes précisément concentrés sur le thème de la paix et du respect, pour les gens de différentes religions.» Il a ajouté : «Je le sais - c'est un fait, même si ça n'a pas toujours été le cas - qu'il y a souvent des peurs en Europe. Ces peurs sont présentes, mais elles sont aussi souvent générées par des gens opposés à l'immigration qui tentent de maintenir hors des frontières des gens d'un autre pays, d'une autre religion, d'une autre ethnie.»

Après ce constat, le nouveau pape a observé : «Je voudrais dire que nous avons tous besoin de travailler ensemble. C'est même l'une des valeurs de ce voyage : transformer précisément un monde de tension en une possibilité de dialogue et d'amitié entre musulmans et chrétiens.»

«Le Proche-Orient a besoin de nouvelles approches afin de rejeter la mentalité de vengeance et de violence (...) et d'ouvrir de nouveaux chapitres au nom de la réconciliation et de la paix»

Le pape Léon XIV

Il s'exprimait quelques minutes après le décollage de Beyrouth à destination de Rome : «Je crois que l'une des plus grandes leçons que le Liban peut enseigner au monde est précisément de montrer un pays où l'islam et le christianisme sont toutes les deux présentes et respectées. Et qu'il y a une possibilité de vivre ensemble, d'avoir de l'amitié les uns pour les autres.»

Lors de son séjour au Liban, le pape a démontré sa lucidité sur les problèmes à résoudre. Devant les journalistes mardi, il a insisté sur «les histoires et témoignages que nous avons entendus ces deux derniers jours, de gens qui s'entraident, chrétiens et musulmans, ensemble, qui voient leurs villages détruits mais qui disent : «On peut parler ensemble et travailler ensemble.»» «C'est important que nous entendions ça en Europe ou en Amérique du Nord, a-t-il poursuivi. Peut-être devrions-nous être

Le pape Léon XIV salue les fidèles à son arrivée en papamobile avant de prononcer l'homélie lors d'une messe sur le front de mer à Beyrouth, mardi.

moins effrayés et, au contraire, rechercher des voix pour promouvoir le dialogue et le respect.»

Plus tôt dans la journée, lors d'une messe en plein air sur le front de mer à Beyrouth réunissant 150 000 personnes, le souverain pontife avait appelé à la paix dans la région. «Le Proche-Orient a besoin de nouvelles approches afin de rejeter la mentalité de vengeance et de violence (...) et d'ouvrir de nouveaux chapitres au nom de la réconciliation et de la paix», a-t-il déclaré.

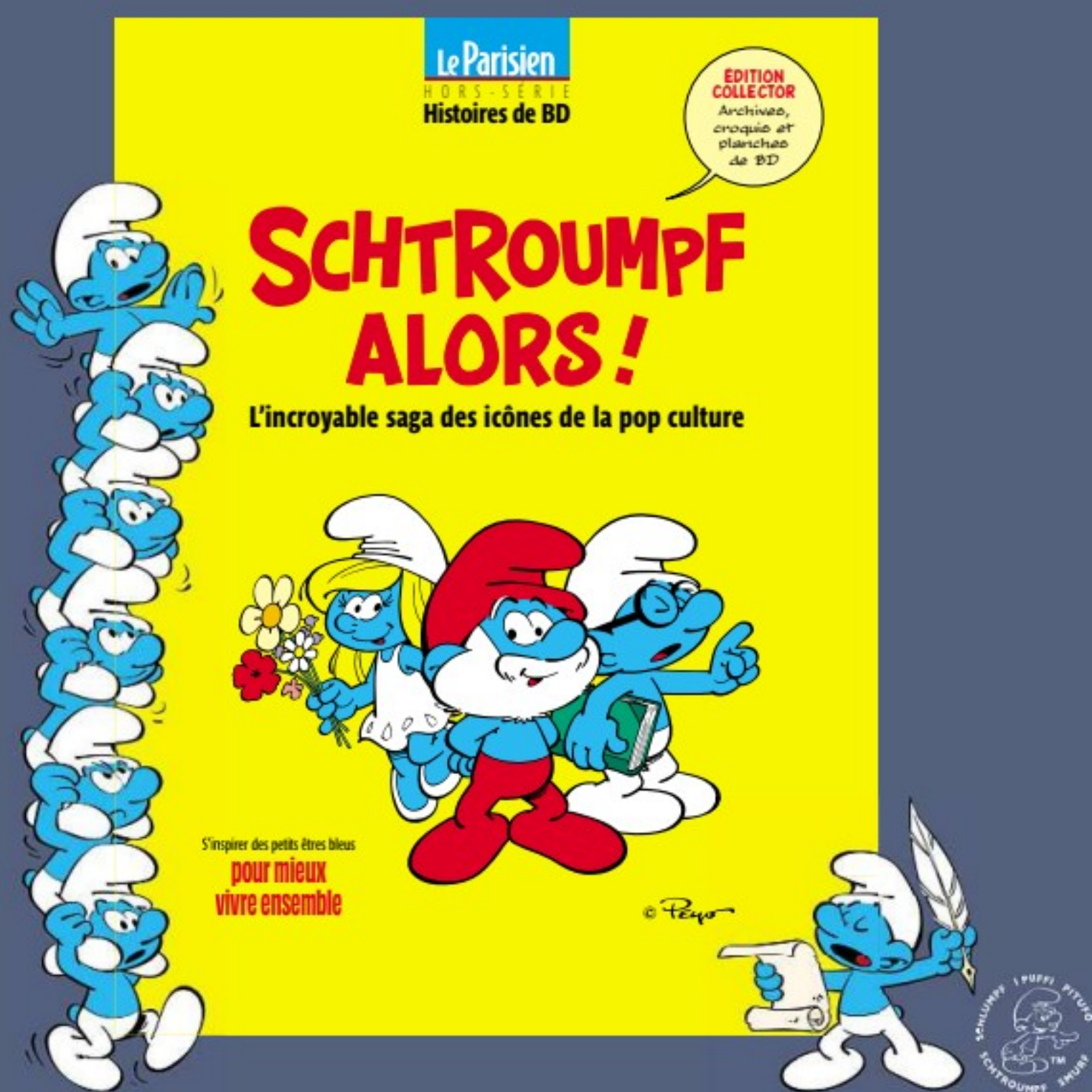
Interrogé dans l'avion sur les sujets de géopolitique, le pape s'est montré plutôt prudent et général dans ses réponses. Ainsi, à propos de ses contacts directs avec des chefs d'État qui sont aux prises avec les conflits actuels, il a surtout mis en avant le travail de la diplomatie du Saint-Siège, avec cette remarque : «Notre travail en la matière n'est pas du ressort public, nous n'allons pas le crier sur les toits, les choses se jouent plutôt en coulisse. Nous l'avons déjà fait et nous continuerons à le faire : il s'agit de chercher à convaincre les parties en conflit de laisser les armes et la violence pour venir ensemble à la table du dialogue et chercher des réponses et des solutions qui ne sont pas violentes et qui peuvent être plus efficaces et meilleures pour le peuple.»

Évoquant ses relations avec les journalistes - «mon visage est très expressif et je suis toujours amusé par la manière qu'ont les journalistes d'interpréter ces expressions» -, il confia aussi son bonheur d'aller à la rencontre des gens. «J'étais au jubilé pour les jeunes (cet été), ils étaient 1 million. Ici, au Liban, c'était plus modeste, mais c'était merveilleux pour moi. On pense que les gens sont ici car ils veulent voir le pape, mais en fait ils sont là pour voir Jésus et voir un messager de la paix. Il faut écouter leur enthousiasme. J'espère ne jamais me fatiguer de l'enthousiasme dont ces jeunes font preuve.»

Il a livré enfin une dernière confidence : «Si vous voulez savoir quelque chose sur moi, lisez un livre très simple rédigé par le frère Laurence, La Pratique de la présence de Dieu. Il décrit plusieurs façons de prier, plusieurs spiritualités où l'on donne simplement sa vie à Dieu en le laissant nous guider. C'est ma spiritualité depuis des années. J'ai eu à faire face à bien des défis, ayant vécu au Pérou pendant des années de terrorisme, ayant été appelé au sacerdoce dans des endroits où je ne pensais jamais être appelé. J'ai confiance en Dieu et je partage ce message avec tous.» ■

Hors-série

Ça va schtroumpfer ! Explorez l'univers de Peyo, des premiers croquis au succès mondial



100 pages • 12,95 €

En vente actuellement chez votre marchand de journaux et sur abonnement.leparisien.fr/hors-serie

Le Parisien

Agressions sexuelles en maternelle : la colère et le désarroi des parents

Emma Ferrand

Une trentaine d'écoles parisiennes, situées pour une dizaine d'entre elles dans le 11^e arrondissement, sont concernées par des plaintes pour ces faits, en très grande majorité commis par des animateurs périscolaires.

« Je ne cesse de me demander si mon fils a pu côtoyer cet animateur. » Depuis une semaine, Laura* vit avec la peur que son garçon de 4 ans soit le prochain à se plaindre d'abus sexuels de la part d'un agent périscolaire dans son école maternelle. Alors que ces trois dernières années, plus de 50 animateurs ont été suspendus pour des signalements de violences sexuelles sur mineurs, une nouvelle plainte a été déposée le 21 novembre par les parents d'une fillette de 3 ans. Scolarisée à l'école Servan, dans le 11^e arrondissement, comme le fils de Laura, elle aurait été victime d'une agression sexuelle. Après Bullourde, Alphonse-Baudin, Titon ou encore Parmentier, la liste des écoles maternelles du quartier secouées par les agissements d'animateurs continue de s'allonger.

Selon le parquet de Paris, « une trentaine d'écoles maternelles et élémentaires parisiennes, situées pour une dizaine d'entre elles dans le 11^e arrondissement » sont concernées. « Les parents de près de 70 enfants ont déposé plainte ou signalé leur inquiétude envers plus d'une trentaine d'adultes, pour la très grande majorité animateurs périscolaires ». Par précaution, 11 d'entre eux au moins ont été suspendus par leur employeur. De quoi alarmer les parents d'élèves.

« Ils m'ont laissé emmener ma fille dans les couloirs de l'horreur tous les matins, pendant quinze jours, alors qu'ils savaient »

Mehdi Père d'une petite fille de 3 ans

« Pourquoi y a-t-il autant d'animateurs périscolaires agresseurs dans nos écoles ? On ne sait pas ce que font nos enfants, ni avec qui », s'énervait Pauline*, maman d'un petit garçon inscrit dans l'école Popincourt, voisine de Servan. Pour Mehdi*, aucun enfant n'est à l'abri. Le 24 septembre dernier, ce père de famille recevait un appel de la circonscription des affaires scolaires et de la petite enfance (Caspe) du 11^e et 12^e arrondissements, lui apprenant que sa fille aurait été victime d'agression sexuelle. « J'en ai parlé avec ma petite de 3 ans. Elle m'a parlé d'un animateur, et m'a mimé une fellation », confie-t-il, abattu. Ce qui étonne Mehdi, c'est ce coup de fil tardif. « Ils ont reçu un signalement le 8 septembre. Ils m'ont laissé emmener ma fille dans les couloirs de l'horreur tous les matins, pendant quinze jours, alors qu'ils savaient. »

Il a fini par être reçu par la directrice de la Caspe, fin septembre. « J'ai menacé de tout balancer aux parents », ajoute Mehdi. Une réunion a donc été organisée en urgence début octobre avec les représentants de parents d'élèves de l'école. Depuis, silence radio. Aucun accompagnement psychologique n'a été proposé à la famille, et la mairie du 11^e arrondissement ne l'a pas reçue personnellement (seuls les parents élus l'ont été en octobre). Mehdi a depuis inscrit sa fille dans l'enseignement privé.

Rémy* aurait aussi aimé être écouté par la Caspe au printemps dernier. « À la place, je n'ai été entendu que par un responsable éducatif ville (REV), à côté

de la plaque. Quand je lui ai écrit, cette personne m'a dit : "J'aurais préféré qu'il n'y ait pas de trace écrite de cela" », souffle-t-il en ajoutant avoir déposé plainte contre X pour mise en danger de la vie d'autrui. « Quand c'est Bétharram, tout le monde fonce. Là, personne ne bouge. » Pourtant, selon la mairie, « il y a un lien constant entre la ville de Paris et les familles, qui se fait prioritairement par la Caspe », précise-t-elle.

À Paris, le périscolaire est sous l'égide de la direction des affaires scolaires (Dasco). Sous celle-ci, on retrouve les Caspe, réparties dans deux arrondissements. L'équipe périscolaire est ensuite encadrée par un REV. La mairie assure que « les affaires sont toutes gérées selon la même procédure, avec réactivité et un principe identique : tenir compte, sans la remettre en cause, de la parole des enfants et/ou des parents ». « Les remontées de situations à la Caspe 11-12 illustrent précisément la volonté de la ville de les traiter, en veillant, à chaque alerte, à informer les



Ces trois dernières années, plus de cinquante animateurs périscolaires embauchés par la mairie de Paris ont été suspendus pour des signalements de violences sexuelles sur mineurs. ANNAHANABED-STOCKADOB.COM

familles et à prendre des décisions de suspension », ajoute-t-elle. Mais les parents affirment que les « incidents ne sont pas transmis à tous les niveaux ». « Quand elle en a connaissance, la Caspe n'écoute pas les signalements sur des comportements suspects, et ne donne donc pas les bonnes directives à ses agents en dessous », déplore le collectif de parents SOS Périscolaire.

Avec de telles hiérarchie et procédure, les parents ne comprennent pas pourquoi le problème n'est toujours pas endigué. C'est pourquoi, n'ayant pas de réponse de la mairie, certains parents ont fait appel à l'opposition. « Nous avons envoyé un courrier le 23 juillet pour qu'un rapport soit réalisé sur l'ensemble du périscolaire à Paris. Le 10 septembre, notre demande a été déclinée », explique Nelly Garnier,

conseillère du 11^e arrondissement au sein du groupe Changer Paris, mené par Rachida Dati. La raison de ce refus : la mairie « diligente quasi systématiquement des enquêtes administratives » dans chaque école concernée par des violences, et ne « considère pas nécessaire de lancer une enquête administrative générale », selon un courrier consulté par Le Figaro.

Pourtant, en 2015, un rapport de l'inspection générale de la mairie de Paris dressait un diagnostic des risques d'infractions sexuelles sur mineurs commises par des agents de la ville et proposait un ensemble de mesures pour mieux prévenir, signaler et traiter ces situations. « Circulez il n'y a rien à voir », ironise Rémy. Pour sa défense, la municipalité répond que « ce type de situations amène

toujours la ville à réinterroger ses modes de fonctionnement. C'est tout le sens des enquêtes administratives qui visent à la fois à établir la matérialité des faits, mais aussi à comprendre les éventuelles défaillances des procédures administratives et à les corriger. »

De son côté, l'inspection générale a fait savoir aux parents élus être « prête à recevoir » les familles, « les entendre concernant tout ce qui les interroge par rapport à ce qui s'est passé, de manière collective ou individuelle ». Certains parents ont aussi été reçus par le cabinet de Gérard Darmanin, garde des Sceaux, courant novembre. Le collectif « MeTooÉcole », récemment formé, ainsi que SOS Périscolaire demandent, quant à eux, à être reçus par Emmanuel Macron. ■

* Le prénom a été modifié.

Rachida Dati : « Il ne faut plus qu'un animateur, ni aucun autre agent, puisse se retrouver seul avec un enfant »

Les scandales d'abus sexuels commis par des animateurs périscolaires dans les écoles maternelles continuent à secouer la capitale. Ces trois dernières années, plus de cinquante agents embauchés par la mairie de Paris ont été suspendus pour des signalements de violences sexuelles sur mineurs. Face à cette multiplication des affaires, Rachida Dati, ministre de la Culture en lice aux élections municipales à Paris, s'est saisie du sujet.

LE FIGARO. - Sur X, le 25 novembre dernier, vous avez indiqué avoir interpellé la mairie de Paris sur les dysfonctionnements du périscolaire depuis « des années ». Depuis combien de temps exactement ? RACHIDA DATI. - Tout a commencé lors de la modification des rythmes scolaires, en 2013. La nouvelle organisation a été mise en place dans l'urgence. La ville de Paris n'a posé aucun critère de recrutement pour les animateurs, si ce n'est avoir un casier judiciaire vierge. Immédiatement, il y a eu, dans plusieurs écoles, des suspicions de violences physiques et sexuelles sur des enfants. Dès 2015, l'inspection générale de la ville de Paris a émis un rapport alertant sur le risque d'infractions sexuelles sur mineurs et émettant des préconisations. Il y était par exemple recommandé qu'un animateur ne soit jamais seul avec un enfant quand il l'accompagne aux toilettes. La ville n'en a pas tenu compte et, dix ans après, des dizaines d'enfants ont été agressés et violés exactement dans ces circonstances. Je considère que la responsabilité de la majorité municipale est engagée. Le 23 juillet dernier, après une explosion de révélations, particulièrement dans les 11^e et 12^e arrondissements, nous (le groupe Changer Paris, NDLR) avons demandé à la ville une grande

enquête administrative pour comprendre les dysfonctionnements qui ont pu conduire à ces drames et en éviter de nouveaux. Ce à quoi le premier adjoint d'Anne Hidalgo nous a répondu, le 10 septembre, que la mairie ne « considère pas nécessaire de lancer une enquête administrative générale ». Depuis, nous n'avons cessé de demander à la ville d'agir. Face à leur déni et à leur inaction, nous avons fait un signalement devant le procureur de la République, jeudi 27 novembre, au titre de l'article 40 du code pénal, qui impose à toute autorité constituée ayant connaissance d'un crime ou d'un délit d'en donner avis.

Alphonse-Baudin, Titon, Servan, Parmentier... Autant d'écoles du 11^e arrondissement où de nombreux animateurs ont été suspendus. Comment l'expliquer ? Dans les 11^e et 12^e arrondissements, au moins neuf écoles sont concernées par des violences sexuelles depuis le début de l'année avec, souvent, plusieurs

animateurs suspectés par école. Des parents ont changé leur enfant d'école après une agression pour se retrouver dans une école dans laquelle, quelques mois plus tard, les mêmes drames ont eu lieu. Certains parents se demandent si certains pédocriminels n'ont pas fonctionné en réseau. En attendant les conclusions des enquêtes policières et judiciaires, toutes les précautions doivent être prises. C'est pour cela que je demande un plan d'urgence spécifique sur ce territoire. Première mesure : il ne faut plus qu'un adulte puisse se retrouver seul avec un enfant. Des binômes doivent être instaurés. Aucun animateur ni aucun autre agent ne doit accompagner seul un enfant aux toilettes, quitte à créer des postes d'agents à l'hygiène. Deuxième mesure : le contrôle pour tous les agents, en complément du casier judiciaire, de l'inscription au fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles et violentes (Fijais) ainsi que des enquêtes de personne et d'environnement. Rien

qu'en vérifiant les réseaux sociaux des candidats, on pourrait détecter des comportements suspects. Enfin, je demande la création d'une cellule psychologique dans chaque école. Il faut accompagner les familles. Les parents de victimes nous ont dit ne jamais avoir été reçus par Anne Hidalgo et Patrick Bloche. C'est totalement anormal, d'autant que les faits se sont passés dans l'arrondissement où ils sont élus.

Cela suffirait-il pour résoudre le problème ?

Il faut agir dès maintenant avec les mesures d'urgence que j'ai énoncées. Ensuite, à partir de mars 2026, comme maire de Paris, je lancerai une refonte totale du temps périscolaire. Il faut revenir à la semaine de quatre jours de classe, qui permet de concentrer le temps périscolaire sur une journée complète et donc de recruter des profils plus qualifiés. Le morcellement du temps de travail a été délétère en termes de recrutement. En semaine, après les cours, je mettrai en place des études dirigées avec des enseignants ou bien des animateurs diplômés. C'est cela un véritable projet d'égalité des chances pour que tous les élèves puissent acquérir les savoirs fondamentaux. Le mercredi, entièrement dédié au temps périscolaire, permettra de proposer des projets plus ambitieux, avec un réel intérêt éducatif. Nous relèverons le niveau de diplôme des animateurs, dont aujourd'hui moins de la moitié a le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa). Cela doit être un minimum, l'objectif étant de recruter des animateurs qui ont un brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS). Le contrôle de tous les fichiers judiciaires et les enquêtes de personne et d'environnement deviendront également la norme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR E.F.



« Je demande la création d'une cellule psychologique dans chaque école. Il faut accompagner les familles », déclare Rachida Dati (ici, le 25 juin 2024, dans son bureau, au ministère de la Culture, à Paris). FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Hector Lemieux À Cuba

Des épidémies de dengue, de chikungunya, de Zika et de fièvre Oropouche frappent la population cubaine. Les structures sanitaires, en pénurie de médicaments et de moyens, sont dépassées.

Joselito*, 12 ans, est comme un vieillard. Pris de tremblements, l'écolier havanais est alité dans une clinique pédiatrique de la capitale. L'enfant, d'ordinaire si actif, ressemble à un mort-vivant sur son lit d'hôpital. Terrassé par la fièvre, il n'avait, il y a peu, même plus la force de bouger les bras et encore moins de se lever. Il n'est pas le seul. Des centaines de milliers de Cubains sont les victimes de ce que tous dans l'île nomment «el virus».

Le chikungunya se cache derrière ce sobriquet et terrifie un peuple qui jusqu'ici n'en avait presque jamais subi les effets. «Un moustique infecté m'a piqué. Quelques jours plus tard, je me suis écroulée avec une forte fièvre. Je souffrais de douleurs articulaires dans tout le corps. Je ne pouvais plus soulever mon téléphone. Il a fallu que je demande à mon père de m'aider à me lever», confie Niurka, barmaid à Matanzas, une ville de 160 000 habitants située à une centaine de kilomètres à l'est de La Havane. «Petit à petit, toute ma famille a été atteinte par le chikungunya. Et peu après, tout le monde dans mon quartier également. Deux semaines plus tard, alors que je n'étais pas encore remise, un autre moustique, porteur de la dengue, m'a piquée. La fièvre a recommencé. C'était horrible», ajoute-t-elle.

C'est là le drame. Cuba vit au temps des épidémies croisées : chikungunya, mais aussi dengue, Zika et fièvre Oropouche. Cette dernière, transmise par des moucheron mais aussi par des moustiques, a été découverte à Trinité-et-Tobago en 1955 et se propage depuis deux ans à Cuba. La plupart des symptômes sont similaires pour les quatre arbovirus : nausées, douleurs articulaires persistantes, migraines, fièvre, vomissements et éruptions cutanées. Et le moindre bourdonnement de moustique déclenche la peur, tant les conséquences peuvent être graves. Claudia, enceinte et



Équipé d'une sulfateuse, un employé des services de santé cubains répand un insecticide dans un parking de La Havane, le 13 novembre. ADALBERTO ROQUE / AFP

À Cuba, le système de santé ploie à cause des moustiques

porteuse de la dengue, a avorté, craignant des complications pour son fœtus. Le manque de transparence des autorités et l'augmentation du nombre de morts dans les funérariums par rapport à l'ordinaire suscitent les spéculations les plus folles à La Havane.

«Deux enfants sont morts aujourd'hui»

«Je pense que le ministère de la Santé lui-même ne sait pas de quel mal nous souffrons», explique la tante de Joselito, Yamilka, une infirmière. La quadragénaire saisit son téléphone, non pour écouter de la salsa et du reggaeton comme par le passé, mais pour suivre les dernières nouvelles de l'épidémie sur les réseaux sociaux et regarder des vidéos de blagues sur «el virus», car les Cubains ne perdent jamais leur sens de l'humour, malgré la tragédie.

«Encore deux enfants sont morts aujourd'hui. Pourtant, ils sont pris en charge rapidement par les médecins, contrairement aux adultes. Mais nous manquons de tout, de médicaments et d'équipements», raconte Yamilka, qui déplore que Cuba soit «devenu un pays où, dans les faits, il faut payer pour être bien soigné. Si les patients ne donnent pas «un "regalito" (petit cadeau, NDLR), il

n'y a pas de soins.» Les enfants sont les plus à risque de complications sévères et des bambins meurent tous les jours. Mais des adultes aussi décèdent de la dengue hémorragique, et d'autres formes de la maladie, invalidantes, se soignent avec force paracétamol.

Les premiers cas de chikungunya sont apparus en juillet à Cardenas, un bourg proche de station balnéaire de Varadero, à 120 km à l'est de la capitale. Le nombre de malades n'a cessé d'y augmenter avant de se propager le mois suivant à Matanzas, puis à La Havane. L'ensemble du pays est aujourd'hui contaminé. Cuba avait connu une éphémère épidémie de chikungunya en 2014 mais les autorités des en main, aspergeaient du fumigène dans les maisons pour tuer les moustiques Aedes aegypti, porteurs du virus. L'actuel président, Miguel Diaz-Canel, a laissé l'épidémie progresser, déclenchant une colère sourde chez ses concitoyens. Les témoignages sur l'inaction du gouvernement sont légion, tant dans la rue que sur les réseaux sociaux.

À peu près 30 % de la population serait contaminée, a laissé entendre l'épidémiologiste en chef de Cuba, le Dr Francisco Duran, non sans préciser que les chiffres officiels «ne correspondent pas toujours à la réalité», comme c'est souvent le cas dans l'île. Yamilka fulmine : «Seuls les chefs qui vivent dans des quartiers où l'on passe du fumigène sont saufs.» Le cocktail pour que l'épidémie progresse est parfait : coupures de courant de quatre à dix-huit heures par jour selon les provinces, malnutrition et pénuries de médicaments, de produits antimoustiques et de moustiquaires. Les autorités municipales ne ramassent plus les ordures ménagères que toutes les deux ou trois semaines, parfois moins souvent. Si les médecins cubains demeurent excellents, les structures hospitalières, autrefois si performantes, ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes. «Pourquoi les gens iraient-ils à l'hôpital ? Ils savent qu'ils seront très mal soignés faute de médicaments», estime Niurka.

L'industrie touristique en danger

Cette situation dramatique met en danger l'industrie touristique, principale source de revenus de l'île communiste.

Les touristes sont pour l'essentiel canadiens (800 000 sur un total de deux millions par an), suivis de très loin par les Cubano-Américains et les Européens. La contagion pourrait provoquer un effondrement des recettes touristiques, vitales pour Cuba. Si celle-ci est moindre dans les zones où se rendent les touristes, aucun pôle touristique n'est totalement épargné.

Les médias canadiens s'en sont fait l'écho, d'autant plus que certains voyageurs sont revenus infectés. Le régime cubain minimise maladroïtement l'ampleur du désastre auprès des vacanciers. Une déclaration du directeur de l'office du tourisme de Cuba à Montréal, Michel Bernal, vaut son pesant d'or : «Le long des côtes où les hôtels de Cuba sont situés, les moustiques ne sont pas les mêmes et on n'y retrouve donc pas de chikungunya, ni de Zika, ni de fièvre dengue non plus», insiste le directeur. Les travailleurs des complexes hôteliers de Varadero vivent pourtant à Matanzas, épicentre de l'épidémie. Yamilka, pessimiste, prédit : «Il paraît qu'ensuite viendra le temps du choléra.» À moins qu'Ayé, la divinité des épidémies dans la santería, la religion afro-cubaine, n'épargne Cuba. ■

* Les prénoms ont été modifiés.

Les ultrasons, une piste prometteuse pour les dépressions résistantes

Bénédicte Lutaud

La start-up Sonomind est récompensée pour son traitement innovant de la dépression résistante par ultrasons par le prix Marcel-Dassault pour l'innovation en santé mentale.

La dépression affecte 2,5 millions de Français chaque année. Dans 15 % à 30 % des cas, les traitements classiques restent inefficaces, c'est ce qu'on appelle une dépression résistante, avec un risque suicidaire élevé. Parmi les pistes de traitements alternatifs, une nouvelle thérapie très prometteuse repose sur la concentration d'ultrasons de faible intensité dans une région spécifique du cerveau. Une idée qui vaut à Jérémie Bercoff, physicien, cofondateur et président de Sonomind, le prix Marcel-Dassault 2025 pour l'innovation en santé mentale, remis par le groupe Dassault* et la fondation FondaMental. «Cette découverte nous paraît essentielle pour aider des millions de gens qui résistent aux traitements avec des implications graves dans leur vie quotidienne», se réjouit Marie-Hélène Habert, directrice de la communication et du mécénat du groupe Dassault.

Actuellement, les pistes se concentrent sur des techniques de neuromodulation pour corriger l'activité électrique dysfonctionnelle du cerveau. Deux types existaient jusqu'à présent, «les techniques non invasives mais peu précises, telles les électrochocs pour les cas les plus sévères, ou les techniques très précises mais nécessitant des interventions chirurgicales, comme la stimulation cérébrale profonde, avec l'implantation d'électrodes dans le cerveau», décrit Jérémie Bercoff. La stimulation du cerveau par ultrasons offre le double avantage de la précision, sans être invasive, défend le lauréat. Les ultrasons sont capables de cibler avec une précision extrême les zones du cerveau impliquées dans la dépression. Le dispositif de Sonomind repose ainsi sur des ultrasons focalisés de faible intensité pour stimuler ces zones. Cette thérapie ne se substitue toutefois

pas aux autres traitements, médicaments et psychothérapie, mais les complète, permettant de «casser cette résistance», clarifie le professeur en psychiatrie Marion Leboyer, directrice générale de FondaMental.

«Massages pour les neurones»

L'idée est de «moduler l'activité cérébrale en induisant des ultrasons, un peu comme des massages pour les neurones, illustre Jérémie Bercoff. Il va y avoir un effet électrique. On sait ainsi soit réduire l'activité des neurones, soit la stimuler.»

Restait à contrebalancer les effets de la boîte crânienne, qui déforme les ondes à leur passage. Pour y parvenir, les chercheurs de l'Institut de physique pour la médecine, à Paris, à l'origine du dispositif, ont mis au point une lentille acoustique, sorte de coupelle en silicone, personnalisée pour chaque patient et conçue grâce à

un jumeau numérique et imprimée en 3D. «La lentille est réalisée sur mesure, à partir de l'IRM du patient. Elle permet de rendre le crâne transparent aux ultrasons», décrit Jérémie Bercoff. Simplement posée sur le crâne, la lentille agit comme un tampon qui ralentit les ultrasons, pour les faire arriver dans la zone cible.

Le patient positionne sur sa tête un masque imprimé sur mesure, à partir de son IRM, qui correspond à la morphologie de son visage et de son crâne. «Cela permet un positionnement parfait de la sonde» afin que les ultrasons ciblent de façon adéquate les régions du cerveau visées, poursuit le physicien. Le dispositif, totalement indolore, ne nécessite pas d'anesthésie. Le traitement consiste en une heure d'ultrasons par jour, pendant cinq jours. Le patient n'entend ni ne ressent les ultrasons. Il peut même bouger légèrement la tête, continuer à lire...



Le lauréat Jérémie Bercoff, de la startup Sonomind, avec Marie-Hélène Habert, directrice de la communication et du mécénat du groupe Dassault (au centre), et Marion Leboyer, professeur en psychiatrie et directrice générale de FondaMental, mardi à Paris. PRIX MARCEL DASSAULT

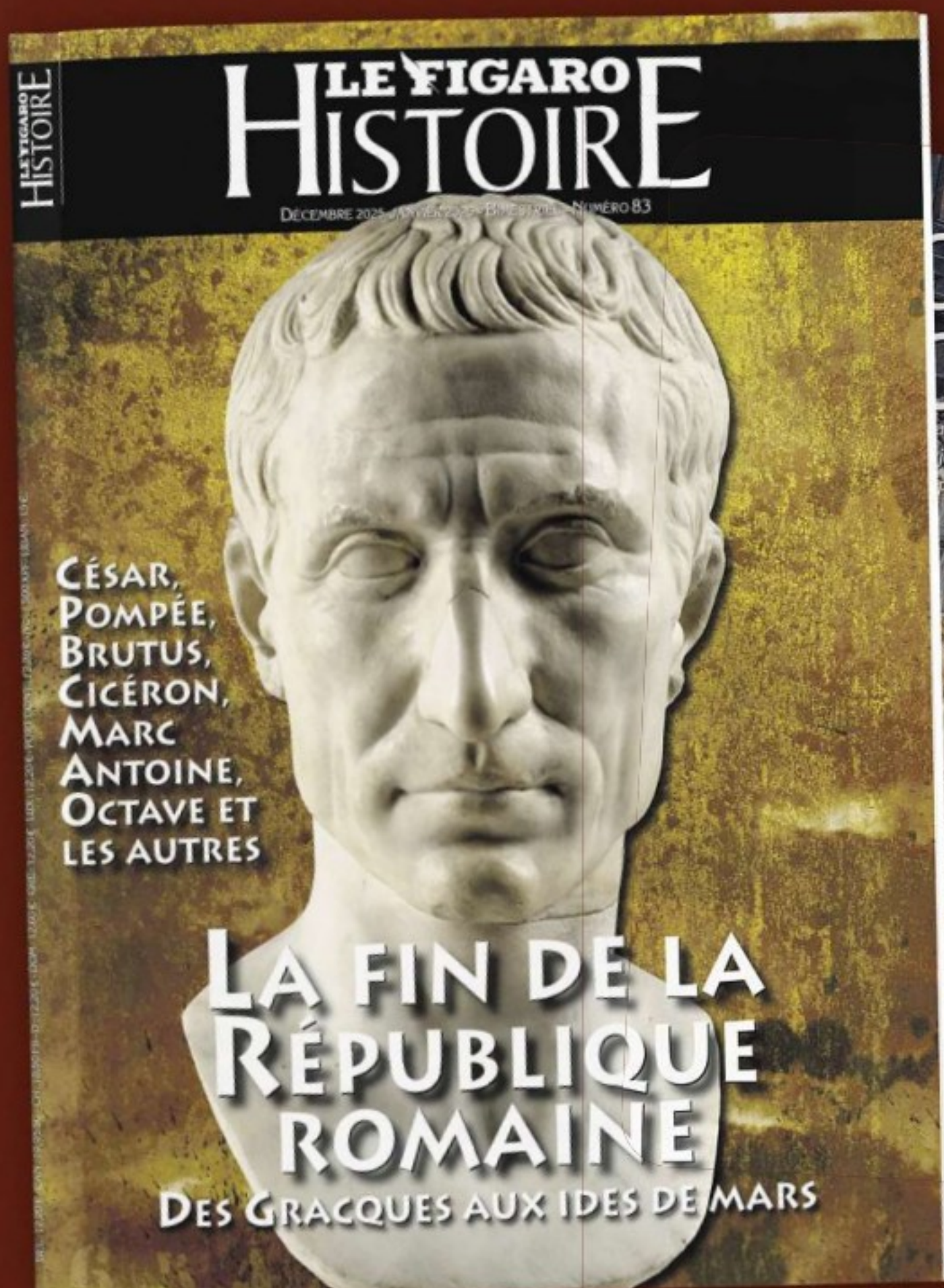
C'est, du moins, ce qu'a permis de vérifier un premier essai clinique mené en 2023 à l'hôpital Sainte-Anne, avec cinq patients, dont les résultats préliminaires ont été publiés en mai dernier dans la revue Brain Stimulation. Au bout du cinquième jour de traitement, les patients, en dépression sévère depuis quatre ans environ, ont observé une réduction moyenne de 60 % de leurs symptômes. Et ce sans aucun effet secondaire, hormis une petite fatigue. «Il faut toutefois rester prudent, l'étude n'ayant porté que sur cinq patients», tempère Jérémie Bercoff. D'autant qu'une évaluation réalisée un mois plus tard a montré que les bénéfices se dissipaient. Le traitement devra probablement être renouvelé, avec «des cures de stabilisation peut-être tous les six ou neuf mois en cas de rechute».

Le prix Marcel-Dassault, doté de 100 000 euros, va permettre de lancer un essai clinique de plus grande envergure, dès le premier trimestre 2026, avec la participation de 100 à 200 patients, afin de vérifier la sûreté et l'efficacité, à plus long terme, du dispositif, avec un suivi à quatre, puis à six mois. L'entreprise ambitionne une mise sur le marché dès 2028. ■

* Le groupe Dassault est propriétaire du «Figaro».

NOUVEAU
DÉCEMBRE 2025 - JANVIER 2026

LE FIGARO HISTOIRE



La fin de la République romaine

Crise agraire, corruption, violences politiques, rivalités entre généraux... Depuis des décennies, la vieille République romaine craquait de toutes parts. Comme autant de soubresauts, deux guerres civiles sanglantes opposant les partisans du Sénat et ceux du peuple achevèrent de la mettre à bas au I^{er} siècle av. J.-C., l'assassinat de César, censé la sauver, contribuant paradoxalement à l'instauration de l'Empire. *Le Figaro Histoire* consacre son dossier à cette époque fondatrice de l'histoire de Rome. De la tentative de réforme des Gracques aux Ides de mars, les meilleurs spécialistes font revivre les protagonistes de ces luttes – Marius, Sylla, Pompée, César, Cicéron... Ils racontent

la façon dont les guerres civiles ont transformé Rome et préparé l'avènement d'Octave, futur Auguste, et d'un empire qui durerait cinq siècles.

Au cœur de l'actualité, *Le Figaro Histoire* explique comment l'État algérien s'appuie depuis son origine sur une lecture biaisée de la période coloniale pour faire de la haine antifranaïaise sa colonne vertébrale. Parmi ses reportages, il vous emmène à la découverte du Grand Musée égyptien du Caire, qui vient d'ouvrir ses portes aux visiteurs sur le plateau de Gizeh, et vous dévoile la splendide exposition qui célèbre les 150 ans de l'Opéra de Paris.

11,90 €

En vente actuellement chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr/histoire



Retrouvez *Le Figaro Histoire* sur X et Facebook

Ou
abonnez-vous
au *Figaro Histoire*
en flashant ce QR Code



Louis Fumeron

À 21 ans, et après seulement une saison en F1, le Français vient d'être intronisé, ce mardi, copilote du quadruple champion du monde chez Red Bull pour la saison prochaine.

« Je ne me sens pas prêt. » En juin dernier, Isack Hadjar en était certain : piloter aux côtés du quadruple champion du monde Max Verstappen semblait être une trop lourde responsabilité. Pourtant, six mois après, ce mardi, l'écurie Red Bull Racing vient d'annoncer la titularisation du Français de 21 ans en tant que copilote du Néerlandais à compter de la saison prochaine, après moult rumeurs. Une progression fulgurante.

Arrivé cette saison dans le grand monde de la Formule 1, Isack Hadjar avait été annoncé en décembre 2024 en tant que pilote chez Racing Bulls, la petite sœur de l'écurie Red Bull. Le Français commença sa saison aux côtés de Yuki Tsunoda, promu en cours d'année pour accompagner Max Verstappen aux dépens de Liam Lawson, rétrogradé et coéquipier du Français après les deux premières courses de la saison. Chez Racing Bulls, le leader, c'est bien Isack Hadjar.

Le numéro 6 du circuit - numéro permanent choisi par le Parisien dès ses débuts en karting à l'âge de 8 ans - connaît une belle première année chez les grands. Devenant le plus jeune Français de l'histoire à monter sur un podium (3^e) lors du Grand Prix des Pays-Bas fin août, il compte à ce jour 51 points (10^e au classement des pilotes). Soit 13 de plus que son coéquipier Liam Lawson (38 points, 14^e) et 18 de plus que Yuki Tsunoda (33 points, 15^e), les deux partenaires qu'il a côtoyés cette année.

Fan de culture japonaise...

La saison commençait pourtant mal pour le Franco-Algérien. À cause d'une sortie de piste dans le tour de formation lors du premier Grand Prix, en Australie, il ne commençait pas la course. Pas de quoi décourager le jeune homme, qui se classait 11^e lors du suivant, en Chine, manquant de peu de marquer ses premiers points dans la catégorie reine des courses automobiles.



Isack Hadjar (à droite), au côté de Max Verstappen, lors d'une conférence de presse des pilotes avant le Grand Prix d'Autriche, le 26 juin. CLIVE ROSE / GETTY IMAGES VIA AFP

Futur coéquipier de Max Verstappen, Isack Hadjar franchit un cap

Avant d'entrer dans celle-ci, le « Petit Prost » - surnom donné par Helmut Marko, le dirigeant de l'écurie Red Bull Racing en charge de la filière des jeunes pilotes, qui déclarait en 2023 qu'Isack Hadjar ressemblait beaucoup au quadruple champion du monde Alain Prost et qu'il était « un candidat idéal pour une carrière brillante » - est passé par toutes les catégories. Du karting à la Formule 4, d'un passage en Formule régionale - compétition de type monoplace située entre la F3 et la F4 - à la Formule 3, où il sera nommé rookie de l'année avec une 4^e place au général et 3 victoires. Avant de faire ses armes en F2, où il terminera vice-champion, derrière le Brésilien Gabriel Bortoleto, actuellement chez Kick Sauber et futur pilote de la nouvelle écurie Audi, présente la saison prochaine en F1.

Au cours de sa saison en Formule 2,

le prodige français met déjà un premier pied en F1, en participant à la première séance d'essais libres du GP de Grande-Bretagne, au volant de la monoplace de Sergio Pérez, où il devient peu de temps après pilote de réserve après la titularisation de l'Australien Liam Lawson, remplaçant l'Australien Daniel Ricciardo.

Fan de culture japonaise, Isack Hadjar marquera ses premiers points... au Japon. Comme un symbole. Terminant à la 8^e place, ses 4 premiers points en Formule 1 resteront gravés à vie. « J'ai pris du plaisir. Sur les derniers tours, même si je souffrais, il n'y avait aucune dégradation, c'était cool », savourait le rookie après la course. La machine était lancée. Deux courses plus tard, en Arabie saoudite, le pilote français terminait 10^e et rapportait 1 point, puis 2 d'Italie deux courses plus tard. En pleine réussite,

Isack Hadjar réalisait la passe de trois en confirmant son excellente forme à Monaco avec une magnifique 6^e position (8 points), puis au Grand Prix de Barcelone, où il terminait 7^e (6 points). Inarrêtable.

Après ces trois courses semées de points, le Parisien allait connaître une période de doute. Cinq Grand Prix sans le moindre point marqué, dont trois fois hors du top 15 (16^e, 17^e et dernier). Jusqu'à son premier podium, aux Pays-Bas, en août. Une prise de confiance ? Peu à peu, Isack Hadjar allait comprendre qu'il pouvait se hisser un cran au-dessus.

... et du film « Cars »

En octobre, le petit gabarit (1,67 m), qui a connu des problèmes de croissance durant sa jeunesse, se laisse le droit de rêver. En amont du Grand Prix des États-Unis, où il terminera à une mau-

vaise 16^e position, le Français répondait aux premières rumeurs l'envoyant chez Red Bull en tant que copilote de Max Verstappen. « Si ne pas être choisi serait une déception ? Ah oui, énorme », clamait le fan du film *Cars*, qui lui a donné des envies automobiles. Des ambitions confirmées ce mardi. Un Français chez Red Bull, cela faisait six ans que ce n'était pas arrivé. Pierre Gasly étant le dernier « Frenchie » à avoir piloté une monoplace pour l'écurie autrichienne, en 2019 (12 courses avant d'être évincé).

À l'aube de la fin de saison, avec un dernier tour de piste à Abu Dhabi, ce dimanche, Isack Hadjar vivra ses derniers moments dans la monoplace Racing Bulls et tentera de renverser la tendance après une course soldée par un abandon au Qatar alors qu'il était en mesure de finir dans les points. Avant de connaître une nouvelle étape avec Red Bull, et pas des moindres. ■

Rugby : top départ pour la Coupe du monde 2027 et ses nouveautés

David Reytrat

Le tirage au sort de la 11^e édition de la compétition est effectué ce mercredi en Australie, le pays hôte. Le XV de France va connaître ses adversaires.

Ce mercredi, à 10 heures en France, sera effectué à Sydney, par la légende All Blacks Dan Carter, l'ancien capitaine et joueur le plus capé de l'histoire des Wallabies (151 sélections), James Slipper, et sa compatriote Alicia Lucas, championne olympique de rugby à 7, le tirage au sort des six poules de la Coupe du monde 2027. Près de deux ans avant la compétition, qui se tiendra en Australie du 1^{er} octobre au 13 novembre 2027. World Rugby nous a habitués à ces tirages précoces qui, parfois, rebattent les cartes, les classements des têtes de série pouvant évoluer dans ce laps de temps.

L'épouvantail Australie

Le XV de France fait partie des six têtes de série, ce qui lui assure une place dans le chapeau 1 aux côtés de l'Afrique du Sud, la Nouvelle-Zélande, l'Angleterre, l'Irlande et l'Argentine. L'assurance d'être épargné au premier tour... sauf pour l'équipe qui héritera de l'Australie. Car, spécificité du rugby, le pays hôte n'est pas désigné tête de série d'office. Avec leur 7^e place au classement mon-

dial, les Wallabies sont donc versés dans le chapeau 2. Et six sélectionneurs de croiser les doigts pour n'être pas celui qui héritera de l'épouvantail de ce premier tour... Tombant sur les Fidji ou l'Écosse ne sera pas une sinécure non plus. De la composition des quatre chapeaux, il est possible de déduire quel serait le meilleur tirage pour les Bleus (Japon, Espagne et Zimbabwe par exemple) ou le pire. France, Australie, Géorgie et Portugal ressembleraient ainsi à s'y méprendre à la poule de la mort...

Plus de qualifiés pour une nouvelle formule

Pour sa 11^e édition depuis sa création, en 1987, la Coupe du monde fait peau neuve. D'abord en passant de 20 à 24 pays qualifiés pour la première fois de son histoire. Ce qui implique un changement de formule. Les quatre poules de cinq équipes, les deux premiers qualifiés pour les quarts de finale, sont remplacées par six poules de quatre. Pour seize qualifiés : les deux premiers de chaque poule et les quatre meilleurs troisièmes. Pour une phase finale qui débutera par des huitièmes de

finale. Mais toujours sept matches au maximum pour les finalistes, le premier tour comptant une rencontre de moins. Sept villes (et neuf stades) accueilleront les 52 rencontres : Perth (dont le match d'ouverture), Melbourne (deux stades, dont celui de cricket d'une capacité de 100 000 places), Brisbane, Adélaïde, Townsville, Newcastle et Sydney (deux stades) où les 83 000 places de l'ancien stade olympique, de la finale de l'édition 2003, remportée par l'Angleterre (seul sacre d'une équipe de l'hémisphère Nord) aux dépens de... l'Australie, accueillera de nouveau le dernier acte.

L'importance de la lettre

Avec 16 qualifiés, l'autre enjeu, peut-être plus primordial encore que d'éviter l'Australie, sera l'attribution de la lettre de la poule. Les vainqueurs des poules E et F n'affronteront ainsi pas un autre vainqueur de poule avant les demi-finales. Quand ceux des poules A et B ont potentiellement rendez-vous dès les quarts de finale. Idem pour ceux des poules C et D. Pour compenser, les vainqueurs des poules A, B, C et D se sont opposés aux modestes troisièmes

de poules en huitième de finale, quand les premiers des poules E et F croiseront la route des deuxième en huitième puis en quart de finale (potentiellement l'Australie, l'Écosse et les Fidji). Dernière précision, les Wallabies, qui disputeront le match d'ouverture, sont automatiquement versés dans la poule A.

Hongkong, seul nouveau venu

Parmi les 24 premières nations au classement World Rugby, seul manque à l'appel la Belgique, 21^e (le Canada, qui émerge à la 25^e place, s'est qualifié via le tournoi Amérique). Des Belges tout proches de l'exploit lors de la finale du récent tournoi de repêchage contre les Samoa. Score final 13-13 et une élimination au goal-average général. Une seule nation disputera donc la Coupe du monde pour la première fois : Hongkong, 23^e mondial.

L'équipe hongkongaise a remporté le championnat d'Asie, directement qualificatif avec le passage à 24 pays, battant en finale la Corée du Sud (70-22). Devenant le 27^e pays - et seulement la deuxième équipe asiatique après la Ja-

pon - à disputer la compétition. Le rugby a une longue histoire avec l'ancienne colonie chinoise puisque le premier match remonte à 1870, entre des membres de la garnison britannique et des civils expatriés. La fédération locale (Hong Kong Rugby Union) revendique 8 000 licenciés mais avec plus de la moitié de femmes. Résultat, l'équipe nationale de Hongkong (dont les joueurs sont surnommés « les Dragons ») est majoritairement composée de joueurs issus du Royaume-Uni, de Nouvelle-Zélande et d'Australie. C'est d'ailleurs un joueur d'origine britannique, Ashley Billington, qui détient un record mondial avec 10 essais inscrits lors du match. Une performance que l'arrière hongkongais a accomplie le 27 octobre 1994 contre Singapour. Une rencontre remportée 164-13, avec 26 essais des Dragons. ■

CHAPEAU 1 : Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande, Angleterre, Irlande, France, Argentine

CHAPEAU 2 : Australie, Fidji, Écosse, Italie, Galles, Japon

CHAPEAU 3 : Géorgie, Uruguay, Espagne, États-Unis, Chili, Tonga

CHAPEAU 4 : Samoa, Portugal, Roumanie, Hongkong, Zimbabwe, Canada

LE CARNET
DU JOUR

Les annonces sont reçues
avec justification d'identité
du lundi au vendredi
de 9h à 13h et de 14h à 18h
(excepté les jours fériés)
et tous les dimanches
de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir
avant 16 h 30
pour toutes nos éditions
du lendemain,
avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr
Téléphone
0156 52 27 27
sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Passez une annonce dès
260 € TTC pour un deuil,
145 € TTC pour un événement
heureux.

Le détail de nos tarifs
est sur notre site.
Tarif préférentiel pour
les abonnés.

Naissances,
Adoptions,
Baptêmes,
Fiançailles,
Mariages,
Anniversaires,
Centenaires,
Fête des Mères,
Fête des Pères,
Saint-Valentin,
Noces,
Communica-
tions diverses,
Conférences,
Thèses,
Portes ouvertes,
Distinctions,
Nominations,
Commemoration,
Signatures,
Départs en
retraite,
Vœux,
Deuils,
Condoléances,
Remerciements,
Souvenirs,
Messies et
anniversaires,
Offices religieux,
Prise d'habit,
Jubilé,
Jubilé sacerdotal,
Ordination,
Vœux
monastiques.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr

Tél Abonnements :
0170 37 3170

communications

Les journées d'entraide,
ventes et restauration
au profit de
l'Entraide Marine-ADOSM

auront lieu
les vendredi 5 décembre
de 11 heures à 22 heures
et samedi 6 décembre 2025
de 10 heures à 19 heures,
au Cercle national des armées,
8, place Saint-Augustin,
Paris (8°).

Plus d'informations sur
www.entraidemarine.org

**La fête paroissiale de
Saint-Charles-de-Monceau**
22 bis, rue Legendre, Paris (17°),

aura lieu le samedi 6 décembre
de 10 heures à 18 heures
et le dimanche 7 décembre
de 14 heures à 16 heures,
dans la crypte.

À cette occasion, une relique
de Saint Carlo Acutis sera
exposée tout au long de la fête.
Messe le dimanche à 11 heures,
suivie d'un déjeuner
avec inscription préalable.

Brocante, livres, chocolats,
santons, produits d'abbaye,
vêtements de seconde main,
vin, miel, salon de thé et crêpes.

deuils

Robert Castaigne,
son époux,

Stéphanie et Charles-Édouard,
ses enfants,
Anne-Sophie, sa belle-fille,
Fabien, son gendre,

Eloïse, Mathilde, Pauline,
Juliette, Olivier et Clémence,
ses petits-enfants,

ont la très grande tristesse
de vous faire part du décès de

Monique CASTAIGNE
née Haussy,

survenu le 1^{er} décembre 2025.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 5 décembre,
à 9 h 45, en la basilique
Notre-Dame-de-Boulogne,
à Boulogne-Billancourt.

L'inhumation aura lieu
le vendredi 5 décembre,
à 14 h 30, au cimetière de Roye
(Somme),
dans l'intimité familiale.

Plutôt que des fleurs,
préférez un don au profit
des Apprentis d'Auteuil.

Strasbourg.

Ses filles,
Valérie et Pauline,
ses petits-enfants,
Loup, Constant et Elvire,
ses beaux-enfants,
Amélie, Sophie,
Thibault et Juliette,

ont l'immense douleur
de vous faire part du décès de

Geneviève JARDEL
née Juen,

survenu le 29 novembre 2025.

Elle est partie en paix,
entourée des siens.

La famille remercie
toutes les personnes
qui ont pris part à sa peine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Patrick et Daphné Klein,
Ariane et Bertrand
de Lavilléon,
Éric (†) et Yujung Klein,
Benoît et Anabelle Klein,
ses frères et sœur,
ses beau-frère et belles-sœurs,

ses neveux et nièces

vous font part
du rappel à Dieu de

Sophie KLEIN

le samedi 29 novembre 2025,
à l'âge de 63 ans,
à la Maison Jeanne-Garnier,
Paris (15°).

Elle rejoint sa fille Aénore,
ses parents
François et Jocelyne Klein,
son frère Éric.

La cérémonie religieuse
aura lieu
le vendredi 5 décembre,
à 11 heures, en l'église
Notre-Dame-de-Grâce-
de-Passy,
10, rue de l'Annonciation,
Paris (16°).

Mme Arnaud de La Chaise,
née Marie Danièle Bergasse,

M. et Mme
Olivier de La Chaise,
Paul et Albert,
M. et Mme
Nicolas de La Chaise,
Marie et Anne

ont la douleur de faire part
du rappel à Dieu de

M. Arnaud de LA CHAISE

le 1^{er} décembre 2025, muni
des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-François-de-Molitor,
44, rue Molitor, à Paris (16°),
le jeudi 4 décembre, à 9 h 30.

L'inhumation aura lieu
au cimetière de Beauvais,
dans l'intimité familiale.

Entourée de l'amour des siens,

Marie-Thérèse LATIL
née Seret,

s'est éteinte
le 28 novembre 2025,
dans sa 81^e année.

La cérémonie religieuse
aura lieu
le mardi 9 décembre 2025,
à 10 heures, en l'église
Saint-Jacques-le-Majeur
de Montrouge.

De la part de

Michel Latil,
son époux,

Sophie, Juliette et Pauline,
ses filles, leurs conjoints,
François et Yann,

Lily, Ruben, Simon
ainsi qu'Anna et Rachel,
ses petits-enfants,

et toute la famille.

En union avec
M^{re} Jean Marlin (†)
et Mme (†), née
Huguette Prud'homme,
ses parents,
Mme Chantal
Charbonneaux (†),
sa sœur,

les familles Charbonneaux
et Milsan,
Antoine et Sylvie,
Elisabeth et Frédéric,
Madeleine et Jean-Michel,
Clémence et Yann,
Lucas et Simon,
Augustin, Raphaël et Mathilde,
Astrid et Raphaël,
Ludovic et Thibault, Gersende,
Ombeline et Ambroise,
ses neveux, petits-neveux
et arrière-petits-neveux

ont la douleur de faire part
du rappel à Dieu du

père Jean-Hugues MARLIN
prêtre diocésain à Reims,
chevalier
de la Légion d'honneur,

le 27 novembre 2025, à Reims,
dans sa 90^e année
et sa 63^e année de sacerdoce.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Jacques,
à Reims (Marne),
le vendredi 5 décembre 2025,
à 10 heures,
suivie de l'inhumation
dans le caveau familial,
au cimetière de l'Est, à Reims.

Bourg-en-Bresse. Vienne. Lyon.

Ses enfants,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants
et sa famille

ont la tristesse
de vous annoncer le décès de

M. Jacques MARTINENT
docteur d'État en philosophie,
professeur
au lycée Edgar Quinet
de Bourg-en-Bresse,
chevalier
des Palmes académiques.

La cérémonie sera célébrée
le vendredi 5 décembre 2025,
à 14 h 30, en la chapelle
des Vennes à Bourg-en-Bresse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Lyon (6°).
Villette-d'Anthon (Isère).

Mme Michèle Mons,
son épouse,

Pascale et Charles Jouffre,
sa fille et son gendre,

Charlotte, Romain, Morgane
et Hugo Jouffre,
ses petits-enfants,

et ses huit
arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

M. Yvan MONS

survenu dans sa 95^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 4 décembre 2025,
à 9 h 30, en l'église
du Saint-Nom-de-Jésus,
91, rue Tête-d'Or, à Lyon (6°).

L'inhumation se fera
dans l'intimité familiale,
au cimetière de Charols,
en Drôme provençale,
à 16 heures.

Neuilly-sur-Seine
(Hauts-de-Seine).

Mme Alain Roy,
née Françoise Estèbe,
son épouse,

Céline et Guillaume
Barluet de Beauchesne,
Jean-Philippe et Laurence Roy,
ses enfants,

Alice, Basile, Agathe, Raphaël,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de faire part du décès de

M. Alain ROY

survenu le 29 novembre 2025,
à l'âge de 77 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 4 décembre, à 14 h 30,
en l'église Saint-Jean-Baptiste,
1, rue de l'Église,
à Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation aura lieu
le lundi 8 décembre,
à 15 heures,
au cimetière de Saint-Varent
(Deux-Sèvres),
16, avenue des Platanes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nicole Sonier de Lubac,
Myriam et Michel
de Besombes,
ses sœurs et beau-frère,

Guillemette et Frédéric
Mounier,
François et Wanda de la Batut,
Catherine et Pierre Corbeau,
Bertrand et Virginie de la Batut,
Dominique et Pierre
Clermontel,
André et Françoise Callies,
Natalène et François
Guichot-Pérère,
Charlotte de Besombes
Sonier de Lubac,
Jean et Caroline de Besombes,
ses neveux et nièces,

ses 30 petits-neveux
et petites-nièces,
en union avec Hugues (†),

ses arrière-petits-neveux

ont la tristesse de faire part
du rappel à Dieu de

**Jacqueline
SONIER de LUBAC**

le 29 novembre 2025,
dans sa 93^e année, munie
du sacrement des malades.

La cérémonie religieuse
aura lieu le jeudi 4 décembre,
à 11 heures, en l'église
Notre-Dame-de-Lorette,
Paris (9°).

L'inhumation se déroulera
dans le caveau familial
de Vernoux-en-Vivaraire
(Ardèche), à 14 h 30,
le vendredi 5 décembre.

Le comte Raphaël
de Tardy de Montravel,
son époux,

Jean-Pierre (†), Sabine et Anne,
ses enfants,

David Alcibiade, Paul, Vincent,
Amélie, Marie,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de la

**comtesse Raphaël
de TARDY de MONTRAVEL**
née Irma Sophie Dal Pozzolo,

le 30 novembre 2025,
à l'âge de 92 ans.

La cérémonie religieuse
aura lieu
le mercredi 3 décembre 2025,
à 14 h 30, en l'église
de la Madeleine, à Bergerac.

M. et Mme Patrick Colle,
sa fille et son gendre,
M. Thibault Colle,
M. et Mme Bertrand Colle,
ses petits-enfants,
Mme Charles Vermeulen,
sa sœur,
ses neveux et nièces

ont la profonde tristesse
de faire part du décès de

Mme Isabelle THEVELIN

née à Poperinge (Belgique),
le 31 juillet 1932
et décédée à Bruxelles,
le 1^{er} décembre 2025.

Le service religieux,
suivi de l'inhumation,
sera célébré
en l'église Sainte-Alix,
parvis Sainte-Alix,
à Woluwe-Saint-Pierre,
Bruxelles,
le vendredi 5 décembre 2025,
à 11 h 30.

Condoléances : www.algr.rip

Patricia et Richard Bussienne,
Véronique et Yves Leverger,
ses enfants,

Vanessa et Sébastien,
Aurore et Thomas,
Caroline et Michaël,
Astrid et Sidney,
Corentin et Océane,
ses petits-enfants,

ses huit arrière-petits-enfants,

ses amis napoléoniens

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Ginette VAUX
née Lecomte,

survenu à l'âge de 95 ans,
le dimanche 30 novembre 2025.

Elle a rejoint son époux,
Pierre Vaux
(† 2016).

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 4 décembre,
à 10 heures, en l'église
Saint-Philippe-du-Roule,
Paris (8°),
suivie de l'inhumation,
à 11 h 45, au cimetière
de Montrouge, Paris (14°).

patsy_vaux1@yahoo.fr

Juliette et Maurizio Scanavino,
Flora Viry
et Théodore Monziès,
Hortense Viry,
ses chères filles et gendres,

Cesare, Victor, Amedea,
Hector et Ysée,
ses tendres petits-enfants,

ont le profond chagrin
de faire part du décès de

Alain VIRY

survenu le 29 novembre 2025,
à l'âge de 77 ans, au Pradet.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 5 décembre 2025,
à 15 h 30, en l'église
Saint-Raymond-Nonnat,
au Pradet (Var).

souvenirs

Le 3 décembre 2024,

**Henri
baron de TRICNOT**

était rappelé à Dieu.

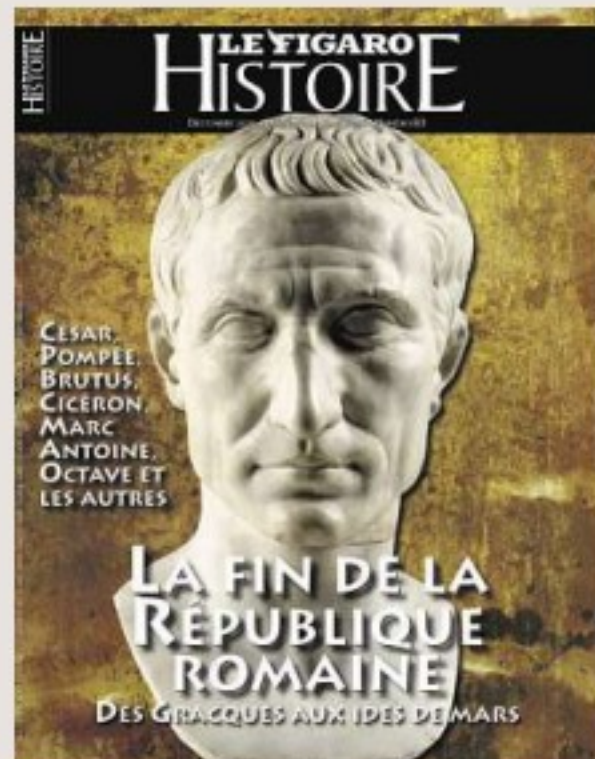
Merci à ceux qui gardent
son souvenir et auront
une pensée et une prière
à son intention.

La famille vous remercie
pour vos témoignages
de soutien et d'affection.

En vente vendredi 5
et samedi 6 décembre
avec votre Figaro



En vente actuellement



Le Figaro Histoire : la fin
de la République romaine

En vente chez votre marchand de journaux
et sur www.figarostore.fr



Un événement culturel ?
Mettez-le en lumière

Publiez votre annonce dans le Carnet du Jour.

carnetdujour@media.figaro.fr - 01 56 52 27 27



PAR
Margaux d'Adhémar

Les premiers symptômes seraient apparus rue de la Paroisse. D'abord, il y a eu le remplacement de cette librairie séculaire à la devanture verte par une bonneterie bretonne. Puis il y a eu le « AuxMerveilleuxgate », commerce de bouche snobé par les anciens, qui préfèrent aller chez Gaulupeau. Les indices de cette métamorphose se seraient ensuite manifestés aux étages supérieurs : les éclairages palots des plafonniers en cristal de Murano ont peu à peu été remplacés par des suspensions industrielles scandinaves. Depuis, la rue de la Paroisse a vu fleurir un « café-céramique », des « bars à latte-cours de pilates » et des magasins en bio. Autant de preuves de la « boboïsation » de Versailles, à en croire les autochtones.

Plus aisés que les bobos de gauche, moins conservateurs que les Versaillais pur jus, ces « bobos » d'un tout nouveau genre dédaignent les lofts de la ceinture rouge de la capitale. Ils préfèrent le charme de l'Ouest parisien et, surtout, celui de la cité royale. Leur arrivée aurait transformé en quelques années l'« esprit versaillais » et aurait participé à l'augmentation des prix de l'immobilier, poussant les familles nombreuses catholiques à s'installer toujours plus loin, en périphérie, à Saint-Cyr-l'École, à Saint-Quentin-en-Yvelines, à Rambouillet ou encore à Chartres.

Laetitia Strauch-Bonart fait partie de ces « nouveaux Versaillais ». Après sept ans d'expatriation à Londres, l'auteur de *La Gratitude* a posé ses bagages dans le quartier Notre-Dame. Avec son mari et ses trois enfants, elle apprécie « la beauté et la propreté » de la ville. « Il y a beaucoup de verdure, de magnifiques perspectives architecturales et une vie culturelle incroyable. Et tout cela, pas trop loin de Paris », résume-t-elle. La quadragénaire aime se rendre à son cours de yoga et retrouver ses amies dans des cafés branchés. Mais l'essayiste aime aussi l'idée de vivre dans une ville « où le sacré a une place importante ». « Versailles est une ville qui allie l'ancien et le moderne à la perfection », nous confie-t-elle.

« On est passé du cliché de mère de famille versaillaise avec plein d'enfants aux "Dog Mums". C'est ainsi : deux populations se côtoient désormais »

Alice Une trentenaire ayant grandi à Versailles

À l'autre bout du fil, on l'entend sourire : « Avec mon mari, il nous arrive de nous dire qu'on représente les bobos de droite versaillais ». Olivier*, néo-Versaillais lui aussi, se considère quant à lui « plus bourgeois que bohème ». C'est simple : lorsqu'il habitait aux Batignolles, dans le 17^e arrondissement, il lisait *Le Monde*. Depuis qu'il habite Versailles, il est abonné au *Figaro*. Les « vrais bobos », dit-il, ce sont « ceux qui ne voudront jamais partir de Pantin ». Yulia*, versaillaise depuis 2021, ne se présente pas non plus comme « une bobo ». Ni, d'ailleurs, comme « une Parisienne ». « Je me sens bien plus versaillaise qu'autre chose », nous dit-elle avec un léger accent de l'Est. « Être versaillaise, ce n'est pas forcément être catholique ou avoir une famille nombreuse. Aujourd'hui, il y a ici de plus en plus de couples multiculturels. Versailles s'ouvre à plus de diversité. » De quoi concurrencer Saint-Germain-en-Laye, réputée pour ses nombreuses écoles internationales.

Reste que les Versaillais traditionnels en sont persuadés : Versailles connaît un phénomène de « boboïsation », ou plutôt une « parisianisation ». Avec ses 84 000 habitants, la « belle endormie » pas-si-endormie-que-ça voit tous les ans débarquer environ 500 nouveaux résidents. Le père Olivier Plainecassagne, curé de la paroisse Saint-Louis, en accueille régulièrement. « Ce qui attire ici, c'est le cadre de vie et la proximité d'espaces verts », nous explique le curé de la cathédrale. Cette mue sociologique se serait accentuée au moment de la pandémie. Marie-Ange, négociatrice en immobilier à Versailles depuis dix ans, se souvient très bien de cette époque d'exode urbain. Elle a vu « la vague bobo », dit-elle, déferler sur la cité royale. Des acquéreurs âgés d'une quarantaine d'années « dont le budget se situe entre un et trois millions » ont frappé à sa porte. « Des cadres sup' qui travaillent à Paris. Deux ou trois enfants, pas plus. Leurs revenus dépassent allègrement les 15 000 euros par mois », détaille Marie-Ange. En parallèle, une autre réalité s'impose à elle : celle « des jeunes adultes issus de familles versaillaises historiques qui ont du mal à acheter à Versailles ».

Parmi eux, Alice*. Revenue vivre à Versailles en 2024 avec son mari et ses deux petits garçons, cette ancienne élève du lycée Hoche n'est restée que quelques mois. « Ce n'était plus vivable », soupire la trentenaire, déplorant le manque de place et des prix élevés. Ses amis lui parlent de Chartres. « On a vu que c'était seulement à une heure de la gare Montparnasse. Et surtout, qu'on pouvait se permettre de louer une maison avec jardin », souligne-t-elle. À Chartres, sa crainte de se retrouver isolée est vite dissipée : elle retrouve quatre jeunes couples versaillais. D'autres sont partis au Chesnay, à Saint-Cyr-l'École, à Bailly ou à Noisy-le-Roi, à Vélizy-Villacoublay, à Voisins-le-Bretonneux ou à Rambouillet. « Avec les mêmes revenus que nos



Dans le centre-ville, la rue de la Paroisse (ici, le 26 novembre) voit fleurir des commerces d'un genre nouveau.

À Versailles, l'arrivée des Parisiens redessine l'identité de la ville

En quête de beauté, d'espaces verts et de qualité éducative, une nouvelle vague de néo-Versaillais transforme la cité royale. Les anciens, qui subissent une hausse des prix de l'immobilier, s'interrogent sur la « boboïsation » de la ville.

parents au même âge, nous avons beaucoup moins de pouvoir d'achat », balaye la jeune femme, qui souligne « ne pas avoir un portefeuille aussi épais que les bobos parisiens ». Versaillais depuis vingt-trois ans, Jean-Baptiste Giraud fait partie de la même génération que le père d'Alice. Lorsque, en 2002, il s'est installé dans le quartier Notre-Dame, il a acheté son appartement à 20 000 francs le mètre carré (soit environ 3 000 euros). Aujourd'hui, le prix moyen au mètre carré d'un appartement à Versailles se situe entre 7 000 et 8 000 euros, et peut parfois atteindre les 10 000 euros.

Les Versaillais auraient pris conscience de l'existence de « deux identités versaillaises » au moment de la Manif pour tous, en 2013, affirme l'élus versaillais divers droite et père de huit enfants Fabien Bouglé. Le plus grand symbole de la boboïsation de Versailles selon lui ? L'arrivée d'Aymeric Caron. « Tout en étant député de la circonscription la plus populaire de la capitale, il habite Versailles. Ça en dit long », estime-t-il. Alice aussi affirme que la ville « se boboïse à fond ». Elle ne peut s'empêcher de sourire lorsqu'elle voit des « Dog Mums » entrer dans la nouvelle boutique pour animaux. « On est passé du cliché de mère de famille versaillaise avec plein d'enfants aux « Dog Mum » versaillaises », résume-t-elle, amusée. Et hausse les épaules : « C'est ainsi, deux populations se côtoient à Versailles désormais ».

La preuve irréfutable de la boboïsation de la cité royale serait plutôt à chercher du côté de la sortie des classes, d'après Sophie*. Cette mère de six

enfants affirme avoir observé un « changement des mentalités », lorsqu'elle a vu débarquer « des mamans avec des exigences de Parisienne ». Elle en veut pour preuve la présence de deux écoles Montessori et les multiples crèches labellisées « écolo crèche ». La municipalité indique en effet que six crèches ont reçu ce label depuis 2021, et que cinq sont sur le point, cette année, de l'obtenir.

La quinquagénaire se dit aussi étonnée de voir ces nouvelles Versaillaises faire état d'« une vraie exigence de réussite » pour leurs petits, « de manière assez précoce ». « Elisabeth Borne disait qu'il faut désormais penser à l'avenir de nos enfants dès la maternelle. C'est une réalité qui s'exprime à Paris de manière très forte, et qui est exportée à Versailles. Dès le plus jeune âge, il faut penser à Parcoursup, aux stratégies d'éducation. » Sophie note aussi une « compétition » entre les mères : « À la sortie des classes, certaines se vantaient d'avoir emmené leurs enfants découvrir les animaux lors d'un safari en Afrique. Et puis les anniversaires : j'ai vu peu à peu une hystérisation de ces événements. C'était à qui organiserait le plus bel anniversaire. Certains allaient jusqu'à louer des clowns. »

Le directeur du lycée Notre-Dame-du-Grand-champ Pierre Jacquemin habite le quartier Saint-Louis depuis 2020, date où il a investi son logement de fonction, situé à côté de son établissement. Il a vu les Parisiens s'installer dans la ville, mais n'y voit pas que des inconvénients : « Ils ont rénové des immeubles entiers avec goût et ont effectué un certain nombre de ravalements de façade. Ils ont embelli Versailles », assure-t-il. Idem pour les commerces, qui ont permis de « redynamiser la ville », comme le maire de Versailles François de Mazières (DVD). « Dans les années 1980, on disait qu'il n'y avait pas grand-chose à faire pour les jeunes à Versailles, on disait que c'était une ville tristounne. Aujourd'hui, la ville rayonne grâce aux nombreuses initiatives des jeunes », explique l'élus, citant l'ouverture du « premier food market des Yvelines », le Sept Lieux, installé dans l'ancienne Poste. Si les néo-Versaillais insufflent une nouvelle dynamique à la cité royale, les Versaillais d'origine influencent, eux aussi, les nouveaux arrivants. « C'est un puzzle, nous dit le sociologue Michel Maffesoli, auteur du *Temps des tribus*. Un bobo qui s'installe à Versailles va forcément se « versailliser ». Qu'il le veuille ou non, l'aspect sacré et familial va déteindre sur lui. Et inversement : le Versaillais « de souche » sera peut-être plus sensible, par exemple, à l'écologie. »

Versailles est donc loin de se transformer en réserve de bobos. Car il existe dans cette ville « une forme de diffusion du modèle social », explique l'écrivain et haut fonctionnaire Camille Pascal, qui réside à Versailles depuis une quarantaine d'années. Alice en a été témoin : elle se souvient encore de ce père de famille, à la sortie des classes, confier à son ami avoir « fait une folie » : « On a lancé le troisième ! »

s'était-il exclamé, tout ému. L'ainée d'une fratrie de cinq enfants avait ri sous cape. « Quand on est entouré de familles nombreuses, on peut être tenté d'agrandir la fratrie », acquiesce Camille Pascal. Ce n'est pas un hasard si les deux premières questions posées à un nouveau Versaillais sont systématiquement : « 1) Combien avez-vous d'enfants ? 2) Dans quelle paroisse allez-vous ? », énumère l'auteur de *La Reine du Labyrinthe*.

« Comme le quotidien des enfants à Versailles s'organise énormément autour de la vie paroissiale et du scoutisme, il arrive que des parents qui ne sont pas forcément croyants se disent « Et pourquoi pas le mettre aux scouts ? », témoigne Cécile Hénin, directrice de l'école privée hors contrat Saint-Charles-de-Foucauld. Selon l'enseignante, la plus parfaite allégorie de ce « puzzle » évoqué par Michel Maffesoli serait l'initiative de sa paroisse depuis quelques années : rue de Montreuil, les commerçants se sont vu prêter des crèches de Noël. « Quasiment tous se sont prêtés au jeu. C'est charmant de voir les vitrines de tel lunetier design ou de tel magasin en bio arborer une crèche. C'est une forme de « soft power », affirme Cécile Hénin. Cette « mosaïque » sociale tend à s'homogénéiser. « Bien malin aujourd'hui celui qui arrive à différencier l'« Homo versaillais » du Parisien », souffle Jean-Baptiste Giraud. Auteur du *Guide des bécébranchés*, il a suivi l'évolution des codes vestimentaires de près : force est de constater que le Barbour et le loden ne sont aujourd'hui plus des « signes de reconnaissance sociale ». Quant aux « cathomobiles » de type Citroën C8 ou Volkswagen Transporter des années 2000 - qu'il n'était pas rare de croiser à Versailles -, elles ont été « remplacées par d'imposants SUV », assure Jean-Baptiste Giraud.

Pour le romancier et journaliste Sébastien Lapaque, ex-élève du lycée Hoche, « la ville n'a pas changé récemment, au prétexte qu'elle serait devenue la rive droite du macronisme, comme l'écrivait *Le Monde*... Dans le fond, elle a toujours été centriste depuis l'après-guerre », ajoute le journaliste. Il suffit de jeter un œil aux résultats, en 2022, du premier tour de la présidentielle. Les Versaillais ont voté Macron à 33 % et à 18 % pour Éric Zemmour. « Rien de très « bobo » dans ces chiffres si on les compare à ceux du centre de Paris », estime Sébastien Lapaque. « C'est la ville de la modération, acquiesce Camille Pascal, la ville du juste milieu ». C'est aussi la ville d'un certain art de vivre en voie de disparition. Selon le père Guillaume Boidot, curé de la paroisse Notre-Dame, les Parisiens « viennent chercher à Versailles ce qu'on pouvait auparavant trouver dans l'Ouest parisien ». « Je crois que ces nouveaux arrivants veulent remonter le temps, retrouver le Paris d'il y a trente ans, poursuit le prêtre, celui des films de Sautet, Podalydès, Lino Ventura et Belmondo. » Alors, pour que rien ne change, Versailles change. ■

* Les prénoms ont été modifiés.

Quel bilan peut-on tirer des primaires aux élections présidentielles ?

Un seul vainqueur d'une primaire fut ensuite élu président : François Hollande. Un record de participation fut obtenu par la droite en 2016.



PAR Guillaume Tabard

Organiser des primaires pour désigner le candidat de son camp à l'élection présidentielle. L'idée revient, à gauche comme à droite. Olivier Faure, premier secrétaire du PS, et Marine Tondelier, secrétaire nationale des Verts, soutiennent le projet d'une « primaire unitaire de la gauche », dont LFI serait exclu. Longtemps adversaire d'un tel processus, Laurent Wauquiez se bat aujourd'hui pour le choix d'un candidat de droite s'inscrivant dans un arc allant « d'Édouard Philippe à Éric Zemmour ». Depuis trente ans, plusieurs primaires ont ainsi été organisées. Avec des suc-

LE MODÈLE AMÉRICAIN

Parler de primaires, c'est renvoyer à la pratique américaine. Cette modalité électorale n'est pas inscrite dans la Constitution américaine, mais elle s'est rapidement imposée après la bipolarisation autour du Parti démocrate et du Parti républicain. Le mécanisme de primaires organisées dans chaque État et dont le résultat est entériné au cours d'une convention nationale est mis en place en 1832. Institutionnalisées dans les faits, sinon dans les textes, elles mobilisent fortement l'électorat. Les plus récentes ont réuni au minimum 25 millions (en 2012) et 60 millions d'électeurs (en 2016). En 2008, plus de 35 millions de sympathisants démocrates ont départagé Barack Obama et Hillary Clinton. En 2016, plus de 30 millions de républicains ont participé aux votes, dont Donald Trump est sorti vainqueur. Sachant que la population en âge de voter est de 245 millions de personnes, cela veut dire que jusqu'à un électeur sur quatre participe à une primaire. Rapporté à la population électorale française (49 millions de citoyens de plus de 18 ans), cela signifierait 12 millions de votants à des primaires.

EN FRANCE, DES PREMIÈRES TARDIVES

La France reste très éloignée de ce modèle américain. D'abord parce que, hormis l'élection de décembre 1848, remportée par Louis Napoléon Bonaparte, le président de la République n'est élu au suffrage universel que depuis 1965. Ensuite parce que l'idée prédomine qu'un élan présidentiel se construit autour d'une personnalité et pas d'une structure partisane. C'est la division ou la faiblesse de chaque camp qui a conduit à mettre sur la table la question des primaires. Alors que la droite a perdu les présidentielles de 1981 et de 1988, le gaulliste Charles Pasqua propose en 1990 une primaire - le mot est assumé - conduisant le RPR de Jacques Chirac et l'UDF de Valéry Giscard d'Estaing à désigner en 1995 un candidat commun. Bien que rivaux, les deux hommes finissent par valider le projet, rédigé sous forme d'une proposition de loi. Mais l'émergence d'Édouard Balladur et la compétition inexorable entre Chirac et lui ont raison de cette idée. À gauche, c'est au lendemain de l'élection de Nicolas Sarkozy que le think-tank Terra Nova publie un rapport très détaillé de 112 pages, rédigé par le politologue Olivier Duhamel et Olivier Ferrand, qui conduira à la « primaire citoyenne » organisée par le PS en octobre 2011.

« FERMÉES » OU « OUVERTES »

Cette primaire dite « ouverte » a fait suite à deux votes, qualifiés de « primaires fermées », pour choisir le candidat du PS. On appelle « primaire fermée » une consultation réservée aux seuls adhérents du parti organisateur, comme le fera à nouveau le PS en 2021, au profit d'Anne Hidalgo, et comme le feront Les Républicains la même année, Valérie Pécresse battant Éric Ciotti au second tour.

On parle de « primaire ouverte » lorsque le scrutin est ouvert à tous les inscrits sur les listes électorales qui le souhaitent, dès lors qu'ils disent partager les « valeurs » du camp organisateur. C'est ce qu'a fait le PS en 2012 et en 2017 et la droite en 2016, mais aussi les écologistes en 2011, 2016 et 2021. Après les candidatures de François Mitterrand, le Parti socialiste a consulté ses adhérents. En 1995, ils étaient près de 80 000 à arbitrer entre Lionel Jospin et Henri Emmanuelli, le premier battant le second avec 65,85 %. Mais la première véritable campagne interne eut lieu en 2006 pour départager Laurent Fabius, Dominique Strauss-Kahn et Ségolène Royal. L'enjeu fit monter le nombre des votants à près de 180 000 et la présidente de Poitou-Charentes l'emporta dès le premier tour (60,65 % des voix)

HOLLANDE ADOUBÉ EN 2011

Pour la présidentielle de 2012, le PS change de braquet. Et met en œuvre le schéma élaboré par Terra Nova. Les deux principaux candidats, François Hollande et Martine Aubry, se sont succédé dans le fauteuil de premier secrétaire, mais, cette fois, on dépasse largement le cadre des adhérents du PS. L'engouement est une surprise. Plus de 2,5 millions de votants (2 661 231) participent au premier tour où François Hollande (39,17 %) devance Martine Aubry (30,42 %), Arnaud Montebourg (17,19 %), Ségolène Royal (6,95 %), Manuel Valls (5,63 %) et le radical de gauche Jean-Michel Baylet (0,64 %). Au second tour, le 16 octobre 2011, il y a 200 000 votants supplémentaires.

4,4 MILLIONS DE VOTANTS POUR LA DROITE EN 2016

Mais c'est à droite, cinq ans plus tard, que les primaires à la française allaient atteindre leur apogée. En 2015, Nicolas Sarkozy avait repris la tête de l'UMP, aussitôt rebaptisée Les Républicains. L'ancien chef de l'État pariait sur un « blast » dans l'opinion faisant de lui le candidat naturel à la prochaine présidentielle. Mais tout le monde ne l'entendait pas ainsi. François Fillon était sorti populaire de Matignon. Bruno Le Maire prétendait incarner le « renouveau » et Alain Juppé était le favori des sondages. Personne ne voulait donc laisser à Sarkozy le privilège d'une investiture automatique et celui-ci dut in fine se rallier au principe d'une primaire. Nathalie Kosciusko-Morizet, Jean-François Copé et Jean-Frédéric Poisson se mirent aussi sur les rangs. Cette campagne suscita d'autant plus d'intérêt - avec des débats télévisés - qu'il semblait évident que le vainqueur de la primaire serait le prochain président de la République. Les « affaires » n'arriveront que trois mois après ce scrutin de tous les records : 4,3 millions de participants au premier tour, 4,4 millions au second, qui vit la victoire de Fillon (66,49 %) sur Juppé (33,51 %).

Après le forfait de François Hollande, en décembre 2016, la gauche aussi eut sa primaire. La participation fut inférieure à celle de 2012, sans doute parce que cette fois la victoire ne semblait pas possible. Avec 1,655 million d'électeurs au premier tour et 2,045 au second, le succès fut malgré tout au rendez-vous, comme si les primaires entraient dans les habitudes françaises. Benoît Hamon (58,59 %) l'emporta sur Manuel Valls. Les écologistes ont suivi à trois reprises une telle procédure. Avec des fortunes diverses : 25 000 votants seulement en 2011 quand Eva Joly devança Nicolas Hulot, pourtant l'une des personnalités les plus connues et les plus appréciées des Français. Quelque 17 000 électeurs en 2016. Mais 106 000 en 2021, avec un second tour très serré entre Yannick Jadot et Sandrine Rousseau. Une autre primaire eut lieu à gauche en vue de la présidentielle de 2022. Organisée par plusieurs associations, elle a attiré près de 400 000 électeurs priés non pas de choisir un candidat, mais d'attribuer une « mention » à sept personnalités proposées. Christiane Taubira fut la mieux notée (mention « bien+ »). Mais le verdict ne s'imposa à personne. Taubira se retira, et Jean-Luc Mélenchon et Anne Hidalgo, tous deux testés, se présentèrent chacun de leur côté.

UN IMPACT RÉEL ?

À ce jour, un seul vainqueur d'une primaire s'est installé à l'Élysée : François Hollande. Mais ce n'est pas forcément la primaire qui fut en cause. En 2007, Ségolène Royal a profité d'un élan incontestable, mais Nicolas Sarkozy était le grand favori. En 2017, ce sont les « affaires » qui ont tué François Fillon, et la gauche n'avait aucune chance. Mais, pour cette primaire-là, le battu, Valls, n'a pas soutenu le vainqueur, Hamon, preuve que « l'esprit » de la primaire n'avait pas fonctionné.

Les primaires ne semblent pas avoir encore convaincu les Français



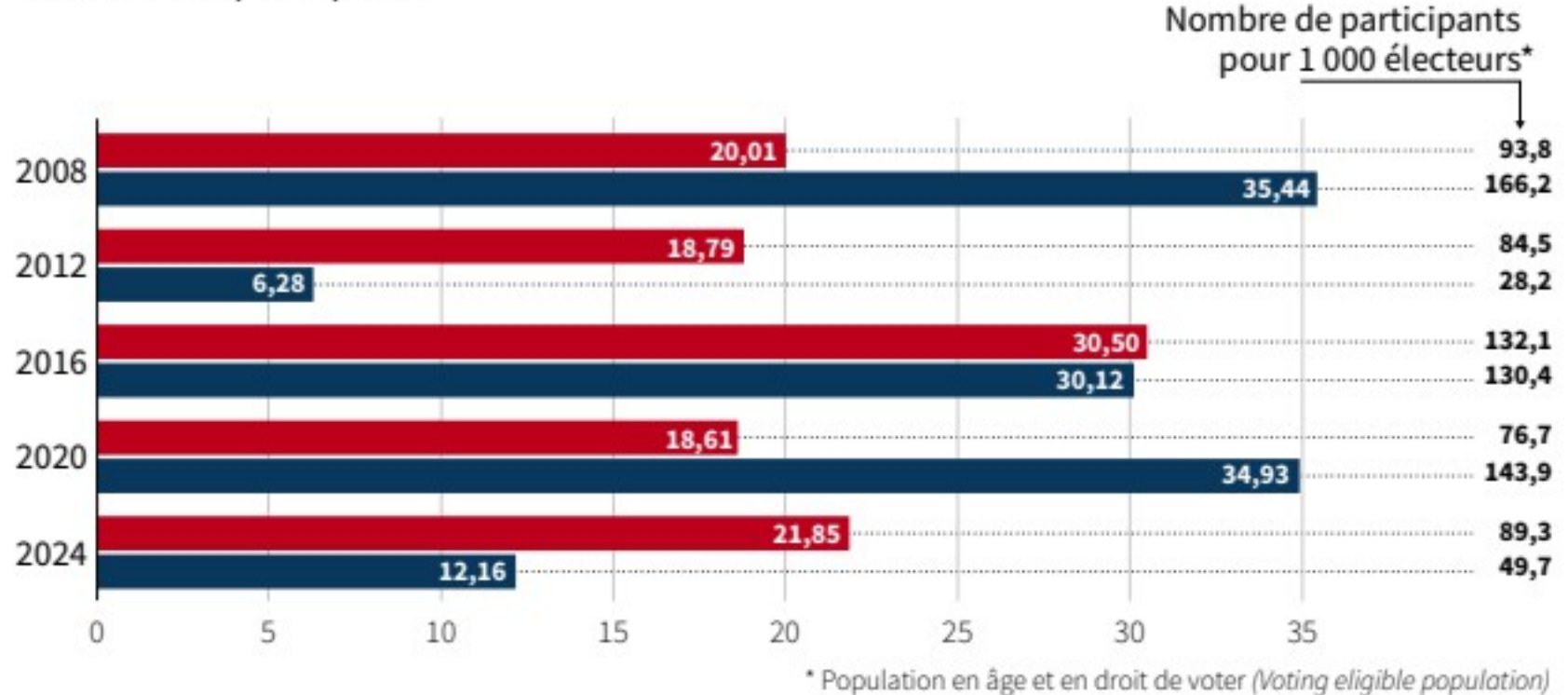
Primaires ouvertes de l'UMP à Paris et du PS à Marseille pour les élections municipales de 2014

Paris : N. Kosciusko-Morizet désignée parmi quatre candidats
Marseille : P. Mennucci désigné parmi six candidats



Des primaires qui mobilisent moins qu'aux États-Unis

Participation aux primaires républicaines et démocrates aux États-Unis, en millions de participants



Sources : Wikipédia, The American Presidency Project.

Infographie LE FIGARO

Comment créer un label quand une majorité de journalistes pense qu'un bon journaliste doit être de gauche ?

» Lire aussi PAGE 4



PIERRE-HENRI TAVOILLOT

En ciblant ouvertement certains médias, notamment ceux de Vincent Bolloré, le président de la République est sorti de son rôle, pointe le philosophe*. Si l'idée d'un label n'est pas mauvaise en soi, analyse-t-il, Emmanuel Macron l'a d'emblée affichée comme un « label d'opinion » dans une France où le service public est loin d'être impartial.

PROPOS RECUEILLIS PAR
Eugénie Boilait

LE FIGARO. – Emmanuel Macron prône une labellisation des médias. Est-ce au président de lancer ce type d'initiative ? Après la publication d'une vidéo sur les réseaux sociaux du chef de l'État pointant du doigt Pascal Praud et Philippe de Villiers sur la chaîne CNews, comprenez-vous les critiques qui fusent à l'égard de l'instauration de ce que certains appellent un « ministère de la vérité » ?
PIERRE-HENRI TAVOILLOT. – C'est évidemment problématique, sidérant même, que ce type de propos émane du président de la République. En ciblant tel ou tel média, le président, qui affirme chercher l'impartialité et l'objectivité, montre l'inverse. Il en fait d'emblée un label d'opinion, en déplaçant la guerre d'information vers une guerre des labels. Par ailleurs, le fait que cela vienne du chef d'État suscite tout de suite les reproches de propagande ou de censure. C'est bien dommage, car le sujet est pourtant intéressant et mérite que l'on s'y intéresse. Pourquoi ? Parce que, comme dans les années 1850, nous sommes confrontés au problème d'une presse complètement dérégulée : on ne sait pas qui dit quoi, il y a peu de traçabilité et les algorithmes produisent une masse d'informations inédite.
Pour voir les potentielles vertus d'un tel dispositif, il faut revenir à l'origine du projet, celui qui avait été lancé en avril 2018. La Journalism Trust Initiative était pensée comme un outil de certification créé par Reporters sans frontières (RSF) – organisation qui, je le déplore, s'est depuis déportée sur le plan idéologique en sortant gravement de son devoir de neutralité. Il s'agissait d'un dispositif d'autorégulation des médias : pour ce faire, il était question d'élaborer un label. Non pas sur les contenus, mais sur différents critères : l'indépendance éditoriale, la publicité du modèle économique, la déontologie journalistique et le respect des méthodes professionnelles d'enquête. L'idée était celle d'un processus concerté de certification qui venait des professionnels eux-mêmes, pour créer une liste blanche des médias de confiance. Au bout du compte, le projet était de faire en sorte d'associer ces médias à des plateformes pour qu'ils aient plus de visibilité et des tarifs publicitaires plus favorables.

Cela devait être un dispositif d'autorégulation, et non de régulation par le haut. Toutefois, même le processus d'autorégulation peut être problématique. Aujourd'hui, nous avons des médias publics, qui, même avec la meilleure intention du monde, disent qu'ils sont dans le vrai et que les autres dans le faux. Soyons clairs : pour beaucoup, les seuls bons journalistes sont des journalistes de gauche. Évidemment, cette perspective laisse bien sûr sceptique quant à la possibilité de créer un label dans de bonnes conditions. Et puis reste la question de Juvénal : qui gardera les gardiens ?

« Il faut que, individuellement, chaque citoyen s'expose à des opinions différentes et se fasse son propre "label" »

La liberté de la presse et la liberté d'opinion sont-elles compatibles avec ce type de labellisation ?
Dans les conditions que j'ai énoncées, je le pense. Mais cela paraît très difficile aujourd'hui à incarner sur le plan collectif. Il y aura toujours suspicions de partialité ou d'irresponsabilité. Il faut donc que, individuellement, chaque citoyen s'expose à des opinions différentes et se fasse son propre « label ».
Dans le réel, lorsqu'on lit un journal, on cherche davantage à être conforté qu'à s'informer ; dans l'idéal, on recherche de l'impartialité, de l'objectivité et de la responsabilité. Cela semble inaccessible, mais il ne faut pas lâcher. Chaque lecteur doit avoir ces alertes à l'esprit : le média que je lis s'expose-t-il à la critique ? Présente-t-il les arguments concurrents avec honnêteté ? Il y a finalement la question de la responsabilité : quelqu'un peut-il être attaqué si une faute est commise ? Y a-t-il un responsable éditorial (comme le prévoit la loi 1881) ? Il faut de la traçabilité de l'information. Ces trois critères, il me semble, offrent un label intéressant, et c'est aux citoyens de s'en emparer.

La matière des journalistes, l'information, peut-elle être présentée de manière absolument neutre, comme certains l'affirment ? Non, et d'ailleurs le but n'est pas la neutralité, les divergences d'opinions sont légitimes en démo-

cratie. Il faut simplement aussi apprendre à penser contre soi-même, en s'exposant à la critique et donnant de la voix à ceux avec qui nous ne sommes pas d'accord. Si on parle de taxe Zucman, il faut parler de tout ce qui la caractérise en présentant de façon fidèle les arguments contradictoires, et en présentant, avec le maximum de sa puissance, la conviction inverse. Une fois cela fait, on passe bien sûr de l'information à l'opinion, en défendant la ligne de tel ou tel média. Disant cela, on se rend compte que c'est tellement simple comme idée... Mais ça demande du travail et de l'honnêteté intellectuelle.

Au-delà de ce débat, qu'est-ce que cette initiative présidentielle peut nous apprendre sur l'état du débat en France ?

C'est une illustration de la guerre culturelle qui se joue en France : tout le monde est gramscien, et la droite comme la gauche veulent gagner cette bataille. On se donne donc tous les pouvoirs pour y parvenir. De ce point de vue, et prenant en compte l'anomalie du service public français, qui est loin d'être totalement impartial – c'est d'ailleurs un problème en soi –, on peut tout à fait considérer que, du point de vue de Vincent Bolloré, l'investissement dans les médias constitue un simple rééquilibrage de l'espace public, et non une atteinte à la liberté de pensée.
Par ailleurs – comme le suggère notre président lui-même –, on soupçonne souvent les milliardaires de droite d'investir dans la presse pour promouvoir des intérêts cachés, tandis que ceux de gauche le feraient de manière désintéressée. Or ne pourrait-on pas envisager que les uns comme les autres le fassent, à perte, pour promouvoir leurs idées, parce qu'elles leur semblent justes. Enfin, chaque camp a tendance à considérer qu'il est minoritaire face au « mainstream » ou aux dérives, qu'on les appelle « bien-pensance », d'un côté, ou « extrême droitisant », de l'autre. Dans le débat public aussi, il y a ce réflexe de « victimisation », qui provoque l'outrance des réactions, des dérogations déontologiques et une conflictualisation accrue. Si je me sens victime, alors tous les coups sont permis. ■
* Maître de conférences à Sorbonne Université et président du Collège de Philosophie, Pierre-Henri Tavoillot publie « *Voulons-nous encore vivre ensemble ?* » (Odile Jacob, novembre 2024, 416 p., 23,90 €).

La nationalisation d'ArcelorMittal France ou la farce socialiste



AQUILINO MORELLE

Le 27 novembre, les députés ont adopté la proposition de loi de LFI visant à nationaliser les activités françaises d'ArcelorMittal. Le PS, qui a voté le texte aujourd'hui, avait refusé la nationalisation il y a treize ans lorsqu'il était au pouvoir, rappelle l'essayiste et ancien conseiller de François Hollande*.

Dans la soirée du jeudi 27 novembre dernier, entonnée par les 68 députés du groupe parlementaire LFI, *L'Internationale*, le chant révolutionnaire écrit en hommage à la Première Internationale (1864), celle de Karl Marx, qui fut l'hymne de l'URSS jusqu'en 1944 et qui demeure celui de tous ceux qui veulent que « le monde change de base », a résonné dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Ces députés souhaitaient ainsi célébrer le vote en première lecture de leur « proposition de loi visant à la nationalisation d'ArcelorMittal France afin de préserver la souveraineté industrielle de la France », une « victoire historique » selon eux et le symbole de la revanche des « revendications populaires ». Quoi que l'on pense de ce vote, acquis en dépit de l'opposition des partis de centre et de droite dits du « socle commun », grâce au soutien des autres groupes de gauche et de l'abstention du RN, d'autres symboles qu'il représente méritent d'être rappelés.
Symbole de la rapacité de Lakshmi Mittal, le milliardaire indien, patron du groupe sidérurgique éponyme, géant mondial de l'acier qui, après avoir arraché par une OPA hostile, en 2006, le groupe européen Arcelor – qui n'avait alors que cinq petites années d'existence –, n'a cessé depuis d'encasser les subventions publiques et de fermer les sites industriels, en particulier en France : après Gandrange en 2009, après Florange en 2012, il veut maintenant se défaire à bon compte des sites français, notamment ceux de Dunkerque, de Fos-sur-Mer et de ce qu'il reste de Florange, qu'il ne juge pas assez rentables. Rappelons que le chiffre d'affaires global de son groupe s'est élevé, sur les neuf premiers mois de 2025, à 46,4 milliards de dollars et son excédent brut, sur la même période, à 5 milliards de dollars.
Symbole de l'impuissance des gouvernements successifs à arrêter l'hémorragie des emplois industriels en France. Pharmacie – avec la cession l'année dernière de l'entité « grand public » de Sanofi, productrice en particulier du Doliprane –, secteur de l'aluminium – avec la disparition de Pechiney –, ou celui des télécoms – avec le rachat

très controversé, et faisant encore l'objet d'une enquête du PNF, d'Alstom par General Electric : la litanie des engloutissements d'entreprises françaises, stratégiques et indispensables à l'exercice de notre souveraineté nationale, entraînant avec elles des centaines de PME tout aussi précieuses, est trop longue pour être égrenée ici.
Symbole de l'incurie de l'Union européenne (UE), incapable de construire une politique industrielle à l'échelle du continent, même dans un secteur aussi crucial que celui de la sidérurgie, une UE ouverte à tous les vents, laissant la Chine nous submerger de ses voitures, ses panneaux solaires, de son acier bradé aussi.

Le résultat est là : sans un mot public, le PS d'aujourd'hui a voté en catimini la nationalisation de Florange – et de tout le groupe ArcelorMittal France – qu'il avait refusée il y a treize ans

Symbole de l'entêtement du techno-libéralisme, une religion séculière – pour reprendre la formule de Raymond Aron – qu'aucun fait ne saurait troubler, ses adeptes se réfugiant dans la perpétuelle répétition des mêmes incantations, notamment celle du « long terme » – Keynes nous avait pourtant prévenus : « à long terme, nous serons tous morts » –, et celle des « réformes structurelles », toujours vantées et toujours vaines. Sans surprise, le ministre de l'Économie, des Finances, de la Souveraineté industrielle et énergétique (sic) a voulu voir, lui, dans ce vote, le symbole d'une « réponse populiste à un problème structurel ».
Symbole, enfin, de la faillite des socialistes français. Il y a treize ans, presque jour pour jour, le 30 novembre 2012, le premier ministre de l'époque, Jean-Marc Ayrault, annonçait aux Français, toute honte bue, qu'il avait décidé de fermer les hauts-fourneaux d'ArcelorMittal à Florange, piétinant, avec la bénédiction de celui-ci, l'engagement pris par le candidat François Hollande pendant sa campagne, plongeant les ouvriers qui

avaient cru en cette promesse dans le désespoir et la colère et scellant, sans le savoir ni le comprendre, le sort du quinquennat du « président normal ». Florange, « la tragédie de la gauche », comme cela fut écrit alors. Mais où étaient les socialistes ce jeudi soir ? Certes, 28 députés, sur les 69 du groupe socialiste à l'Assemblée, ont voté le texte. Mais ont-ils pris la parole afin de faire leur mea-culpa, de s'adresser avec humanité à tous les ouvriers de la sidérurgie française – ce qu'il en reste – pour leur rendre des comptes, leur dire qu'ils avaient tiré les enseignements de cet épisode maudit et qu'ils faisaient amende honorable ? Car plus qu'un vote, le monde ouvrier attend d'eux des explications.
Certes, Boris Vallaud, le président de ce groupe, avait tenu à être présent ce soir-là, se souvenant peut-être qu'avant d'avoir été le successeur d'Emmanuel Macron comme secrétaire général adjoint de l'Élysée de François Hollande, puis de devenir l'héritier d'Henri Emmanuelli dans sa circonscription landaise, il avait été le directeur de cabinet d'Arnaud Montebourg, qui avait proposé, en 2012, la « nationalisation provisoire » du site de Florange. Mais où était Olivier Faure, l'ancien conseiller spécial d'Ayrault et actuel premier secrétaire du PS ? Où était le principal responsable de cette trahison, l'ancien président de la République et de nouveau député de la Corrèze, François Hollande ? Pas dans l'hémicycle. Ils avaient probablement mieux à faire que de tenter de rétablir la vérité et d'agir en responsables politiques. Le résultat est là : sans un mot public, le PS d'aujourd'hui a voté en catimini la nationalisation de Florange – et de tout le groupe ArcelorMittal France – qu'il avait refusée il y a treize ans.
Dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Karl Marx, encore lui, nous avait mis en garde : « *L'histoire, quelque part, se répète, pour ainsi dire, deux fois : la première fois comme tragédie, la seconde comme farce.* » Nous y sommes. ■
* Ancien conseiller politique de Lionel Jospin (1997-2002) et de François Hollande (2012-2014), Aquilino Morelle est l'auteur de « *La Parabole des aveugles. Marine Le Pen aux portes de l'Élysée* » (Grasset).

Retour vers le futur, saison 1981-1983



CHRONIQUE
Bertille Bayart

Dans la soirée de jeudi, les députés ont approuvé la nationalisation d'ArcelorMittal France. Une victoire pour La France insoumise, à l'origine de la proposition de loi portée par la députée Aurélie Trouvé. Toute la gauche a voté pour, le socle commun a voté contre, le Rassemblement national a fait pencher la balance en s'abstenant. Ah, la belle idée ! Il faut sauver l'acier français, « préserver la souveraineté industrielle de la France », comme le dit l'intitulé du texte qui projette la première nationalisation sans vendeur consentant depuis 1982. Aurélie Trouvé a beau dire qu'elle a tout étudié, tout prévu, on n'a toujours pas compris à l'issue des très longues heures de débat en commission et dans l'Hémicycle comment le miracle allait se produire, sauf à croire en l'État thaumaturge.

Quels sont les problèmes de l'acier français ? Il y a un sujet de compétitivité, exacerbé par la fermeture du marché américain et l'agressivité de la concurrence, chinoise en particulier. Il y a un sujet de réglementation environnementale européenne, qui contraint à une décarbonation des opérations dont la rentabilité est aléatoire, en particulier à l'exportation hors d'Europe. Mais il y a surtout un problème de marché. « Il n'y a aucun avenir pour un ArcelorMittal France isolé », affirme une source proche du dossier. C'est l'évidence. La demande d'acier s'est effondrée en Europe, et en France en particulier, sous l'effet de la désindustrialisation, notamment automobile, et de la chute de la construction. Les usines d'ArcelorMittal France livrent les trois quarts de leur production à l'étranger, et ne tournent qu'à 60 % ou 70 % de leurs capacités. Le changement d'actionnaire n'y changera rien.

Dans l'hypothèse où cette nationalisation serait effectivement mise en œuvre, elle n'aurait que deux suites possibles. C'est soit l'option puits sans fond, la perfusion, comme la France en a connu avec le Crédit lyonnais ou l'ex-Areva. Soit l'option restructuration, le sale boulot à la charge de l'État, financièrement et politiquement coûteux.

Comme pour la sidérurgie française des années 1980 ou comme pour les constructeurs automobiles américains General Motors et Chrysler après la crise de 2008.

Mais de cela, il n'était pas question, au Palais Bourbon, jeudi dernier. Alain Le Grix, le patron d'ArcelorMittal France, a pourtant été auditionné à huit reprises par les parlementaires depuis le début de l'année. Un record ! Autant dire qu'il a pu tenter d'éduquer les députés au b.a.-ba du modèle économique de la sidérurgie. Mais pourquoi parler de modèle économique, quand on peut faire de la politique ? Car il ne s'agit que de politique dans les débats actuels au Parlement. Les discussions sur la nationalisation d'ArcelorMittal, sur le projet de loi de finances et sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale n'ont d'économique que l'apparence. « Nous assistons à un moment de repositionnement stratégique des différentes forces politiques, une clarification préalable à l'échéance présidentielle », commente, mi-fataliste mi-désemparé, un patron du CAC 40. Le monde économique se sent spectateur.

Toutes les forces politiques se positionnent en effet. Mais, dans les débats budgétaires, la clé est dans les mains du Parti socialiste. Chaque semaine, ses députés font monter les enchères du prix du compromis. Toujours en deux temps : d'abord, l'interview qui menace (Boris Vallaud, ce dimanche, dans *Le Parisien*, « ça peut mal se terminer »), puis le perron de Matignon à la sortie d'un rendez-vous avec Sébastien Lecornu (« Nous pouvons dire que nous progressons », Olivier Faure ce lundi). L'enjeu de cette chorégraphie n'est pas le budget de 2026 mais la présidentielle de 2027. Il faut, sans se dissoudre dans la majorité, brûler les vaisseaux du Nouveau Front populaire. « Pour s'émanciper de LFI, les socialistes ont besoin de brevets de gauche », analyse une figure de la gauche du gouvernement.

Gauche radicale contre social-démocratie, on rejoue en 2025 la bataille des gauches. On la subit. Ce n'est donc pas un hasard si les débats les plus enflammés du moment nous ramènent plus de

quarante ans en arrière, au début des années Mitterrand. C'est *Goodbye, Lenin!*, en version française. Son réalisateur, Wolfgang Becker, disait qu'« un film n'est rien d'autre qu'un enchaînement de 24 mensonges par seconde ». Comme une séance à l'Assemblée ? Les socialistes et les sociaux-démocrates le savent : à chaque fois qu'ils ont, au pouvoir, quitté les rives de l'utopie pour accepter la contrainte extérieure, ils se sont divisés et ont été accusés de trahison. Ce fut le cas avec le tournant de la rigueur de 1983, ce « mythe fondateur (qui a) entretenu jusqu'à aujourd'hui l'illusion, si française, de l'« autre politique » », comme l'écrit l'historien Frédéric Bozo dans son « *Histoire politique* » du tournant de 1983. Ce fut le cas en 2014, avec la politique de l'offre de François Hollande, qui a fait éclore les frondeurs.

Alors pour obtenir ce « brevet de gauche » dont les socialistes ont besoin, il faut revisiter ce passé, s'en inspirer, s'en excuser. En votant la nationalisation d'ArcelorMittal, on convoque le souvenir des nationalisations de 1982 et on efface celui de Florange, ce site que François Hollande avait en campagne promis de sauver. En votant la taxe Zucman, on ressuscite l'ISF ; et, mieux, on y ajoute les biens professionnels, ce que n'avait pas fait François Mitterrand. En exigeant la suspension de la réforme des retraites, on renoue avec l'esprit de conquête sociale de 1981 et de la retraite à 60 ans ; et, mieux, les socialistes ont aussi demandé à stopper l'accélération de la réforme Touraine de 2014, la leur. Il faut promettre de « changer la vie ».

« Quand la France est engagée dans une dure bataille pour la sauvegarde de son industrie, par quelle aberration la gauche se croit-elle obligée de faire croire aux Français que le salut viendra, par miracle, des changements qui satisfont leurs aspirations égoïstes : travailler moins et gagner plus ? », écrivait Raymond Aron dans ses *Mémoires* publiées en 1983. Nous y revolvons. Aron concluait : « Je ne connaîtrai pas la portée historique de l'expérience socialiste, mais je ne parviens pas à me convaincre que, pour longtemps, cet épisode enlève ses chances à notre pays. » Si vous saviez, Monsieur Aron... ■

Pour sauver l'industrie française, portons la préférence européenne



FABRIEN CLAIREFOND

SÉBASTIEN MARTIN

Les difficultés rencontrées par le secteur automobile, et par notre industrie dans son ensemble, s'expliquent par une absence de stratégie claire de l'UE, explique le ministre délégué chargé de l'Industrie. Selon lui, la protection à nos frontières et la préférence européenne doivent devenir des réflexes.

Il est temps que nous regardions le monde tel qu'il est, que nous sortions de nos certitudes. Car l'action suppose un préalable : la lucidité. En vingt ans, la part de l'Union européenne dans le PIB mondial est passée d'environ un quart à environ 17 %. Ce recul n'est pas une fatalité, mais il reflète une forme de relâchement. Nous avons cru que notre marché de 450 millions de consommateurs nous garantirait une prospérité durable, même en laissant partir nos usines, nos savoir-faire, nos emplois industriels. Nous avons confondu prospérité et prix bas. Nous avons confondu abondance et puissance.

Cette confusion nous a rendus dépendants. Dépendants pour nos aciers les plus stratégiques, dépendants pour nos médicaments critiques et nos molécules chimiques essentielles, dépendants pour les technologies qui feront la puissance de demain.

Pendant ce temps, d'autres ont agi en puissances, en articulant construction de filières industrielles, soutien massif à l'innovation, contrôle stratégique des chaînes de valeur. Ils ont compris que produire, c'est décider. Cela ne signifie pas que tout serait à reproduire ou que tout ce que l'Europe a fait serait à abandonner, mais cela rappelle une nécessité : retrouver une boussole industrielle claire.

La France, elle, s'est réveillée tôt. Dès 2017, nous avons engagé une politique de réindustrialisation déterminée, en assumant un effort inédit pour décarboner notre économie. Cet effort était nécessaire et juste. Mais une politique industrielle est plus que le simple instrument d'une politique de transition écologique. Elle doit tenir une ambition propre, celle de préserver nos emplois, de créer de la valeur, de garantir notre souveraineté. Une nation forte ne s'achète pas un destin. Elle le forge. Car ce sont bien les citoyens qui, in fine, paient les pots cassés de notre vulnérabilité : par la perte d'emplois, la désindustrialisation des territoires, l'explosion du déficit commercial et une dépendance qui renchérit à terme le coût de la vie. La politique industrielle est un choix de société, et c'est le choix que fait la France.

S'il est le miroir d'une tendance plus large, le secteur automobile résume parfaitement ce qui se joue. Les difficultés ou fermetures d'usines que nous constatons en France ont les mêmes causes : une exposition directe à une concurrence internationale devenue féroce, et un lien direct avec cette filière clé : Novasco dans l'acier, Amis dans les pigrons forgés, BASF dans la chimie...

Nos équipementiers affrontent des concurrents massivement subventionnés, parfois à hauteur de 30 % de leurs coûts... Le résultat est saisissant : entre 2019 et 2025, la balance commerciale européenne des pièces automobiles vis-à-vis de la Chine est passée de +5 milliards d'euros à -5 milliards d'euros. Dix milliards de valeur perdue, de compétences fragilisées et de souveraineté érodée.

Face à cette situation, la protection à nos frontières et la préférence européenne doivent devenir nos réflexes. Des initiatives ont déjà été portées par le gouvernement en ce sens : nous avons obtenu des droits de douane additionnels sur les véhicules électriques chinois en 2024 et nous favorisons, par le bonus automobile, l'achat de véhicules électriques produits en Europe. Il ne s'agit pas de se réveiller protectionniste, mais d'être radicalement pragmatique et lucide et d'utiliser sans trembler tous les instruments à notre disposition : nous devons rattraper notre retard technologique et rétablir une concurrence équitable. Mais comment ?

D'abord, nous devons appliquer des droits de douane proportionnés et ciblés pour compenser les subventions accordées ailleurs. L'objectif n'est pas de fermer notre marché, mais de rééquilibrer les règles du jeu. Nous devons pouvoir limiter les importations quand des filières essentielles sont menacées, comme le font toutes les grandes puissances. Et nous devons renforcer la taxe carbone aux frontières pour éviter que nos industries décarbonées soient concurrencées par des productions beaucoup plus polluantes. Sans cela, nos efforts industriels et climatiques resteront vains. Protéger, ce n'est pas se replier : c'est tenir debout.

Ensuite, il faut porter la préférence européenne. Produire en Europe doit être un avantage. Cela doit conditionner les aides publiques, mais aussi l'accès à nos marchés publics, et la garantie du respect de nos normes. Aujourd'hui, un véhicule thermique fabriqué en Europe, c'est 75 % de valeur locale, c'est-à-dire que les trois quarts des pièces, des composants et du savoir-faire viennent d'usines européennes. Pour éviter une nouvelle vague de délocalisations dans l'industrie automobile, nous devons fixer un cap clair : d'ici 2035, atteindre pour les véhicules électriques un niveau de contenu européen au moins équivalent à celui des véhicules thermiques, puis l'augmenter progressivement.

Enfin, nos objectifs environnementaux doivent aller de pair avec une vraie trajectoire industrielle. Il faut définir des étapes réalistes, vérifiables, qui permettent de créer des emplois industriels en Europe. Nous avons fait le choix de l'électrique, et c'était le bon choix. Mais si nous ne maîtrisons pas cette transition, nous finirons avec une industrie qui se contente d'assembler des pièces venues d'ailleurs. C'est pour cela que nous sommes ouverts à des flexibilités sur l'objectif du tout-électrique en 2035, mais à condition qu'elles s'accompagnent d'engagements industriels concrets.

C'est pourquoi la réglementation qui prévoit la fin des moteurs thermiques doit récompenser les constructeurs qui produisent réellement en Europe. Il serait incompréhensible que la Commission européenne révisé nos cibles d'électrification sans garantir une trajectoire industrielle solide. Le 10 décembre, elle devra confirmer clairement qu'elle veut une Europe qui produit. Ce débat n'a rien d'abstrait : ce sont des milliers d'emplois et l'avenir de nos territoires qui se jouent aujourd'hui. L'Union n'a plus à hésiter entre naïveté et isolement. Elle doit choisir la puissance et la maîtrise de son destin, car si nous restons dans la logique du toujours moins cher nous entrérons dans celle du toujours plus pauvre. Et l'Europe n'a pas été construite pour s'y résigner. ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Eric Trappier
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Eric Trappier
Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Economie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thérard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Glé
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h ;
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou à abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 509 €. Semaine : 445 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 389 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen
sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.



Ce journal
se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier
20 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous
8 pages
Cahier 4
Vies & Champagnes
16 pages



BALENCIAGA

LE FIGARO économie



ÉTATS-UNIS

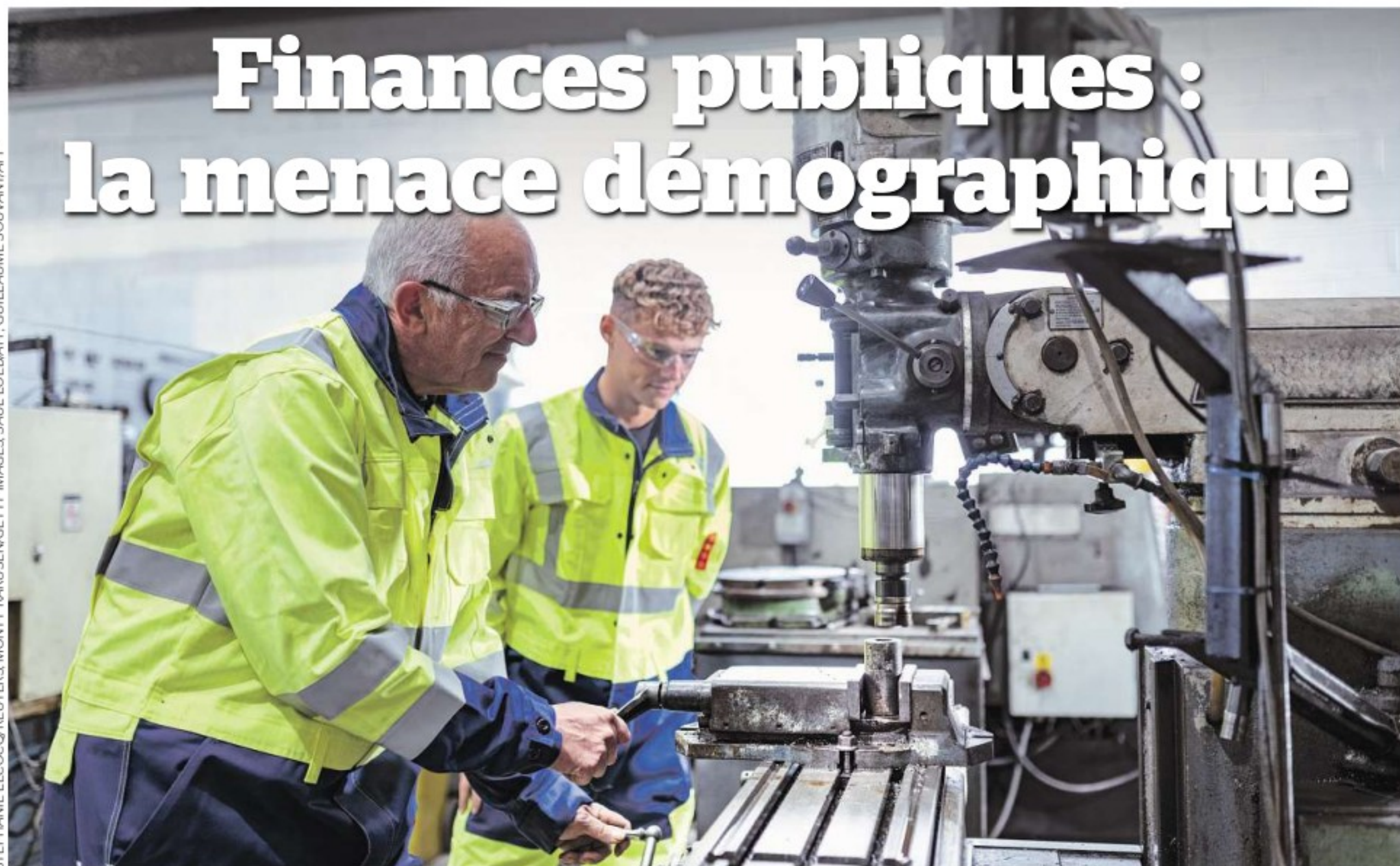
KEVIN HASSETT, UN PROCHE DE TRUMP FAVORI POUR DIRIGER LA FED APRÈS JEROME POWELL **PAGE 23**

BRANDT

À 100 ANS, LE DERNIER FABRICANT DE GROS ÉLECTROMÉNAGER EN FRANCE JOUE SA SURVIE **PAGE 24**



Finances publiques : la menace démographique



La Cour des comptes s'inquiète des effets du vieillissement et de la baisse de la natalité. Elle appelle à travailler plus et à repenser notre protection sociale. **PAGES 22 ET 23**

Clap de fin pour Ynsect, pionnier de la protéine d'insectes

La start-up Ynsect, spécialisée dans l'élevage d'insectes, a annoncé mardi sa liquidation judiciaire, prononcée par le tribunal de commerce d'Evry (Essonne). Une décision qui met un terme à l'histoire d'une jeune pousse qui a levé au total 600 millions de dollars auprès d'investisseurs depuis sa création en 2011, dont la banque publique d'investissement Bpifrance.

Ses difficultés ne sont pas nouvelles. Ynsect avait été placée en redressement judiciaire en mars dernier. La start-up avait annoncé cet été un plan de suppression de postes afin d'assainir ses comptes. Cette pionnière de la production de protéines et d'engrais à base d'insectes espérait alors « trouver des moyens d'élevage qui coûtent moins cher pour pouvoir servir les

clients à des coûts de marché », face à une concurrence féroce. Malgré ses efforts, l'entreprise présidée par Emmanuel Pinto, qui employait encore 43 salariés, n'a pas « réussi à réunir dans les délais les fonds nécessaires au financement de son plan de continuation ». Elle plaide pour une « reprise des actifs », revendiquant « une méthode d'élevage robuste » et un

portefeuille « de plus de 400 brevets ». De son côté, Hadrien Godard, représentant des salariés licencié en octobre dans le cadre du plan de suppression de postes, a appelé à « arrêter de distribuer de l'argent public à tout va ou au moins renforcer les contrôles ». Il regrette que dans le cas d'Ynsect, « tout a été fait trop gros, trop vite, d'un seul coup ».

W. G.-B.

LOUISE DARBON

> FOCUS

CHÔMAGE : LE PATRONAT VEUT PLUS D'ÉCONOMIES

Une fois n'est pas coutume, le patronat n'est pas content. Et il le fait savoir au gouvernement. Ce mardi 2 décembre, à la veille de la rencontre organisée entre Sébastien Lecornu et le président du Medef, Patrick Martin, et trois jours avant le début de la conférence sociale sur le travail et les retraites, la CPME, l'U2P et le Medef ont envoyé un courrier à Matignon et au ministre du Travail, Jean-Pierre Farandou. Les organisations patronales dénoncent le manque d'ambition du gouvernement. Ce dernier souhaite que les négociations sur l'assurance-chômage, qui commencent ce mercredi entre les partenaires sociaux et portent notamment sur l'encadrement des ruptures conventionnelles, aboutissent à une économie de 400 millions d'euros. « Cet objectif nous semble en deçà de ce qui est souhaitable », estiment les représentants patronaux, qui rappellent que les ruptures conventionnelles coûtent chaque année 10 milliards d'euros, au point de devenir le premier poste de dépense de l'Unédic. Tout en redisant leur attachement à un dispositif « dont l'utilité n'est plus à démontrer pour nos entreprises », les patrons des patrons constatent « certaines dérives dans sa mise en œuvre, (...) faisant craindre une augmentation des cas d'abus ». Assez pour les convaincre qu'il faut renforcer « le caractère incitatif à la reprise d'un emploi » de la rupture conventionnelle. Le patronat demande donc à Sébastien Lecornu de revoir ses ambitions à la hausse en diminuant le coût annuel de l'assurance-chômage de 1 milliard d'euros. Notamment « en revisitant certains paramètres tels que ceux liés à l'indemnisation, et sans limiter la réflexion au seul sujet des ruptures conventionnelles ».

le PLUS du FIGARO ÉCO

TECH

Les progrès fulgurants de la voix par IA **PAGE 27**

COMPTOIR NATIONAL DE L'OR
Professionnels de l'Or depuis 1976

LE COURS DE L'OR
+150% EN 10 ANS

Prenez RDV avec un expert

www.gold.fr

L'HISTOIRE

Sophie Binet mise en examen après une phrase sur les chefs d'entreprise

Sophie contre Sophie. Dans le coin gauche, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. Dans le coin droit, Sophie de Menthon, présidente du mouvement patronal Ethic (pour « Entreprises de taille humaine indépendantes et de croissance »). Ce mardi 2 décembre, la première a annoncé être mise en examen après une plainte de la seconde. L'objet du grief ? Une phrase lâchée lors d'une matinale radio en janvier dernier. Bernard Arnault venait de vilipender la hausse temporaire des impôts sur les bénéfices des grandes entreprises prévue dans le budget 2025, qui, selon lui, « pousse à la délocalisation ». « Moi, j'ai envie de dire : les rats quittent le navire », avait alors répliqué Sophie Binet sur les antennes de RTL, dénonçant un « chantage à l'emploi »

de la part des chefs d'entreprise. Aussitôt, Sophie de Menthon s'était émue de cette « phrase insultante ». Son organisation, Ethic, avait alors déposé plainte contre la syndicaliste pour « injures publiques ». « Tous les patrons français, quelles que soient leurs opinions, ne peuvent que se sentir offensés par cette expression méprisante et outrancière »,

écrivait l'organisation dans son communiqué publié début février. « Ça s'appelle une image populaire, c'est dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas, s'est défendue Sophie Binet ce mardi 2 décembre au micro de France Inter. Je pense que c'est important dans le débat public qu'on puisse parler sans langue de bois. » « On ne fera pas taire la CGT et sa secrétaire générale ! », a martelé la centrale de Montreuil dans un communiqué. ■

PIERRE-LOEIZ THOMAS



BNP Paribas veut participer au lancement d'un stablecoin européen

BNP Paribas avance à grands pas sur le marché des stablecoins. Ces jetons numériques, en plein essor, ont la particularité d'avoir une valeur stable, indexée sur de véritables devises, et offrent la perspective de paiements à moindre frais, immédiats et sécurisés. La première banque française vient de rejoindre un consortium de dix établissements européens qui entendent lancer dans la deuxième moitié de 2026 un stablecoin en euros. Aujourd'hui, 99 % des jetons sont basés sur le dollar. « Cette initiative offrira une alternative européenne au marché des stablecoins adossés au dollar », affirme BNP Paribas. La banque y voit un moyen de renforcer « l'autonomie stratégique de l'Europe dans le domaine des paiements », en particulier face à la puissance américaine. Neuf autres banques européennes, parmi lesquelles l'italienne UniCredit, l'espagnole CaixaBank et la néerlandaise ING, avaient annon-

cé la création de ce consortium fin septembre. Elles viennent de créer une société, baptisée Qivalis et basée à Amsterdam, qui travaille à présent à l'obtention d'un agrément d'établissement de monnaie électronique. BNP Paribas est déjà membre d'un autre consortium de grandes banques internationales (Santander, Deutsche Bank, Barclays, UBS, Citi, Goldman Sachs, Bank of America...). En octobre, ces dernières ont annoncé unir leurs forces pour créer un stablecoin commun, sans préciser dans quelle devise. La BCE encourage les banques à lancer des stablecoins en euros. Les enjeux sont importants. Récemment, le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, brandissait « le risque pour l'Europe (...) d'être demain confrontée à une quasi-monnaie, le stablecoin en dollars, de nature privée et émise par des acteurs non européens ».

D. G.

La démographie déclinante, cette autre menace pour les finances publiques

Gilles Boutin

La Cour des comptes met en garde contre les effets budgétaires du vieillissement de la population et de la baisse de la natalité. Elle appelle à travailler plus, et à repenser le système de protection sociale dans sa globalité.

C'est l'iceberg vers lequel le paquebot France se dirige lentement, mais que la vigie fait mine de ne pas voir. Alors que sénateurs et députés s'écharpent sur la suspension de la réforme des retraites et que certains syndicats rêvent d'un retour aux 62 ans, la Cour des comptes tente un rappel à la réalité : les Français vieillissent, les décès sont plus nombreux que les naissances et « le destin démographique de la France a rejoint celui de l'Europe dans son ensemble », résume Pierre Moscovici, son premier président. De 68,6 millions d'habitants en 2024, un plafond d'environ 70 millions devrait être atteint dans les années 2040, puis diminuerait pour s'établir à 68 millions en 2070, selon les projections de l'Institut national d'études démographiques (Ined). Surtout, la population en âge de travailler (20-64 ans) diminuerait de 38 millions en 2024 à 34,6 millions en 2070. Ce qui, pour un pays déjà endetté à 114 % du PIB, génère des « effets profonds » sur les finances publiques. « Ne commettons pas la même erreur avec la démographie qu'avec la dette publique », met en garde Pierre Moscovici.

Alors que la France compte déjà parmi les États les plus dépensiers (57 % du PIB en 2023, contre 53,9 % en 1998), les dépenses liées au vieillissement représentent une part élevée du total (40 %) et en constante augmentation (+ 11 % sur la période). « Premier poste de dépenses de la

protection sociale, les pensions de vieillesse et de survie représentaient 353 milliards d'euros en 2023, soit 13,4 % du PIB », signale le rapport. À l'inverse, les dépenses liées à la natalité – éducation et politique familiale – « représentaient 12,8 % des dépenses publiques en 2023, contre 15 % en 1998, soit un repli de 15,1 % ».

Une ventilation légèrement « frustrante » permet de prendre la mesure du fossé. Les plus de 65 ans affichent la dépense publique par habitant la plus élevée, « passant d'environ 39 800 euros en 1998 à près de 40 800 euros en 2023, après avoir atteint un sommet en 2013 à 46 200 euros ». À l'opposé, les 20-64 ans présentent la dépense par tête la plus faible, évoluant d'environ 8 300 euros à 10 400 euros. « Ce constat met en évidence la concentration de la dépense publique sur la cohorte des plus de 65 ans, bien qu'un rééquilibrage soit intervenu après le point haut atteint en 2013 », insiste la Cour des comptes. Une décruce à partir de cette année-là permise par les réformes des retraites successives, qui démontrent ainsi leur utilité. Mais « si (ces réformes) ont permis de stabiliser la part des dépenses de retraites dans le PIB, celle-ci reste supérieure à la moyenne de la zone euro (14,0 % du PIB en France contre 11,5 %). »

Évolution des modalités de financement

Dans la durée, la situation n'est pas soutenable. À dépenses par tête inchangées, et en se fondant sur le scénario démographique central de l'Insee (population stabilisée à 68,1 millions), le ratio de dépense publique pour assurer le financement des plus de 65 ans atteindrait environ 60,8 % du PIB en 2070. En revanche, si l'objectif était de contenir les dépenses à leur niveau de 2023, il faudrait alors les raboter « de -1,7 % en 2030, -3,3 % en 2040, -4,8 % en 2050 et -5,1 % en 2060 puis de -6,1 % en 2070 ». Une projection qui ne prend pas en compte les effets des différentes réformes des retraites sur le niveau de vie, reconnaissent les auteurs, mais qui a fonction d'illustration.

Il faut donc travailler plus, comme le martelait François Bayrou avant sa chute, pour produire plus et ainsi générer davantage de recettes. La réduction de la part de la population en âge de travailler pesant sur le potentiel de croissance, l'amélioration du taux d'emploi n'en sera que plus nécessaire. Or ce taux « progresse (68,8 % en 2024) mais reste inférieur à la moyenne européenne (70 %), le retard



face à l'Allemagne s'expliquant pour 40 % par le sous-emploi des seniors », selon la cour. Le faible accent mis sur la formation continue « peut freiner l'adaptation aux évolutions technologiques et, partant, peser négativement sur la productivité ». Enfin l'épargne, qui augmenterait mécaniquement avec le vieillissement de la population – les études empiriques montrent que les personnes âgées ne « désépargnent » pas –, manquerait aux investissements d'avenir, car surtout placée sur des actifs moins rentables.

Ce déséquilibre générationnel nécessite de repenser le système dans sa globalité

et à long terme. Car « les jeunes financent principalement la protection sociale via les cotisations assises sur les revenus du travail, tandis que les plus âgés contribuent davantage aux recettes de l'État (impôt sur le revenu) et des collectivités territoriales (taxe foncière) », rappelle la cour. C'est pourquoi, selon Pierre Moscovici, les modalités de financement devront évoluer. « Il ne faut pas opposer financement public et financement privé ; nous aurons besoin des deux », glisse-t-il. Se pose aussi la question de la contribution des retraités les plus aisés, mais aussi de l'allongement de la durée de travail.

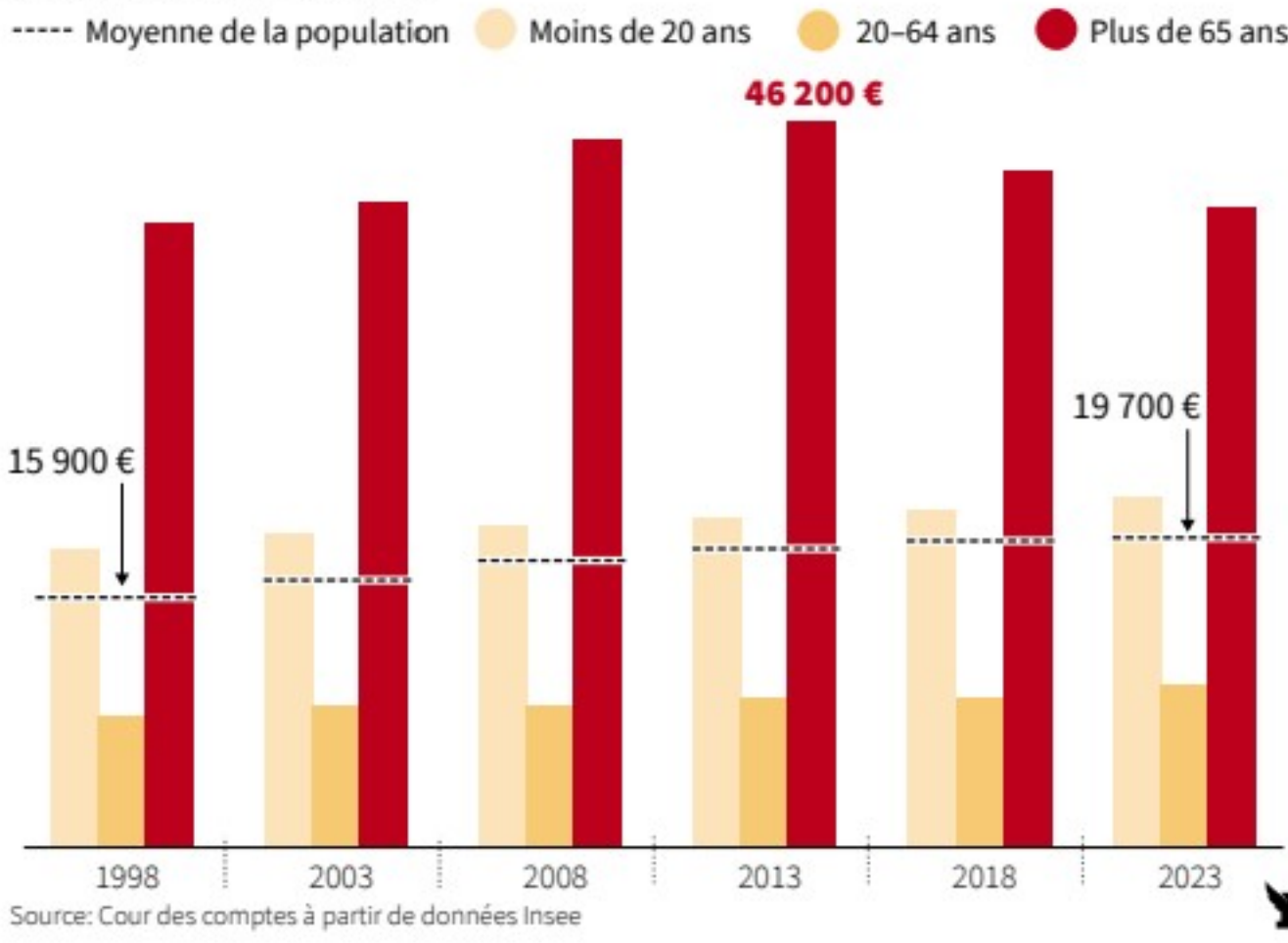
Avec diplomatie, la Cour « souligne que la contrainte systémique que fait peser la démographie sur les systèmes de retraite par répartition invite à repenser la tranche d'âge 60-70 comme une décennie où l'activité professionnelle devra continuer à prendre une place croissante pour celles et ceux qui le pourront »...

L'immigration, quant à elle, ne serait pas la panacée, car « sa contribution nette aux finances publiques demeure neutre ou légèrement négative en France, du fait principalement d'une intégration incomplète sur le marché du travail », est-il précisé.

L'enjeu démographique est central pour les finances publiques et pourtant, déplorent les auteurs du rapport, les pouvoirs publics ne se donnent pas les moyens d'en anticiper les conséquences. Presque aucune référence n'y est faite dans la programmation budgétaire, ce qui « peut conduire à retenir des projections financières trop optimistes, à retarder la mise en œuvre d'adaptations pourtant inévitables ou à limiter la prévisibilité des politiques publiques ». Face à la baisse « inexorable » de la taille de la population en âge de travailler et à l'augmentation tout aussi inéluctable du nombre de retraités, des leviers existent, assure l'institution : soutien à la croissance de la population active, fluidification du marché du travail, augmentation du taux d'emploi des personnes jeunes et plus âgées ainsi que des immigrés et des femmes, amélioration de la productivité et renforcement des compétences, hausse du temps de travail, renforcement de l'attractivité du territoire, politique nataliste... La cour conclut que, « à défaut, l'inaction ne ferait que reporter et amplifier les ajustements nécessaires, au risque de les rendre plus urgents et plus difficiles à mettre en œuvre ».

Le poids des + 65 ans dans la dépense publique

Dépense publique reconstituée par tête selon l'âge (1998-2023), en euros constants de 2015



La France encore championne d'Europe des dépenses sociales

Jean Citti

La vieille Europe porte de mieux en mieux son nom. Chacun à sa manière, les 27 États membres de l'Union européenne (UE) sont désormais confrontés au vieillissement de leur population, lequel n'est pas suffisamment compensé par la natalité ni par l'immigration. Ce phénomène, en plus de menacer les finances publiques, se répercute sur le montant des dépenses sociales. Elles sont en effet en hausse dans 23 des 27 pays de l'UE entre 2007 et 2023, selon une étude de la Drees, le service de la statistique rattaché au ministère de la Santé, parue ce mercredi. La France s'inscrit en tête du peloton, avec des prestations sociales représentant l'équivalent de 31,7 % du PIB en 2023.

Les chiffres sont vertigineux. Entre 2007 et 2023, les dépenses de prestations sociales de l'UE sont passées « de 2 700 milliards à 4 600 milliards d'euros courants », chiffre la Drees. En moyenne, elles ont progressé de 2,3 points parmi les 27 pays de l'UE. Dans l'Hexagone, elles ont augmenté de 2,8 points. « La France est l'un des seuls pays où ces dépenses se sont accrues alors qu'elles étaient déjà élevées en 2007 »,

explique la Drees. Une dynamique que l'Assemblée nationale, qui réexamine cette semaine le budget de la Sécurité sociale, ne semble pas près d'enrayer.

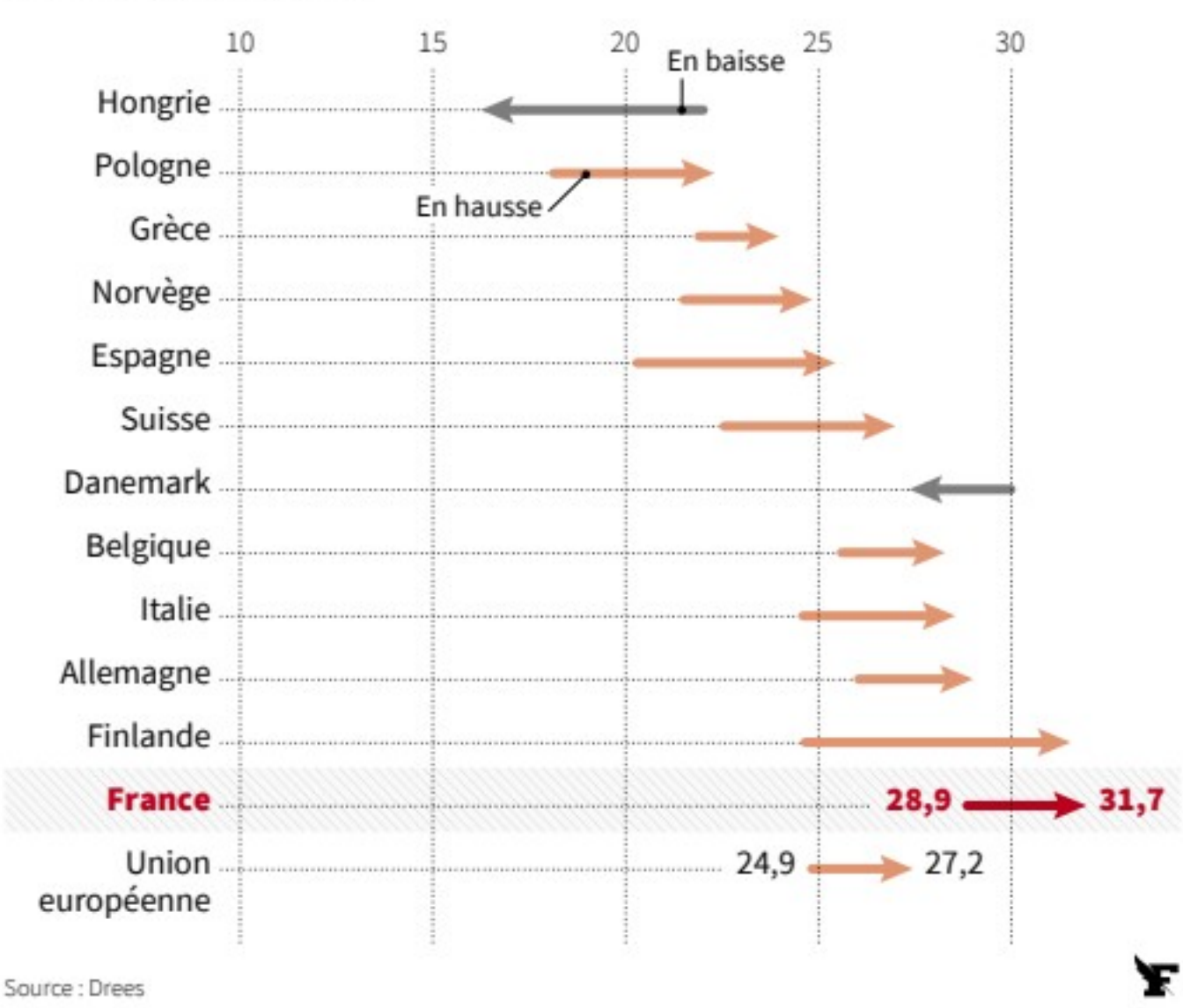
C'est le versement des pensions de retraite, « premier déterminant de l'évolution des dépenses sociales en Europe », selon les données analysées par la Drees, qui est derrière cette hausse européenne des dépenses. Bien que les prestations sociales dans leur ensemble soient également au bénéfice des familles (prestations versées aux parents), de l'emploi (allocations chômage), du logement (aides aux locataires) et de la lutte contre la pauvreté (minima sociaux), ce sont principalement les montants versés aux personnes âgées qui expliquent la dynamique actuelle des dépenses sociales dans la majorité des pays européens.

Le Danemark, bon élève

Alors que la France était en deuxième position en 2007, derrière le Danemark et devant la Suède en termes de dépenses sociales, elle a, depuis, gagné et conservé le titre de champion des dépenses sociales – celles-ci représentant 31,7 points de PIB – devant la Finlande (31,1 points) et l'Autriche (30 points). Un nouveau palmarès semble toutefois se dessiner, car

Un tiers du produit intérieur brut

Évolution des dépenses de prestations sociales entre 2007 et 2023, en points de PIB potentiel



d'autres pays ont connu des augmentations plus importantes entre 2007 et 2023, au premier rang desquels la Finlande (+ 6,6 points), qui devrait rapidement détrôner la France en termes de dépenses sociales.

Régulièrement montrées du doigt, ces dépenses sociales visent toutefois à lutter contre les inégalités. Les prestations vieillesse représentent notamment la principale ressource d'une grande majorité des personnes âgées. « Ainsi, en France, en 2023, 92 % des 65 ans ou plus vivaient sous le seuil de pauvreté monétaire sans leurs pensions », rappelle la Drees. Après versement des prestations, ils sont 15 %.

Les dépenses sociales réduisent ainsi de 77 points le taux de pauvreté des seniors, leur permettant non seulement de vivre dignement mais également de participer à la vie économique du pays.

En Hongrie, l'un des rares pays européens à avoir baissé ses dépenses sociales sur la période (-5,5 points de PIB, dont -1,4 point pour les retraites), le taux de pauvreté des plus de 65 ans a augmenté, s'établissant à 29 % des Hongrois de plus de 65 ans (contre 12,4 % des Français). Concernant les dépenses de prestations vieillesse, seul le Danemark est parvenu à les diminuer tout en préservant les personnes âgées d'un risque de pauvreté monétaire.



Parmi les pistes évoquées par la Cour des comptes, l'activité professionnelle des 60-70 ans devra continuer à prendre une place croissante.

MONTY RAKUSEN / GETTY IMAGES

Kevin Hassett, un proche de Donald Trump favori pour diriger la Fed

Pierre-Yves Dugua Correspondant à Washington

Le conseiller économique de la Maison-Blanche est pressenti pour succéder à Jerome Powell, très critiqué par le président américain.

Voilà plusieurs jours que la Maison-Blanche laisse entendre que Kevin Hassett sera bientôt officiellement sélectionné par Donald Trump pour diriger la Réserve fédérale. En ne démentant pas que l'actuel conseiller économique du président est effectivement le favori, l'exécutif teste la réaction des marchés. Pour l'instant, les investisseurs accueillent la rumeur crédible avec un calme matiné d'inquiétude. «*Je sais qui je vais nommer*», a lâché dimanche le président Trump, avant de préciser mardi qu'il l'annoncera «*probablement au début de l'année prochaine*».

Le rendement des obligations à 10 ans du Trésor américain, bon indicateur en temps réel de la confiance à long terme dans l'économie des États-Unis, est remonté dans les heures qui ont suivi au niveau moyen du mois dernier, de l'ordre de 4,10 %. Il avait chuté brièvement sous le seuil de 4 % à l'idée que la Fed allait abaisser à nouveau son taux directeur le 10 décembre.

La relative inquiétude vient du fait que Kevin Hassett est perçu comme un républicain qui serait par trop loyal à Donald Trump, une fois confirmé par le Sénat pour un mandat de quatorze ans comme simple gouverneur et un autre concomitant de quatre ans reconductible au poste de président du Conseil des gouverneurs de la Fed. Il n'est pourtant pas connu pour ses vues particulièrement radicales, à la différence de Stephen Miran, autre conseiller de Donald Trump nommé gouverneur de la Fed à titre temporaire en septembre. En revanche, il affiche explicitement son désir de faire baisser dès maintenant les taux d'intérêt, ce qui le distingue de la prudence généralement adoptée par ceux qui briguent la fonction la plus importante du monde de la finance.

« Les Américains anticipent la nomination par Donald Trump de quelqu'un qui va faire baisser les taux des crédits pour acheter des voitures et des logements... Je serais heureux de servir, si le président me choisit »

Kevin Hassett Conseiller économique de Donald Trump

«*Les Américains anticipent la nomination par Donald Trump de quelqu'un qui va faire baisser les taux des crédits pour acheter des voitures et des logements... Je serais heureux de servir, si le président me choisit*», admet avec son sourire caractéristique cet économiste de 63 ans qui a déjà conseillé Donald Trump lors de son premier mandat, mais aussi une longue série de leaders républicains aux vues économiques modérées et libérales, comme le président George W. Bush, mais aussi John McCain et Mitt Romney.

L'élément relativement rassurant est que Kevin Hassett n'est à l'origine pas un économiste «*Maga*», protectionniste et nationaliste. Il n'a jamais, par exemple, soutenu l'idée d'expérimenter une dépréciation délibérée du dollar ou l'abandon du double mandat de la Fed, couvrant l'objectif d'une stabilité des prix dans le cadre d'un niveau d'emploi maximal.

Il est techniquement compétent. Docteur en économie de l'université de Pennsylvanie, il a enseigné à la Columbia Business School, servi comme économiste pendant cinq ans à la Fed, avant d'être consultant pour le Trésor. Dans le climat de défiance anti-Trump qui règne à Washington, on peut interpréter une arrivée éventuelle de Kevin Hassett à la Fed comme un pas de plus vers la prise du contrôle de la banque centrale par la Maison-Blanche et la fin de son indépendance.

Les exemples de patrons de la Fed, préservant l'indépendance de l'institution, bien qu'ayant préalablement servi dans des postes partisans, comme conseillers de la Maison-Blanche, ne manquent cependant pas. C'était le cas d'Alan Greenspan (sous Gerald Ford), de

Ben Bernanke (sous George W. Bush) et de Janet Yellen (sous Bill Clinton). En outre, le «*patron de la Fed*» n'est que «*président du Conseil des gouverneurs*» de la banque centrale. Il en est certes le chef, et le porte-parole privilégié devant le Congrès et pour les marchés dans le monde entier. Son rôle effectif en matière de politique monétaire est néanmoins d'abord de forger un consensus au sein du comité monétaire qui compte 18 autres membres, dont 7 gouverneurs et 12 présidents régionaux.

Les décisions du comité sont prises par vote des 7 gouverneurs et de 5 des 12 présidents régionaux dont le statut d'électeur au sein du comité est tournant. Or depuis 1994, sous la présidence d'Alan Greenspan, il est apparu clairement que les décisions adoptées de justesse avec plus de deux dissensions étaient jugées moins crédibles par les marchés et donc moins efficaces pour influencer sur le coût du crédit. «*Le métier de président de la Fed est de convaincre le comité qu'il faut le suivre dans une certaine décision... Si le président propose quelque chose que tout le monde considère comme fou, ça ne va pas se produire*», résume dans son style direct Christopher Waller, un des gouverneurs actuels de la Fed, pressenti lui aussi comme successeur potentiel de Jerome Powell.

Wall Street préférerait que Donald Trump choisisse un économiste moins politique et meilleur connaisseur des marchés, comme Christopher Waller, qui est déjà dans la place, ou Kevin Warsh, qui a servi comme gouverneur de 2006 à 2018. Les deux figures se trou-

vent être elles aussi convaincues qu'il faut continuer d'abaisser le taux directeur de la Fed pour contrer l'affaiblissement du marché du travail, alors que la menace inflationniste devrait diminuer.

Pour autant, le président Trump place semble-t-il au-dessus de tout pour faire son choix la loyauté et la qualité de son rapport personnel avec le prétendant. Sa déception après avoir nommé Jerome Powell en 2017, banquier républicain modéré, apprécié de l'establishment, lui a servi de leçon. Loin de la galaxie populiste, l'aristocrate Powell a, aux yeux de Donald Trump, beaucoup trop tardé à entamer une réduction de taux d'intérêt depuis plus d'un an. On reproche aussi à la Fed de Powell d'avoir sous-estimé le risque inflationniste au sortir de la crise du Covid et d'avoir une part de responsabilité dans l'envolée des prix en 2021-2022.

Sélectionner aujourd'hui quelqu'un de trop trumpien pourrait cependant s'avérer handicapant par la suite. Car, par définition, le président du Conseil des gouverneurs est appelé à rester en place bien plus longtemps qu'un président. Il doit donc savoir s'accommoder un jour, au gré des aléas électoraux, d'une Maison-Blanche dans les mains d'une chapelle politique autre que la sienne. ■

Kevin Hassett, qui a servi pendant cinq ans à la Fed avant d'être consultant pour le Trésor, a déjà conseillé Donald Trump lors de son premier mandat.

KEVIN LAMARQUE/REUTERS



La croissance américaine ralentit

Selon les prévisions de l'OCDE, la croissance américaine devrait ralentir l'année prochaine. L'institution vise une augmentation du produit intérieur brut (PIB) de 1,7 % en 2026 après 2 % en 2025 et avant un léger rebond à 1,9 % en 2027. «*Ce ralentissement s'explique par la poursuite du recul de la croissance de l'emploi, le fléchissement marqué de l'immigration nette, la répercussion des hausses de droits de douane sur le niveau des prix et une importante réduction des dépenses discrétionnaires hors défense*», expliquent les économistes de l'organisation internationale. Dans le détail, la croissance américaine résiste essentiellement grâce au déploiement de la révolution

de l'intelligence artificielle (IA). Abstraction faite des investissements liés à l'IA, qui ont poursuivi leur essor, le PIB a reculé de 0,1 %, au premier semestre, avance ainsi l'OCDE. L'institution souligne d'ailleurs le risque que fait peser sur l'économie américaine une éventuelle «*correction des marchés d'actions, qui ont été portés par l'espoir de voir les investissements dans l'IA produire des rendements élevés*», tout en soulignant que «*de nouvelles avancées dans ce domaine pourraient (aussi) renforcer la croissance dans les années à venir*». L'OCDE prévoit enfin que l'inflation continue d'augmenter jusqu'à la mi-2026, sous l'effet des droits de douane, avant de refluer en 2027. A. G.

L'argent des héritages fait bondir la créativité fiscale

Julie Ruiz Perez

Certains l'appellent «*la grande transmission*». Dans les quinze prochaines années, quelque 9 000 milliards d'euros de patrimoine vont être hérités en France du fait du décès à venir de la génération du baby-boom - qui possède un patrimoine important grâce notamment à la forte hausse des prix de l'immobilier ces dernières décennies, selon un rapport de la Fondation Jean Jaurès. Sans surprise, un tel magot (qui représente tout de même plus de deux fois et demie la dette française) aiguise les appétits à gauche, bien sûr, mais aussi au centre et des défenseurs des comptes publics, qui voudraient bien que les caisses de l'État se servent au passage. Actuellement, lors d'une succession, les enfants ou les parents du défunt s'acquittent, à partir de 100 000 euros, d'un impôt calculé selon un barème progressif dont le taux d'imposition maximum atteint 45 %. Pour les successions en ligne indirecte, la taxation est plus forte encore.

« À votre décès, le taux d'imposition de votre patrimoine ne dépend pas simplement de sa valeur mais avant tout de sa structure et de la composition de votre famille »

Extrait du rapport de la Fondation Jean Jaurès

À ce calcul déjà complexe il convient d'ajouter plusieurs niches sur les transmissions d'entreprise, sur les assurances-vie, sur les donations en nue-propriété... Ce système «*à trous*», certains voudraient le densifier, «*c'est-à-dire supprimer les niches qui bénéficient surtout aux plus aisés pour mieux baisser le taux général, notamment au profit des classes populaires et moyennes*», explique Guillaume Bullier, auteur d'un rapport de GénérationLibre sur la fiscalité du patrimoine que *Le Figaro* a pu consulter.

«*À votre décès, le taux d'imposition de votre patrimoine ne dépend pas simplement de sa valeur mais avant tout de sa structure et de la composition de votre famille*», résume le rapport. Par exemple, une sœur qui hériterait de 100 000 euros de son frère célibataire devrait payer plus de 35 000 euros de droits de succession, alors que des parents de deux enfants qui prépareraient leur succession suffisamment tôt (donation en liquide, donation en nue-propriété, assurance-vie...) pourraient théoriquement transmettre un patrimoine de 1,5 million d'euros sans être imposés.

Le think-tank propose donc de mettre en place un abattement de

500 000 euros par héritier, quel que soit son lien avec le défunt, et, au-delà, un taux unique de taxation à 20 %. Dans ce scénario, toutes les grandes niches fiscales au droit de transmission (Dutreil, assurance-vie, abattement pour les résidences principales...) seraient supprimées. Selon l'auteur du rapport, une telle réforme pourrait se faire «*à rendement constant*» pour les finances publiques, alors même que l'immense majorité des héritiers seraient dispensés de droits de succession.

Ce lundi, le Conseil des prélèvements obligatoires, un organe de la Cour des comptes, proposait une refonte assez similaire. Dans un rapport, l'institution plaide pour un allègement généralisé des barèmes des impôts qui s'appliquent aux transmissions. Pour financer cette baisse, les experts préconisent de créer une contribution différentielle sur les héritages des plus aisés. Le dispositif consisterait en un taux plancher de droits de succession (ou de donation, le cas échéant) calculé sur l'ensemble du patrimoine du défunt (liquidités, entreprises, assurances-vie, biens immobiliers...). Si, via des procédés d'optimisation, le montant de la succession descendait en dessous de ce taux, le bénéficiaire devrait payer la différence à l'administration fiscale.

Moins ambitieux, mais procédant de la même logique, les discussions budgétaires ont porté leur lot de propositions de réformes de la fiscalité des transmissions - pour rappel, la présidente de l'Assemblée avait qualifié en octobre l'héritage de manne qui «*tombe du ciel*». Ainsi, en commission et en séance, les amendements de la gauche se sont multipliés pour s'en prendre aux «*héritages dorés*» via notamment des suppressions de niches. Plusieurs groupes s'en prenaient par ailleurs au pacte Dutreil - un avantage fiscal sur les transmissions d'entreprise. L'idée était si consensuelle qu'un coup de rabot sur ce dispositif totem pour les entreprises a été adopté en séance.

Au centre, le député Jean-René Cazeneuve avait soumis lors du budget un amendement - finalement rejeté - qui prévoyait de taxer davantage les successions au-delà de 3,6 millions d'euros. En contrepartie, il proposait de réduire certaines fiscalités sur les successions en ligne indirecte. La proposition sur la nouvelle tranche n'avait pas été votée, mais l'idée de créer un abattement pour les enfants du conjoint a été reprise par le gouvernement, qui a fait adopter un amendement en séance. À noter que, sur la fiscalité des particuliers, une baisse des impôts de succession a été adoptée plutôt qu'une hausse. Car, malgré les nombreuses velléités des hautes sphères politiques et économiques, «*l'impôt sur la mort*» est toujours l'impôt le plus détesté des Français, selon les différents instituts de sondage. ■

À 100 ans, Brandt, dernier fabricant de gros électroménager en France, joue sa survie

Mathilde Visseyrias

En faillite et sans repreneur pour ses deux usines et ses 750 salariés, le groupe mise sur le soutien de l'État.

« **V**edette, mérite votre confiance », martelait la Mère Denis dans les réclames des années 1970 pour son célèbre lave-linge. Un demi-siècle plus tard, la marque a surtout besoin d'investisseurs. Son propriétaire, le groupe Brandt, également détenteur de Sauter et De Dietrich, risque de ne pas passer l'année. Le dernier fabricant de gros électroménager en France l'avait commencée en petite forme, en fêtant ses 100 ans. Il est aujourd'hui en faillite, et sans candidat à sa reprise. La menace de sa disparition inquiète ses 750 salariés en France, dont la plupart travaillent dans deux usines à Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret) et à Vendôme (Loir-et-Cher).

Elle mobilise le gouvernement, qui cherche à préserver l'industrie tricolore et à promouvoir le made in France. Une audience décisive se tient ce mercredi à 11 heures au tribunal des activités économiques de Nanterre. Bercy tente de sauver le soldat Brandt. Placée en redressement judiciaire en octobre, la société n'a reçu « aucune offre de reprise suffisamment finalisée », selon François Bonneau, le président de la région Centre-Val de Loire.

L'État a appelé au secours le premier ministre jeudi dernier et demandé « un engagement absolu de l'État aux côtés des collectivités ». Depuis lundi, une course contre la montre est engagée pour éviter un naufrage industriel et social. « 48 heures pour sauver un fleuron du made in France » : le ministre délégué à l'Industrie, Sébastien Martin s'est dit « prêt » à apporter cinq millions d'euros sur les quinze nécessaires à un projet de reprise par les salariés sous la forme d'une Scop. Cela permettrait de sauver près de 300 emplois et les deux usines.

Mais Brandt n'est pas encore sauvé. « Les pouvoirs publics sont combattifs, même s'il ne reste que quelques heures pour récolter les fonds, assure-t-on dans l'entourage du ministre. En comptant sur la région et la métropole d'Orléans, environ 15 millions d'euros devraient être levés. Mais il faut encore un engagement des banques. Un projet de Scop n'est pas idéal, mais cela permet de sauver les sites. »

Brandt, qui a réalisé 260 millions d'euros de chiffre d'affaires l'an passé est le symbole d'une industrie de l'électroménager laminée par la Chine, devenue l'usine du monde pour les réfrigérateurs, lave-vaisselle, fours et plaques de cuisson. Pendant les Trente Glorieuses, la

marque a pourtant été au cœur de l'innovation de son secteur. En 1956, Brandt a lancé le premier lave-linge automatique en France. En 1976, son four à nettoyage automatique, grâce à la pyrolyse, a été une première mondiale. Rebelote en 1990 avec les tables à induction à grande échelle. « L'histoire de Brandt est une merveilleuse aventure industrielle et

« En comptant sur la région et la métropole d'Orléans, environ 15 millions d'euros devraient être levés. Mais il faut encore un engagement des banques. Un projet de Scop n'est pas idéal, mais cela permet au moins de sauver les sites »

Le ministère de l'Industrie



Brandt est le symbole d'une France qui était au cœur de l'innovation mondiale, mais dont l'industrie perd pied, laminée par une Chine devenue l'usine du monde des équipements ménagers. GUILLAUME SOUVANT/AFP

technologique, qui accompagne la vie des Français depuis l'après-guerre, rappelle François Bonneau. C'est le pionnier du développement de l'électroménager, le symbole de la modernité et du confort qui rentre dans les foyers. »

Pour éviter un désastre économique local, l'État milite pour que la région apporte 500 000 à 600 000 euros au projet de Scop, un montant équivalent à la participation attendue des salariés. « Je proposerai également un prêt de 1 million d'euros d'avance, avec un différé de remboursement », ajoute-t-il. La région serait prête à acheter, via une société d'économie mixte, une partie de l'immobilier des deux sites industriels de Saint-Jean-de-la-Ruelle et Vendôme, pour près de 5 millions d'euros. Brandt deviendrait ainsi locataire de la région. « Notre loyer serait adapté et Brandt disposerait des moyens financiers nécessaires à sa relance », assure François Bonneau.

Brandt a été créé en 1924, avec l'ouverture à Paris des Établissements Edgar Brandt, au départ un atelier de serrurerie et ferronnerie d'art. Elle se convertit aux appareils domestiques dans les années 1950. Son ancrage a toujours été français. Il réalise encore 70 % de ses ventes dans l'Hexagone. C'est dans ses deux usines proches d'Orléans que sont fabriqués la très grande majorité de ses produits de cuisson (fours, tables à induction, micro-ondes encastrables...). Les autres produits vendus sous les marques du groupe (lave-linge, sèche-linge, lave-vaisselle) sont surtout fabriqués en Algérie et en Chine.

Preuve de l'effondrement de l'industrie française de l'électroménager, Brandt n'est plus tricolore depuis le début des années 2000. Rachetée à la fin des années 1960 par le groupe d'électronique Thomson, la société est ensuite revendue au constructeur italien d'appareils électroménager Elfi Spa, également

propriétaire de Moulinex, qui fait faillite en 2001. Repris alors par l'israélien Elco, Brandt est transféré plus tard à la coopérative espagnole Fagor, jusqu'à son dépôt de bilan, en 2013... Depuis 2014, Brandt appartient au conglomérat algérien Cevital.

En janvier, Brandt fêtait le centenaire de la marque, sans se douter que l'année finirait si mal. Daniele Degli Emili, son directeur général, avait fait le déplacement à l'usine de Saint-Jean-de-la-Ruelle et convié des élus locaux et des chantres du made in France, dont Arnaud Montebourg. « Dans cette filière de l'électroménager déjà laminée en France, c'était essentiel de montrer qu'il était encore possible de fabriquer en France, témoigne Gilles Attal, président de l'association Origine France Garantie, qui a assisté à la petite fête. Mais je ne m'attendais vraiment pas à ce que la situation tourne comme cela pour Brandt, si rapidement. J'espère qu'une sortie par le haut est possible. »

Le groupe est aussi fragilisé par la mauvaise santé du marché français. Les ventes de gros électroménager sont en repli depuis trois ans. Les consommateurs sont attentifs à leurs dépenses et les distributeurs privilégient leurs marques propres : Proline (Darty), Valberg (Electro Dépôt), Qlilve (Auchan), Silvercrest (Lidl), Medek (Carrefour)... « Les marques de distributeur low cost représentent plus de 50 % des ventes de réfrigérateurs et près du tiers des ventes de petit électroménager, constate Olivia Guernier, déléguée générale du Groupement des marques d'appareils pour la maison (Gifam). Leur développement se traduit par des tarifs en baisse sur le gros électroménager : le prix moyen est revenu à son niveau de 2005, soit 377 euros. »

Pas étonnant, dans ces conditions, qu'il reste si peu de fabrication française, essentiellement de produits haut de gamme pour les appareils de cuisson (Gaggenau, Lacanche, La Cornue, Franke/Roblin), des caves à vin (La Sommelière, Eurocave) et des lave-vaisselle (Ever Ever). Déterminé à se battre pour sauver l'électroménager made in France, le gouvernement fait feu de tout bois. Pour autoriser le chinois JD.Com à détenir 22 % de Fnac Darty, il lui a imposé de ne pas trop pousser les produits asiatiques dans les rayons des deux enseignes. Mais il ne l'a pas obligé à garantir la meilleure place aux produits vantés par la Mère Denis... ■

2026, année de l'envol pour le mini-lanceur européen Maia

Véronique Guillermand Vernon

Développée par MaiaSpace, la nouvelle fusée, qui sera à terme réutilisable, doit réaliser son vol inaugural l'an prochain.

Nous sommes dans les temps. » Yann Leroy, PDG de MaiaSpace, a confirmé, ce mardi, depuis son QG industriel de Vernon (Eure), en Normandie, que le vol inaugural de Maia, le mini-lanceur européen en cours de développement, aura bien lieu fin 2026. Ce premier vol sera suborbital, la fusée atteignant au moins 100 km d'altitude, sans réaliser un tour complet autour de la Terre, et sans passager à bord. Le deuxième vol, prévu en 2027, donnera le coup d'envoi de l'activité commerciale de Maia, dotée d'une capacité d'emport de 4 tonnes en orbite basse et déployant un ou plusieurs satellites pour le compte d'un client.

MaiaSpace a déjà signé des contrats avec la start-up U-Space et Exotrail. D'autres sont en cours de négociation, dont un qui devrait être signé avant la fin 2025, avec un client « qui, à lui seul, assurera 50 % du programme de lancement de Maia entre 2027 et 2029, avec un nombre de tirs significatifs ». L'objectif de la société étant de réaliser 20 missions par an d'ici à 2032. La plupart, en réutilisant le premier étage, à partir de 2028. « Les premiers vols

serviront à tester le rallumage des trois moteurs du premier étage et à le contrôler. Ensuite, nous tenterons de le récupérer sur une barge (livrée mi-2028) située au large de la Guyane », explique Yann Leroy.

Créé en 2022, MaiaSpace, filiale autonome d'ArianeGroup, le constructeur de la fusée Ariane 6, semble bien parti pour réussir son pari : mettre en vol, en moins de cinq ans, un petit lanceur conçu à la SpaceX, c'est-à-dire en appliquant la méthode du « test and learn » (« tester et apprendre ») à base de développement rapide, d'essais sur des prototypes à échelle réduite puis à échelle 1, et d'amélioration en continu. Une méthode, qui rompt avec le développement logiciel des acteurs établis. « Notre objectif n'est pas de faire la fusée la plus belle et la plus complexe, mais une fusée efficace et économique, qui réponde aux attentes du marché, et au meilleur prix », martèle le PDG. Soit autour de 10 000 euros par kilo lancé. À comparer avec les 6 700 dollars/kilo facturés par SpaceX pour un vol partagé entre plusieurs clients.

Mais avant de voir décoller Maia, le jeune constructeur a encore de nom-

breux défis à relever. À ce titre, 2026 s'annonce comme une année cruciale. En janvier prochain, la société prévoit la pose de la première pierre de sa « Maia Factory » à Vernon, où seront fabriqués en série les étages de la fusée. Le site de 10 000 m² doit entrer en service au deuxième semestre 2027, la production des étages, actuellement assurée par une « proto usine » (une usine prototype) plus petite à Vernon, lui étant transférée. Parallèlement, « nous allons multiplier les essais à feu du premier étage et de séparation avec le deuxième étage de la fusée, ainsi que les essais du Quick Stage, le troisième étage baptisé Colibri, qui permet d'atteindre l'orbite héliosynchrone (quasi polaire, NDLR) afin de finaliser le développement de Maia et de préparer la phase d'industrialisation », souligne Yann Leroy.

Un lanceur tout acier

En Guyane, MaiaSpace va engager les travaux d'adaptation du pas de tir de Maia. La société a obtenu l'usage des anciennes installations de Soyouz au sein du Centre spatial guyanais, laissées à l'abandon depuis l'arrêt des coopérations avec la Russie, dans la foulée

de l'agression de l'Ukraine. De gros travaux sont engagés pour installer le bâtiment d'assemblage des trois étages de Maia, 55 mètres de haut avec la coiffe et d'un diamètre de 3,5 mètres, qui seront livrés par bateaux depuis le port du Havre. Le système Atlas, qui assurera le transport de la fusée jusqu'au pas de tir, puis son positionnement à l'horizontale, a été commandé, ainsi que les équipements spéciaux. Le calendrier est serré. « Le pas de tir doit être prêt à l'automne 2026, afin d'y mener des essais combinés (le lanceur connecté au pas de tir, NDLR) avant le premier vol », précise Yoann Leroy.

Le programme Maia passe donc à la vitesse supérieure. Sa mission est lourde d'enjeux pour le spatial français et européen, qui a raté le tournant des lanceurs réutilisables. MaiaSpace a pour objectif de combler ce trou capacitair : « Notre objectif est de développer un lanceur deux fois plus vite et qui coûte trois fois moins cher qu'une fusée traditionnelle », insiste Yann Leroy. Pour cela, la société travaille en mode start-up avec des fonctions supports réduites au strict minimum, une équipe resserrée de 330 personnes,

dont 90 % d'ingénieurs, issus de 14 nationalités, d'une moyenne d'âge de 35 ans. Une équipe, qui marie, selon Yann Leroy, « le meilleur des deux mondes », avec un tiers de salariés venus du spatial historique et deux tiers du New Space et d'autres filières.

MaiaSpace a ainsi décidé de développer un lanceur tout acier, en lieu et place de l'aluminium et des composites, plus coûteux et plus difficiles à travailler. Mais aussi de s'appuyer « sur ce que l'industrie européenne sait faire » avec quinze industriels partenaires du Vieux Continent. Et sur des briques technologiques ayant un certain stade de maturité, à l'instar du moteur à bas coût réutilisable Prometheus de 100 tonnes de poussée, développé par ArianeGroup. Et en s'inspirant des travaux menés sur le démonstrateur d'étage réutilisable Themis. Une stratégie qui « prépare le coup d'après, car ces briques technologiques ont vocation à être utilisées par d'autres lanceurs lourds européens », estime le PDG. Et qui donne des atouts à Maia pour gagner la phase finale du concours de mini-lanceurs organisé par l'Agence spatiale européenne (ESA). ■

Valérie Collet

Les dirigeants issus de PSA étaient nombreux aux côtés de Carlos Tavares. Depuis l'arrivée d'Antonio Filosa aux commandes, les ex-Fiat Chrysler donnent le tempo.

Où sont passés les « Frenchies » de Stellantis ? Au fil des remaniements du comité exécutif du groupe, désormais piloté par Antonio Filosa, « vétéran » de feu l'américano-italien Fiat Chrysler, les ex-PSA sont devenus des spécimens rares. Le casting de l'équipe de management a d'abord été revu en février, puis en juin, en octobre et même en novembre pour la région Europe élargie. Plusieurs figures de l'équipe du précédent patron, Carlos Tavares, maintenues dans un premier temps par John Elkann lorsqu'il était directeur général intérimaire, ont depuis été effacées de la photo de famille. Exit Maxime Picat, le patron des achats, Yves Bonnefont, celui de la division logicielle, Brigitte Courtehoux, la chef des nouvelles mobilités, Olivier Bourges, chargé de l'expérience client, Arnaud Deboeuf, le patron des opérations industrielles... Seuls quelques-uns ont été épargnés, comme Grégoire Olivier, responsable de la région Chine et Asie-Pacifique, Sébastien Jacquet, responsable de la qualité, ou même le DRH, Xavier Chéreau, toujours aux manettes.

Moins de six mois après l'arrivée du nouveau patron, la « leadership team Stellantis » est désormais dominée par des ex-Fiat Chrysler : sur les quatorze membres de ce comité exécutif, huit en sont issus, quatre de PSA et deux sont des outsiders. Sous l'ère de Carlos Tavares, les anciens de PSA étaient à l'inverse en supériorité numérique. En janvier 2021, sur les 43 dirigeants de Stellantis, ils étaient 25 à en être issus. Ce qui suscitait la critique des équipes américaines et italiennes : l'état-major du dirigeant portugais était décrit comme une armada de « yesmen » - des benî-oui-oui. Assisté-t-on aujourd'hui à un retour de balancier au profit de Fiat Chrysler et d'Exor, le holding familial des Agnelli (15,9 % du capital) ?

L'ancrage français ne semble plus peser lourd alors que la famille Peugeot représente encore 7,9 % du capital de Stellantis et que Bpifrance en possède 6,6 %. Une bataille s'est engagée au sein de la famille Peugeot pour désigner le représentant de la dynastie au conseil d'administration de Stellantis. Un des candidats milite en faveur d'une présence plus forte de la famille au capital. La désignation devrait avoir lieu avant la fin de l'année, pour une soumission à l'assemblée générale en 2026. Mais cela ne renversera sans doute pas la suprématie des Agnelli.



Même si six mois après son arrivée, la « leadership team Stellantis » est désormais dominée par des ex-Fiat Chrysler, l'Italien Antonio Filosa a su trouver les mots et les recettes, notamment par la régionalisation, pour embarquer les Français dans l'aventure. DANIELE MASCOLO/REUTERS

Chez Stellantis, l'étoile des cadres français a pâli

Les fidèles de Filosa sont désormais basés comme lui aux États-Unis, sauf si leur poste est directement rattaché à une autre région. Il a annoncé 13 milliards de dollars d'investissements aux États-Unis (sur cinq ans) il y a quelques semaines, créant la stupeur en France et en Europe. Quant au siège européen d'Amsterdam, il a perdu de sa pertinence : le cœur européen de Stellantis est à Turin, en Italie, fief des Agnelli. À part les membres de la famille Peugeot, cette évolution ne choque plus personne sur le terrain en France. La culture de la performance de PSA et la fierté d'avoir appartenu à cette branche paraissent s'être dissoutes dans la fusion. Filosa et son entourage semblent avoir conquis les cadres : « 30 % des VP et SVP (vice-présidents et senior vice-présidents, NDLR) sont français, alors que la France ne représente que 15 % des effectifs », assure l'un d'eux, relayant les données communiquées dans l'Hexagone par la direction de Stellantis pour remettre les pendules à l'heure. « Il n'y a aucune

« Ceux qui sont restés apprécient que les pouvoirs soient de nouveaux délégués. Le système est devenu plus sain »

Bertrand Rakoto
Consultant automobile chez Ducker Carlisle

chasse aux Français. Beaucoup étaient arrivés à l'époque de Carlos Tavares et sont partis après son départ », note cet ex-PSA qui trouve normal que le nouveau boss s'entoure de personnes qu'il connaît et en qui il a confiance.

Même oreille bienveillante chez les syndicats. « J'avais interpellé le DRH sur le déséquilibre de la gouvernance au détriment de la France dans un courrier, souligne Laurent Oechsl, délégué syndical central CFE-CGC. Lorsqu'il est venu dans l'Hexagone le 3 novembre, Antonio Filosa nous a rassurés sur l'importance de notre pays pour l'ensemble du groupe. Les origines des dirigeants nommés n'ont plus autant d'importance aujourd'hui. Nous sommes un groupe mondial en pleine transformation. Il est nécessaire de faire travailler tout le monde ensemble sans chercher à savoir d'où on vient. » Les syndicats relèvent aussi que le dialogue social est plus ouvert. « Filosa est beaucoup plus à l'écoute », observe le représentant de la CFE-CGC. « Ceux qui sont restés apprécient que les pouvoirs soient de nouveaux délégués. Le système est devenu plus sain », note Bertrand Rakoto, consultant automobile aux États-Unis chez Ducker Carlisle.

Comment les nouveaux dirigeants de Stellantis ont-ils réussi à convertir les équipes françaises ? Leur recette pourrait être résumée en un mot : régionalisation. Désormais, le management de Stellantis est organisé en grandes régions mondiales, chacune pilotant ses marques, son design, ses objectifs financiers. Un héritage de la gouvernance en

vigueur à l'époque de Fiat Chrysler. L'Europe élargie est l'horizon des marques françaises et italiennes, et des salariés, chacun étant maître chez soi. Un changement radical par rapport à l'organisation pyramidale privilégiée par Tavares, où toutes les décisions remontaient à lui et à son entourage.

D'abord choisi pour diriger cette grande zone, le Français Jean-Philippe Imparato a finalement été remplacé par un Italien, Emanuele Cappellano, entré chez Fiat Chrysler en 2002. Mais Peugeot, Citroën et DS sont chacune supervisées par des Français bien décidés à redynamiser leurs marques en faisant vibrer la corde locale. En parallèle, plusieurs cadres français ont été promus à l'échelle européenne, dont Christophe Montavon, l'ex-directeur de l'usine historique de Sochaux, qui vient de prendre la responsabilité de l'ensemble des usines européennes.

Le charisme d'Antonio Filosa a aussi joué pour embarquer les Français dans l'aventure. Le patron a su trouver les mots et le ton. À Poissy, où un « green campus » (centre de R&D et bureaux) flambant neuf jouxte l'usine, l'Italien est monté sur la scène de l'amphithéâtre, le 3 novembre, pour s'adresser aux cadres supérieurs en compagnie de Gilles Vidal, le célèbre designer français qui a fait la gloire récente de Renault avec les R5, R4 et nouvelle Twingo électrique, avant de revenir « à la maison ». « Nous avons tous ressenti une belle énergie, raconte un participant. Nous n'avons pas éprouvé ça depuis longtemps. » Le lendemain rebelote.

Cette fois, Filosa était accompagné des patrons des marques françaises Peugeot, Citroën et DS, pour une intervention retransmise en direct auprès de l'ensemble des salariés. Le nouveau patron de Stellantis a rappelé que 2 milliards d'euros ont été investis cette année en France et que, l'an prochain, 1400 embauches étaient aussi prévues.

En revanche, l'Italien n'a pas évoqué le plan de départs volontaires mené en parallèle dans l'Hexagone. Ni les scénarios envisagés à moyen et long terme pour l'Europe. Or, d'après les informations divulguées lundi par le *Financial Times*, qui aurait eu accès à des présentations internes, Stellantis aurait prévu d'abaisser sa production de 11 % en France entre 2025 et 2028. « Tout le monde reste sur sa faim, en attendant le plan stratégique prévu mi-2026, reconnaît Bertrand Rakoto. Mais cette prudence se justifie, vu le contexte. Les décisions européennes seront bientôt prises sur les normes d'émissions de CO₂ en Europe. En Amérique du Nord, les accords commerciaux entre le Mexique, le Canada et les États-Unis sont en négociation. Cette prudence tranche avec les déclarations provocatrices et à l'emporte-pièce de l'ancien dirigeant du groupe. » Quel que soit le contenu du plan stratégique, en Europe, les dirigeants ont compris que leur budget à l'ébauche dépendrait du niveau de cash qu'ils seront capables de dégager. « L'année 2026 ne sera pas faste, témoigne l'un d'eux. Mais 2027 devrait permettre de générer des ressources supplémentaires. » ■

Le blues de la filière tricolore des semi-conducteurs

Lucas Mediavilla

Des représentants des salariés de STMicroelectronics et Soitec organisaient mardi une mobilisation près de Grenoble.

Le paradoxe peut paraître saisissant, à l'heure où le champion des puces Nvidia trône au sommet des plus grandes capitalisations boursières mondiales. Dans la vallée du Grésivaudan (Isère), qui abrite les deux champions français des semi-conducteurs, STMicroelectronics et Soitec, cela fait de longs mois que l'heure n'est plus à la fête. Reçus lundi après-midi à Bercy pour discuter des difficultés de la filière, les représentants et les salariés des deux groupes étaient appelés mardi à défilé devant les sites isérois. Mot d'ordre de la mobilisation : dénoncer la « casse industrielle » en cours. « STMicroelectronics comme Soitec touchent des aides publiques et malgré cela veulent détruire des emplois », résume Kamel Mouhad, secrétaire de l'Union CGT du Grésivaudan.

En avril dernier, STMicroelectronics annonçait un plan de départs volontaires visant 2800 postes sur trois ans. En juin, son directeur général, Jean-Marc Chéry,

déclarait s'attendre au total à 5000 départs dans les trois prochaines années. À Crolles, selon les syndicats, au moins 500 postes sont dans le viseur de la direction, notamment en raison de la fermeture à venir d'un site de production de plaquettes de 200 mm, afin de concentrer les efforts sur le 300 mm, plus rentable. Au *Figaro*, STMicro précise néanmoins qu'aucune cible ni aucun volume de départs n'ont été définis sur Crolles, car le plan de départs est volontaire. Le site de fabrication de plaquettes de 200 mm de Crolles sera converti vers une nouvelle activité (tri électrique de plaquettes de silicium), et un nouveau site de R&D et fabrication sur les technologies d'encapsulation doit aussi voir le jour.

Du côté de Soitec, un plan d'activité partielle de longue durée (APLD) vient d'être signé pour 1650 salariés français entre la direction et les syndicats, débouchant sur une mise au chômage partiel pour une durée comprise entre une et quatre semaines.

Ces plans répondent à des difficultés réelles, aussi bien pour le concepteur fabricant de puces STMicroelectronics que pour le fabricant de substrats pour galettes de semi-conducteurs Soitec. Le premier vient de vivre trois années en enfer : son chiffre d'affaires est passé de 17,3 milliards de dollars en 2023 à 11,8 milliards attendus pour 2025, et son résultat d'exploitation, qui atteignait 3,5 milliard sur les neuf premiers mois de 2023, s'est réduit à 50 millions de dollars sur la même période en 2025. Confronté à d'énormes surcapacités avec une vague de surinvestissement post-Covid, le groupe a payé cher l'effondrement de la demande dans le secteur automobile et l'industrie notamment.

Marché cyclique

C'est le cas également pour Soitec, qui subit aussi la baisse de la demande dans les communications mobiles. Ses revenus ont baissé de 30 % sur son premier semestre fiscal 2026 achevé fin octo-

bre. Après avoir passé le cap du milliard d'euros de revenus en 2023, ces derniers devraient être divisés par deux d'ici à la fin de l'exercice en cours. En Bourse, le cours de la société s'est effondré de 70 % depuis le début de l'année (contre 17 % pour STMicroelectronics), après plusieurs avertissements sur résultats. Cette performance a-t-elle eu raison de Pierre Barnabé, son directeur général démissionnaire ? Officiellement, ce dernier va quitter la société pour raisons personnelles.

Du côté de la direction des deux groupes, on plaide depuis de longs mois la patience, le temps que les inventaires des industriels se résorbent. Entre juillet et septembre, la demande est repartie sur tous les marchés finaux à l'exception de l'automobile, souligne STMicro. Même si ce marché cyclique doit reprendre après avoir touché un point bas, l'inquiétude reste de mise pour les salariés.

Le redémarrage a été plus long qu'espéré. STMicro n'est pas assez présent

sur le segment de marché des puces le plus en croissance, celui de l'intelligence artificielle, même s'il commence à étoffer son portefeuille de produits dans le secteur. Qui plus est, une grosse incertitude concerne la stratégie de la Chine à l'avenir, laquelle pèse déjà un tiers de la demande européenne sur les composants matures. Très subventionnés dans leur pays, les acteurs chinois pourraient, avec leurs surcapacités, continuer à faire beaucoup de mal aux fabricants locaux en inondant le marché et en cassant les prix, aboutissant à la baisse des parts de marché pour les acteurs européens. D'autres voix jugent que les acteurs européens ont raté le coche après la période d'euphorie post-Covid. « Les entreprises européennes ont renforcé leurs positions sur leurs marchés déjà existants, principalement étrangers, sans profiter de ce contexte très favorable pour créer des partenariats stratégiques privilégiés, entre elles, sur le long terme », regrette Fabrice Lallement, délégué syndical CGT chez Soitec. ■

À Taïwan, les ambitions de TSMC dans les puces IA se heurtent à un mur énergétique

Suzanne Duroy Taïwan

Le fabricant va ouvrir en 2028 une nouvelle usine de pointe à Taichung. Mais les tensions sur le réseau électrique se multiplient, alors que le pays n'arrive pas à compenser sa sortie du nucléaire.

« Tous les clients qui sont dans l'IA viennent voir TSMC. Ils souhaitent que nous leur promet- tions des volumes énormes (de puces).

Mais notre capacité de production est tout simplement insuffisante », mettait en garde en mars C.C Wei, le directeur de TSMC, l'entreprise taïwanaise qui produit les semi-conducteurs les plus avancés au monde et compte parmi ses clients le concepteur de puces IA Nvidia. Pour soutenir la cadence imposée par ses puissants clients, TSMC accélère donc la construction de ses usines sur son territoire, et promet des niveaux de gravure toujours plus fins.

C'est ainsi que, début novembre, ont commencé les travaux de construction d'une usine nommée A14 dans le parc scientifique de Taichung, la deuxième ville du pays. Dès 2028, cette unité produira des puces gravées à hauteur de 1,4 nanomètre, soit 200 000 fois plus petit qu'un grain de sel. Les enjeux sont colossaux : cette seule usine devrait créer



20 000 emplois directs et indirects selon le bureau du développement économique de Taichung. Pour TSMC, cela permettrait de maintenir sa position de leader dans une course toujours plus serrée avec ses concurrents. Et pour les Taïwanais, il s'agit d'une course existentielle : sa population estime que dominer le marché des semi-conducteurs les plus avancés lui garantirait le soutien des États-Unis en cas d'invasion de la Chine.

Sauf que cette stratégie a un prix. Ces minuscules composants électroni-

ques ont un appétit gargantuesque en électricité et en eau. « Une seule usine de ce type consomme presque autant d'eau que l'ensemble d'un parc scientifique », estime Hsu Po-Jen, vice-directeur de l'ONG Environmental Rights Foundation. « Si l'on considère l'équilibre général entre l'offre et la demande en eau potable, Taichung (...) est déjà au bord de la saturation », analyse-t-il. En 2021, Taichung a été confrontée au pire épisode de sécheresse depuis plusieurs décennies,

contraignant une partie de sa population et de ses industries au rationnement de l'eau pendant plusieurs mois.

À cela s'ajoute le fardeau énergétique. TSMC consomme à elle seule 9 % de l'électricité du pays, et sa part pourrait considérablement augmenter avec le boom de l'IA. Selon le ministère de l'Économie, la demande énergétique du pays devrait augmenter de 1,7 % par an sur les dix années à venir. À un tel rythme, l'industrie des semi-conducteurs pourrait consommer 20 % de l'électricité totale du pays d'ici à 2030, estime Chao Chia-wei, directeur de l'ONG environnementaliste Taiwan Climate Action Network.

En mai 2025, Taïwan a fermé sa dernière centrale nucléaire, parachevant le programme de transition énergétique lancé en 2016 sous le mandat de la présidente Tsai Ing-wen. L'objectif est d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050, en se passant totalement du nucléaire, jugé trop dangereux pour un tel territoire sismique. À terme, le mix énergétique doit reposer sur le gaz naturel liquéfié importé et les énergies renouvelables. Mais les objectifs peinent à être atteints : alors que les énergies renouvelables devaient atteindre les 20 % du mix énergétique en 2025, celles-ci franchissent laborieusement la barre des 10 %.

La ville de Taichung, qui consomme le plus d'énergie à Taïwan, repose majoritairement sur sa centrale à charbon, très polluante. Et encore, cela ne suffit pas à assouvir ses propres besoins, contraignant les régions voisines à combler son déficit énergétique. « Le problème se posera probablement d'ici à deux ou trois ans, quand la production (des puces 1,4 nanomètre, NDLR) commencera », considère Chang Feng-yuan, directeur du bureau du développement économique de Taichung. « C'est une période un peu délicate, parce qu'on n'a pas encore assez d'électricité qualitative pour remplacer le nucléaire », admet-il.

Baisses de tension, pannes...

Les terminaux de réception à gaz accusent du retard, enchevêtrés dans d'interminables études d'impact environnemental. Le parc éolien offshore, autre grande promesse du plan énergétique, n'est pas tout à fait achevé et surtout, son approvisionnement est instable. Dans un tel contexte, les tensions sur le réseau sont fréquentes. « Quand un secteur industriel augmente sa production et a besoin de plus d'électricité, il arrive que la demande des usines de TSMC et celle des autres industries locales se chevauchent. Cela entraîne parfois des baisses de tension, les machines tournent mal, tombent en panne ou s'arrêtent brutalement », note Chang Feng-yuan.

TSMC dispose de puissants générateurs pour faire face aux difficultés d'approvisionnement. Une seule baisse de la qualité ou une coupure d'électricité

20 %
de l'électricité totale du pays

Estimation de la consommation par l'industrie des semi-conducteurs à l'horizon 2030, selon l'ONG Taiwan Climate Action Network

1,4
nanomètre

Soit 200 000 fois plus petit qu'un grain de sel.

Taille des puces gravées dans l'usine TSMC qui ouvrira ses portes, en 2028, à Taichung

Pour soutenir la cadence imposée par ses puissants clients, TSMC accélère la construction de ses usines à Taïwan. TSMC

té peut réduire à néant toute une ligne de production. Ce sont donc surtout les industries traditionnelles qui paient le plus lourd tribut : « les coupures totales sont rares, mais les restrictions sont fréquentes », soupire Edwin Huang, directeur d'une entreprise d'équipements mécaniques à Taichung. « Le gouvernement considère que TSMC est prioritaire, il lui donne beaucoup d'aides et de facilités en matière d'énergie et d'eau. Mais pour les PME, notre voix est trop faible, nos besoins ne sont pas pris en compte », déplore-t-il. Selon lui, certaines entreprises envisagent déjà de partir en Asie du Sud-Est où l'électricité est moins chère et plus stable.

60 % d'énergies vertes en 2030

Les déconvenues du plan énergétique posent un autre défi : l'achat d'énergies vertes. Apple et Microsoft font pression pour que leur chaîne d'approvisionnement atteigne les 100 % d'électricité sans carbone d'ici à 2030. TSMC a promis d'atteindre les 60 % d'ici à 2030. Mais en 2024, sa consommation d'énergie verte était encore limitée à 14 %. « Si la croissance énergétique de Taïwan ralentit, alors la compétitivité future de ses usines va s'affaiblir », met en garde Huang Ching-wen, expert en énergies renouvelables pour la société de conseil Niras.

En comparaison, la Chine démontre une avancée spectaculaire sur le développement des énergies vertes qui inquiète les États-Unis. Pour Huang Ching-wen, une seule issue est possible pour que Taïwan demeure compétitive : redémarrer le nucléaire. Mais cette décision se heurte à un obstacle de taille. « La question de l'énergie est devenue hautement politique. Les gens ne réfléchissent plus en termes de compétitivité économique, mais d'idéologie », regrette-t-il.

La question du nucléaire est gravée dans l'ADN des deux principaux partis politiques du pays : le DPP, qui a poussé à la fermeture des centrales nucléaires et le KMT, pro-nucléaire. Plusieurs députés de ce parti ont fait passer cette année une résolution au Parlement pour fermer la centrale à charbon de Taichung en 2028, soit l'année même de l'élection présidentielle. Selon Taipower, la société nationale d'électricité du pays, un tel objectif est intenable et pourrait conduire à des pannes ou à une instabilité du système.

Grand absent du débat, TSMC, qui ne souhaite pas s'exprimer sur la question du nucléaire, continue d'étendre ses lignes de production à l'étranger. Aux yeux de Hsu Po-jen, cela est peut-être la solution pour l'avenir énergétique du pays. « Tant que la recherche et le siège de TSMC restent à Taïwan, l'entreprise peut maintenir son influence, y compris sur le plan géopolitique », estime-t-il. Mais cela signifierait pour la population la perte de son « bouclier de silicium » face à la Chine. ■

B!G
LE FIGARO
SANTÉ
BANG

LE BIG BANG FIGARO DE LA SANTÉ 2025

À RETROUVER EN DIRECT SUR LEFIGARO.FR À PARTIR DE 10H45

Plus d'informations sur : www.lefigaro.fr/bigbangsante

JEUDI 4 DÉCEMBRE

ÂGE D'OR
SE PRÉPARER AUJOURD'HUI
POUR BIEN VIEILLIR DEMAIN

VENDREDI 5 DÉCEMBRE

SANTÉ DES FEMMES
MIEUX VIVRE AVEC
ET APRÈS UN CANCER

Parmi les participants de cette nouvelle édition, retrouvez :



LOICK MENVILLE
Fondateur de la Chaire santé de l'EDHEC



DR FLORENCE COUSSY
Gynécologue et oncologue



LAURE ADLER
Auteure de la voyageuse de nuit

En partenariat avec

ACTEURS DE LA
FRENCH CARE

EDHEC
BUSINESS SCHOOL

Medtronic

INTUITIVE

Avec le soutien de

FESTI
COM
SANTÉ

Saison
34

AstraZeneca

FNZM

Les interactions vocales entre l'homme et la machine, nouvel eldorado de l'IA

Keren Lentschner

Des lunettes connectées aux chatbots, la voix est pour les acteurs de la tech un nouveau moyen d'interagir avec leurs produits.

Depuis le printemps dernier, les fontaines et les statues des jardins du château de Versailles ont une voix. En scannant un QR Code sur chacune d'entre elles, le visiteur peut les interroger à l'oral sur leurs mystères et les relancer en temps réel, comme s'il s'agissait d'une conversation avec un historien. « L'interface vocale permet de transformer l'accès au savoir en personnalisant l'expérience », déclare Marion Carré, présidente de la start-up Ask Mona, à l'origine de ce partenariat avec le Château de Versailles, en collaboration avec OpenAI. C'est une façon de renouveler l'expérience en la rendant plus engageante et immersive. »

La voix est devenue l'interface privilégiée d'interactions de notre quotidien. Qu'il s'agisse de la rédaction de notes vocales sur WhatsApp, de questions adressées oralement à ChatGPT, d'instructions de guidage transmises aux lunettes Ray-Ban Meta ou d'ordres donnés à Alexa, l'enceinte connectée d'Amazon, chacun d'entre nous a pu tester ces nombreux cas d'usage. Cette révolution de la voix s'est accélérée avec la percée de l'IA générative. Et encore plus ces derniers mois, avec l'arrivée de modèles de langage spécialisés chez Google, OpenAI, Amazon ou le laboratoire de recherche Kyutai.

« Au début de l'IA générative, la plupart des modèles nécessitaient de faire passer par une transcription écrite ce qui était dit, résume Arnaud Bassoulet, directeur associé chez BCG X, l'entité tech de BCG. Aujourd'hui, les progrès réalisés permettent d'avoir des modèles "speech to speech" qui assurent des réponses beaucoup plus rapides. » « Cela donne l'impression d'être dans une conversation naturelle d'humain à humain, renchérit Marc Trilling, président du cabinet Saegus, spécialisé dans l'IA. Cette amélioration de l'expérience favorise l'adoption par le grand public. »

Les cas d'usage se sont multipliés dans des secteurs aussi divers que les centres d'appels, la traduction ou l'apprentissage des langues. L'appli Duolingo a ainsi lancé en début d'année les appels vidéo avec sa mascotte Lily, qui permettent de s'entraîner en simulant un dialogue naturel avec un ami. La start-up britannique ElevenLabs, dont la valorisation dépasse les 6 milliards d'euros, fait partie des grands gagnants de cette révolution. Environ la moitié de son chiffre d'affaires (193 millions de dollars) provient d'entreprises comme Cisco ou Adecco, qui utilisent sa technologie de clonage de voix pour traiter les appels de leurs services client ou mener des entretiens avec des demandeurs d'em-

ploi. L'autre moitié de ses ventes provient de youtubeurs, de podcasteurs et d'auteurs qui ont adopté ses modèles pour le doublage ou la lecture de leur travail.

Les progrès de la technologie ont également permis de mettre sur le marché de nouveaux produits qui placent l'interface vocale au cœur de leur dispositif. En février dernier, Amazon, l'un des vétérans du secteur avec Alexa, a lancé une nouvelle version de son assistant. « Alexa+ permet des interactions plus personnalisées, notamment avec les différents membres du foyer », explique Clément Monjou, directeur général d'Alexa France. L'IA est aussi plus expressive et plus empathique, et plus réactive, recommandant même les hésitations et les interruptions. Cela permet d'inciter l'utilisateur à diversifier ses usages. »

Pendant ce temps, la guerre des lunettes connectées s'intensifie. Après le teasing en mai dernier autour des futures lunettes de Google puis le lancement à l'automne des Ray-Ban Display de Meta et EssilorLuxottica, c'est Snapchat qui

« L'interface vocale permet de transformer l'accès au savoir en personnalisant l'expérience »

Marion Carré

Présidente de la start-up Ask Mona

devrait être l'un des prochains à dégainer son modèle, avec ses Spectacles. La voix y occupera aussi une place centrale. « Dans de nombreuses applications de jeu ou dans les discussions avec l'assistant IA, la voix remplace progressivement le clavier, mais elle devient surtout un moyen naturel de piloter, d'interagir et de collaborer avec l'IA », explique Antoine Gilbert, qui dirige le studio de réalité augmentée de Snapchat à Paris.

Le champ des possibles devrait continuer à s'élargir avec l'avènement des agents IA, ces assistants capables d'effec-



Grâce au scan d'un QR code, les statues des jardins du château de Versailles prennent la parole.

tuer de façon autonome plusieurs tâches successives. « Demain, on demandera aux IA, par la commande vocale, de réserver un billet d'avion en allant sur l'appli de la compagnie aérienne et en tenant compte de nos préférences dans l'avion », résume François Hernandez, vice-président de la division mobile chez Samsung France. Un monde où claviers, souris et écrans pourraient à terme perdre leur raison d'être, prédisent des acteurs de la tech, à l'image de Mark Zuckerberg, qui rêve de remplacer le smartphone...

En attendant, de nombreuses entreprises parient sur ce créneau pour lancer des équipements autour de l'IA vocale (HiDock, Plaud...). OpenAI, qui a débouché au printemps dernier le design de l'iPhone, entend présenter d'ici à deux ans un produit du quotidien qui pourrait être actionné via la commande vocale. Cela pourrait aussi être le cas des robots humanoïdes, qui commencent à être fabriqués en Chine, en Europe et aux États-Unis. « La voix sera l'interface naturelle entre les hommes et les robots », prédit Neil Zeghidour, PDG de la start-up Gadium.

Reste que l'utilisation croissante de la voix n'est pas sans risque. « Elle pose aussi des questions éthiques et réglementaires, estime Arnaud Bassoulet. Jusqu'où veut-on aller dans l'anthropomorphisme ? C'est un vrai enjeu si l'on veut éviter certaines dérives, comme des relations inappropriées qui pourraient nuire des utilisateurs vulnérables avec ces IA. Il y a aussi des défis en matière de protection des données. » ■

Gradium, l'assistant vocal « made in France » prêt à rivaliser avec les Big Tech

C'est un cas d'école comme en rêve la tech française. Il y a deux ans, le laboratoire de recherche Kyutai voyait le jour, fondé par Xavier Niel (Iliad), Rodolphe Saadé (CMA CGM), et Eric Schmidt (ex-directeur général de Google) qui y investissaient 300 millions d'euros. Six mois plus tard, Kyutai rendait public son premier projet d'ampleur, Mosh, une intelligence artificielle (IA) capable de converser en temps réel, voire d'interrompre son interlocuteur. « Nous sommes désormais prêts à rentrer dans l'arène de la compétition et à challenger les géants de la tech », lâche Neil Zeghidour, l'un des fondateurs de Kyutai (ex-Meta et Google), qui annonce aujourd'hui le lancement d'une start-up, Gradium, à but commercial. « Notre ambition est d'avoir en 2026 les meilleurs modèles d'IA vocale du marché, en termes de vitesse, de qualité et de prix, assure le PDG de Gradium. Nous voulons faire de la voix l'interface principale entre humains et machines. »

Gradium n'a pas perdu de temps. La start-up a déjà engrangé des contrats avec des clients américains et britanniques dans les secteurs du jeu vidéo, du service client, de l'apprentissage des langues et de la santé. Ses premiers produits commercialisés sont des modèles de langage de transcription et de synthèse vocale en temps réel. Avec un échantillon de voix de dix secondes, ils permettent aux développeurs et aux entreprises de créer un assistant vocal personnalisable en quelques secondes.

« Notre ambition est d'avoir en 2026 les meilleurs modèles d'IA vocale du marché, en termes de vitesse, de qualité et de prix. Nous voulons faire de la voix l'interface principale entre humains et machines »

Neil Zeghidour PDG de Gradium

Dès sa naissance, plusieurs bonnes fées se sont penchées sur le berceau de la start-up. Gradium a réalisé un tour de table de 60 millions d'euros, mené par les fonds FirstMark Capital et Eurazeo, avec la participation, entre autres, des bienfaiteurs de Kyutai (Eric Schmidt, Xavier Niel, Rodolphe Saadé), mais aussi de Korelya Capital, de Amplify Partners, et d'autres investisseurs. Ce qui va lui permettre, dans un monde où l'innovation avance très vite, de continuer à améliorer sa technologie. Et de voir grand. « Nous ne voulons pas être une alterna-

tive européenne aux solutions américaines, assure son dirigeant. Nous voulons être utilisés partout en raison de notre avantage technologique et de la qualité de notre infrastructure. » La start-up - dont le modèle économique repose sur des formules d'abonnement (en fonction du volume audio généré) - entend aussi réconcilier qualité et prix, avec des tarifs accessibles. L'un de ses rares rivaux parmi les start-up, ElevenLabs, propose, lui, des prix trois fois plus élevés que ceux des géants de la tech.

Le « saut qualitatif » réalisé depuis deux ans par l'équipe de Kyutai, composée d'anciens de Google et de Meta, lui a ouvert la voie. Fini les voix robotiques qui pouvaient rendre l'expérience rugueuse ou les longs délais de réaction qui ont été réduits de 3 secondes à un cinquième de seconde. « Nous avons inventé l'équivalent audio des modèles de langage mais aussi les premiers modèles de transcription et de synthèse vocale en temps réel qui ont tous été mis en open source, résume Neil Zeghidour. Nous avons aussi conçu des modèles moins énergivores. » Les liens avec Kyutai - qui est actionnaire de Gradium - resteront étroits. Ils assureront à la jeune pousse un accès continu à la recherche de pointe en IA.

L'équipe fondatrice de Gradium est convaincue de l'immensité du champ d'application de la voix. « Il n'y a pas une semaine sans que des entreprises ne lancent de nouveaux produits autour de la voix », martèle Neil Zeghidour. Parmi les secteurs pionniers, il cite le support client, le divertissement, la santé, la traduction ou encore l'aide aux devoirs. « Le potentiel de l'IA vocale reste inexploité, estime le PDG de la start-up. Nous n'en sommes qu'à 1 % des possibilités... Pour augmenter l'adoption, il faut améliorer la qualité de l'interaction, que l'IA soit plus expressive et s'adapte aux émotions de l'interlocuteur, et permettre à ces modèles de passer à l'échelle. »

Preuve du potentiel immense de cette technologie, notamment dans les industries créatives, la collaboration entre Kyutai, Mistral AI et la branche médias du groupe CMA CGM. Ensemble, ils ont lancé MaX (Media Audio Experience), un outil conçu pour adapter à l'oral des articles avec une voix reproduisant les intonations humaines. Depuis juin, un nouveau bouton sur le site et l'application de La Provence permet d'en profiter. Une fonctionnalité qui sera étendue à l'ensemble des titres du groupe (La Provence, La Tribune, La Tribune Dimanche...) à partir de janvier 2026. « Nous avons l'opportunité de devenir un acteur de référence mondial sur le marché de l'interaction vocale », estime Neil Zeghidour. ■

LA SÉANCE DU MARDI 2 DÉCEMBRE

LE CAC											
	JOUEUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12		JOUEUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR
ACCOR	46,64	+0,63	47,24	46	0,309	-0,85	L'OREAL	371,75	-1,64	381,65	368,8
AIR LIQUIDE	164,28	-0,99	165,82	164,28	0,06	+4,69	LEGRAND	128,45	-0,27	131,5	128,35
AIRBUS	190,5	-1,08	193,2	188,24	0,261	+23,08	LMVH	636,2	-0,16	646,7	632
ARCELOMITTAL SA	37,32	-0,32	37,75	37,32	0,139	+66,38	MICHELIN	28,27	-0,18	28,5	27,98
AXA	38,59	-0,08	38,86	38,54	0,115	+12,44	ORANGE	14,07	+1,63	14,08	13,715
BNP PARIBAS ACT.A	75,08	+2,23	75,1	73,65	0,283	+26,78	PERNOD RICARD	77,18	-1,88	79	77,1
BOUYGUES	43,48	+0,98	43,65	42,95	0,193	+52,35	PUBLICIS GROUPE SA	83,48	-0,6	85,6	82,82
BUREAU VERITAS	26,46	-1,19	26,86	26,32	0,184	-9,82	RENAULT	34,64	-0,49	35,27	34,51
CAPGEMINI	137,75	+1,06	138,8	136,25	0,25	-12,9	SAFRAN	290,2	+1,43	293,7	286,4
CARREFOUR	13,515	+0,33	13,64	13,49	0,3	-1,57	SAINT GOBAIN	84,68	-0,84	86,06	84,16
CREDIT AGRICOLE	16,84	+1,57	16,88	16,62	0,115	+26,71	SANOFI	86,15	-0,51	87,25	85,96
DANONE	76,7	-0,9	77,84	75,84	0,158	+17,78	SCHNEIDER ELECTRIC	230,25	+0,13	233,35	229,4
DASSAULT SYSTEMES	23,42	-1,8	23,84	23,4	0,208	-30,09	SOCIETE GENERALE	61,06	+2,24	61,1	59,72
EDENRED	18,3	-3,02	18,99	18,275	0,371	-42,36	STELLANTIS NV	9,127	-1,03	9,241	9,095
ENGIE	21,62	-0,37	21,87	21,62	0,147	+41,21	STMICROELECTRONICS	20,17	+1,11	20,31	19,88
ESSILORLUXOTTICA	307,4	+0,13	309,9	305,9	0,062	+30,48	THALES	221,4	+1,28	223,5	216,2
EUROFINS SCIENT.	59,36	+0,68	60,3	58,6	0,181	+20,38	TOTALENERGIES	56,52	-0,34	57,12	56,51
EURONEXT	130	+0,08	130,7	129,8	0,314	+20,04	UNIBAIL-RODAMCO-WE	91,26	+0,02	91,96	91,04
HERMES INTL	218	-1,35	2148	218	0,04	-8,79	VEOLIA ENVIRON.	29,17	-0,92	29,56	29,08
KERING	294,5	-1,67	301,4	294,5	0,123	+23,61	VINCI	121,85	-0,57	123,1	121,5

LES DEVISES

AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,7723	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,6264	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8796	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	9,0424	HKD
JAPON	YEN	181,26	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9346	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1634	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,43	TND
MAROC	DHARAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	49,2601	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	55,27	EGP
CHINE	YUAN	8,2123	CNY
INDE	ROUPIE	104,4705	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	151,25	DZD

L'OR

assuré par le Comptoir National de l'Or

Lingot 1kg	114 326€	+41,89 %
Lingot 100g	11 444,6€	+41,83 %
Lingot 50g	5 728,8€	+41,77 %
Lingot ONCE (31,10g)	3 567,06€	+41,7 %
Lingot 10g	1 153,46€	+41,36 %
Lingot 2,5g	295,54€	+39,96 %
20Fr NAPOLÉON	712,87€	+41,9 %
20Fr SUISSE	704,9€	+41,9 %

CRYPTOMONNAIES

Sponsorisée par Bitpanda : <https://www.bitpanda.com/fr>

Bitcoin	90 980€	-3,9 %
Ethereum	2 997,73€	-10,84 %
BNB	872,03€	+23,42 %
Solana	140,677€	-28,11 %
XRP	2,15€	-8,07 %



Accédez au cours en direct

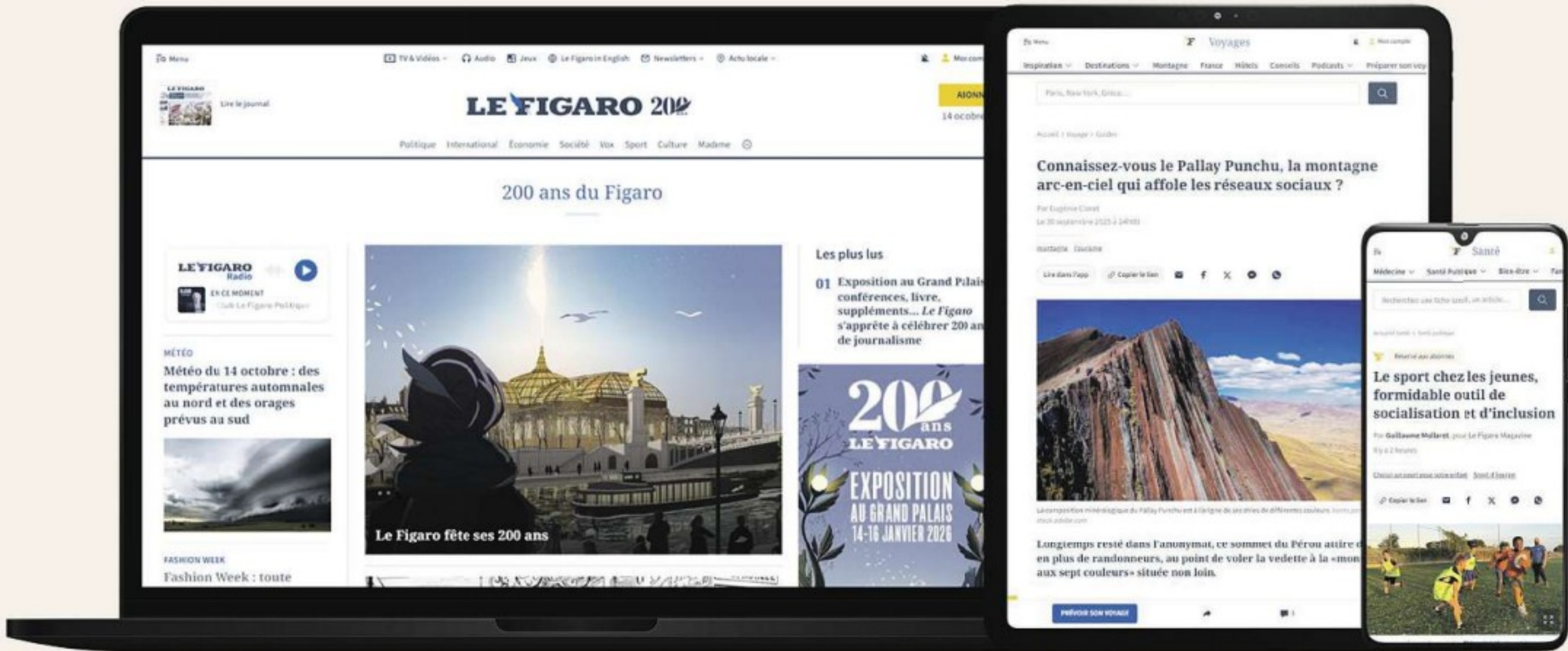
www.gold.fr



www.bitpanda.com/fr

LE FIGARO

1^{er} site d'information
en France



LE FIGARO

245 MILLIONS
de visites

Ouest France

226 M

Franceinfo

207 M

Le Monde

205 M

BFM TV

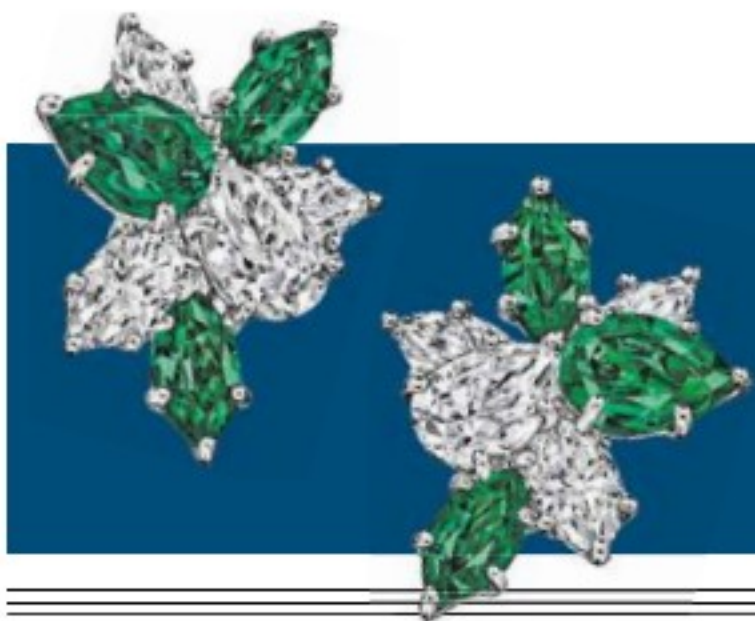
191 M

MED/A
F/GARO

SOURCE
ACPM

ACPM OJD fréquentation site et appli Octobre 2025

LE FIGARO et vous



JOAILLERIE
LE FABULEUX DESTIN
DU SERTI CLUSTER
D'HARRY WINSTON
PAGE 32

LUXE
BERNARD ARNAULT PROMeut
PIETRO BECCARI, PDG DE LOUIS VUITTON,
À LA TÊTE DU LVMH FASHION GROUP
PAGE 33



Camille Cottin, actrice à 100 %

De son rôle d'agent artistique dans la série « Dix pour cent » à Hollywood avec « Stillwater », la comédienne est désormais une figure incontournable du cinéma. La preuve avec « Les enfants vont bien », en salle ce mercredi. **PAGE 30**

2025 CHH FOU-MI PRODUCTIONS/STUDIOCANAL/FRANCE 2 CINEMA, HARRY WINSTON, @STEPHANE EUGERE/PHOTOGRAPHY

Un portrait qui dit la grande histoire

Béatrice de Rochebouët

Mis aux enchères à Bastia le 13 décembre, le tableau de William Beechey évoque le destin de Pascal Paoli, qui rêvait de l'indépendance de la Corse.

Au XVIII^e siècle, le nom de Pascal Paoli est indissociable de la Corse et de sa volonté d'indépendance. Un sujet éternellement rebattu qui pourrait le poser en visionnaire. Alors qu'il n'a que 14 ans, sa famille fuit en Italie, suite à l'échec de la révolte corse contre la domination génoise. Par deux fois, il revient dans son île, pour la quitter à nouveau : en 1769, après la défaite des forces corses à la bataille de Ponte-Novo, face aux troupes de Louis XV puis, en 1795, à l'arrivée des troupes françaises qui réoccupèrent l'île. Elle marqua la fin de son rêve immense.

Sacré général que cet opposant farouche qui voulait faire de sa Corse une république, entre 1755 et 1769, allant jusqu'à rédiger sa Constitution. Par son illusion d'une île libre et éclairée, Paoli fut l'idole d'une génération espérant changer le monde. Il apparut comme un modèle pour le jeune Napoléon Bonaparte, son compatriote, dont le père servit à ses côtés comme secrétaire particulier. Mais l'affection de l'Empereur pour l'homme ne prendra jamais le dessus et les partisans de Paoli n'encaisseront jamais le ralliement des Bonaparte à la France.

À l'occasion du tricentenaire de la naissance de Paoli en 1725 à Morosaglia (Haute-Corse), son portrait par l'Anglais sir William Beechey, membre titulaire de la Royal Academy et peintre de la famille royale britannique, est

mis aux enchères par la maison Asta de Bastia, entre 500 000 et 700 000 euros. Réalisé en 1798, lors de son second exil en Angleterre, il provient d'une collection privée, après avoir été vendu à Drouot en 1938 et 1941 puis à Avignon en 1994 sous l'attribution d'un « simple portrait d'homme ». Du XIX^e au XX^e siècle, il porte les pedigrees de la galerie Corsini à Florence, du comte Cipriani à Centuri et celle de Fernand de Ribes-Christofle. De quoi booster les enchères.

« Témoin silencieux »

On y voit Paoli assis, tenant une feuille de papier blanche, comme si tout lui restait à écrire. Derrière lui, un rideau laisse entrevoir une vue idéalisée de la ville de Corte, où figure l'université de Corse qui portera son nom. De sa vie le tableau est « le témoin silencieux : le dernier message d'un humaniste devenu l'un des visages les plus nobles de la liberté européenne », dit le commissaire-priseur Vincent Bronzini de Caraffa. Si l'année 1769 élève Paoli en « héros du XVIII^e siècle », le destin en décide autrement. Soutenant la Révolution, il revient en Corse, en 1789. Se sentant trahi, il fait appel à la Couronne britannique pour fonder, en 1794, un royaume anglo-corse. Les Anglais ne lui en sauront pas gré, nommant à sa tête un autre que lui. Fin du rêve en 1796. Il repartira en Grande-Bretagne, où il s'éteindra en 1807, à l'âge de 81 ans. ■

Théâtre LE CIRQUE.

MILLÉSIMÉ

LE GRAND SHOW DES 25 ANS

CIRQUEPHENIX.COM

PAR LES ÉTOILES DES CIRQUES DU MONDE

CRÉATION ET MISE EN SCÈNE PAR ALAIN M. PACHERIE

ACTUELLEMENT À PARIS

TF1 LE FIGARO FEMMES Gulli RTL

LICENCES MINISTÉRIELLES DE PRODUCTION N° 752424 & 752409 - G.SSE - RCS PARIS 330233641

« Les enfants vont bien » : la famille en héritage

Éric Neuhoﬀ

Le film de Nathan Ambrosioni met en scène une femme qui doit s'occuper brusquement de ses neveux. Romanesque et délicat.

Merci du cadeau. Elle ne demandait rien, et elle se retrouve avec les enfants de sa sœur sur le dos. Ça, Jeanne ne s'en remet pas. Deux ans qu'elle n'avait pas vu Suzanne et voici que celle-ci débarque sans crier gare, déguerpit pendant la nuit en lui laissant Gaspard et Margaux. Une lettre d'explication n'explique pas grand-chose. Et dire que Jeanne s'était séparée de Nicole (Monia Chokri, artiste qui ne peint que des nus) parce qu'elle refusait la maternité ! Quel piège. La police hausse les épaules. La disparue est majeure. Jeanne appelle au secours. L'administration lui répond : paperasse. Les neveux

ne comprennent pas. « Elle est où, ma mère ? » La question revient sans cesse. Jeanne ne sait pas, ne sait plus.

Le numéro de Suzanne reste silencieux. Elle laisse des messages pour rien. C'est le mois d'août. Il faut occuper les nouveaux locataires malgré eux. Elle les emmène au camping, à un feu d'artifice sur la plage. Elle fait ce qu'elle peut. Elle s'adapte. La réalité lui tombe dessus. Surtout, ne pas être dépassée. Comment font les autres ? Il y a les courses au supermarché. Gaspard veut toujours des glaces. Les journées ne contiennent plus assez de minutes. Margaux pique une crise dans la baignoire. Jeanne n'en peut plus. La rentrée approche. Il faut les inscrire à l'école. Il s'agit d'un

parcours du combattant. La cadette réclame des fournitures. L'ainé arrondit les angles. Il souffle les bougies de son dixième anniversaire, désigne désormais sa mère par son prénom. La tante les apprivoise.

L'étoffe d'une Girardot

Nathan Ambrosioni retrouve son domaine de prédilection, la famille (son film précédent s'intitulait *Toni en famille*). Il n'y a pas plus romanesque. Le cinéaste montre une femme au bout du rouleau, un être flou, accablé de responsabilités, qui ne se sent pas à la hauteur et qui avait peut-être déjà essayé d'abandonner sa progéniture dans une station-service. Juliette Armanet confirme ses talents de co-

médienne. Elle est sur la brèche, le qui-vive, une immense fatigue lui pesant sur les épaules. Elle les aime, Gaspard et Margaux, mais elle n'y arrive plus. Pour elle, les choses sont impossibles. Elle les refuse. Une seule solution : la fuite. Qu'on lui pardonne d'avance. Au revoir les enfants.

Camille Cottin se dresse comme un donjon. Elle s'en serait bien passée, de ce rôle de maman par inadvertance. Belle ironie du sort. Son visage est un arc-en-ciel. Il glisse sur lui toutes les couleurs des sentiments. Le front plissé de gravité, le regard lourd et inquiet, esquissant soudain un pauvre sourire, elle a l'étoffe d'une Girardot dans sa grande période. Observation juste et attentive, sûreté et maîtrise,

Ambrosioni saisit des moments fragiles, prend le malheur dans ses bras, filme la vérité avec des gants - cette délicatesse. Il parle le cinéma comme sa langue naturelle. Le prouvent deux séquences : l'une dans laquelle Gaspard et Margaux décrochent le téléphone et écoutent une respiration au bout du fil, l'autre où une boîte de pêches au sirop ressemble à un message d'amour, à un remède contre le chagrin. ■

« Les enfants vont bien »

Drame de Nathan Ambrosioni

Avec Camille Cottin, Juliette Armanet, Monia Chokri, Manoà Varvat

Durée : 1h51

Notre avis : ●●●○

Camille Cottin (ici, avec Manoà Varvat) incarne une maman par inadvertance dans *Les enfants vont bien*.



Camille Cottin : « Je commence tout juste à m'assumer complètement »

Olivier Delcroix

Re rendez-vous pris au Pavillon de la Reine, place des Vosges, à Paris. Dans le salon feutré de l'hôtel crépite un feu de cheminée, ce qui préserve d'un entretien chaleureux. Camille Cottin arrive en s'excusant d'avoir dû emprunter une moto-taxi. Volubile, souriante, en même temps qu'intimidée, l'actrice de la série *Dix pour cent* incarne Jeanne dans le troisième film de Nathan Ambrosioni, *Les enfants vont bien*. Cette agente d'assurances se retrouve du jour au lendemain obligée de s'occuper des enfants que lui a confiés sa sœur, Suzanne (Juliette Armanet), avant de disparaître dans la nature.

« Au début, j'incarne un personnage plutôt impassible, explique Camille Cottin. Jeanne est quelqu'un d'insondable, dont la tendresse ne s'exprime que par ses actes, sa loyauté, plutôt que par des mots. Je la vois comme une femme taciturne au mode de vie assez spartiate, et je la soupçonne même d'être légèrement misanthrope. Ce rôle n'était pas évident à comprendre... » Après avoir interprété une mère de famille nombreuse qui tente de renouer avec sa carrière dans *Toni en famille*, le précédent film du réalisateur, celle qui a donné la réplique à Matt Damon dans le thriller *Stillwater*, de Tom McCarthy, a eu envie de replonger dans l'univers de ce cinéaste prodige de 26 ans. « Cette fois, la partition que m'a offerte Nathan était différente, confie-t-elle. J'ai eu besoin de lire le scénario avec lui pour comprendre toute la puissance émotion-

nelle de cette histoire, qui repose sur un cas de disparition volontaire. »

La sœur de cette héroïne courageuse, incarnée par Juliette Armanet, fait partie des 15 000 personnes qui « s'évaporent » chaque année en France, en rompant toute attache familiale, y compris avec leurs propres enfants. « Je n'ai jamais eu ce fantasme-là, rassure l'intéressée. Je suis très attachée à ma famille, à mes amis. Cependant, je caresse parfois l'idée d'un départ en famille avec mon conjoint et nos enfants. L'envie se fait jour de recommencer ailleurs en faisant complètement autre chose... Par moments, oui, je fantasme un nouveau décor autour de nous. » Quant au fait que Jeanne soit séparée de son grand amour, Nicole, incarnée par Monia Chokri, Camille Cottin n'en fait pas grand cas. « Je compose mes personnages lesbiens comme les autres rôles, reconnaît-elle avec franchise. Je fais seulement un peu plus attention à la façon dont elles réagissent aux situations, sachant qu'elles ont toutes en commun une adolescence singulière, où elles ont parfois été confrontées à une forme de souffrance liée au regard des parents ou au regard des autres, ou même à celui du groupe, qui peut parfois être un peu trop dans le jugement ou dans le questionnement. »

Depuis quelques années, au cinéma comme à la télévision, ce type de rôle semble lui coller à la peau. « Peut-être que ce sont les personnages qui nous choisis-sent, plus que nous ne les choisissons, admet-elle dans un sourire. Moi, je vais être attirée par des rôles de femmes libres, émancipées ou en cours d'émancipation. Cela s'accompagne toujours d'une certaine vulnérabilité, ainsi que d'une prise de ris-

que. On sait qu'en incarnant des femmes qui s'assument, qui revendiquent leur sexualité, leurs choix, leur liberté, leur indépendance, on risque de se heurter à une forme de résistance assez importante. »

C'est bien sûr le cas avec Andréa Martel, l'héroïne de la série *Dix pour cent*, dont le triomphe international a été une surprise générale. Le concept de cette saga contant la vie trépidante d'une agence artistique parisienne face aux caprices des comédiens a même engendré un prochain remake américain, *Call My Agent*, produit par

« Je vais être attirée par des rôles de femmes libres, émancipées ou en cours d'émancipation. Cela s'accompagne toujours d'une certaine vulnérabilité, ainsi que d'une prise de risque »

Camille Cottin Actrice

HBO. En France, le tournage d'un long-métrage tiré de la série et produit par Netflix s'achève. « C'était joyeux de retrouver Andréa Martel, souffle Camille Cottin. Ce personnage est si cathartique, à la fois brutal, adorable, émotif, cynique et passionné. C'est un personnage galvanisant à interpréter. Bien que concentré sur une plus courte durée, le scénario arrive à la faire passer par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. »

Pour ce film, Camille Cottin a également retrouvé George Clooney, avec lequel elle a tourné une publicité Nespresso en compa-

gnie de Jean Dujardin. « George est un acteur très volubile, reconnaît-elle. J'en ai été assez surprise. C'est un homme accessible, simple et joyeux. Je me souviens que lorsque je lui ai dit que j'étais admirative de sa femme, Amal Clooney, il m'a tout de suite proposé de faire un Facetime avec elle. Comme elle sortait de la douche, cela a d'ailleurs créé un grand fou rire entre nous. Amal Clooney est d'ailleurs venue sur le tournage. C'est une femme très inspirante... Leur couple est très engagé. Leur vie n'est pas simple, mais quel charme ils ont ! »

De ses débuts sur Canal+ dans la série à sketches en caméra cachée *Connasse*, où Camille Cottin jouait une bobo parisienne aussi snob que narcissique jusqu'à ses derniers rôles, plus dramatiques, de l'eau a coulé sous les ponts. Camille Cottin le reconnaît volontiers, elle a longtemps privilégié la nature plutôt comique de son jeu. « Je ne suis pas quelqu'un qui pleure beaucoup dans la vie, avoue-t-elle en baissant le ton de sa voix. Ma mère me disait : « Tes larmes ne sont pas des armes. » Ce qui est très joli, mais ce qui a complètement bloqué mon canal lacrymal pendant des années. Elle ne signifiait pas qu'il fallait s'interdire de pleurer en toutes circonstances, mais qu'il ne faut pas se servir de ses larmes pour obtenir tout ce que l'on veut. »

On pourrait presque y voir une sorte de flegme « so British », héritée de son adolescence londonienne, quand son beau-père travaillait dans la capitale britannique. Cette période très marquée par la culture britannique lui aura permis de maîtriser parfaitement la langue de Shakespeare, tout en aiguisant ses goûts pour le cinéma anglo-saxon.

Bien sûr, parfois, certains de ses choix emmènent Camille Cottin vers l'impasse, comme pour son rôle dans le très récent *Rembrandt*, qui n'a pas connu du tout le succès. « Cela m'atteint, bien sûr, confesse-t-elle. Et d'autant plus le réalisateur et les équipes, qui ont longuement travaillé sur ce long-métrage. En tant qu'acteurs, nous arrivons au dernier moment, nous nous mettons à table. Et, à la fin, nous nous levons sans même débarrasser pour partir sur un autre projet ! »

Il n'empêche, pour Camille Cottin les portes de Hollywood continuent de s'ouvrir. Après Ridley Scott pour *House of Gucci*, Alliés, de Robert Zemeckis, qui l'aura comparée à une « Meryl Streep française », sans oublier *Stillwater*, ou *Mystère à Venise*, de Kenneth Branagh, celle qui a également joué dans des séries télévisées américaines, telles *Killing Eve*, a su tracer sa route outre-Atlantique avec la même assurance charmante qu'une Marion Cotillard. Elle espère tourner bientôt dans un beau projet américain, mais elle « préfère attendre que la production l'annonce elle-même. » « En fait, je suis en train de prendre conscience que je commence tout juste à m'assumer complètement. J'évolue. Il y a des renaissances, des recommencements, et c'est agréable. Un peu comme lorsqu'on participe à une course d'endurance et que l'on sent qu'on n'en peut plus. Pourtant, hop ! un second souffle arrive et c'est comme si l'on se remettait à courir depuis le départ », conclut-elle. Sans même s'en rendre compte, Camille Cottin ne serait-elle pas devenue une star ? ■

Étienne Sorin

Le réalisateur de « La Vie d'Adèle » clôt sa trilogie sétoise, après des années de galère et de polémiques. Son naturalisme fait mouche.

Mektoub My Love : Canto Due, plus personne n'y croyait avant de le voir surgir de nulle part au Festival de Locarno en août dernier. Le dernier volet de la trilogie d'Abdellatif Kechiche, en salle ce mercredi, a été tourné dans la foulée des deux premiers, en 2016. Il arrive huit ans après Canto Uno, présenté à la Mostra de Venise en 2017, et six ans après Intermezzo, projeté en compétition au Festival de Cannes. Cet intermède, fait à partir des rushes, n'était pas prévu au départ.

Détaché du récit et constitué essentiellement d'une virée en boîte de nuit, il fait scandale sur la Croisette. Kechiche, lauréat de la palme d'or en 2013 avec La Vie d'Adèle, est attaqué pour son regard libidineux sur ses actrices. En cause notamment, une très longue séquence de cunnilingus dans les toilettes, éprouvante pour les acteurs comme pour les spectateurs - Valmont se contentait de « quelques mots de latin » dans Les Liaisons dangereuses, Kechiche récite le Gaffiot. L'actrice Ophélie Bau, se sentant trahie, quitte la salle pendant la projection cannoise et se fait porter pâle à la conférence de presse. Intermezzo, plombé par ailleurs par une bande-son coûteuse en droits d'auteur (discothèque oblige), ne sort pas en salle.

Mektoub My Love : Canto Due, commence là où finit le premier « chant ». Et dès les premières minutes, l'énergie est intacte, le décor inchangé. La plage de Sète, la lumière de l'été 1994, le restaurant familial, la ferme des parents d'Ophélie, rien n'a bougé en apparence. Amin (Shaïn Boumedine), de retour chez lui après des études à Paris, rêve toujours



Jessica Pennington (Jessica) rappelle qu'Abdellatif Kechiche n'a pas son pareil pour révéler les actrices.

PATHE FILMS

« Mektoub My Love : Canto Due », le beau chant du cygne de Kechiche

de cinéma. Il a eu le temps d'écrire un scénario. Il continue à écouter plutôt que parler, à observer, à prendre des photos, légèrement en retrait, tandis que les autres, jeunes femmes et hommes ivres de liberté, vivent, flirtent et dansent. A vrai dire, ils dansent beaucoup moins.

Mektoub My Love : Canto Due ressemble à un scénario d'Éric Rohmer tourné par Maurice Pialat. Il ressemble surtout beaucoup à un film d'Abdellatif Kechiche, dont le style est reconnaissable en une scène. Les séquences durent, sans fonction utilitaire, sans message à faire passer, sans psychologie. Au bord de la mer ou devant une assiette de spaghetti, elles sont des blocs de temps où les acteurs deviennent des personnages sous

nos yeux. Un couple d'Américains s'invite à Sète. Ils roulent en Ferrari, louent une villa avec piscine, raffolent de couscous. Lui, Jack, est producteur à Hollywood, elle, Jessica, est une starlette vue à la télévision. Tony (Salim Kechiouche), le cousin d'Amin, la drague en imitant Joe Pesci dans Raging Bull.

Le style d'Abdellatif Kechiche est reconnaissable en une scène. Les séquences durent, sans fonction utilitaire, sans message à faire passer, sans psychologie

Ces corps étrangers se fondent parfaitement dans le naturalisme de Kechiche. L'inconnue Jessica Pennington rappelle que le cinéaste n'a pas son pareil pour révéler les actrices, parfois au prix de larmes et de polémiques - Sara Forestier, Hafsa Herzi, Adèle Exarchopoulos, Ophélie Bau. Kechiche met cette fois la pédale douce. Son regard n'est pas moins désirant mais il est plus délicat. Plus raccourci en tout cas avec l'époque, post #MeToo. Il y a de l'humour aussi, du sang, et de la mélancolie. Jessica ne veut plus jouer la comédie. Ophélie, enceinte de Tony mais mariée à Clément, militaire en mission, ne veut pas garder l'enfant. Il n'est pas sûr qu'Amin, alter ego de Kechiche, devienne réalisateur.

On ne sait pas si ces renoncements valent pour le cinéaste lui-même. Voudra-t-il encore réaliser des films ? Le pourra-t-il seulement ? Outre le dépôt de bilan de sa boîte de production, le réalisateur, âgé de 64 ans, a été victime d'un AVC en mars dernier. Mektoub My Love : Canto Due est peut-être un chant du cygne. Un bel et triste adieu au cinéma. ■

« Mektoub My Love : Canto Due »
Drame d'Abdellatif Kechiche
Avec Jessica Pennington, Ophélie Bau, Salim Kechiouche, Shaïn Boumedine
Durée : 2h14
Notre avis : ●●●○

« Dites-lui que je l'aime » : des filles en mal de mère

Romane Bohringer s'inspire du livre de Clémentine Autain pour enquêter sur sa propre histoire familiale.

A l'origine, Romane Bohringer voulait adapter le livre de Clémentine Autain *Dites-lui que je l'aime*, paru en 2019. La députée de gauche évoquait sa mère, la comédienne Dominique Laffin, morte en 1985 à l'âge de 33 ans d'une crise cardiaque dans sa baignoire, laissant derrière elle une poignée de films - *Dites-lui que je l'aime*, de Claude Miller, *Tapage nocturne*, de Catherine Breillat, *La femme qui pleure*, de Jacques Doillon, *Félicité*, de Christine Pascal. Clémentine avait 12 ans. Romane Bohringer a reconnu sa propre histoire. Celle d'une fille abandonnée par une mère autodestructrice, emportée très jeune par l'alcool, la drogue et le chagrin.

Dans sa première moitié, *Dites-lui que je l'aime* se cherche, entre docufiction et sororité dans la douleur. Romane Bohringer fait semblant de découvrir Clémentine Autain à la télévision parler de son histoire. Elle fait passer un faux casting à des comédiennes pour interpréter la députée - Céline Sallette, Julie Depardieu et Elsa Zylberstein, avec une perruque et sans conviction - avant de renoncer à la fiction. Pas complètement puisqu'elle met en scène avec des actrices certains souvenirs traumatiques. Notamment la honte ressentie par la petite Clémentine lors de vacances à Cadaqués. Dominique, ivre, ravage le bar d'un hôtel.

Romane Bohringer se filme aussi écoutant Clémentine Autain lire son texte dans un studio de Montreuil ou sa psy, jouée par Josiane Stoléru, faire le lien entre ses propres tourments et sa mère absente. Il faut sans doute passer par ces tâtonnements pour que le film trouve sa forme et sa force. Romane Bohringer se lance alors véritablement

dans une enquête sur sa mère, Marguerite Bourry. Elle retrace l'existence chaotique d'une petite orpheline née à Saïgon d'un père corse et d'une mère vietnamienne, adoptée par un couple de Français mal aimants, rapatriée en France et placée dans un camp de réfugiés en Lozère, jeune fille vive et gaie malgré les épreuves avant de vagabonder dans le Paris hostile des années 1970. Romane naît en 1976. Elle a 9 mois quand « Maggie » quitte homme et enfant. Pour la compagne de Maurice Najman, journaliste à *Libération*, l'amie de Wim Wenders, la bohème, ça voulait aussi dire la drogue. Elle meurt à l'âge de 36 ans. Romane en a 14.

Vie syncopée

Des films Super 8 montrent Richard Bohringer et Maggie, enceinte et insouciant, jouant au ping-pong dans le jardin de la maison d'un ami. Dans ce film de femmes, les hommes, impuissants à faire le bonheur d'une autre, ne sont pas moins bouleversants. Richard Bohringer, silhouette fragile, visage émacié, lit un extrait de son livre *Quinze rounds*, récit d'une vie syncopée, faite de joies et de peines. Le père de Clémentine Autain, le chanteur Yvan Dautin, se souvient lui de son amour fou pour Dominique Laffin. « Ma Marilyn », dit le vieil amant inconsolable. Une larme coule sur sa joue ridée. Elle contient toute la tristesse du monde. ■ **É.S.**

« Dites-lui que je l'aime »
Docufiction de Romane Bohringer
Avec Romane Bohringer, Clémentine Autain, Eva Yelmani, Josiane Stoléru
Durée : 1h32
Notre avis : ●●●○



Élodie Baërd

Depuis son invention dans les années 1940 par le joaillier new-yorkais, cette façon de sertir les pierres en grappes pour former des boucles d'oreilles ou des colliers uniques, est restée son best-seller incontesté.

L'histoire de ce bijou commence comme une comédie en noir et blanc de Frank Capra. Dans les années 1940, Harry Winston, joaillier avisé commence à se tailler un franc succès sur la V^e Avenue. Un soir de décembre, il rentre chez lui, dans sa maison de Scarsdale, petite bourgade au nord de Manhattan. Une neige fine tombe sur son pavillon cossu qu'il a baptisé Stonwin, jeu de mots avec les deux syllabes de son nom inversées, mais aussi avec « stone » (pierre), la passion de sa vie. Exalté par cette ambiance de fin d'année, il franchit le seuil de chez lui et tombe en arrêt devant la couronne de houx accrochée à la porte qui scintille sous les flocons. Elle brille de mille feux comme une rivière de diamants et la position aléatoire des cristaux de neige sur les feuilles accentue son éclat. Dès le lendemain matin, Harry Winston raconte son émerveillement de la veille à son fidèle dessinateur à l'atelier et lui demande d'imaginer un bijou dont la construction s'inspire de cet entrelacs de feuilles et de flocons.

L'épisode a peut-être été romancé, mais le succès de ce qu'il en naîtra n'a rien d'une fiction. Le designer esquisse alors les prémices de ce qui deviendra rapidement la plus célèbre signature du joaillier new-yorkais : le serti Cluster, qui signifie « grappe » ou « nid ». Cet assemblage de diamants, d'apparence simple, est en réalité une proposition nouvelle : d'une part, elle fait disparaître totalement le métal pour laisser la vedette aux pierres, quand les joailliers d'alors imaginent des montures très présentes et, d'autre part, elle mêle des gemmes de différentes formes (poire, navette et ronde), positionnées sur plusieurs niveaux (et non à plat), et selon des inclinaisons variées, capturant leur lumière par tous les angles et augmentant leur scintille-

ment au maximum. Les idées les plus simples sont parfois les meilleures, et ce serti à traversé les décennies, décliné en haute joaillerie comme en pièces plus accessibles, en version 100 % diamants mais aussi piqué de quelques rubis, saphirs ou émeraudes, sans jamais perdre de sa modernité ni de son aura.

Le Cluster a également assis le statut de M. Harry Winston, « King of Diamonds » comme le baptise le magazine *Cosmopolitan* en 1947, parfaite success-story à l'américaine. Né en Ukraine dans une famille de joailliers émigrée aux États-Unis, le petit Harry s'illustre dès 12 ans en repérant dans la vitrine d'un prêteur sur gage une pierre verte mise en vente pour 25 cents (autour de 20 dollars d'aujourd'hui). Il l'identifie comme une émeraude, l'achète et la revend plusieurs centaines de dollars le lendemain, dans l'échoppe new-yorkaise de son père. En 1920, il ouvre sur la V^e Avenue, sa propre boutique d'achat et de vente de diamants et s'illustre en faisant l'acquisition pour la nouvelle aristocratie américaine de collections de parures parisiennes désuètes qu'il desservit pour leur donner une seconde

Le Cluster d'Harry Winston, vedette américaine



1. L'icône du joaillier new-yorkais, le collier Wreath Cluster en diamant qui a traversé les décennies.
2. Boucles d'oreilles formées de grappes de diamants et émeraudes.
3. Shirley Temple, une des premières stars de Hollywood à porter les pierres de Harry Winston.
4. Charlize Theron aux Oscars en 2010, puces aux oreilles.
5. Pendentif Cluster.

vie, plus moderne. Nombre de diamants historiques passent entre ses mains : le Jonker, le Hope, l'Oppenheimer...

« J'ai l'exclusivité de certaines mines et une priorité de choix pour la De Beers. Il faut un peu de flair pour deviner le brut qui donnera bien à la taille »

Harry Winston Joaillier

Du négoce de pierres, il glisse doucement vers la fabrication de bijoux qui font se pâmer les princesses du dollar et les stars de cinéma, de la duchesse de Windsor à Elizabeth Taylor, de la maharani de Jaipur à Katharine Hepburn. Il fournit les grandes familles milliardaires comme les Rockefeller et est l'un des pre-

miers à comprendre l'intérêt de faire porter ses bijoux aux actrices de Hollywood. Il continue à acheter des pierres, toujours les plus belles, au point que le magazine *Life* estime, en 1952, qu'il possède la deuxième plus grande collection de bijoux au monde, juste après la famille royale britannique.

Dans un article du *Figaro* des années 1960, il est présenté comme le joaillier « de New York qui ne s'intéresse aux pierres précieuses que si elles sont grosses comme des briques ». En 1961, le reporter Jean Fayard le rencontre à Paris, à la boutique de l'avenue Montaigne ouverte quelques années auparavant, « dans son bureau, où il est assis entre deux téléphones dans lesquels il parle généralement à New York. Il est plutôt petit, mais cordial, enjoué, optimiste et dynamique. » Au fil des questions, le joaillier se livre : « Je regrette de ne pas parler français, sinon j'habiterais à Paris presque tout le temps. J'achète des pierres brutes à Londres, où se tient le mar-

ché mondial. J'ai l'exclusivité de certaines mines et une priorité de choix pour la De Beers. Il faut un peu de flair pour deviner le brut qui donnera bien à la taille. Je fais beaucoup travailler en France, à Saint-Claude, dans le Jura, où je dois dire que les spécialistes sont de véritables artistes. »

Ses fils prennent la suite à sa mort en 1978, héritant notamment de centaines de milliers de dessins où le Cluster a une place prépondérante. Racheté en 2013 par Swatch Group, le joaillier cultive aujourd'hui une discrétion toute suisse. Mais son fameux serti brille toujours dans ses collections et sur les tapis rouges. ■

Pourquoi plus personne ne sait nouer un nœud papillon ?

Matthieu Morge Zucconi

Raréfaction du dress code « black tie », hégémonie des modèles pré noués et décontraction du vestiaire ont eu raison de cette méthode traditionnelle.

Cette petite mention, au bas de l'invitation du dîner de célébration du 80^e anniversaire du mythique tailleur romain Brioni, a fait frémir bien des invités. « Dress code : black tie. » Soit l'habit de soirée traditionnel, datant de la fin du XIX^e - veste de smoking, pantalon noir, chemise blanche et... nœud papillon. Le problème du « black tie » ? D'abord, il faut posséder un smoking, ce qui, par les temps qui courent, n'est pas (si) commun. Enfin, cerise sur le gâteau, il faut maîtriser le nouage du nœud papillon.

On ne s'inquiète pas franchement pour cet aréopage d'élégants (acteurs, stylistes, influenceurs), venus, après tout, célébrer l'un des grands

noms de l'art du tailleur italiens. On pense même être le seul à se retrouver, quelques heures avant l'événement, devant un tutoriel sur YouTube, cherchant à comprendre comment transformer deux morceaux de soie noire en un « nœud pap » digne de ce nom - en toute transparence, on a abandonné à la troisième étape consistant, apparemment, à tenir l'un des pans dans sa bouche pendant que l'on gisse l'autre dans une boucle enroulée autour de son doigt. Mais qu'elle ne fut pas notre surprise d'apprendre que nous n'étions pas le seul à ne pas maîtriser cet exercice périlleux ! Le sujet fut même l'un des grands sujets de conversation de la soirée.

Mais pourquoi ce petit accessoire est-il tombé en telle désuétude ? Un signe des temps, sans doute : les occasions de porter le « black tie » traditionnel sont aujourd'hui de plus en plus rares. Une conséquence de l'allègement, ces dernières années, des codes vestimentaires - même à l'opéra, jadis repère de souliers vernis et autres vestes de smoking, on est désormais en jean. Logiquement, les attributs liés à la tenue de gala, qu'il s'agisse du nœud ou du mi-bas en soie, de la ceinture idoine ou de la bande de satin filant le long de la jambe sur le pantalon, se perdent. C'est d'autant plus vrai pour le nœud papillon que, ces dernières années, le marché a été inondé de modèles pré-

noués, petits ou grands, en soie ou en bois (à proscrire, évidemment, à moins que vous n'alliez à une convention d'ébénisterie).

« Je n'ai jamais su le faire »

C'est d'ailleurs sur l'un d'eux que Lamine, 36 ans, a jeté son dévolu pour le mariage d'un de ses meilleurs amis. « C'était le dress code des témoins : un nœud papillon blanc cassé, se remémore-t-il. J'en avais trouvé un traditionnel, très beau, mais le hic, c'est que je suis gaucher, et que les vidéos explicatives sur le sujet sur internet sont plutôt dédiées aux droitiers. Je n'ai jamais réussi à l'entrelacer correctement moi-même, et j'ai donc dû me rabattre sur une version déjà faite ! »

Même son de cloche pour un invité du dîner Brioni : « Je n'ai jamais su le faire, il y a quelque chose qui m'échappe dans la logique même de l'exercice, nous confie ce quadragénaire, pourtant très chic dans son smoking noir à revers de soie. Cela dit, je dois admettre que ça n'a jamais été un souci, tant les occasions d'en porter sont rares. Pour ces soirs-là, j'ai fini par investir dans un nœud pap déjà noué. La clé fut d'en trouver un qui, justement, ne fait pas trop artificiel et peut passer pour avoir été noué par mes soins ! » En effet, jurent les esthètes, on peut aisément reconnaître ceux déjà faits : « Il est trop parfait, s'exaspère un Italien. Ce n'est pas élégant, ce n'est pas la sprezzatura ! » ■

Trois femmes exceptionnelles en concert au Théâtre des Champs-Élysées

Pretty Yende
Noël en chansons
Mardi 16 décembre 2025
Orchestre Lamoureux

Sonya Yoncheva
Puccini & Verdi
Mercredi 7 janvier 2026
Sofia Philharmonic Orchestra

Aigul Akhmetshina
Donizetti & Bellini
Lundi 9 février 2026
Pavel Nebolsin, piano

Les plus belles chansons de Noël interprétées par l'étoile sud-africaine

Grand retour à Paris de la diva pour les plus beaux airs d'opéras italiens

La nouvelle star de l'opéra, pour la première fois en récital à Paris

Réservation sur theatrechampselysees.fr

LES GRANDES VOIX
LES GRANDES SOLISTES
2025/2026

Pietro Beccari prend la présidence du LVMH Fashion Group

Hélène Guillaume

Bernard Arnault nomme le PDG de Louis Vuitton pour succéder, en plus de ses responsabilités, à son collaborateur historique Sidney Toledano, à la tête de l'entité réunissant notamment Fendi, Loewe, Celine et Givenchy.

En janvier 2024, on annonçait déjà dans ces colonnes que Sidney Toledano quittait la présidence du LVMH Fashion Group. À l'époque, il passait le relais à l'un de ses compagnons de route au sein du groupe de Bernard Arnault, l'emblématique Michael Burke. Lequel, cinq mois plus tard, officialisait soudainement son départ (il a finalement été nommé en juillet dernier PDG de LVMH Amérique), tandis que Sidney Toledano réendossait son rôle à la tête de l'entité comptant Fendi, Loewe, Celine, Givenchy, Kenzo, Patou et Pucci. Or, ces dix-huit derniers mois, les plus importantes de ces maisons ont connu des changements de poids : chez Givenchy, la nomination de Sarah Burton en septembre 2024 ; chez Celine, le départ fracassant d'Hedi Slimane remplacé dans la foulée par Michael Rider en octobre 2024 ; chez Loewe, le transfert de Jonathan Anderson chez Dior auquel succédaient Jack McCollough et Lazaro Hernandez en mars 2025 ; le centenaire de Fendi célébré avec les adieux de Silvia Venturini Fendi et l'arrivée de Maria Grazia Chiuri le mois dernier...

C'est donc un tout nouveau visage qu'offre le LVMH Fashion Group à l'aube de 2026, et autant d'ambitions pour faire passer ces maisons au stade supérieur. Cette nouvelle étape est marquée par un changement de gouvernance de taille, puisque Sidney Toledano y cesse donc ses fonctions opérationnelles. Dans un communiqué envoyé ce 2 décembre, Bernard Arnault déclare ainsi : « Je tiens à remercier chaleureusement Sidney Toledano, à mes côtés depuis plus de trente ans, qui a

tion prendra effet le 1^{er} janvier 2026. « Je suis heureux de transmettre les rênes du Fashion Group à Pietro, c'est le bon timing et la bonne personne pour ce nouveau chapitre, confie Sidney Toledano. Je le connais depuis ses premières années chez LVMH. En 2017, je lui avais d'ailleurs déjà passé avec succès le flambeau chez Dior. Il est aujourd'hui ce dirigeant d'expérience, avec cette culture du groupe qu'on n'apprend dans aucune école, et cette compréhension du grand chef d'orchestre qu'est Bernard Arnault. Dans cette mission du Fashion Group, Pietro va faire profiter les CEO de sa vision et de son savoir-faire, il sait que chaque maison a sa singularité et il saura faire les bons choix en fonction des marques. Le rôle, c'est d'être un patron d'écure qui a une vision globale et un leadership, mais ce sont les PDG, les pilotes qui prennent les virages à pleine vitesse ou non ! »

Cette nomination est évidemment un message fort envoyé par Bernard Arnault, qui couronne la trajectoire exceptionnelle du patron italien ayant rejoint le groupe français en 2006, d'abord en tant que directeur marketing et communication de Louis Vuitton, avant d'être promu PDG de Fendi en 2012, de Christian Dior Couture en 2018, et donc de Louis Vuitton en 2023. Il conserve les rênes du malletier en plus de cumuler ces nouvelles responsabilités, et pourra compter sur le soutien de Damien Bertrand. Ce dernier, qui a dirigé avec réussite Loro Piana de 2021 à 2025 avant de passer la main à Frédéric Arnault et de rejoindre Pietro Beccari en tant que directeur général délégué de LV, devient, à l'occasion de ces changements, membre du comité exécutif de LVMH.

« Après une décennie à diriger intensément Dior (de 2018 à 2023, NDLR) et Louis Vuitton, je suis ravi que Pietro Beccari ait accepté de mettre ses qualités également au profit des maisons du LVMH Fashion Group, déclare Bernard Arnault. Pietro est un grand dirigeant et un talent unique doté d'une énergie sans limite. Il sait s'entourer de talents et les former afin de préparer l'avenir des maisons. À la tête de Louis Vuitton, il pourra s'appuyer davantage encore sur Damien Bertrand, dont la contribution a été significative ces derniers mois et rejoint désormais le comité exécutif du groupe. »

Actuellement en Corée pour l'ouverture d'un nouveau flagship du malletier, Pietro Beccari a tenu à commenter cette annonce au Figaro : « C'est un nouveau défi, même si ma mission principale, confiée il y a trois ans par M. Arnault, reste la maison mère (Louis Vuitton), nous explique le dirigeant. C'est un honneur de poursuivre le travail exceptionnel de Sidney, qui laisse le Fashion Group en plein renouveau créatif et managérial. Mon rôle aujourd'hui est d'apporter mon expérience et mon expertise à ces maisons qui ont un potentiel énorme. Et dans ces nouvelles responsabilités, je vais retrouver des compagnons d'aventure, des créatifs et des managers, croisés au cours des vingt dernières années passées chez LVMH. Notamment chez Fendi, que j'ai dirigé à la grande époque de Karl Lagerfeld et de Silvia Venturini Fendi et où je vais retrouver Ramon Ros, qui en a pris la tête cet été mais qui pilotait Louis Vuitton Chine auparavant, et Maria Grazia Chiuri, bien sûr, avec laquelle j'ai étroitement collaboré durant mes années chez Dior. »

Alors que les spéculations de toute sorte vont bon train quant à l'avenir de LVMH, cette nomination renforce la position de Pietro Beccari en son sein : « C'est un bon message envoyé par le



« Mon rôle aujourd'hui est d'apporter mon expérience et mon expertise à ces maisons qui ont un potentiel énorme », explique Pietro Beccari, nouveau président du LVMH Fashion Group.

JEAN-FRANÇOIS ROBERT / ANTHONY GHASSIA/GETTY IMAGES FOR CONDE NAST FRANCE VIA AFP



Pietro Beccari est aujourd'hui ce dirigeant d'expérience, avec cette culture du groupe qu'on n'apprend dans aucune école



Sidney Toledano
Conseiller spécial de Bernard Arnault

toujours su répondre présent, en toutes circonstances, avec détermination, talent et loyauté. Il demeure mon conseiller spécial. » Comme le principal intéressé le confirme au Figaro : « Ces 32 dernières années auprès de Bernard Arnault n'ont pas été du travail, mais une collaboration étroite. Il est important pour moi de rester aux côtés de la famille et du groupe. Vous savez comme j'aime ce métier et je déteste l'idée de retraite, je ne me vois pas passer mes journées au golf ! »

Cette figure majeure de l'industrie du luxe français qui a contribué à l'incroyable essor de LVMH depuis le début des années 1990 poursuit également ses activités auprès de la Fédération de la haute couture et de la mode, de l'IFM (Institut français de la mode) et de l'Institut Pasteur. Il consacrera toutefois ces quelques prochains mois à passer le témoin à Pietro Beccari, dont la nomina-

Saison 34
Observer & Transmettre le meilleur de la communication santé et médicale

Prix #FestiComSanté 2025

Prix #FestiComMed 2025

DÉCOUVREZ LES PALMARÈS 2025

GRANDS PRIX #FESTICOMSANTÉ

CAMPAGNE D'ATTRACTIVITÉ DES MÉTIERS DE LA PHARMACIE
CNOP - HAVAS LIFE PARIS

GRAND PRIX
PHARMACIEN, LE MOINS CONNU DES MÉTIERS CONNUS

HISTOIRE DE SEINS
MSD FRANCE
ADDITION AGENCY

GRAND PRIX
HISTOIRES DE SEINS

COUP DE CŒUR

JE COACHE MA RESPIRATION
SANOFI - LA PHRATRIE

COUP DE CŒUR
JE COACHE MA RESPIRATION

GRANDS PRIX #FESTICOMMED

GYROPHARE #SOIGNANTSGRANDECAUSE
SPS - L'INSTITUT POUR LA SANTÉ DES SOIGNANTS
AGENCE BÉNÉDICTE

GRAND PRIX
GYROPHARE

RETROUVEZ TOUS NOS LAURÉATS

EN SCANNANT LE QR CODE OU EN VOUS RENDANT SUR FESTIVALCOMMUNICATIONSANTE.FR

RETROUVEZ LES GRANDS MOMENTS DE CETTE 34^{ÈME} ÉDITION SUR LE SITE DU FESTIVAL

#FestiComSanté #FestiComMed @FestiComSanté / @NoelDominique / @EricPhelippeau

Antoine dans le rétro

Propos recueillis par Céline Fontana

Le documentaire « La Vie rêvée d'un enfant du rock » revient sur quatre décennies de divertissement à travers le portrait du fils de Georges de Caunes et Jacqueline Joubert.

Il présente « Super plan », une hebdo cinéma sur Canal+, dirige Vieux, journal trimestriel, a un projet comme réalisateur, un autre comme acteur, un livre en cours... Antoine de Caunes prend le temps de se poser pour évoquer *La Vie rêvée d'un enfant du rock*, documentaire pour Canal+ en quatre parties – la musique, la télé, le cinéma et sa vie personnelle. « Ce garçon charmant, élégant, en savait plus sur ma musique que moi-même », se souvient Bruce Springsteen, face caméra, à propos de sa rencontre avec Antoine de Caunes. Y a-t-il éloges plus flatteur que celui du « Boss » en personne ? Le premier volet de la série va faire des envieux. On y découvre le fils de Georges de Caunes et Jacqueline Joubert, à 25 ans, créant et animant en 1978 la première émission de rock sur Antenne 2. Pour « Chorus », il part dénicher des groupes à Londres et ramène dans ses valises les Ramones ou The Clash. L'aventure se poursuit avec « Rapido », « Les Enfants du rock »... De cette époque, il reste une empreinte durable. Pour preuve, les prestigieux intervenants, images d'archives ou

témoins : Paul McCartney, Iggy Pop, Damon Albarn, Jean-Louis Aubert...

LE FIGARO. – Pourquoi avoir accepté ce projet ?
ANTOINE DE CAUNES. – Ça m'a d'abord semblé une proposition hasardeuse, il y a un peu de présomption ! Mais l'idée était plus, à travers ma petite personne, de parler de quarante ans de divertissement à la télé, au cinéma et à la radio. Autrement dit, faire en creux le portrait d'une époque, d'une génération, voire deux.

Quand vous jetez un coup d'œil dans le rétro, ça ne vous fait pas prendre un coup de vieux ?
Je ne me préoccupe pas du tout de l'âge. Il est vrai qu'on a moins les moyens de ses ambitions, qu'on fatigue plus vite mais je me fiche de ce qui est passé. Les mauvais souvenirs sont partis à la trappe.

Le titre *La Vie rêvée d'un enfant du rock* vous convient-il ?
J'ai une vie rêvée car elle consiste à essayer de réaliser mes rêves ! Pouvoir



2025 AEDEN FILMS/CANAL+

« C'est sans doute ma méconnaissance de la télévision qui fait que je peux l'aborder à ma manière », déclare Antoine de Caunes.

écrire des livres, faire de la BD, de la fiction, jouer la comédie, faire une émission. Ce sont des petits rêves, pas des rêves qui transportent le monde, mais ils me permettent d'exister sereinement et de continuer à être curieux, enthousiaste.

Le documentaire revient sur votre période de dépression après « Le Grand Journal »... Ça reste vif ?
Non, c'est parti aussi. Pour autant qu'on se débarrasse une fois pour toutes d'une

dépression. Cela nous fait réaliser à quel point on est fragile. Mon déclencheur a été Springsteen une fois de plus. J'avais été frappé par la liberté et la transparence avec lequel il parlait de sa propre dépression. Elle le frappe au moment où il atteint une gloire incroyable. Ça fait remonter à la surface tous les dossiers pas réglés. On devient littéralement paralysé. J'ai suivi son exemple. Pour dédramatiser. Faire comprendre que ça arrive à tout le monde.

Quel est votre regard sur les grandes évolutions de la télé ?
Elle ne m'intéresse pas ! Je suis spectateur de séries, de documentaires, du

Tour de France, mais c'est tout. Ça m'amuse en revanche d'en faire. Et c'est sans doute ma méconnaissance de la télévision qui fait que je peux l'aborder à ma manière, sans me comparer ni me poser de question. Après, évidemment, internet a complètement changé la donne. Avec les réseaux, les plateformes, il y a tellement d'autres manières, supports, pour raconter des histoires. ■

« Antoine de Caunes : la vie rêvée d'un enfant du rock »
À 21 h 10, sur Canal+
Notre avis : ●●●○

Dans les Ardennes, David Hallyday traque un serial killer

Léna Lutaud

Dans ce rôle sur mesure, il incarne un psychiatre. L'artiste, qui a toujours privilégié la musique, se dit prêt à jouer davantage la comédie.

Dans les Ardennes, un serial killer kidnappe des femmes brunes, les marque au fer rouge du chiffre 2 et abandonne leur cadavre dans des sous-sols. La commissaire de police (Lubna Azabal) fait appel à un profiler (David Hallyday). Ce psychiatre est atypique. Il possède de belles voitures anciennes et habite avec une gouvernante dans un château. Lui aussi a ses petits secrets. Un escalier en colimaçon s'enfonce dans les murailles pour aboutir à ses quartiers secrets. Là, entouré d'écrans géants, il décrypte grâce à l'IA, un carnet rempli de nombres. Au vu des tueurs à gage qui rôdent, ce médecin a une double vie et pas des plus simples.

Réalisé par Josée Dayan, ce thriller avance tambour battant. Les mimiques et

les répliques sont parfois trop appuyées mais l'ensemble est efficace. La fin ouvre vers une suite. « Si les audiences sont bonnes, nous tournerons deux épisodes à la suite en mai prochain », explique David Hallyday qui a également signé la musique du générique. Deux ans après lui avoir demandé d'incarner un reporter dans *Capitaine Marleau*, la réalisatrice lui a écrit ce premier rôle sur mesure. « C'était grisant de partir d'une feuille blanche et j'adore travailler avec Josée Dayan. Elle travaille vite, toujours avec la même équipe et elle sait ce qu'elle veut », confie ce musicien fan de thrillers. Comme Johnny Hallyday, Sylvie Vartan et son beau-père Tony Scotti, David Hallyday est très cinéophile. « Petit, je me faufilais dans la salle de cinéma de mon père. À l'époque,

c'était une immense télévision avec un magnétoscope, se rappelle-t-il en riant. Les films étaient sur des cassettes appelées VHS. C'est comme ça que j'ai vu *Midnight Express* d'Alan Parker, *Phantom of the Paradise* de Brian De Palma et les films d'horreur de John Carpenter. »

Au sommet du top 50

Cours de batterie, de piano, de chant... à Beverly Hills où il a grandi, David Hallyday est vite repéré comme un mélodiste et un instrumentiste hors pair. À dix-sept ans, il caracole au sommet du top 50 américain et il est à l'affiche de tournées solo notamment au Japon. Il était parti pour devenir une rock star internationale, d'un plus grand niveau encore que ses célèbres parents. À 21 ans, Hollywood lui

offre un premier rôle au cinéma. Dans la lignée de *Footlose* et de *Flashdance*, *He's My Girl* est typique des années 1980, celles où MTV explose. « Deux amis du Missouri gagnent un concours musical mais pour avoir le droit de monter sur scène à Los Angeles, l'un d'eux va devoir se déguiser en femme », raconte-t-il. Ce film a très bien marché aux États-Unis. J'ai fait tous les talk-shows comme *Good Morning America* avec les *Jimmy Fallon* de l'époque. Les avant-premières en Europe comme en Australie sont des souvenirs dingues. »

L'année suivante, à 22 ans, il fonde une famille et sa carrière de comédien s'arrête net. « Être musicien a toujours primé. J'aime les enregistrements en studio et la scène est vitale pour moi. » Tandis que son cousin germain Michael Vartan, le neveu de

Sylvie, fait carrière à Hollywood (*Friends*, *Ally McBeal*, *Alias*) et se spécialise dans les comédies romantiques, David se limite à une apparition dans *Grosse fatigue* de Michel Blanc et à une autre dans *Hunger Games*. En 2020, il joue un tueur en série dans un court-métrage. Le pli est pris. Ses trois enfants sont grands. En musique, il est au sommet. Entre un album, une tournée et sa vie entre Londres, la Suisse et le Portugal, il peut consacrer un mois à un tournage et mener enfin une double carrière. « Je suis prêt. » Surtout si c'est avec une réalisatrice qu'il aime beaucoup comme Josée Dayan. ■

« Ardennes »
À 21 h 10, sur France 2
Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 7091

HORIZONTALEMENT

1. Commentaires durant la messe. – 2. Vacance professionnelle. – 3. Multiplet. Traverse le Tyrol. – 4. A un ton naturel. Le retour d'un homme engagé. – 5. Inverse du poise. Hôte de paille. – 6. Drame qui se joue. Animal politique ou roseau pensant. – 7. Passée au rouleau. – 8. Bosse à la main. – 9. Intrigant vénitien. Anima des Romains. – 10. En arc brisé. – 11. Il ne voudrait pas qu'on le sèvre de sa liqueur d'angélique. – 12. Gauche obsolette.

VERTICALEMENT

1. Repos de saison. – 2. Habitude de manger sur le pouce. – 3. Pieds joints. Pléthore de soldats. – 4. A des problèmes de décolage. Allemande qui fait souvent la foire. – 5. Bahut pro. Débarrassa la feuille de tabac de sa nervure centrale. La fin des combats. – 6. Coule en terre kazakhe. Fonction d'une étoile de mer. – 7. Penchant de travesti. Femme de pouvoir en Israël. – 8. Imitée bêtement. Service d'autel.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 7090

HORIZONTALEMENT 1. Sagacité. – 2. Orin. Gex. – 3. Utricule. – 4. Phasée. – 5. Cuver. CP. – 6. Oriental. – 7. Nia. Éole. – 8. Nets. Le. – 9. Enième. – 10. UNO. Orée. – 11. Sennilité. – 12. Essayées.

VERTICALEMENT 1. Soupçonneuse. – 2. Arthuriennes. – 3. Giravations. – 4. Anisée. Se. IA. – 5. Cérne. Moly. – 6. Igue. Tolerie. – 7. Tel. Calé. Été. – 8. Exemple. Fées.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



MOTS À CASER

RCH JEUX

Placez les mots de la liste dans la grille ci-dessous.

2 LETTRES

CL
ER
ET
IE
LU
SM
UT

3 LETTRES

ART
BAC
BTP

4 LETTRES

DEÇA
ÉCHU

5 LETTRES

AUTRE
GAUDE
LEVÉE

6 LETTRES

AVERSE
CANULE
EMPUSE
ÉRAFLÉ
ISOLAT
OINDRE

7 LETTRES

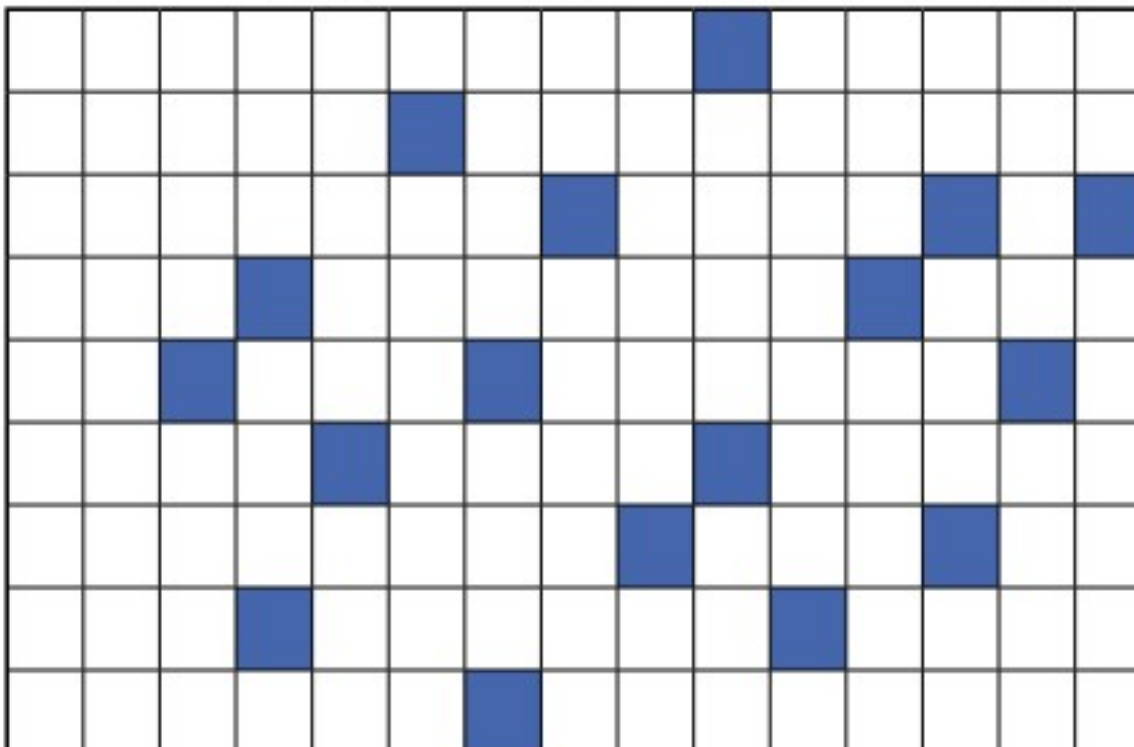
ACHEVER

8 LETTRES

ENROULÉ
ENTRAVÉ
GONELLE

9 LETTRES

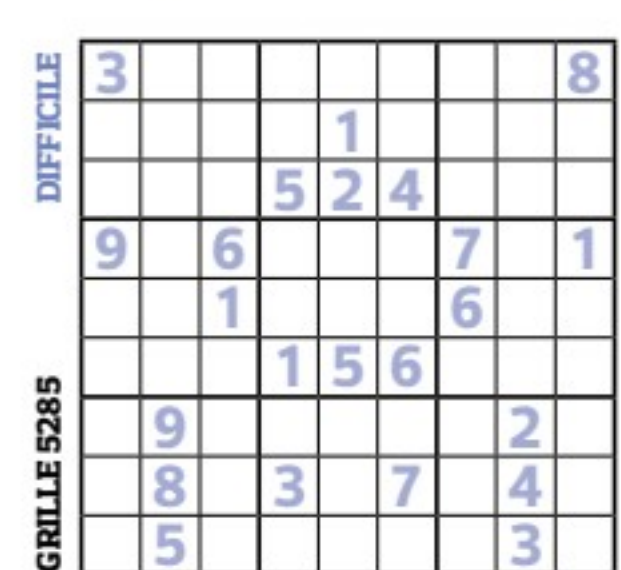
DÉCOLORER
IDÉOLOGIE
IRASCIBLE
REMPORTER



SUDOKU

RCH JEUX

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.





ÉPHÉMÉRIDE St-François-Xavier
Soleil : Lever 08h23 - Coucher 16h57 - Lune croissante



21.10
Will Trent
Série. Policière



EU. 2024. Saison 2. Avec Ramon Rodríguez. 2 épisodes. Inédit. Alors que les menaces à l'encontre d'Amanda s'intensifient, Will enquête et réduit la liste des suspects potentiels. Amanda doit faire face à son passé, tandis qu'Ormewood est en difficulté.

22.50 Esprits criminels : Evolution. Série. Policière. 2 épisodes.



21.09
Antoine de Caunes : la vie «rêvée» d'un enfant...



Documentaire

... du rock. Fra. 2025. Réal. : Bernard de Choisy, Yannick Salliet. 1h27. 2 épisodes. Antoine de Caunes se confie sur sa première vie cathodique, lorsqu'il popularisait les sons de la contre-culture.

22.36 Zion. Film. Thriller.



21.10
Ardennes
Série. Policière



Fra. 2025. Avec David Hallyday, Lubna Azabal. Toute âme a ses petits secrets. Inédit. Olivier Rimbaud, un psychiatre profiler, traque un tueur en série tout en cachant un lourd passé et une fausse identité, dont il tente de percer les secrets la nuit.

22.45 Sœurs, journal d'une reconstruction. Documentaire. Inédit.



21.00
Celle que vous croyez
Film. Drame



Blg/Fra. 2019. Réal. : Safy Nebbou. 1h35. Avec Juliette Binoche. Une femme d'une cinquantaine d'années se fait passer pour une femme de 24 ans et, à travers cet avatar, séduit le meilleur ami de son jeune amant.

22.35 Rainer Maria Rilke : La poésie dans la peau. Documentaire. Inédit.



21.10
Des racines et des ailes
Magazine



Prés. : Carole Gaessler. 2h10. En pays lyonnais. Inédit. À l'occasion de la Fête des Lumières, Carole Gaessler se rend à Lyon. Cet événement, né sur la colline de Fourvière en 1852, sublime le patrimoine de la ville grâce à des installations lumineuses d'artistes venus du monde entier.

23.20 Enquêtes de région. Magazine.



21.10
Scènes de ménages
Série. Humoristique



Fra. 2025. Avec Valérie Karsenti, Frédéric Boursat. La magie de Noël. Inédit. Pour Noël, plusieurs personnes vivent des aventures fantastiques : l'une percuta le Père Noël, un autre réveillonne avec son double enfant.

23.00 Scènes de ménages : un Noël complètement givré. Série.



12.00 Points de vue.
18.30 Le Buzz TV.
Marlène Schaff, prof dans «Star Academy» sur TF1. Interviewée par Sarah Lecœur et Damien Canivez.
19.00 Bienvenue en Île-de-France.

21.00



Divino inferno : et Rodin créa la porte de l'enfer

Documentaire.

22.30 Le Club Le Figaro Culture.
Jean-Christophe Buisson, avec Isabelle Schmitz, directrice adjointe du Figaro hors série, Éric Biétry-Rivière, du Figaro Magazine, et Bénédicte Bonnet Saint-Georges.

Pour regarder Le Figaro TV ?

Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box

SFR 194 | Orange 118
Free 203 | Bouygues 247

À LA DEMANDE

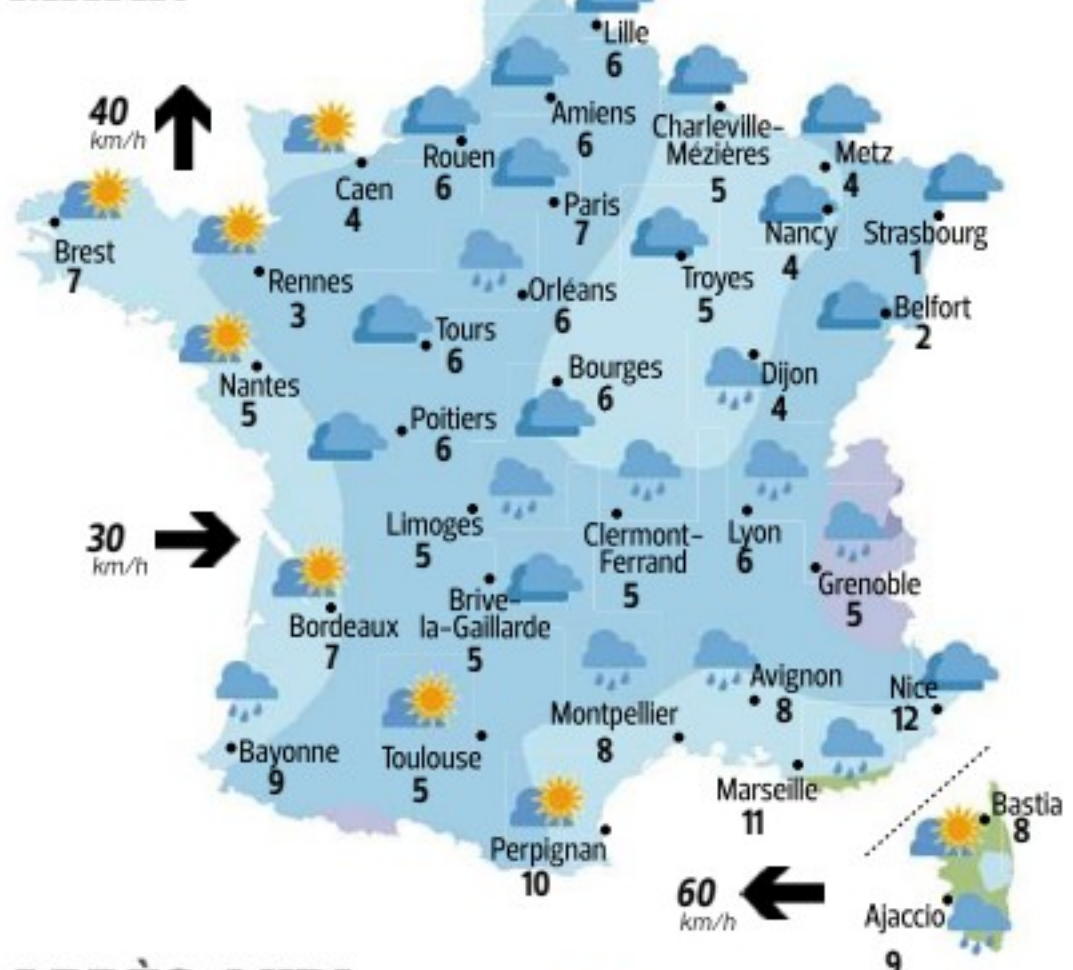


Les Folies fermières

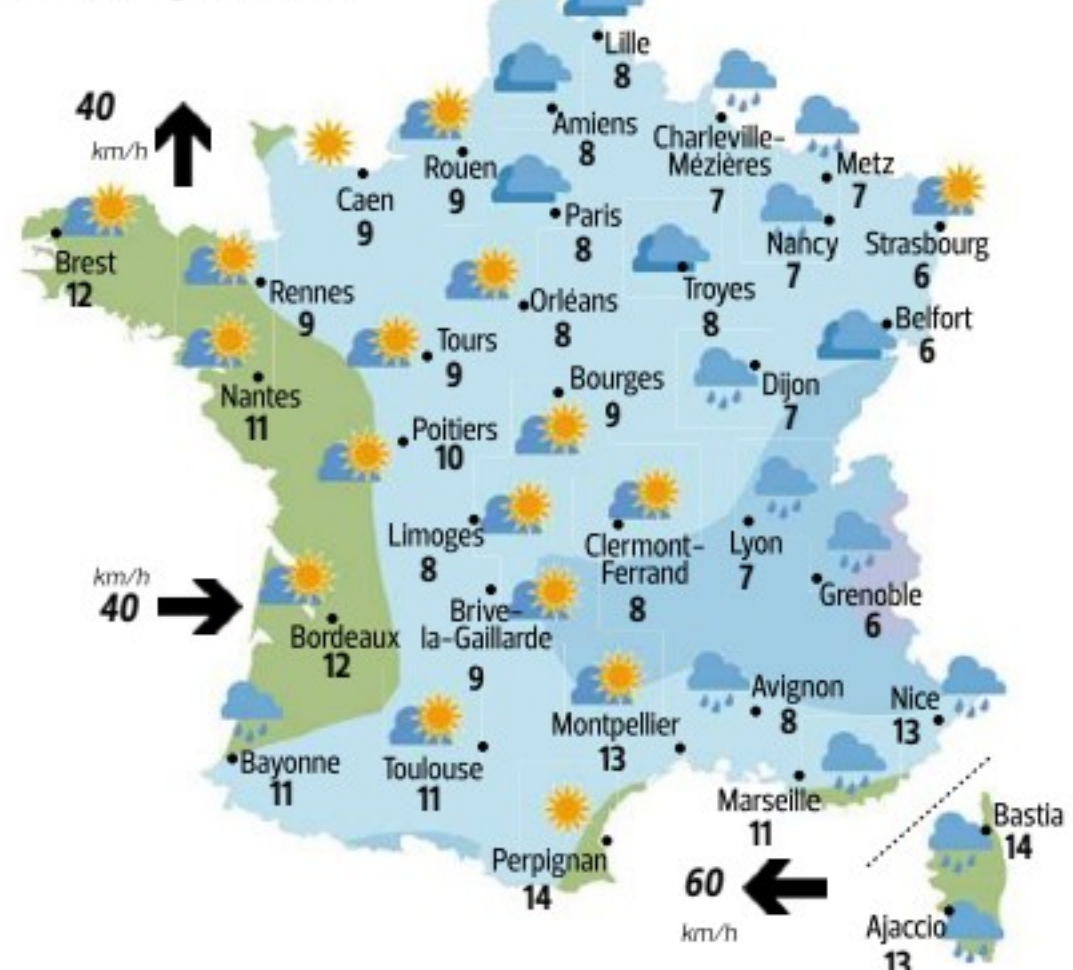


Mis au pied du mur par sa banque qui lui laisse deux mois pour redresser la situation de sa ferme laitière, un agriculteur du Cantal se lance dans un projet fantaisiste : monter un véritable cabaret sur son exploitation. Il s'attache les services d'une artiste de music-hall peu habituée aux réalités du monde rural mais conquise par sa sincérité. Inspirée de l'histoire vraie de David Caumette, cette comédie, qui débord de tons et de bienveillance, met en lumière quelques personnages originaux et pleins de vie. On se laisse cueillir en passant par la sincérité du regard qu'elle porte sur le monde paysan. Alban Ivanov et Sabrina Ouazani sont particulièrement touchants face à Michèle Bernier tout en tendresse bourru.

MATIN



APRÈS-MIDI



T (en °C) <10 à 0 0 à 10 10 à 20 20 à 30 30 à 40

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	12/14	AMSTERDAM	6/7	ATHÈNES	10/18
BARCELONE	8/15	BELGRADE	5/10	BERLIN	1/4
BERNE	1/6	BRUXELLES	7/8	BUDAPEST	2/6
COPENHAGUE	5/5	DUBLIN	6/9	LISBONNE	10/15
LONDRES	6/10	MADRID	2/9	PRAGUE	1/3
RABAT	14/17	ROME	6/14	TUNIS	8/17

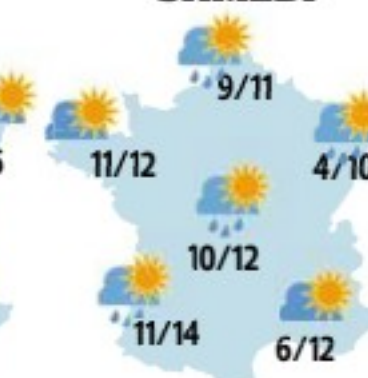
JEUDI



VENDREDI

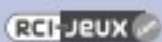


SAMEDI



la chaîne météo lachainemeteo.com
Par téléphone : 3201
LIVE 24/24
CANAL+ Sur L'APPLI GRATUITE La Chaîne Météo

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°4312



ESSUIE-PIEDS	ON LUI CONFIE SON COSTUME	IL SE FRAN-CHIT EN COURANT	CONFOR-TABLE À LONDRES	REJET D'UN ARBRE	ACTEUR FRANÇAIS	SE DÉPLACE D'UN POINT À UN AUTRE	AIRE DE PIQUE-NIQUE	ASSAINIR	EXCLA-MATION	LE DENTISTE VOUS Y REÇOIT	DOMAINE DU LARGE	TYPES DE MOTEURS
IL FILE SUR LA SEINE	LAMBINE	COMPLICE	GRAND-MÈRE		REGRET EXPRIME	SAISI AVEC POIGNE	DOTÉ DE VOILES	CITÉ DU PEROU	BREF SIF-FLEMENT	CARRÉ DE TERRAIN	COUPE AU PLUS COURT	IGLOO DE PIERRES DANS LE MIDI
DIAPRÉES				UNE VICTOIRE DE L'EM-PEREUR		ACCUEILLIS				ÔTE LES NAGEOIRES		
CRÈMES AU CARAMEL			ÉTUDE DES CHAM-PIGNONS	PROFILÉE		ÉCHAP-PATOIRES				ARME À FIL		
			APRÈS JE									OUVRIER SPECIALISÉ
FIGURE DE STYLE					A TOUJOURS LE MOT POUR RIRE	À REM-PLACER		ON Y MANGE ENTRE AMIS	FAIT UNE PERCEE			
FAIRE LES ONGLES					NATION	COUP AUX ECHECS			PRÉNOM			
					SE GONFLENT EN REGATE		À RECULONS (EN)					BONNE TÊTE POUR LA CUISINE
ROBE À DELHI			BELLES PÉRIODES		FLAIRE	FINESSE DE LYNX	ANTIQUE ORATEUR					
AXE DE ROUES			ANCIÈRE DE LA VACHE			EUT CHAUD		ESSAIES UNE NOU-VELLE FOIS				
				MÉDECIN QUI ENDORT								
CAVALIER			FIN DE VERBE									
AGACER		MÉ MORISÉ OU BLOQUE										
PRODIGIEU-SEMENT						SUR LA ROSE DES VENTS		QUI A SUBI DE VERTES REMON-TRANCES				
					QUI A BÉNÉFICIÉ D'UN SOUTIEN		IL TRAVAILLE SUR LA VOIE PUBLIQUE					

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

E	V	E	U	A	F	A	L	S	G	A	F	E
E	S	C	A	R	P	E	S	P	I	R	O	U
P	A	R	T	I	C	I	L	A	R	I	T	E
R	A	P	T	E	R	R	O	R	I	S	E	C
D	A	C	R	I	A	N	T	S	E	C	O	A
A	R	B	R	E	T	I	G	E	I	S	O	L
I	L	O	T	E	R	R	O	S	E	L	I	E
B	L	E	O	S	E	E	L	D	R	I	L	L
L	P	O	L	E	U	S	I	N	E	E	N	E
A	E	D	E	E	S	C	R	I	M	E	G	R

Nicolas Canteloup, toujours en selle



PAR
Sarah Lecœuvre

Imitateur le matin et cavalier l'après-midi, il a fait son retour à la radio, sur RMC, quatre ans après son départ d'Europe 1. Menant une vie monacale, pour pouvoir se dédier à sa passion du cheval, il envisage de créer sa propre école d'équitation.

Philippe Martinez, Rachida Dati, Éric Ciotti, Nicolas Sarkozy, Nadine Morano, François Hollande, Emmanuel Macron... Au fil des années, Nicolas Canteloup a accumulé tant de voix qu'il ne sait plus précisément combien il en imite. Plusieurs centaines, sans doute. Peut-être davantage. Peu importe. Ce qui le préoccupe aujourd'hui, c'est la voix de Jordan Bardella, l'une des rares de la nouvelle génération qui manque encore à son catalogue. « C'est une faute professionnelle de ne pas l'avoir », reconnaît-il sans détour lorsque nous le rencontrons début novembre.

Depuis un mois, l'imitateur a retrouvé la radio, cette fois sur RMC, aux côtés d'Apolline de Malherbe. À 8h50, il dis-

pose de sept minutes pour tourner l'actualité en dérision, parfois en présence de l'invité politique du jour. Un exercice qui amuse certains et rebute les plus susceptibles. Ce matin-là, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, interrogée juste avant, a préféré sécher. « Ils ont souvent poney », ironise-t-il. Pour d'autres, ce moment léger est devenu un outil de communication, une manière d'adoucir leur image. Nul doute que le président du Rassemblement national se prêterait au jeu lors d'un prochain passage.

D'où l'urgence pour Canteloup de s'y préparer. « Bardella est difficile parce qu'il a une voix très neutre », explique-t-il. « Mais je commence à trouver des pistes : une musicalité particulière, un ton pédagogique. Il prend de grandes respirations avant de parler et agite beaucoup les mains », décrit l'homme de 62 ans. « J'avais eu le même problème avec Ségolène Royal en 2007. Et puis un jour, c'est venu. »

À l'époque, il n'est sur la station au logo bleu que depuis un an. À l'antenne, Jean-Pierre Elkabbach lui passe le relais, et Canteloup se retrouve à livrer un billet d'humeur face aux invités chaque matin. L'effet est immédiat. Les responsables politiques rient de bon cœur, le public suit, les salles se remplissent. Sa notoriété s'installe et en 2011, TF1 le sollicite pour une pastille humoristique quotidienne après le « 20 Heures » (exercice qu'il continue de mener). Et c'est seulement en 2021, seize ans après son arrivée, qu'il quitte Europe 1. Un départ précipité par le changement de direction au sein de la station, désormais contrôlée par le groupe Bolloré. « On aurait bien continué. Il y avait la présidentielle l'année suivante, mais avec le changement de propriétaire, c'était normal que les choses bougent. » Il admet toutefois que la ligne nouvelle de la station l'aurait conduit, tôt ou tard, à partir. « Tout d'un coup, il y a eu quelque chose d'assumé sur une opinion, donc on ne savait pas trop à quelle



Nicolas Canteloup dispose de sept minutes, chaque matin, pour tourner l'actualité en dérision sur le plateau de RMC.

sauce on allait être mangés. Je ne sais pas si ça aurait tenu très longtemps. »

Cet épisode n'empêche pas Canteloup aujourd'hui d'écouter et regarder les chaînes du groupe Canal+, à l'instar de CNews, grâce à laquelle il a capté la voix de Pascal Praud, qu'il reproduit chaque semaine. Car, pour « attraper » une intonation, il regarde des heures durant toutes les chaînes info où les politiques de premier et second plans défilent. Peu après son réveil, à 5 heures, il lit la presse pour s'imprégner de l'actualité. Il teste ensuite ses trouvailles auprès de ses auteurs et de son entourage, des oreilles de confiance qui composent son laboratoire quotidien. D'un naturel discret, presque effacé loin des studios, il ne cesse de citer son équipe : Arnaud Demanche, Laurent Vassilian, ses auteurs en télé et radio, sans oublier son producteur, Jean-Marc Dumontet, figure incontournable du milieu parisien.

« C'est un travail collectif », répète-t-il souvent comme un mantra.

Parmi ses anciennes plumes, un certain Philippe Caverivière, aujourd'hui figure phare de RTL et de « Quelle époque ! » sur France 2. « Je suis triste : on a perdu un bon. L'école Canteloup », plaisante-t-il. « Ses textes sont ciselés. Au début, il envoyait dix balles : neuf finissaient dans le filet, mais celle qui passait était géniale. Et comme il est bosseur et très exigeant, il a vite compris où il fallait aller. »

« Quand vous ratez un sketch, vous pouvez ruminer toute la journée. Certains amis m'appellent quand ils se plantent et ressassent. Quand ça m'arrive, je pars faire un galop, et c'est fini »

Nicolas Canteloup Imitateur

L'école Canteloup trouve surtout sa source au Club Med. C'est là que Canteloup a rencontré Philippe Caverivière : lui était chef des sports d'un village et son futur auteur, moniteur de fitness. « Le Club, c'est l'un des rares endroits où on vous laisse prendre la parole, monter sur scène devant des centaines de personnes, alors que vous êtes gauche, maladroit et incompetent. Et les gens vous applaudissent quand même », résume-t-il. Après cette expérience, il monte à Paris et débute dans « Les Guignols de l'info » sur Canal+ aux côtés d'Yves Lecoq pour doubler les voix du sport principalement, de Fabien Barthé à Nelson Monfort. Puis rejoint le canapé rouge de Michel Drucker dans « Vivement dimanche » pour des interventions régulières.

Ils sont finalement peu sur la place de Paris à imiter, à l'exception de Marc-Antoine Le Bret, Patrick Sébastien ou encore Michaël Gregorio. Durant ses années à Europe 1, Canteloup est d'ailleurs souvent comparé à son homologue de RTL, Laurent Gerra, qui officie à la même heure. Une rivalité fabriquée de toutes pièces, selon ce dernier. « Les médias

ont monté cette guéguerre, nous a récemment confié l'humoriste. On ne se connaît pas beaucoup avec Nicolas, on s'est croisés deux fois. Je n'ai pas fait ce métier pour la compétition et il y a de la place pour tout le monde », tranche l'autre vedette des ondes.

Il faut dire que les deux hommes sont aux antipodes l'un de l'autre. Gerra, bon vivant, toujours partant pour un diner tardif dans un bouchon lyonnais ; Canteloup, silhouette longiligne (1,85 m pour 69 kg, selon nos confrères de L'Équipe), ne prend qu'un seul repas par jour, le dîner, et se couche aux alentours de 21 heures. Un mode de vie quasi monacale. « Les kilos sont les ennemis des chevaux », complète l'intéressée.

Car l'autre passion de Canteloup, la première, c'est le cheval. Il vit d'ailleurs dans une écurie, à Maisons-Laffitte (Yvelines), avec ses trois montures : Cerrutti, Gueule d'Amour et Hidalgo. Il les monte chaque jour, qu'il pleuve, vente ou neige. « Je suis comme un Indien, un vrai monsieur météo », explique celui qui emmène même ses chevaux en vacances, en Angleterre cet été. Instructeur, il forme les moniteurs et nourrit désormais un projet : créer sa propre école d'équitation. Il a d'ailleurs appris à ses quatre enfants à monter. L'aînée, Anouk, 25 ans, cavalière professionnelle, vise les JO de Los Angeles 2028.

L'équilibre est un mot qui revient souvent chez Canteloup. C'est ce que lui procure sa double vie, entre le monde des médias et l'équitation. « Je me suis rendu compte que c'était une chance. Être sous les projecteurs, ce n'est pas naturel et finalement très éphémère. Quand vous ratez un sketch, vous pouvez ruminer toute la journée. Certains amis m'appellent quand ils se plantent et ressassent. Quand ça m'arrive, je pars faire un galop, et c'est fini. »

Cette autre activité lui apporte surtout de la liberté. Canteloup ne nourrit pas une peur du lendemain. « Le jour où ça s'arrêtera, je sais ce que je ferai. » Mais la retraite médiatique n'est pas encore pour tout de suite, puisqu'il a d'ores et déjà signé pour deux saisons de « C'est Canteloup » sur TF1 et RMC, autrement dit jusqu'à la présidentielle. Ses JO à lui. ■



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Label (la-be-l) n. m.
Étiquette d'éthique.

Emmanuel Macron a relancé dans la presse régionale l'idée d'un label certifiant la qualité d'une information.

Le mot vient de l'ancien français *label* ou *lambel* qui désigne un ruban servant de frange ; un label mettrait la liberté d'expression en lambeau, pensent aussitôt les adversaires de cette initiative.

Si label il y avait, demain il y aurait la bonne information - qui serait en l'occurrence la belle - et l'autre.

Qui l'octroierait ? On imagine les délibérations laborieuses des préposés au label. Surtout s'il y a en leur sein des personnes labiles : sujettes aux variations.

Label Labiche, à n'en pas douter.

Le président de la République veut susciter une réflexion sur la fiabilité de l'information. La belle intention, de celles dont l'enfer est pavé.

Car elle risque de déboucher sur une usine à gaz : un labyrinthe obscur, et à n'en pas douter, sans issue. Pire, à l'idée d'un label disant le beau et le bien, les citoyens pourraient bien désertier une information qu'ils jugeraient tendancieuse : ce qui s'appelle se faire la belle. ■

Gala & undiz

COOL LINGERIE.

DEMAIN EN KIOSQUE



3 CHOUCHOUS AU CHOIX
AVEC VOTRE MAGAZINE

Gala

4,50 €* • EN VENTE DEMAIN CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

*Gala (3,50€) + Le chouchou Undiz (1€) pour un total de 4,50€

LE FIGAROplus

Vin



ANNE EMMANUELLE THION : ALEXANDRE MARCHI/PHOTOGRAPHY/LEST REPUBLICAINMAXPPP

Champagne: le choix des sommeliers

Sommaire

- 38 PASCALINE LEPELTIER**
Chambers (New York)
- 39 XAVIER THUIZAT**
L'Écrin*, Hôtel de Crillon (Paris)
- 40 PAZ LEVINSON**
La Dame de Pic*, Maison Pic (Paris)
- 42 BERNARD NEVEU**
Louis XV*** Groupe Ducasse (Paris)
- 44 MAGALI DELALEX**
La Table de l'Ours*, Barmes de l'Ours (Val d'Isère)
- 45 GAËTAN LACOSTE**
Le Gabriel***, La Réserve (Paris)
- 46 GABRIELE DEL CARLO**
Il Carpaccio*, Royal Monceau Raffles (Paris)
- 47 FLORENT LEVY BENCHETON**
Le Parc**, Domaine Les Crayères (Reims)
- 48 EMMANUEL CADIEU**
Plénitude***, Hôtel Cheval Blanc (Paris)
- 49 GAYLORD GOULETTE**
Le Coquillage***, Maisons de Bricourt
au Château Richeux (Cancalle)



50 LES 40 COUPS DE CŒUR DU FIGARO VIN

Champagnes de prestige et de vignerons

Dossier coordonné par **Stéphane Reynaud**
réalisé par **Isabelle Spaak** avec **Béatrice Delamotte**.
Dégustation: **Ella Lister, Martin Lemaire,**
Frédéric Durand-Bazin et Alicia Dorey

abyss
Millésime 2018
BRUT NATURE

CHAMPAGNE
**LECLERC
BRIANT**
Epernay, France

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

monalisa.fr

Pascaline Lepeltier

« Les champagnes suscitent une réflexion philosophique »

Propos recueillis par **Isabelle Spaak**

Chez Chambers, à New York, la meilleure sommelière de France renouvelle l'art de la dégustation en vue du concours international de sa profession en 2026, où elle représentera notre pays.

Il sont dix. Dix professionnels venus d'horizons différents. Une Angevine, un Bourguignon, une Argentine, un Rochelais, une Savoyarde, un Basque, un Toscan, un Montlhérien, un Rennais, un Sarthois. Tous tombés amoureux de la Champagne, de ses grandes maisons historiques, de ses vigneron authentiques et de cette nouvelle génération qui produit des cuvées parcelles sur des microdomaines. Autant de styles de cuvées que de profils de vignerons. De même pour les sommeliers. Parfois autodidactes, parfois philosophes, toujours passionnés. Familiers des tables étoilées pour lesquelles ils composent des accords mets et vins époustouflants.

Mais s'ils sont les visages contemporains de la sommellerie, s'ils portent les vins de champagne au pinacle, s'accordant tous sur le dynamisme de cette appellation encensée dans le monde entier, ce sont eux aussi qui ont élargi le spectre des bulles champenoises pour les imposer sur la table.

Les bulles sont festives, certes. Elles sont de toutes les célébrations, elles contribuent à enchanter la vie quand celle-ci a décidé de nous enchanter, elles illuminent un moment entre amis, une fête familiale, stimulent nos cinq sens, la vue, l'ouïe, l'odorat, le toucher et, bien sûr, le goût. Mais elles ont aussi, et de plus en plus, le don de sublimer un repas.

Ainsi, en cette fin d'année, *Le Figaro* a choisi de mettre en lumière une profession qui œuvre avec enthousiasme à promouvoir un savoir-faire patrimonial. Celui de marier, pour notre plus grand plaisir, l'effervescence champenoise à la haute gastronomie.

Pour inaugurer cette série de dix portraits, où chaque sommelier se raconte et partage ses coups de cœur, la sommelière ligérienne et philosophe Pascaline Lepeltier était une évidence.

Première femme lauréate des concours nationaux de meilleure ouvrière et meilleure sommelière de France en 2018, auteur d'un livre de référence, *Mille vignes. Penser le vin de demain* (Hachette vins, 2022), adepte de vins naturels qu'elle met à l'honneur dans son restaurant, Chambers, à New York, Pascaline Lepeltier représente aussi, et pour la seconde fois, la France au concours international de meilleur sommelier du monde 2026.

Un honneur pour lequel la spécialiste du philosophe français Henri Bergson (1859-1941), travaille d'arrache-pied. Non seulement pour trouver l'accord et le mot juste qui portera le vin mais aussi pour faire vivre une nouvelle approche de la dégustation. Un partage qui passe par l'émotion. À l'image de cette gorgée de Château Yquem 1937 qu'elle a bue à la fin de son stage de DESS chez Potel et Chabot. Un verre qui l'a transporté au point de changer son destin. « J'étais en train de vivre ce que Platon avait décrété être le sentiment philosophique originel, l'émerveillement », écrivait-elle dans *Mille vignes*. Depuis, la ferveur de littérature et de philosophie a expérimenté « une autre façon de voir le monde ». Une nouvelle vie où « la vigne et les vignobles s'imposèrent » à elle. Parmi lesquels les crus champenois occupent une place de choix.

LE FIGARO. - Vous êtes une spécialiste d'Henri Bergson, philosophe de « l'élan vital ». Ce qui signifie, pour schématiser, que chaque instant est nouveau, imprévisible et jamais strictement duplicable. Peut-on faire un rapprochement avec le champagne ? PASCALINE LEPELTIER. - Les bulles et Bergson ? Ah bonne question. Je n'avais jamais fait le lien. De mémoire, il n'y a pas pensé. Mais, ce sont des vins tellement complexes qu'ils suscitent forcément une réflexion philosophique : le parcours de la bulle, l'évanescence, la disparition, la réapparition, presque l'éternel retour.

« Le champagne reflète le savoir-faire de l'homme qui n'est rien sans les phénomènes naturels qui l'accompagnent »

Pascaline Lepeltier

Le champagne est un vin qui fait penser ?

Absolument. Il est très culturel. Vous savez, dans la réflexion que je mène depuis longtemps sur la vigne et le vin, j'essaie de dépasser le débat nature et culture. Et le champagne dépasse ce débat. Car, il reflète le savoir-faire de l'homme qui n'est rien sans les phénomènes naturels qui l'accompagnent. C'est un vin hypertechnique, qui subit énormément de transformations mais en même temps - car il est très bien fait - il touche au fondamental. C'est-à-dire qu'il reflète l'endroit d'où il vient. Ce retour du vivant stabilisé dans le minéral, est fascinant. Il y a vraiment de quoi méditer avec le champagne.

Il fait plus réfléchir qu'un vin tranquille ?

D'une certaine façon, oui, car il est encore plus transcendé par ses deux métamorphoses fermentaires et l'inté-



Pascaline Lepeltier a obtenu, en 2018, le titre de meilleur ouvrier de France dans la catégorie sommellerie et celui de meilleur sommelier de France.

gration de l'air - l'oxygène et le gaz carbonique - dans la production. C'est une boisson qui fait réfléchir sans qu'on ait envie de l'analyser. Il fait partie de cette catégorie des grands vins de double fermentation, à l'image des vins de voile et les très grands liquoreux.

Deux métamorphoses fermentaires plus la bulle...

Oui, et une bulle qui vous emmène encore ailleurs. J'ai eu l'occasion de rencontrer pour la première fois cette année le scientifique Gérard Liger Belair. Sa réflexion sur les processus physico-chimiques sur l'effervescence est passionnante. Le champagne est un vin remarquable et finalement relativement jeune dans l'histoire du vin car il n'a même pas 300 ans.

Ses 3 coups de cœur

■ **Marie & Olivier Horiot**
« À Riceys, sur le territoire de la Côte des Bar, des vins de terroirs parcelles incroyables, élégants, posés, à des prix très abordables. Olivier est l'un des premiers à réintroduire des vieilles variétés de cépages. Notamment, de l'arbanne dans son entrée de gamme 5 Sens Brut Nature. Une cuvée vineuse en biodynamie que j'ai mariée avec des crabes « soft-shells » (crabes à la carapace molle) cuisinés en tempura. C'était énorme. »
Cuvée 5 sens 2018 Brut Nature, 82€, mundovin.com

■ **Élise Bougy**
Installée sur les 3 hectares repris de sa grand-mère, du côté du Mont-Chainqueux « où elle fait de superbes pinots meuniers aériens, délicats mais aussi dans la côte des Blancs où elle produit de très beaux chardonnay au Mesnil-sur-Oger. Tout est bio, éclatant, ciselé, diamantaire avec un très beau travail sur le vin clair qui apporte de la densité en bouche. Trois ans d'élevage, très peu de dosage. Un éclat floral, un peu feuille de figues, sur le citronné. Idéal avec la sucrosité des crevettes grises et un riz japonica avec un peu d'algues et un beurre monté. »
Cuvée Chétillon de Haut, 104,95€, plus-de-bulles.com

■ **Benoît Lahaye**
Sur 5 hectares à Ambonay, « un champagne un peu plus dense. Probablement, le plus éclatant. Un peu plus large d'épaules. Le brut naturel se trouve facilement, j'en ai toujours dans mon frigo. Mais il y a aussi le Jardin de la Grosse Pierre, un grand cru de Bougy sur l'un des plus vieux parcelles de la Champagne. Magique. »
Cuvée Le Jardin de la Grosse Pierre Brut nature, 111€, mundovin.com



Pascaline Lepeltier a inscrit 3 000 références sur la carte des vins du Chambers, à New York, aux États-Unis.

Pour revenir à la dégustation proprement dite, votre carte des vins chez Chambers à New York compte 3 000 références parmi lesquelles 10 % de champagnes. En grande partie des productions de vignerons, en bio ou biodynamie. C'est impressionnant. On aime beaucoup la Champagne, nous proposons de nombreux co-terroirs-champenois et nous en vendons énormément. Nous avons 300 étiquettes en cave et la carte tourne très souvent parce que nous aimons la diversité. Cette région est pleine de découvertes. Il y a 1 milliard de choses qui s'y passent.

« Il est rare que tous les convives d'une table de quatre aient les mêmes goûts. Je les amène chacun à me dire ce qu'ils aiment, à exprimer peut-être des sensations qu'ils n'ont pas l'habitude de verbaliser »

Les New-Yorkais sont amateurs ? La Champagne fait partie des régions qui vont très bien. On en vend tout le temps, tous les soirs. Alors que, depuis que nous avons rouvert Chambers il y a trois ans (anciennement Racine, NDLR), je pensais que la demande s'orienterait plutôt – pour des questions de prix ou de rajeunissement de clientèle – vers les pétillants naturels ou vers des bulles en méthode traditionnelle provenant d'autres régions. Et finalement, pas du tout. On ne vend quasiment que de la Champagne, à table et au verre.

Pour accompagner le repas également ? Absolument. Bien sûr, nous changeons d'étiquette tous les quinze jours pour notre proposition au verre. Mais chez nous, la clientèle boit vraiment le champagne à table. On a des « fous » qui veulent explorer tous les pinots meuniers, des clients qui viennent plusieurs fois par mois et qui veulent goûter des champagnes différents, des vrais amateurs qui prennent plusieurs bouteilles sur le menu ou qui y reviennent en fin de repas.

Un engouement qui touche toutes les classes d'âge ? Étonnamment, oui. Je pense que c'est dû au dynamisme de la région. D'un point de vue économique, elle se porte plutôt mieux par rapport à d'autres appellations – même si ce n'est pas la panacée. Les vignerons peuvent donc se permettre, malgré tout, d'explorer, d'essayer. Certains jeunes reprennent des domaines et se disent : « On met 5 % de notre production sous notre nom, le reste, on continue à le vendre. » La Champagne permet ça, car elle a réussi à valoriser sa marque d'une façon incroyablement forte à l'international tout en limitant son expansion. La Champagne est riche d'ambassadeurs très en vue et propose une gamme à tous les niveaux de prix. C'est un produit unique et préservé.

Construire un menu 100 % champagne ou l'organiser en fonction d'une cuvée en particulier, cela vous arrive ? Absolument. Hier encore, un amateur voulait boire telle bouteille et il m'a demandé quel plat choisir. Mais sur le principe des accords mets et vins, j'ai beaucoup changé. Je travaille avec mon chef, de façon à pouvoir marier chaque plat avec un champagne, un blanc, un rouge. Car mon but consiste à ce que la clientèle boive du vin. Et comme il est rare que tous les convives d'une table de quatre aient les mêmes goûts, je les amène chacun à me dire ce qu'ils aiment, à exprimer peut-être des sensations qu'ils n'ont pas l'habitude de verbaliser. En fonction du type de champagne qu'ils aiment – vieux, aérien, dense, aromatique, un peu brioché –, à moi de trouver la bouteille qui va marcher. Cette nouvelle approche de la dégustation s'appuie sur l'intuition, sur la connexion entre l'esprit, le corps et le vin.

C'est donc moins un accord mets et plats que vin et personne ? Chez Chambers, je travaille sur une cuisine entre la bistronomie et l'étoilé, qui permet énormément d'accords. Mon boulot consiste surtout à trouver le vin qui corresponde à une personne – est-elle dans le contexte d'une conversation inconfortable avec son invité ? S'agit-il d'une célébration ? Est-elle de bonne humeur ? Un peu moins ? – pour lui proposer le bon flacon sur le bon plat. Il faut savoir s'effacer ou magnifier le moment. ■

Xavier Thuizat

« Le champagne permet des accords pleins de panache »

Béatrice Delamotte

Au Crillon, le meilleur sommelier de France 2022 et meilleur ouvrier de France en sommellerie 2023, ose des rencontres inattendues. Y compris avec le chocolat.

Dès ses premiers instants, Xavier Thuizat était prédestiné à travailler dans l'univers du vin puisqu'il est né aux Hospices de Beaune. Ce qui explique sans doute son attachement tout particulier à la Bourgogne, où il a grandi, et où sa passion pour le vin s'est révélée à l'adolescence. Dans les rues de Pommard, où il habitait alors, il prend conscience un jour de septembre de l'odeur de fermentation qui flottait dans l'air. « Des copains de classe, fils de vignerons, m'ont expliqué le changement du raisin en vin et cela m'a bouleversé, explique le sommelier de l'Hôtel de Crillon. Je ne comprenais pas pourquoi le cidre sent la pomme, le poiré la poire alors que le vin ne sent pas le raisin, mais bien d'autres arômes. » C'est pour cette unique raison qu'il a décidé de faire ce métier. Côté table, ses souvenirs sont bien présents également, à

« Les vins n'ont jamais été aussi bons, grâce à une technique à son apogée. Contrairement à ce qu'on peut penser, nous sommes au sommet de notre art et c'est notre rôle de sommelier de le faire savoir »

Xavier Thuizat

l'exemple des endives au jambon que sa grand-mère préparait tous les mercredis, ou encore la pompe aux grattons (une brioche fourrée aux grattons, spécialité du Bourbonnais, NDLR), chère à son père originaire d'Auvergne. Mais son premier souvenir gastronomique reste lié à son dix-huitième anniversaire fêté chez Georges Blanc autour d'une poularde de Bresse « comme au G7 » et d'un flacon de chassagne-montrachet.

Un événement gourmand qui explique peut-être en partie son goût pour la

cuisine traditionnelle, « loin des expérimentations moléculaires qui nous éloignent de la gastronomie, explique Xavier Thuizat. J'ai commencé chez Bernard Loiseau qui élaborait des assiettes avec trois ingrédients maximum et rendait la cuisine très lisible. Il a sans doute fallu en passer par là pour que les chefs reviennent à une cuisine plus honnête. » Un hommage au produit, en limitant les interventions, à l'instar de ce que peuvent faire les Japonais. « Ils sont sans égal sur le sujet et sont capables de magnifier un poisson d'exception d'un simple coup de couteau. »

Un retour à une certaine simplicité se retrouve également dans l'univers du vin, reconnaît Xavier Thuizat. « On revient aux fondamentaux avec des cuvées plus digestes et élégantes et la fin du boisé à tout crin. Les grands sont la pure expression du terroir. » Et le sommelier se fait dithyrambique sur la viticulture actuelle : « les vins n'ont jamais été aussi bons grâce à une technique à son apogée. Contrairement à ce qu'on peut penser, nous sommes au sommet de notre art et c'est notre rôle de sommelier de le faire savoir. »

Si sa région d'origine, la Bourgogne, reste d'une infinie complexité même pour celui qui a remporté le concours de meilleur sommelier de France en 2022 avant de décrocher le titre de Meilleur ouvrier de France en sommellerie l'année suivante, l'émerveillement devant les subtilités des terroirs reste intacte. « La Bourgogne demeure un mystère parmi les vignobles français. Il me faudra une vie pour tout apprendre et tout comprendre. Je reste stupéfait que les moines aient réussi à hiérarchiser le vignoble il y a 900 ans sans outil de mesure. Cela restera une énigme à jamais et une fascination. » Et cet émerveillement, Xavier Thuizat le retrouve un peu en Champagne. « La vérité est dans la nature. Pour qu'elle brille, il faut qu'elle s'élève et qu'il y ait de la lumière. Le champagne permet des accords rafraîchissants, désaltérants, avec du panache. Le petit zeste d'agrumes des blancs de blancs qui réveille le palais, la bulle très fine qui apporte de l'éclat. Ou un blanc de noirs qui amène une pulsa-



« Je ne comprenais pas pourquoi le cidre sent la pomme, le poiré la poire alors que le vin ne sent pas le raisin, mais bien d'autres arômes », confie Xavier Thuizat.

LAURENT LUXENBERG

Ses 3 coups de cœur

■ **Élise Dechannes Champagne** Diplômée de l'École supérieure de commerce de Reims, Élise Dechannes a eu une première vie dans le secteur bancaire avant de reprendre le domaine familial aux Riceys. Son rosé de saignée, 100 % pinot noir, a séduit Xavier Thuizat par « sa pureté, son élégance et sa sensibilité incroyables » qu'il associerait avec une entrée originale : « un assemblage de betterave et de framboise, relevé par une feuille de menthe pour booster l'ensemble et créer un lien autour de la finesse de la bulle. » Cuvée Essentielle Extra Brut, NM, Domaine Dechannes, 51 €, lescavesdetaillevent.com

■ **Champagne Henri Giraud** Installé à Ay, le domaine fait la part belle aux pinots noirs élégants et profonds qui composent des champagnes vigneux, délicatement patinés. La cuvée PR 90/20 est issue d'une réserve perpétuelle commencée en 1990 jusqu'en 2020. « L'assemblage en solera apporte de la complexité et de l'éclat à un vin dense, profond et complexe, associé au bois issu de la forêt d'Argonne. » Le parfait accord ? Un tronçon de bar rôti, avec une sauce crémée aux giroles qui rappellera le côté terreux de la solera. Cuvée PR 90/20, Domaine Henri Giraud (Coffret), 188 €, la-champagnerie.com

■ **Laurent-Perrier** L'assemblage de trois millésimes (2006, 2004 et 2002) autour du chardonnay « sert de signature à un champagne complexe et noble qui ne tombe pas dans l'opulence, mais reste brillantissime ». Cette cuvée, qui doit son nom au général de Gaulle, se mariera admirablement avec un ris de veau croustillant accompagné d'une mousseline de légumes racines et de quelques chips de topinambour. « L'accord sera merveilleux entre le fondant du ris et le côté torréfié du champagne. » Grand Siècle Itération 23, 639 €, (150 cl Coffret) plus-de-bulles.com, Laurent-Perrier.com



L'Écrin, le restaurant gastronomique de l'Hôtel de Crillon, à Paris. LAURENT LUXENBERG

Paz Levinson

« La Champagne est certainement la région viticole qui bouge le plus »

Béatrice Delamotte

Passionnée de voyages, la chef sommelière de la Maison Pic, en France et à l'international, reste fidèle à sa mémoire olfactive, nourrie de ses souvenirs d'enfance en Argentine.

Née à Bariloche en Patagonie argentine, Paz Levinson a gardé de son enfance dans les montagnes des goûts et des odeurs très marquées, avec des étés qui embaument la lavande, un parfum que l'on n'associe pourtant pas spontanément au pays. « Les étés sont très chauds et il y avait une entreprise qui produisait de l'huile de lavande dans ma ville. Elle n'existe plus aujourd'hui, mais je me souviens qu'on pouvait y déguster des scones », se souvient la jeune femme avec gourmandise. Autre souvenir marquant, les fruits rouges qui poussaient largement, surtout les framboises qu'elle chipait dans le jardin. Et lors des vacances estivales, c'est un autre parfum qui a marqué sa mémoire olfactive, celle de la verveine qui poussait dans la campagne de Buenos Aires où elle séjournait. « Chaque jour, après le déjeuner, on en buvait une infusion. Ces trois parfums restent très présents dans mon esprit et me ramènent toujours à l'enfance. » Autant de souvenirs qui ont marqué sa mémoire. Ils lui ont permis, lors de ses études de sommellerie à Buenos-Aires, de se démarquer de ses camarades. Et elle les recherche toujours.

« Je suis passionnée par les parfums et les arômes comestibles. C'est sans doute pour ça que j'adore les eaux-de-vie qui me transportent. Comme des parfums très concentrés, il suffit d'en mettre une goutte pour en apprécier toute la subtilité et l'intensité »

Paz Levinson

« Avec Anne-Sophie Pic, on travaille beaucoup sur les parfums et les aromatiques. Pour toutes les combinaisons, j'utilise cette mémoire olfactive ; cet univers me fascine », explique la cheffe sommelière de Maison Pic, qui navigue entre les adresses de la chef aux dix étoiles : Paris, Valence, Londres et Lausanne, Hong Kong et Dubaï. Dans la cuisine d'Anne-Sophie Pic, Paz Levinson retrouve les produits de son enfance, comme la framboise associée à un café d'Éthiopie dans un dessert emblématique ou l'intégration d'une goutte d'essence de lavande dans un cocktail d'été, tout comme la verveine. « Je suis passionnée par les parfums et les arômes comestibles. C'est sans doute pour ça que j'adore les eaux-de-vie qui me transportent. Comme des parfums très concentrés, il suffit d'en mettre une goutte pour en apprécier toute la subtilité et l'intensité. »

Grande voyageuse, Paz Levinson puise son inspiration lors de ses déplacements. Enthousiasmée par un récent périple au Pérou, elle a pu tester une cuisine de lieu en fonction de différentes altitudes,

une expérience qui l'a marquée. Mais dans la cuisine française, ce sont surtout les sauces qui la fascinent. « J'ai envie de les boire ! J'utilise parfois des extractions ou des bouillons dans des cocktails entre gastronomie et sommellerie. Un bouillon bien aromatisé est comme un thé salé, à l'image du dashi qui permet de lier culture japonaise et européenne. »

Depuis sept ans qu'elle travaille aux côtés d'Anne-Sophie Pic, Paz Levinson est toujours portée par sa cuisine, la profondeur des goûts qui lui inspirent des accords, notamment avec les champagnes. « Plus on fait de repas uniquement sur ce thème, plus leur force et les nuances qu'ils apportent, surtout lorsqu'ils sont vieillis, vous entraînent dans une dimension incon nue. » Dans ce registre, l'automne et l'hiver se prêtent particulièrement bien aux champagnes âgés grâce à leurs arômes tertiaires et leur profondeur remarquables. « Les meilleurs accords de ma vie furent autour d'un champagne », reconnaît même Paz Levinson qui savoure sa chance de pouvoir travailler avec de grandes maisons et de vieux millésimes. « D'habitude, je n'aime pas les champagnes secs avec le dessert, mais je me souviens d'une assiette avec de la noix et du vin jaune qui se mariait admirablement avec un Krug 1982. Une des plus belles expériences que j'ai vécues ! » Autre accord à son panthéon, le bar de ligne au caviar, plat emblématique de la Maison. Lorsque la cheffe sommelière est arrivée, il était servi avec un chassagne-montrachet. « Pour moi, sur ce plat délicat, entre la texture du poisson et la salinité du caviar, un blanc de blancs s'est imposé, un champagne Delamotte. J'ai aussi le souvenir d'un vin luxueux, un Salon 1997 dégorgé en 2020. Il avait une fraîcheur et une jeunesse qui portait le plat. »

Dans ses accords, Paz Levinson ne cherche pas à proposer systématiquement un champagne à l'apéritif, mais à lui donner sa juste place. Y compris, au sein d'un menu dégustation. Tel un grand vin, qu'il est incontestable. « Aujourd'hui, la Champagne est sans doute la région qui bouge le plus avec un nouveau vigneron chaque jour. Difficile de suivre le mouvement, mais quel bonheur. » ■

Paz Levinson, qui navigue entre les adresses de la chef aux 10 étoiles, Anne-Sophie Pic (ci-contre, le restaurant de Valence), ne cherche pas à proposer systématiquement un champagne à l'apéritif, mais à lui donner sa juste place.

BOBLIGHTOWLER ; AURELIE LAMOUR



Ses 3 coups de cœur

■ Champagne Pouillon & Fils

« J'aime beaucoup le côté salin et vineux des champagnes Pouillon & Fils qui se marient très bien avec les champignons à l'exemple du plat-signature de La Dame de Pic, les berlingots aux champignons de Paris et comté 24 mois. » L'élégance et la profondeur de la cuvée Grande Vallée extra-brut fonctionne aussi bien avec le côté sous-bois qu'avec la crémosité du fromage et la douceur du consommé qui accompagne le mets. Cuvée Grande Vallée extra-brut, 47 €, idealwine.com

■ Billecart-Salmon

Pour accompagner un plat autour de la betterave, Paz Levinson préfère un rosé de la Maison Billecart-Salmon, la cuvée Elisabeth Salmon 2008 dont Anne-Sophie Pic est la marraine. « L'intensité aromatique des vins rouges qui servent à l'assemblage se marient parfaitement avec le côté racinaire et terreux du plat et lui apportent de la profondeur et de l'intensité. » Cuvée Elisabeth Salmon 2008, 275 €, millesima.fr

■ Champagne Brice

« J'aime sa fraîcheur et sa gourmandise. C'est le meilleur accord pour un apéritif avec des huîtres, explique Paz Levinson. Ce champagne plaît au plus grand nombre en étant ni trop tendu bien que faiblement dosé, ni trop vineux avec le pinot noir majoritaire. C'est un nouveau classique de Bouzy, proposé à un prix très abordable. » Cuvée Héritage brut, 29,70 €, plus-de-bulles.com

B. D.

Ruinart

CULTIVER L'HARMONIE

Un savoir-faire né il y a près de 300 ans,
d'une relation singulière avec la nature.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Bernard Neveu

« Le champagne est dynamisant »

Propos recueillis par **Isabelle Spaak**

Les 5 et 10 décembre, le chef sommelier exécutif du groupe Ducasse Paris propose des soirées exclusives à Tokyo et à Monte-Carlo pour mettre en valeur les crus champenois qu'il adore.

On l'imaginait à Macao, il est à Paris. On le cherche à New-York? Raté. Il est à Londres. Sera-t-il au Qatar demain? À Bangkok? À Naples? À

Rome? Bernard Neveu, le chef sommelier exécutif du Groupe Ducasse Paris, est un courant d'air. Forcément. Comment peut-il en être autrement? Rochellais d'origine, fils de cuisinier, il a commencé son apprentissage très jeune dans un ancien étoilé de la ville devenu une brasserie, « où la cave à vins avait été vidée des bouteilles mais où il restait tous les écriteaux des grands crus, c'est véridique », se souvient-il. Depuis le mois d'août 2024, celui qui a débuté sa carrière de sommelier à l'Hôtel Royal d'Evian-les-Bains, suivi de huit années au Bristol, a succédé à Gérard Margeon au titre de « Monsieur vin » pour les 33 adresses de la planète Ducasse, dans 9 pays différents sur 3 continents.

De la cuisine de bistrot à la haute-gastronomie (17 étoiles Michelin en tout), Bernard Neveu est de tous les accords mets et vins. Avec toujours en tête cet adage ducassien « *Surprenez-moi* ». Une ligne de conduite qu'il met en pratique au quotidien avec ses équipes, notamment sur les champagnes. « *Un vin qu'il adore* », dit-il, et autour duquel il organise, justement en cette fin d'année, deux soirées exceptionnelles. L'une à Tokyo, l'autre à Monte-Carlo. Deux événements exclusifs, chacun pris d'assaut.

LE FIGARO. - Dans la planète Ducasse, le champagne fait l'actualité en ce mois de décembre grâce à deux événements que vous organisez autour de la « naturalité ». L'un aura lieu au Palace Hôtel de Tokyo au restaurant Esterre (1 étoile), l'autre au Louis XV (3 étoiles) à l'Hôtel de Paris Monte-Carlo. Racontez-nous.

BERNARD NEVEU. - En effet, nous attendons une quarantaine de convives à Tokyo pour une soirée spéciale avec la Maison Salon (Le Mesnil-sur-Oger). Nous serons à guichets fermés car Salon et le Japon, c'est iconique. D'autant que Didier Depond, le « faiseur » de Salon, sera l'animateur de la soirée. Nous présenterons le tout dernier millésime 2015. Puis nous redescendrons dans le temps... avec 6 à 7 champagnes.

Et au Louis XV à Monaco, le 10 décembre?

Cette fois, ce sera la maison Bérèche & Fils (Ludes) qui sera à l'honneur. Le Louis XV sera privatisé. Également une quarantaine de couverts avec un menu à 700 € tout inclus. Raphaël et Vincent Bérèche seront présents pour échanger avec les convives, et nous mettrons en avant leurs champagnes et les coteaux champenois (idem 6 à 7 cuvées) avec les accords autour de la naturalité du Chef Ducasse et d'Emmanuel Pilon, sur des créations exclusives pour cette soirée.

Quel fut le concept de départ pour ces deux événements?

Le « pitch » nous a été donné par monsieur Ducasse. Il nous a mis au défi de lui proposer des domaines viticoles pour organiser des soirées d'exception autour de l'idée de naturalité qu'il a développée. Une cuisine durable, le respect du produit et le goût de l'essentiel, avec moins de protéines animales et plus de protéines végétales. Pas que

nous soyons végétariens mais on inverse les proportions. Je souhaite montrer que cette cuisine peut faire de très grands accords avec les vins. Notamment avec les champagnes de grands artisans champenois que nous souhaitons mettre en lumière.

Et ceci de l'entrée au dessert?

Un challenge?

Non, franchement. Je le dis toujours, comme le cristal de Baccarat, l'une de nos adresses chez Ducasse, nous sommes multifacettes. De même, les champagnes. Les domaines produisent en règle générale plusieurs cuvées. Un blanc classique, parfois un blanc de blancs, un extra-brut, un rosé et une grande cuvée.

Mais comment les mariez-vous?

On démarre avec le champagne d'apéritif, un brut sur des années classiques. Puis on va s'amuser un peu. Si la première séquence du repas est un poisson cru, on choisira un extra-brut. Si, à un moment donné, il y a un vieux millésime qui va truffer un peu plus sur le champignon, il faudra choisir une belle volaille avec une sauce crémée. Ça marche et on oublie la bulle. On est dans la complexité du vin et de l'âge, un mariage d'amour.

« Il y a des artisans champenois qui bousculent les codes. La Champagne est un peu la Bourgogne des années 1980 »

Bernard Neveu

Reste le dessert?

Effectivement, je ne suis pas un grand fan de la bulle sur le dessert. Mais parfois, les artisans produisent des cuvées de ratafia (le vigneron ajoute du marc champenois). Vous voyez, il y a plein de possibilités. Travailler un menu sur le champagne, vraiment, c'est facile. Dites-le à vos lecteurs.

Justement, que leur conseilleriez-vous?

D'abord si vous n'y connaissez rien ou pas trop, il faut lire l'étiquette. La plupart des bouteilles ont un QR code. Il suffit de flasher pour avoir la carte d'identité XXL de la cuvée. On sait presque quelle personne l'a mise dans le flacon. Vous avez forcément la date de dégorgement, le dosage, le pourcentage d'encépagement. Toutes les informations sont lisibles, faciles à trouver et permettent au consommateur de s'y retrouver. Par exemple, il faut impérativement servir une tête de cuvée (plus de 15 ans d'âge) sur un plat.

À vous écouter, simple comme bonjour.

Mais ça l'est ! Soit on peut aller sur une cuisine très pointue à l'exemple des étourdissants jeux de textures, d'amers, et de la délicatesse sur le végétal d'Emmanuel Pilon au Louis XV. Soit on peut tout simplement se rendre chez son poissonnier, acheter quelques Saint-Jacques, les couper finement, un peu de fleur de sel, une belle huile d'olive, un peu de vanille ou de curcuma, quelques grains de fruit de la passion. Et choisir un extra-brut, nature, vif, tonique. En 7 minutes 30, vous avez une entrée ébouriffante.

Ses 3 coups de cœur

■ **Taittinger**

Très attaché à la maison Taittinger et à « la flamboyance » avec laquelle Pierre-Emmanuel a repris les rênes de l'entreprise familiale en 2006, le sommelier de Ducasse Paris reconnaît « cette énergie et ces qualités humaines » chez sa fille Vitalie, qui a succédé à son père à la tête de la maison en 2020 et chez son fils Clovis, le directeur général. Il retrouve « cette énergie ébouriffante » dans la cuvée blanc de blancs brut 100% chardonnay Comtes de champagne. « En particulier, le millésime 2014. » Comtes de Champagne blanc de blancs, 2014, 195 € (75 cl, coffret), millesima.fr

■ **Gonet-Médeville**

« J'ai toujours aimé la production de l'œnologue champenois Xavier Gonet et de sa femme Julie Médeville à Bisseuil », s'enflamme Bernard Neveu. Depuis 2000, leur domaine produit de très grands champagnes identitaires aux maturités optimales issus d'une viticulture respectueuse, selon les principes de la bio-dynamie et souvent élevés en barrique. Son choix? « Un blanc de noirs automnal absolument délicieux, un peu pointu avec une couleur saumonée qui fait parler. Et qui n'est pas vendu à des prix indécents. » Blanc de noirs 1er cru brut Vignobles Gonet-Médeville, 83 €, idealwine.com

■ **Pierre Gerbais**

Situé à Celles-sur-Ouche dans l'Aube, un des domaines les plus singuliers de la Côte des Bar. « Aurélien, le fils de la famille, est un artiste d'un talent hors normes. Un magicien du pinot blanc. En plus d'être très abordable, sa cuvée Grains de Celles représente ce qui se fait de mieux dans ce secteur. Vive et fraîche, avec une superbe maturité et une sapidité appelant à se ressourcir. Santé ! », applaudit le « monsieur Champagne » de Ducasse Paris. Cuvée Grains de Celles Extra Brut, 40,55 €, decantalo.fr

Bernard Neveu sublime la cuisine des restaurants du groupe Ducasse Paris, aux 17 étoiles.

C'est donc véritablement un vin de table?

Évidemment, on ne propose pas ces accords dans tous nos restaurants. Chez Benoît, le client a envie de manger son pâté en croûte ou ses escargots. Ce sont des repas gourmands mais classiques. Tandis qu'au Meurice ou chez Ducasse Baccarat, il s'agit de repas de haute gastronomie qui permettent des accords incroyables avec le champagne. Et on y vient souvent pour une occasion particulière, avec l'idée de célébrer.

Qu'apporte de si formidable le champagne à un repas?

Des accords géniaux. Le champagne a de l'énergie. Les bulles ont un côté dy-

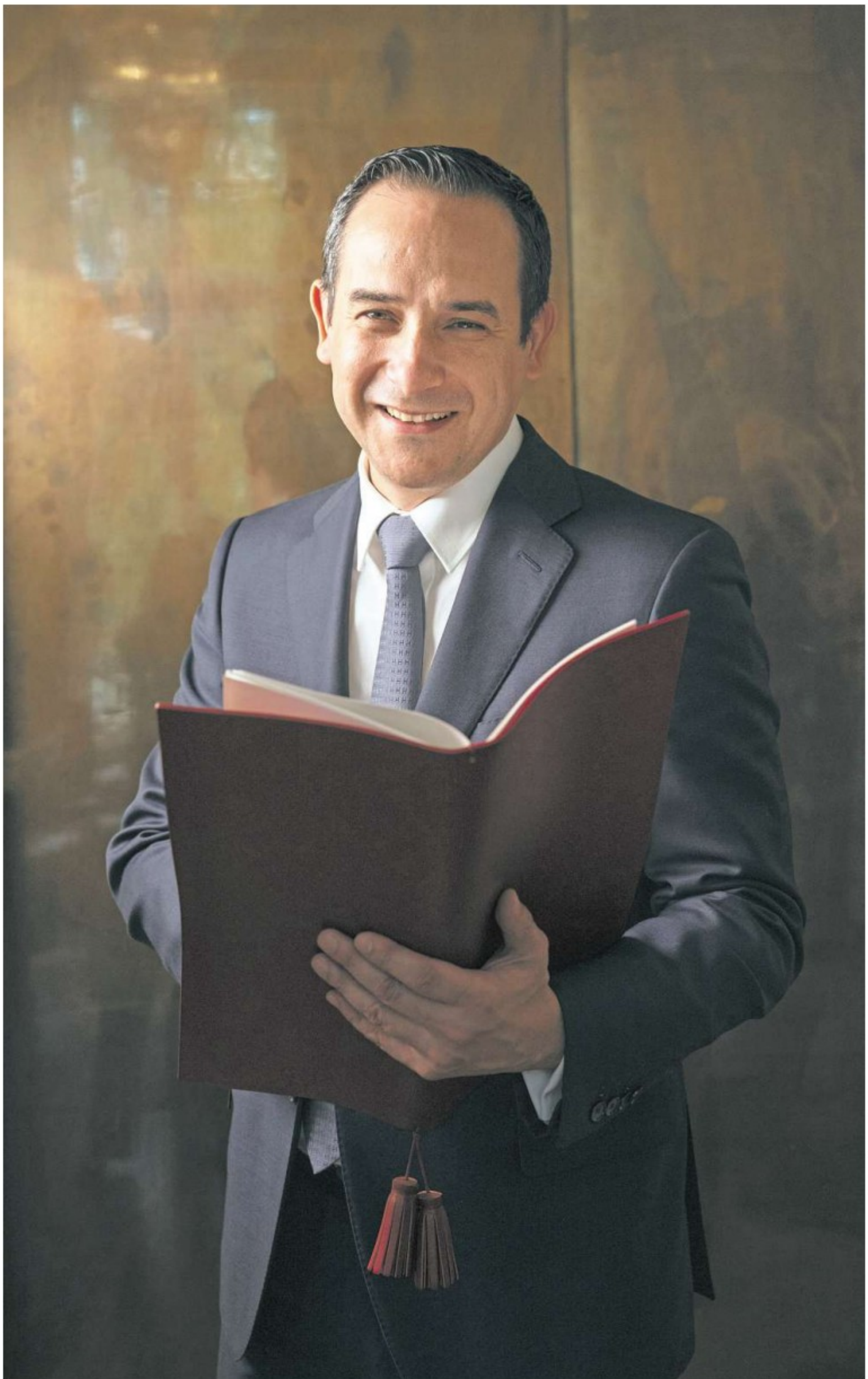
namisant. On le voit dans le verre, ça monte. C'est euphorisant. C'est un vin que j'adore. De tous types, de tous horizons, de toute la région de Champagne. Je l'aime à l'apéritif, je l'aime avec de grands plats, je l'aime à bord d'un avion, au petit-déjeuner dans un hôtel. Je fonce dessus. Et puis, il y a une vraie euphorie en Champagne depuis une quinzaine d'années.

Une euphorie?

Les grandes maisons, Moët & Chandon, Ruinart, Lanson, Veuve Clicquot et d'autres sont toujours à la mode et toujours très respectées. Mais il y a aussi les artisans champenois qui bousculent les codes. La Champagne est un peu la Bourgogne des années 1980. Cela me passionne. Quand on voit Alexandre Dhondt (Maison Dhondt-Grellet), qui a 30 ou 35 ans, qui est jeune, ultra reconnu, qui se balade avec sa casquette sur la tête et qui est adulé à New-York comme une rock-star, ou le quinquagénaire Frédéric Savart (Champagne Savart), qui a tracé son sillon et est accueilli désormais comme un messie au Japon. Formidable.

Vous proposez leurs vins à la carte?

Depuis mon arrivée en 2024, j'ai institué que nous mettions toujours un artisan champenois en avant parmi les marques internationalement connues. Cela nous permet de maintenir un équilibre parmi nos propositions : les grandes maisons et l'avant-garde. Mais ça tourne très vite, un vigneron chasse l'autre. ■



BERTILLE CHABROLLE

RECRÉER L'ANNÉE PARFAITE



100/100

JAMES SUCKLING.COM

100/100

bettane +
desseuve

Grand Siècle N°26 en bouteille. En allocation.
www.laurent-perrier.com

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



Magali Delalex

« Le champagne fait partie du plaisir d'un excellent repas »

La Table de l'Ours a été récompensée par une étoile au Guide Michelin pour la cuisine élégante et authentique proposée par son jeune chef, Antoine Gras.
MATTIEU CELLARD

Béatrice Delamotte

À La Table de l'Ours, à Val d'Isère, les fêtes se déclinent avec des bulles champenoises. En blanc de blancs ou en blanc de noirs.

Enfant, Magali Delalex vivait déjà près des Alpes où sa famille produit du chasselas sur les bords du lac Léman, entre Évian et Thonon-les-Bains. Une vie rythmée par les saisons de la vigne et les travaux dans les rangs. Elle se souvient des tablées où prenaient place les quatre enfants pour savourer une cuisine généreuse, élaborée largement à partir des produits du potager familial et de l'élevage des lapins. « Des plats simples, une cuisine authentique, faite avec amour au quotidien », se souvient la jeune femme qui aime se rappeler la compote de rhubarbe servie avec du pain grillé sur le côté pour le goûter, les « croûtes dorées » ; le pain perdu servi les matins de vendanges ou encore les gâteaux roulés que préparait sa mère. Elle se souvient aussi de plats plus ambigus dans sa mémoire, comme le boudin noir qu'elle détestait enfant et aime beaucoup maintenant, ou encore la cervelle d'agneau aux câpres qu'elle n'oserait pas regoûter aujourd'hui.

Quant au vin, bien qu'issue d'une famille de vignerons, elle n'a pas toujours voulu en faire son métier. C'est après une mention sommellerie à Tain-L'Hermitage qu'elle trouve sa voie et commence son parcours professionnel, dans des établissements de Relais & Châteaux en Alsace, puis dans le Jura, avant de partir au Royaume-Uni et en Irlande. C'est d'ailleurs de retour de la verte Erin qu'elle est embauchée aux Barmes de l'Ours, à Val d'Isère. « Ce sera mon dixième hiver cette année, se réjouit Magali Delalex. J'y ai trouvé ma maison et je bénéficie d'une liberté extraordinaire pour élaborer une carte des vins qui fait la part belle aux vins de Savoie, bien sûr, mais aussi aux champagnes. »

Cuisine de souvenirs

À La Table de l'Ours, le restaurant gastronomique du Relais & Châteaux savoyard, elle a trouvé une parfaite entente avec la cuisine du jeune chef Antoine Gras, récompensé par une étoile au Guide Michelin. « J'aime sa cuisine authentique, avec des produits de saison et un grand travail sur les sauces. Une cuisine copieuse et réconfortante, mais qui ne manque pas de



La sommelière Magali Delalex aime diversifier sa carte avec des champagnes de maisons classiques comme ceux de producteurs plus intimes.
MATTIEU CELLARD

délicatesse ni d'élégance », ajoute celle qui déclare préférer les plats sans fanfreluches. Une cuisine de souvenirs qu'elle associe volontiers aux bulles champenoises qui restent toujours synonymes de fête. « Que ce soit pour une occasion particulière ou simplement avec une coupe à l'apéritif, le champagne fait partie du plaisir d'un excellent repas, insiste Magali Delalex, qui propose aussi un accord mets et champagnes avec de grandes cuvées dans de vieux millésimes. J'aime le

champagne et j'essaie d'avoir une carte variée qui mêle maisons classiques et producteurs plus intimes. »

Pour les fêtes, Magali Delalex met bien sûr en avant les vins de Champagne que ses clients apprécient et demandent. Que ce soit avec les langoustines, l'huître en potée ou les saint-jacques comme un pot-au-feu, la jeune sommelière recommande un blanc de blancs élégant, à la fine effervescence, pourquoi pas millésimé. Avec des mets au goût plus prononcé,

Ses 3 coups de cœur

■ Pol Roger

L'huître de pleine saison qui s'empaysanne délicatement grâce aux choux de la vallée, telle une potée savoyarde, s'accompagnera parfaitement de ce pur chardonnay tout en finesse, élégance et caractère. « La tension de la cuvée en opposition à la volupté de la chair de l'huître fait des merveilles », explique Magali Delalex. Blanc de blancs Vintage 2016, 102,90 € (coffret), plus-de-bulles.com

■ Robert Barbichon

Assemblage de pinot noir majoritaire et d'une touche de meunier, la cuvée emblématique et non dosée de la maison accompagnera merveilleusement bien le veau, estragon et sauce gribiche. « Ses délicates notes mentholées révéleront le côté canaille et subtil à la fois du plat. » Brut blanc de noirs, 51,98 €, vinello.fr

■ Bonnet-Ponson

C'est sur la Montagne de Reims que la maison cultive en bio les trois cépages qui composent cette cuvée : pinot noir, chardonnay et meunier. « Issue de premiers crus vinifiés en extra-brut, elle sera en harmonie avec la féra du Léman en filet, associée au genévrier que l'on fume délicatement et à la fraîcheur de l'oselle. » Non dosé Cuvée perpétuelle, 43 €, plus-de-bulles.fr

B. D.

comme la féra du Léman servie avec une sauce fumée au genévrier, elle suggère plutôt un blanc de noirs, comme la cuvée L'Ouverture premier cru de Frédéric Savart. Les viandes n'échappent pas à son menu comme le veau dans le mignon, vert d'estragon et sauce gribiche du chef Antoine Gras, qui sera révélé par un champagne élevé en solera au côté vineux. Même le dessert signature du chef, qui associe vanilles de différentes origines et noix, lui inspire un accord avec un champagne, que ce soient ceux de chez Lallier ou de Jacques Lassaigne, comme La Colline inspirée, un chardonnay extra-brut aux bulles très subtiles. De quoi faire plaisir à celle qui se définit comme « pétillante avec un côté artiste, épicurienne et réservée à la fois. Le vin fait partie de ma vie et j'aime aller à la rencontre des vignerons, élaborer une carte des vins et expliquer simplement les crus aux clients. Je remercie toujours les producteurs de la confiance qu'ils m'accordent en me laissant harmoniser leurs jus avec les plats de notre chef, dans une entente totale. » ■

Isabelle Spaak

Au Gabriel, le 3-étoiles de La Réserve à Paris, le directeur de la sommellerie des propriétés Michel Reybier conjugue les valeurs sûres à la créativité des vignerons de demain.

Quel âge pouvait-il avoir lors de ce grand caprice à Reims? «Pas plus de cinq ou six ans», réfléchit Gaëtan Lacoste au souvenir de l'épisode qui marque sa première incursion dans la région champenoise. Très loin de chez lui à l'époque. Car ses parents sont tous deux restaurateurs à Saint-Palais (Pyrénées-Atlantiques), un village où il a grandi dans l'arrière-pays basque, sur la route de Saint-Jacques de Compostelle, près de Saint-Jean-Pied-de-Port. «Grâce à eux, j'ai toujours baigné dans le milieu de la bouche, du bien manger et, de la dégustation avec modération», rend grâce leur fils, qui se remémore les vacances familiales, durant lesquelles une virée chez les vignerons et autres acteurs de la filière viticole fait souvent partie du voyage. Ce jour-là donc, direction la Champagne. Pas très excitant pour un garçonnet de 5 ans.

À Épernay, la voiture de la famille Lacoste se gare devant la maison de négoce Castellane (depuis 1999, groupe Laurent-Perrier). Les portières s'ouvrent, l'enfant refuse de descendre. Hurllements, bouderie. Les parents parlementent. À bout d'arguments, ils pointent la haute tour en brique rouge

«À 1h15 de Paris, c'est l'appellation la plus proche de nous, on a tendance à l'oublier»

Gaëtan Lacoste

qui fait office de belvédère. Comment résister? «Évidemment, je grimpe les escaliers et de là-haut le panorama était super chouette. Du peu que je m'en souviens, je garde finalement un très bon souvenir de cette escapade en Champagne. Mes parents, un peu moins», reconnaît l'étoile montante de la sommellerie française, qui s'enorgueillit de ses origines paysannes du côté maternel et paternel. De la ferme de ses grands-parents, il a appris la saveur unique du «produit élevé avec amour dans le respect d'un lieu avant d'être placé sur la table et susciter des sourires»: cochons, volailles, œufs tout droit sortis de dessous la poule et légumes du potager. Un ancrage authentique qu'il revendique également pour les vins: les Irouléguy (AOC) de sa région d'origine et les bonnes adresses des provenances voisines. Car depuis chez lui, Bordeaux est à deux heures, l'Espagne encore moins loin.

Devenu parisien, il a enchaîné les tables étoilées autour des Champs-Élysées, dont Le Clarence à l'âge de 22

Ses 3 coups de cœur

■ Michel Reybier

«Nous avons la chance d'avoir un propriétaire qui produit des cuvées merveilleuses sous le nom de Michel Reybier, sur un secteur viticole où l'on isole les crus et des terroirs de premiers crus. À la Réserve, nous servons beaucoup la cuvée premier cru brut, un blanc de blancs pur chardonnay aux accents d'agrumes.» Cuvée premier cru brut blanc de blancs, 100€, shop.lareserve.com

■ Philipponnat

L'histoire de Philipponnat commence en 1522 et elle fait encore partie des rares grandes maisons champenoises à être restées familiales. «Une qualité à valoriser», insiste Gaëtan Lacoste, qui «adore cette maison dans son ensemble, depuis la première cuvée



ans. Sommelier de l'année 2019, il dirige, depuis 2021, la Sommellerie des propriétés de Michel Reybier en France. Parmi lesquelles la Réserve, où il travaille main dans la main avec le chef triplement étoilé du Gabriel, Jérôme Bancet.

Pour autant, ce serait bien mal connaître l'esprit curieux du sommelier basque que d'imaginer que les étoiles aient pu lui faire perdre le goût de la «proximité viticole» qu'il affectionne. Et qu'il a retrouvé avec la Champagne. «À 1h15 de Paris, l'appellation la plus proche de nous, on a tendance à l'oublier», rappelle-t-il. Des «mille facettes» de la Champagne, il tresse les louanges. Et ce, à chaque occasion.

Car l'époque n'est plus à «la bouteille festive que l'on débouchait en famille juste pour le plaisir des bulles dans un verre». Il est loin aussi le temps de son apprentissage auprès de son mentor, Benoît Castillon, à l'Hôtel du Palais à Biarritz. Comme dans tout palace, «le champagne était la norme et faisait partie des piliers de la dégustation». Que ce soit lors des brunchs du dimanche, des apéritifs, ou «à minuit lors des réveillons où tout le monde avait une coupe pour trinquer». Avec les grandes maisons mises en avant. Comme la cuvée blanc de blancs de Ruinart, ou un beau flacon de Bollinger. Notamment «pour les clients qui choisissaient un menu-champagne.»

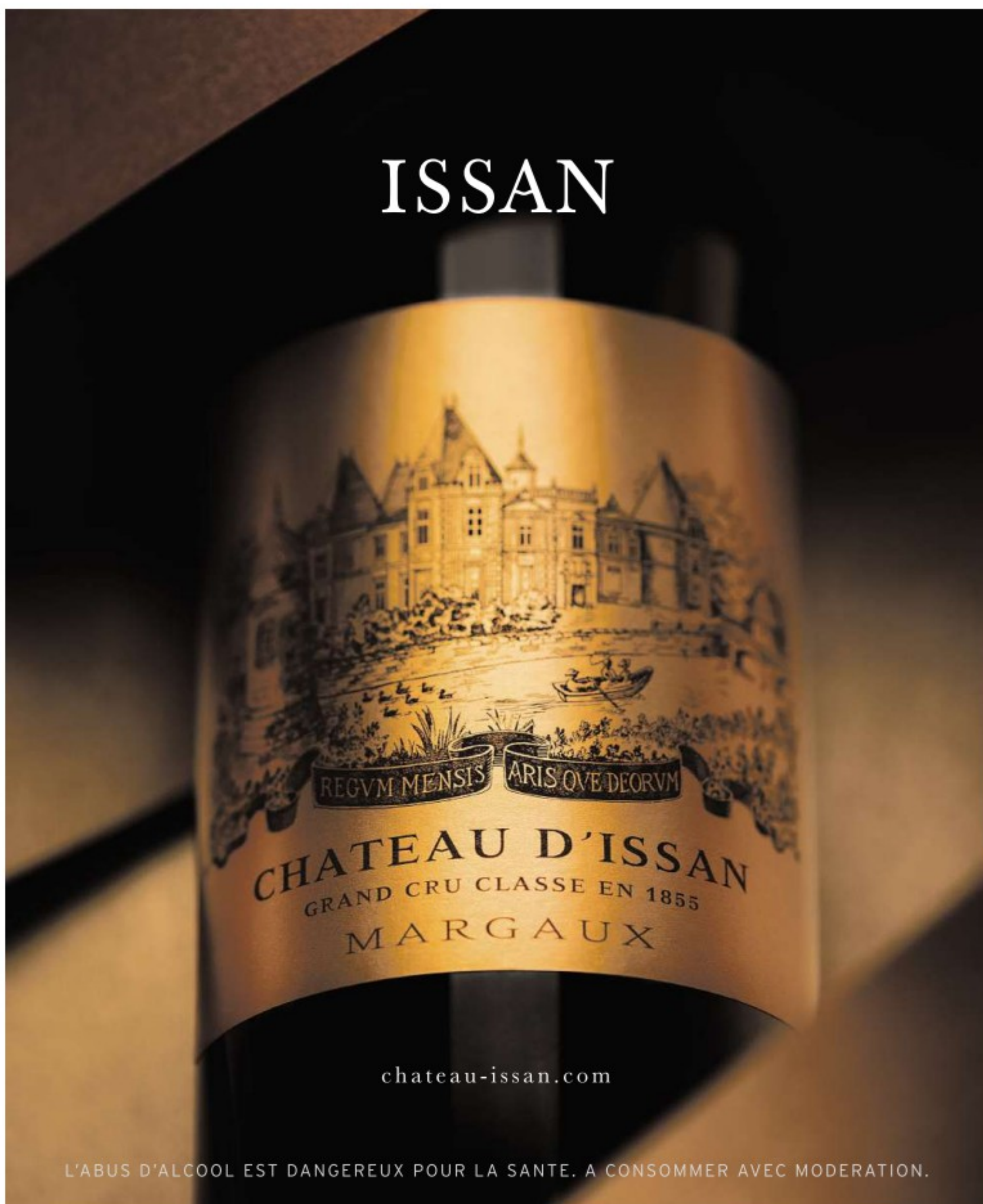
Aujourd'hui, Gaëtan Lacoste reste bien évidemment fidèle aux grandes maisons mais il explore un spectre plus large. Car la Champagne est multiple «très colorée, très diversifiée entre la côte des Blancs, la montagne de Reims, le champagne du sud de Troyes, les cuvées d'assemblage, les millésimés, les non millésimés, les droits, les pointus, les

vineux, pas vineux, les oxydatifs etc.» D'ailleurs, au Gabriel, le sommelier reconnaît avoir conçu sa carte en deux parties. «D'une part, un socle constitué de tous les grands noms. De l'autre, des champagnes d'artisans. Productions plus confidentielles qui ont participé au renouveau de la Champagne en la replaçant là où elle se devait d'être, c'est à dire sur la carte viticole des plus belles

régions françaises», assure le jeune sommelier. Ainsi, pour les réveillons de Noël et de la Saint Sylvestre au Gabriel, «sur une cuisine réconfortante, un peu plus ronde et plus bourgeoise que ce que le chef a l'habitude de proposer le reste de l'année», les recommandations de Gaëtan Lacoste embrassent les grandes marques et l'avant garde champenoise. ■

Sommelier de l'année 2019, Gaëtan Lacoste dirige, depuis 2021, la sommellerie des propriétés de Michel Reybier en France.

GÉRALDINE MARTENS



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.

I.S.

Gabriele Del Carlo

« Les Italiens sont fous de champagne »

Isabelle Spaak

Depuis 2023, le doublement titré meilleur sommelier d'Italie veille sur la carte des vins d'Il Carpaccio, au Royal Monceau Paris.

Les Italiens et le champagne ? « Mais ils en sont fous », assure le directeur de la sommellerie Europe Raffles et Orient Express qui veille depuis 2023 sur la carte des vins du restaurant 1 étoile, Il Carpaccio des chefs Olivier Piras et Alessandra Del Favero au Royal Monceau – Raffles Paris comme sur les autres offres de restauration du palace: Matsushisa Paris et le Bar Long.

Depuis 16 ans dans la capitale française, Gabriele Del Carlo sait de quoi il en retourne question bulles champenoises et amateurs transalpins. Doublement titré en 2011, Meilleur sommelier de Toscane et d'Italie, distinction qu'il renouvelle en 2017, le jeune toscan originaire de Luca « petite bourgade entre Florence et Pise » où il a commencé sa carrière en 2004, s'est frotté au champagne dès sa première expérience professionnelle. Un petit bistrot de 12 tables dans le centre-ville. « Très amateurs de vins, les deux patrons avaient orienté leur carte d'une part sur les crus de Toscane en rouge et en blanc. De l'autre, sur une

collection impressionnante, entre 50 et 60 lignes de champagnes. Pour l'Italie, c'était conséquent », se souvient le sommelier de 41 ans.

Des souvenirs marquants

Parmi les références qui lui restent en mémoire, Gabriele del Carlo cite la maison Philipponnat « grands spécialistes du pinot noir », les champagnes Eggly-Ouriot « un des premiers à élaborer une petite cuvée 100 % pinot meunier, très confidentielle et peu onéreuse à l'époque – 45€ sur table – devenue un chef d'œuvre aujourd'hui ». Il se souvient également de la première bouteille de Jacques Selosse qu'il a tenue entre les mains dans cette petite trattoria en Italie. « C'est la protection en paille autour du flacon qui m'avait interpellé », se remémore-t-il. En effet, le cageot Collection Lieux dits est un panaché des plus belles cuvées parcellaires du prodige champenois Anselme Selosse (3756 €, idealwine.com), chaque bouteille protégée d'un paillage conique. « Dès que j'ai découvert ce monde du champagne, je me suis passionné. J'ai voulu en savoir davantage tous les jours ».

Installé depuis 16 ans à Paris, Gabriele Del Carlo sait de quoi il en retourne au sujet des bulles champenoises et des amateurs transalpins.



RUBEN ORTIZ

L'INSTANT TAITTINGER

#THEINSTANTWHEN

ESPRIT DE FAMILLE



9 septembre 2018, Château de la Marquetterie. L'équipe du Champagne Taittinger prépare le cachelet, le dernier jour des vendanges.

Photo de Massimo Vitali.



CHAMPAGNE
TAITTINGER
REIMS FRANCE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

À son arrivée à Paris, le jeune homme fait ses classes à l'Hôtel Four Seasons Georges V sous la direction du charismatique sommelier Eric Beaumard. Durant cinq ans au Cinq, un 2-étoiles, pour accompagner la cuisine du chef Eric Briffard, puis à l'ouverture de l'Espadon en 2015. Il traverse ensuite l'avenue George V pour composer la carte de l'Hôtel Bulgari sur le trottoir d'en face et revient en tant que chef sommelier du George, 1 étoile, en 2017.

« Forcément avec Monsieur Beaumard on voyageait beaucoup dans les vignobles. J'ai eu l'occasion de visiter toutes les belles maisons. Car, c'est vrai, la Champagne et la bulle, il y a toujours une bonne raison pour y remonter. » Parmi ses souvenirs marquants, l'émotion intacte d'une journée hivernale de dégustation chez Olivier et Sandra Collin à Congy. À son arrivée, toute la gamme était

ouverte sur la table. Il faisait 22 ou 23° à l'intérieur. « Je me suis dit, on ne va pas déguster à cette température là, j'espère ». Car normalement, « plus la température est élevée plus la bulle paraît grossière ». Et là, c'était « d'une douceur inégalée, à l'image d'une cuillère de crème chantilly ». Peu de champagnes « peuvent atteindre cette qualité-là. Je pense qu'ils voulaient nous en faire la démonstration ».

Au George, parmi les champagnes à la coupe, Gabriele Del Carlo déclinaient les grandes marques, Lanson, – Taittinger, Laurent-Perrier mais aussi des pépites plus abordables. Tel le blanc de blancs de la maison Diebolt-Vallois. « Car, les clients ont l'œil sur le budget et consomment davantage au verre qu'à la bouteille ». Y compris au Royal Monceau où, parmi les 2100 étiquettes dont 150 de champagnes, « la consommation a baissé, comme ailleurs ».

Ses 3 coups de cœur

Laurent-Perrier

« Une grande maison avec laquelle on ne se trompe jamais. La Cuvée est un vrai passe-partout en début de repas. Sa bulle crémeuse et soyeuse, fera toujours l'unanimité comme son excellent rapport qualité-prix. » L'accord parfait ? Avec la truffe blanche dont c'est la pleine saison. La Cuvée Brut, 43,10 €, millesima.fr

Serveaux Fils

« Une quinzaine d'hectares en agriculture raisonnée à Passy-sur-Marne, une spécialisation dans le pinot meunier et encore un très bon rapport qualité-prix », affirme le sommelier. « La cuvée Pur Meunier s'accommode tout simplement à la Toscane d'une tranche de pain grillé et, de mortadelle. Le rosé de macération, « Rosé de saignée » fait très bien l'affaire avec une viande rouge cuite bleue. » Cuvée Pur Meunier, 43 €, avenedesvins.fr

Domaine Ulysse Collin

« Une maison incroyable à Congy sur les coteaux du Petit Morin entre la côte des Blancs et le Sézannais. Olivier Collin est une star mondialement connue. » La déclinaison d'agrumes et de glace au Yuzu très peu sucrée s'accorde avec la cuvée des Jardins d'Ulysse. Cuvée les Jardins d'Ulysse Extra-Brut Vieilles vignes, 500 €, idealwine.fr



Le restaurant Il Carpaccio au Royal Monceau, à Paris. THE TRAVEL BUDS

Florent Levy Bencheton

« Le champagne se déguste à table »

Isabelle Spaak

Responsable de la cave aux 72 000 références du Domaine Les Crayères à Reims, le sommelier assortit ses trouvailles à la cuisine 2 étoiles de Christophe Moret.

Vice-champion de France de cyclisme de vitesse en salle et par équipe en 2004, Florent Levy Bencheton est un sprinter de haut niveau doublé d'un mélomane. Ses compositeurs de prédilection sont russes. Tchaïkovski, Rachmaninov, Scriabine. Né à Montargis en 1988, « très bon millésime en Champagne », le sommelier concède qu'il n'avait, à priori, aucun goût pour l'alcool, ni pour le vin jusqu'à ses 22 ans. Parents enseignants, « amateurs de vins mais pas plus que cela », celui qui préside désormais aux accords mets-vins du Restaurant Le Parc, 2 étoiles au Domaine Les Crayères à Reims, assume son parcours d'autodidacte.

Itinéraire singulier débuté tardivement et, fruit d'un hasard. « En 2020, en 4^e année de droit à l'Université d'Orléans, mes copains m'ont proposé une

virée au Salon des vignerons indépendants à Paris ». Il les rejoint et réalise qu'il n'y connaît rien. Ni aux vins, ni aux vignobles. « Pourtant, un domaine important du patrimoine français ». Dans les travées, il est perdu. « Pommard ? Gigondas ? Je ne savais même pas qu'il s'agissait d'appellations. En sortant du salon, je me suis dit qu'il me fallait, au moins, apprendre les rudiments. En bon universitaire, j'ai commencé par me plonger dans les livres ». Féru de géographie, il s'intéresse à « la mosaïque des terroirs » et commence à déguster à un âge où il a la chance que son palais soit « mature ». Sans la moindre intention de s'orienter vers le métier de sommelier, il décide pourtant de construire son avenir professionnel autour du vin.

Un goût pour les cuvées artisanales

À Reims, le Master « droit du vin et spiritueux » sous la direction du professeur Théodore Georgopoulos offre l'alliage parfait entre son cursus juridique et sa nouvelle passion viticole. Non seulement Florent Levy Bencheton s'y professionnalise, mais découvre une région où le champagne, boisson locale, fait partie du quotidien. « Jusqu'alors, comme beaucoup, je buvais du champagne lors des anniversaires et des moments festifs. À Reims, il coule à flot. On en boit tout le temps. Avec une salade, hop champagne ! Chez soi, on a toujours une ou deux bouteilles au frais au cas où. Et le « au cas où » arrive souvent », s'amuse le jeune homme de 37 ans qui poursuit sa formation par une année d'agro-sup à Dijon.

Son premier job ? Commercial au siège parisien de la marque Duval-Leroy, maison familiale située à Vertus en côte de Blaye. Une aventure qui lui

permet de se familiariser avec la haute gastronomie. La maison Duval-Leroy est reconnue pour ses rosés de saignée, des champagnes corsés qui se marient idéalement avec des viandes rouges, à l'image de la cuvée Femmes de champagne, 2007. En 2018, changement de cap et retour à Reims où il compose, à partir de zéro, la carte des vins du restaurant Le Gueuleton. Un défi pour lequel il se fait aider par la Cave du Forum à Reims. « Je leur ai parlé de mon goût pour les crus vineux et puissants de Bollinger, ils m'ont orienté vers Alexandre Chartogne qui venait de lancer sa maison, les champagnes Chartogne-Taillet. Sa cuvée Les Alliées était son second millésime. » Coup de foudre immédiat suivi par beaucoup d'autres dans la galaxie des champagnes de vignerons. En même temps que Florent Levy Bencheton s'initie à ces cuvées artisanales, voire carrément confidentielles pour certaines, il grimpe les échelons de la gastronomie étoilée. En

2022, une escale au Luxembourg auprès de Cyril Molard et Kazuyuki Tanaka du 2-étoiles Ma Langue sourit, lui permet « d'élargir l'offre de champagne existante à la carte du restaurant. La clientèle très connaisseuse adhère aussitôt. Bien sûr, cela reste marginal, mais la prise de conscience est réelle sur le fait que le champagne se déguste tel un grand vin et peut se servir à table pour accompagner le repas, de l'entrée au dessert. Même s'il fait rarement bon ménage avec le chocolat », reconnaît Florent Levy Bencheton qui recommande, dans ce cas, des crus faiblement dosés. Telle la Cuvée Extra-dry d'Hugues Godmé à Verzenay.

Septembre 2025, nouveau challenge. Cette fois, au Domaine des Crayères. La cave d'exception aux 72 000 bouteilles, dont 1 000 références de champagnes. Un terrain de jeu formidable pour notre original qui assortit désormais ses trouvailles à la cuisine de précision du Chef, Christophe Moret. ■

« À Reims, il coule à flots. On en boit tout le temps. Avec une salade, hop champagne ! Chez soi, on a toujours une ou deux bouteilles au frais au cas où. Et le « au cas où » arrive souvent », confie Florent Levy Bencheton. STUDIO VINGTROI

Ses 3 coups de cœur

■ Perrier-Jouët

Depuis sa création en 1811, la Maison a toujours mis en avant le chardonnay à une époque dévolue au pinot noir ou meunier. Et la cuvée Belle-Époque issue de deux parcelles historiques est emblématique de ce savoir-faire. « Sa belle minéralité, son côté sapide, sa touche saline et son faible dosage en sucre fonctionnent particulièrement bien avec des fruits de mer », apprécie Florent Levy Bencheton. Cuvée Belle Époque blanc de blancs 2016, 184,90 €, vinatis.com

■ Egly-Ouriot

À Ambonnay, au cœur des grands crus de la montagne de Reims. Francis Egly en est le plus grand vinificateur. « Sa cuvée VP fait partie de mes premiers coups de cœur parmi les champagnes de vignerons. Une vraie impression de bois comme un vin avec des bulles, un aspect vineux puissant. Le champagne, c'est aussi ça. » Cuvée Grand cru VP Extra Brut, 125,80 €, plus-de-bulles.com

■ Bollinger

Quand il était plus jeune, le sommelier du Restaurant Le Parc aux Crayères à Reims a eu la chance de goûter un RD 1973, « vin magnifique, qui m'a marqué ». De cette belle maison et ses pinots noirs vinifiés en barrique, il en recommande une cuvée emblématique et haut de gamme qui s'accorde à la perfection avec de la viande blanche ou la sauce crémée d'une volaille. Bollinger La Grande Année Brut 2015, 375 €, idealwine.com

I.S.

CHÂTEAU PICHON BARON

GRAND CRU CLASSÉ EN 1855



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Emmanuel Cadieu

«On peut tout faire avec le champagne»

Béatrice Delamotte

Entouré d'une jeune génération de sommeliers, le directeur de la sommellerie du Cheval Blanc Paris jongle entre les différentes tables de l'établissement. Parmi lesquelles le 3-étoiles d'Arnaud Donckele.

La famille d'Emmanuel Cadieu a toujours baigné dans l'art de vivre à la française et, dès l'enfance, il a savouré les plats mi-tonnés par sa mère et vu son père descendre à la cave choisir la bouteille qui se marierait le mieux avec le mets. «*Mon père est un amateur éclairé et à chaque vacances nous partions dans une région viticole différente. Il en profitait pour visiter une cave au hasard et acheter une caisse de vin que mes parents dégustaient ensuite tout au long de l'année en se rappelant le bon moment des vacances*».

Ce plaisir de rapporter un souvenir a marqué le jeune Rennais et participé à son éducation gourmande. «*Je ne me rendais pas compte de la chance que j'avais. Ma mère cuisine très bien et il y avait toujours quelque chose qui mijotait sur le feu le dimanche. Des choses simples, des plats de partage comme un pot-au-feu, une blanquette ou un lapin à la moutarde dont les parfums de bouquet garni embaumaient la maison dès le petit déjeuner*», explique le sommelier qui, aujourd'hui, fait la même chose avec sa petite fille de deux ans. «*La cuisine est sacrée chez nous et elle veut participer à son niveau*», ajoute-t-il avec un sourire. Bien sûr, il y avait quelques plats qui n'emportaient pas l'adhésion de l'enfant: céleri rémoulade, salsifis et choux de Bruxelles. Mais il a appris à les apprécier et à les cuisiner pour en réduire l'amertume. «*Tout comme les huîtres que je n'aimais pas enfant et que j'adore maintenant. Elles font partie de la tradition des repas de fêtes et je me souviens des séances d'ouverture avec mon père, tout comme de ma mère qui préparait elle-même le foie gras de Noël*».

Pour autant, Emmanuel Cadieu ne se lance pas directement dans l'univers

de la gastronomie. Ce n'est qu'après avoir son bac économie et social en poche, qu'il décide de se consacrer à la sommellerie. «*Mes parents m'ont encouragé et m'ont proposé de faire une formation dans l'hôtellerie restauration dans une école en Normandie, une période où j'ai pris beaucoup de plaisir en cuisine*», explique le trentenaire qui se perfectionne à la maison le week-end. Mais c'est à l'école de Tain-l'Hermitage qu'il plonge dans l'univers de la sommellerie. Une période dont il se souvient avec émotion. Il a d'ailleurs gardé des liens affectifs et professionnels avec l'établissement puisque Emmanuel Cadieu est aujourd'hui juré pour les mémoires de fin d'année.

Son diplôme obtenu, il est embauché à la Maison Lameloise, alors qu'il ne connaît rien aux bourgognes, mis à part ce qu'il avait pu en lire dans les livres. Pendant deux ans, il sillonne le vignoble, visite des domaines pour se faire sa propre idée tout en étudiant en parallèle les vins du monde avec le WSET (Wine & Spirit Education Trust). Sans pour autant avoir l'opportunité de pouvoir les goûter, n'en trouvant pas facilement. Il part à Londres et intègre le restaurant triplement étoilé de Gordon Ramsay. «*J'ai eu la chance d'apprendre aux côtés du sommelier qui venait d'être désigné meilleur sommelier d'Angleterre*», ajoute Emmanuel Cadieu. Au bout de deux ans, nouveau départ, pour l'Australie cette fois. «*Je suis resté trois ans à Sydney et c'est là que j'ai eu ma première place de chef sommelier et où je suis devenu directeur du restaurant*» Mais le vignoble français et surtout sa famille lui manquent. La chance lui sourit à nouveau puisqu'il est alors contacté pour le projet Cheval Blanc Paris. Mais les travaux prennent du temps et, en attendant l'ouverture du palace, il repart à Londres, au 67 Pall Mall, un club privé dédié aux grands amateurs de vin. «*Avec 18 sommeliers, 4000 références à la carte et 800 vins au verre, c'était incroyable et je me sentais comme un enfant dans un magasin de jouets, reconnaît Emmanuel Cadieu. On goûtait des vins du monde entier avec de grands passionnés*».

C'est finalement en 2020 qu'il intègre le flamboyant neuf Cheval Blanc Paris sur les bords de Seine, le temps de

« Je ne sais pas tout et il n'y a pas de question bête. C'est fini, les professionnels trop confiants. Il m'arrive de m'asseoir avec les clients et de passer un moment de partage avec eux »

Emmanuel Cadieu



«Il faut que l'offre de boissons soit à la hauteur du génie culinaire», reconnaît Emmanuel Cadieu.

remplir la cave et de constituer les équipes. Aujourd'hui entouré d'une jeune génération de 21 sommeliers, il jongle entre les différentes tables de l'établissement, la triplement étoilée Plénitude orchestrée par le chef Arnaud Donckele, Hakuba avec le chef japonais Takuya Watanabe, 1 étoile au Guide Michelin, ou encore le Tout-Paris, la brasserie contemporaine elle aussi étoilée, ou Langosteria, la table italienne. Une diversité gastronomique qu'il accompagne grâce à une carte qui mêle aussi bien les plus grandes références des vignobles du monde, que des boissons sans alcool, des sakés, des thés ou des cidres et poirés. «*Ce qui me plaît c'est de créer des moments uniques que ce soit pour les habitués des grandes tables comme pour ceux qui ne viendront qu'une seule fois dans leur vie*, souligne Emmanuel Cadieu. Le vin crée des souvenirs et

nous nous concentrons sur l'émotion que nous pouvons transmettre, nous ne sommes pas là uniquement pour remplir les verres.» Une attention qui passe aussi par l'art de la table, bien loin de l'attitude parfois arrogante d'une ancienne génération de sommeliers et la carte lourde comme une bible. «*Je ne sais pas tout et il n'y a pas de question bête. C'est fini, les professionnels trop confiants. Il m'arrive de m'asseoir avec les clients et de passer un moment de partage avec eux*».

Mais c'est la symbiose avec la cuisine du chef Arnaud Donckele qui réjouit le jeune directeur de la sommellerie. «*Ses sauces sont construites comme un parfum ou un vin avec des notes de cœur, de tête... C'est très challengeant de travailler avec elles car elles ont leur propre caractère qui réinvente la gastronomie. J'aime aussi la poésie du chef qui se traduit dans son amour pour l'art de la table, le dressage des assiettes et le nom qu'il donne à ses sauces. Il faut que l'offre de boissons soit à la hauteur du génie culinaire*», reconnaît Emmanuel Cadieu. Et le champagne fait naturellement partie de l'expérience gastronomique. «*Notre carte se compose de 200 références qui proviennent pour moitié de grandes maisons qui ont fait la renommée de la région et l'autre de petits vignerons talentueux*» Pour que le moment soit unique, le sommelier laisse d'ailleurs le choix de la verrerie aux hôtes et reste extrêmement attentif aux températures de service qui peuvent évoluer en fonction du moment du repas. «*Le vin devra être plus froid pour accompagner un mets frais et acidulé. Sur des plats plus réconfortants et rassurants, on aura besoin de 2 à 3 degrés de plus pour faire ressortir le crémeux du vin. Nous sommes dans un monde de subjectivité et on peut tout faire avec le champagne. Nous avons la chance d'avoir un outil de travail exceptionnel et nous devons nous accorder la liberté de prendre des chemins de traverse. Si nous ne le faisons pas, nous trahirions notre devoir*» ■

Ses 3 coups de cœur

■ **Champagne Étienne Calsac**
«*À Avize, dans la côte des Blancs, ce vigneron fait des champagnes extraordinaires, sapides et équilibrés. Les Revenants est un assemblage rare de cépages historiques (pinot blanc, petit meslier et arbanne) d'une incroyable complexité qui s'accorde avec les plats emblématiques d'Arnaud Donckele. Telle la sardine servie avec de la tagète, du poireau et la sauce Velours d'Eden. Un champagne vif et dynamique qui offre une troisième dimension au plat*»
Cuvée Les Revenants, 109,95 €, plus-de-bulles.com

■ **Champagne Marie Courtin**
Vigneronne peu connue en France, Marie Courtin est installée dans la vallée de la Marne et travaille en biodynamie. «*Sa cuvée Efflorescence fait écho au monde poétique d'Arnaud Donckele. Ce blanc de noirs réconfortant avec ses notes de brioche grillée s'accorde à merveille avec les saint-jacques, fenouil et caviar. La douceur naturelle des coquillages renvoie au pinot noir. Une parenthèse de douceur et de générosité*»
Efflorescence extra-brut de Marie Courtin, 63 €, vinsnature.fr

■ **Ruinart**
«*Sur les grands terroirs de la côte des Blancs, les noms du Mesnil-sur-Oger, d'Avize et de Chouilly font rêver. Ce blanc de blanc, à la sapidité naturelle, bénéficie d'un soin particulier et d'un vieillissement d'au moins 9 ans sur lattes. Dom Ruinart, c'est la récompense de la patience. Son côté caressant se marie très bien avec la langoustine accompagnée d'un sabayon Buisson divin et une rosace de courge*»
Dom Ruinart, 265 €, www.ruinart.com

B. D.



Plénitude, la table triplement étoilée orchestrée par le chef Arnaud Donckele, à Paris. VINCENT LÉROUX



Le Coquillage, la table gastronomique 3 étoiles des Maisons de Bricourt, à Saint-Méloir-des-Ondes.



« Nous avons une carte différente avec des vins nature précis et droits qui ont toute leur place », souligne Gaylord Goulette.

Ses 3 coups de cœur

■ Vouette & Sorbée

« J'ai un rapport très affectif avec cette cuvée, une des premières que j'ai intégrées à la carte », explique Gaylord Goulette qui recommande cette cuvée emblématique et très accessible du domaine. Un blanc de noirs issu de pinot noir produit en côte des Bars sur un terroir Kimméridgien proche de celui de Chablis. Il apprécie sa vinosité très élégante et fine, sa complexité aromatique et son caractère frais et énergique à la minéralité affirmée. Cuvée Fidèle brut nature, 93 €, chateaunet.com

■ Champagne Jacquesson, Aÿ-Vauzelle Terme 2013

« Quel que soit le millésime, je retrouve dans ce pur pinot noir une complexité aromatique et un vin vibrant. » Produité en très petite quantité, Gaylord Goulette a la chance d'en obtenir quelques flacons chaque année. Il apprécie ses arômes de fruits mûrs et de brioche. Son ampleur et sa finale rafraîchissante s'accorde à merveille avec la cuisine du chef Hugo Roellinger. « Un très grand vin de gastronomie qui procure des émotions intenses. » Cuvée Aÿ-Vauzelle Terme 2013, 229 €, caveduvaldor.com

■ Maison Larmandier-Bernier

« Je travaille depuis longtemps avec cette maison qui exploite 20 hectares en biodynamie sur la côte des Blancs. » Gaylord Goulette apprécie particulièrement ce premier cru non dosé et millésimé, un pur chardonnay sur craie affleurante. « J'aime l'expression pure du cépage qui déploie minéralité et tension, avec une belle complexité aromatique. Un vrai champagne de gastronomie. » Sa pureté accompagne aussi bien des huîtres que des truffes grâce à son onctuosité. Cuvée Terre de Vertus 2017, 101,40 €, millesima.fr

B. D.

Gaylord Goulette « Les champagnes sont des œuvres d'art »

Béatrice Delamotte

Aux Maisons de Bricourt, près de Cancale, la cuisine d'Hugo Roellinger s'accorde à merveille avec la production des petits exploitants de la côte des Bars.

Originaire de la Sarthe, Gaylord Goulette a grandi dans une famille de la classe moyenne avec des parents qui n'étaient ni connaisseurs, ni amateurs de vin. « À la maison, il y avait du vin bien sûr, mais plutôt des blancs d'Alsace, de Loire, du muscadet, se souvient le chef sommelier du Coquillage, la table gastronomique des Maisons de Bricourt à Saint-Méloir-des-Ondes, près de Cancale. C'est vraiment à l'école hôtelière que je me suis pris de passion pour les appellations, les régions viticoles. » Et celui qui a toujours travaillé dans la restauration gastronomique dans des établissements étoilés a pu goûter tous les grands crus de France et de Navarre. D'ailleurs son premier poste l'a conduit dans un trois étoiles à San Sébastien (Espagne) où il découvre les grands noms de la Rioja et de Ribeira del Douero. « Des vins que j'apprécierais moins aujourd'hui avec des degrés d'alcool élevés », reconnaît Gaylord Goulette. Après un passage en Italie, le sommelier intègre l'établissement qui le faisait rêver déjà enfant : les Maisons de Bricourt d'Olivier Roellinger. « Cancale c'était des souvenirs de vacances enfant. Après quelques expériences professionnelles, je tombe sur une annonce pour un poste d'assistant sommelier à Bricourt et j'ai été embauché. J'ai vécu une très belle année, dont la dernière, avec trois étoiles. » Une distinction qu'Olivier Roellinger rend en 2008 pour retrouver sa liberté.

Loin des vins « techniques » du nouveau monde et des grands classiques français aux arômes souvent vanillés encensés par le critique américain Robert Parker, Gaylord Goulette découvre les vins naturels. Les Roellinger étaient parmi les premiers à les mettre sur la carte d'un restaurant étoilé. « J'allais dans le vignoble et je voyais de grandes caves avec des inves-

« C'est vraiment à l'école hôtelière que je me suis pris de passion pour les appellations, les régions viticoles »

Gaylord Goulette

tissements importants, des chais thermorégulés et du bois neuf. C'était Disneyland ! Ensuite, j'ai découvert des vigneron qui vinifiaient dans des caves qui faisaient moins rêver, mais qui me touchaient par leur sensibilité. On a continué à développer la carte dans ce sens. » Avant même qu'il ne devienne cuisinier, Hugo Roellinger a été bercé par ces vins conseillés par Gaylord Goulette. « Au Coquillage, nous avons maintenant une carte atypique et très identitaire. Une carte différente avec des vins nature précis et droits qui ont toute leur place, dont une large sélection de 110 champagnes. »

Au fil des ans, Gaylord Goulette a fait un énorme travail pour épurer sa sélection de champagnes. Certains écartés, soit parce que leur qualité ne correspondait pas à ses critères, soit

parce que leur goût lissé n'était pas le sien. Car sa sélection, qui privilégie des vins accessibles, met l'accent sur « des petites exploitations, des propriétaires récoltants notamment de la côte des Bars qui produisent des vins d'une qualité exceptionnelle grâce à de très jolis terroirs ». Cependant, pour répondre aux attentes d'une clientèle internationale, sa carte comprend tout de même des références de grandes maisons qui continuent à tirer la Champagne vers le haut. De véritables ambassadeurs du savoir-faire français. « Krug, Dom Pérignon, Bollinger ou Roederer contribuent à la reconnaissance, la qualité et la renommée du champagne, souligne Gaylord Goulette. Sans oublier le mythique Anselme Selosse chez qui nous avons la chance d'avoir une jolie allocation malgré une augmentation considérable des prix. » Car pour que le champagne reste abordable, le sommelier impose une politique de prix raisonnée plébiscitée par les clients. « Les vins de Champagne sont des œuvres d'art qui doivent rester accessibles pour être consommables et les deux-tiers de la carte sont consacrés à des vins entre 100 et 200 € sur table. »

Bercé par les plats familiaux réconfortants qu'il aimait et qu'il aime toujours cuisiner chez lui, blanchonnette de veau et bœuf bourguignon en tête, Gaylord Goulette apprécie leur côté intemporel et indémodable et leur capacité à s'accorder avec de nombreux vins. En revanche, le boudin noir, les rognons et les gibiers ne font pas partie de son panthéon gastronomique. Au Coquillage, le sommelier a découvert une ouverture d'esprit et une sensibilité particulière à la saisonnalité des produits. « Hugo privilégie les circuits courts en mettant en avant produits d'exception ou moins nobles. À côté de la langoustine et du homard, il sublime des poissons moins nobles comme le chinchard ou le maquereau et offre des sensations sublimes. » Une cuisine identitaire qui se marie merveilleusement avec les champagnes que Gaylord Goulette inscrit systématiquement dans ses accords mets et vins. « Ils soulignent les produits de la mer préparés par Hugo pour des plats qu'il baptise de noms poétiques qui font rêver nos clients. Ça matche forcément. » ■

CHATEAU LA GARDE, UN VIN GRANDEUR NATURE

CHATEAU LA GARDE

PESSAC-LÉOGNAN

2021

GRAND VIN DE GRAVES

PIERRE RESPONSABLE DU DOMAINE

DOURTHE PROPRIÉTAIRE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

COUPS

de cœur

Dégustation réalisée par
**Ella Lister, Martin Lemaire,
Frédéric Durand-Bazin
et Alicia Dorey**

30 CHAMPAGNES

DE PRESTIGE

Philipponnat

Clos des Goisses Extra Brut 2015
Sous une robe aux reflets dorés se révèle un nez élégant de poire comice miellée, de pêche blanche et de verger, rehaussé de notes de groseilles et géranium. La bouche déploie une belle complexité florale et crayeuse, portée par une exquise fraîcheur, puis des touches de menthol et d'eucalyptus, qui accompagnent une infinie complexité florale et crayeuse avec, en finale, la sensation d'avoir bu le parfum des Dieux.
Note : 99/100
Prix : 275 €

Bruno Paillard

N.P.U. «Nec Plus Ultra» 2009
Un nez aux arômes de fruits jaunes très mûrs, de cire sur bois précieux, et de fleurs exotiques, porté par une fraîcheur digne des sommets de l'Himalaya. En bouche, un fruit lumineux, d'un bel équilibre, aux notes de noix, de fruits à noyau et de fleurs exotiques, avant une finale absolument divine.
Note : 98/100
Prix : 250 €

Jacques Selosse

Lieux Dits Les Cavelles Le Mesnil sur Oger Grand Cru Extra Brut
Un nez vibrant aux arômes de noix fraîches, de fleur d'abricot et de caramel beurre salé, avec des touches légèrement oxydatives. En bouche, une explosion de fraîcheur, sinueuse et saline, accompagnée de notes abricotées, d'encens, de toast grillé et de beurre de baratte. La finale, d'une grande pureté, glisse sur un sillage parfumé d'acacia, pour un vin d'une vibration exceptionnelle.
Note : 98/100
Prix : 550 €

Salon

2015
Un champagne fidèle à la devise de la maison Salon, à déguster «*entre privilégiés*». Au nez, des arômes très purs de lys, de myosotis, de lilas blanc et de métaux précieux, avec en bouche un fruit comme nu, des notes de mélilot, de flouve odorante, très fins et délicats, une bulle onctueuse mais délicatement saline, qui revient en ressac sur toute la finale, s'ouvrant lentement, mais quel pedigree !
Note : 98/100
Prix : 1260 €

Dom Pérignon

Vintage 2008 Plénitude 2
Un nez qui évoque une promenade au milieu des citronniers, avec des arômes addictifs de pierre à fusil, de noisettes grillées, d'amandes et de rhubarbe. Une bouche étincelante et gaie, toujours dominée par le citron, des allers et venues entre fraîcheur et concentration, sur des notes de noisette fraîches, délicatement pâtissières en finale. Un tourbillon éternellement juvénile.
Note : 97/100
Prix : 490 €

Laurent-Perrier

Grand Siècle N°26
Un nez immaculé, d'une pureté minimaliste, qui s'ouvre sur de délicieux arômes de café au lait, de citron brûlé, d'huîtres fumées et de thé Pu-Erh. La bouche est vineuse, s'ouvrant sur un tourbillon de fruits, quelques touches de mirabelles, avec la générosité d'une



conversation avec un vieil ami, après des années de séparation...
Note : 97/100
Prix : 240 €

Henri Giraud

MV20 Grand Cru Brut
Frais et sublime au nez, des arômes se confondant en synesthésie avec la paille et le vieil or de la robe, des arômes de melon jaune, de pomme à chair blanche, quelques touches salines et fumées. Puis en bouche des volutes de miel, d'épices douces, un côté pâtissier de tarte à la praline qui se développe en toute fin de bouche, et une finale aussi gourmande que rafraîchissante.
Note : 96/100
Prix : 216 €

Jacquesson

Avize Champ Caïn Extra Brut 2014
Un bouquet qui capte l'attention, racé et singulier, aux arômes d'encaustique, de litchi, de yaourt au citron, de miel et de beurre noisette. La bouche allie densité et souplesse, onctuosité et grâce, portée par des fruits parfaitement mûrs, une touche saline et juteuse, et s'achève sur une finale remarquablement équilibrée.
Note : 96/100
Prix : 199 €

Larmandier-Bernier

Les Chemins d'Avize Grand Cru 2016
De superbes arômes lactiques et sensuels, de fruits blancs, de fleur d'oranger et d'ylang-ylang, pour un bouquet addictif. Un côté enveloppant en bouche - équilibrée et pure - aux notes de crème de poire, d'amandes, et quelques amers, portées par une bulle fine et onctueuse.
Note : 96/100
Prix : 130 €

Taittinger

Comtes de Champagne 2014
Beau nez de fruits blancs, raffiné et méditatif, aux arômes de miel de fleurs, de tabac, de beurre citronné. Une bouche voluptueuse, dont la tension monte en puissance, aux notes délicieuses de noisettes fraîches, d'amande. La finale offre un twist d'acidité sur le fil du rasoir qui équilibre l'ensemble.
Note : 96/100
Prix : 180 €

Billecart-Salmon

Nicolas François 2012
Raffiné et imposant, comme un gentilhomme qui prend sa tasse d'Earl Grey dans l'orangerie, le nez dévoile ses arô-

mes de pain d'épices, de nectarine juteuse et de fleur de pêcher. La bouche offre une envolée suave et vanillée, qui enrobe un noyau de fruits concentrés et acidulés, souligné par des notes salines, minérales et crayeuses, un souffle iodé, et une finale interminable.
Note : 95/100
Prix : 175 €

Charles Heidsieck

Blanc des Millénaires blanc de blancs 2014
Un nez légèrement exotique, volontaire, aux arômes de fruits sauvages, de tabac, de cannelle, de ronces, légèrement séveux, une touche briochée qui se poursuit en bouche une belle fraîcheur, des arômes de pêche jaune, de poire, de carvi, et une bulle fine qui chatoie sur le palais.
Note : 95/100
Prix : 250 €

Moët & Chandon

Collection Impériale Création No. 1 Brut Nature
Une bouffée d'air sur une prairie en fleurs, révélant des arômes de pain grillé, une touche vanillée et une délicieuse note fumée. La bouche, d'une gourmandise presque nourrissante, déploie des accents épicés, de beaux amers, une acidité rafraîchissante, et s'achève dans une finale tout en longueur.
Note : 95/100
Prix : 240 €

Pierre Mignon

Clos des Graviers 2011
Un bouquet hypnotisant, riche et profond, aux arômes d'abricot, de noix et de miel de fleurs. En bouche, une bulle vive et racée, une minéralité qui enveloppe des notes gourmandes de tarte aux fruits et de pastille au miel, avant une finale crayeuse, relevée d'une touche de poivre sichuan délicieusement engourdissante.
Note : 95/100
Prix : 150 €

Pommery

Cuvée Louise 2006
Un nez magnifiquement équilibré, posé comme une plume, sans presque effleurier le sol, aux arômes de fruits plongés dans un bain de miel, d'abricot, et de brioche au citron. La bouche se révèle harmonieuse, avec le même jeu entre minéralité, fruit et notes laiteuses, glissant vers une finale longue, dense, somptueuse.
Note : 95/100
Prix : 220 €

Tarlant

La Vigne d'Or Brut Nature Millésime 2009
Un nez séduisant, épicé, dense, aux notes de fruits blancs à peau fine et de craie, éminemment complexe. La bouche déploie une générosité gracieuse et solaire, aux accents de miel et de fruits à coque, à la fois fins et mordants, avant de s'adoucir sur quelques touches réconfortantes de café au lait.
Note : 95/100
Prix : 110 €

Abelé 1757

Le Sourire de Reims, Brut 2013
Un nez délicat aux savoureuses notes de noix, de tarte à la praline et d'une touche crayeuse. La bouche révèle des accents oxydatifs de noisette grillée et d'amande, mêlés à des fruits rouges crémeux, avec un subtil côté amaretto en finale...
Note : 94/100
Prix : 145 €

Bollinger

B16
Un nez enjôleur et délicat, à la façon d'un danseur voletant d'un arôme à l'autre, des fleurs blanches aux fruits à coque, avec de délicieuses touches salines. La bouche déploie une rondeur exquise et une bulle fine, relevées par une légère amertume qui lui confère du caractère, et une finale rayonnante.
Note : 94/100
Prix : 140 €

Delamotte

Blanc de blancs 2018
Un nez délicieusement rétro, comme l'impression d'entrer dans un café, avec des parfums de moka et de gâteau aux pommes, avant de glisser vers des accents marins de coquilles d'huîtres sur lit d'algues et tranches de citron. La bouche révèle des notes de tarte au citron et de bergamote, une richesse crémeuse et du croquant, prolongés par un sillage salin qui marque toute la finale.
Note : 94/100
Prix : 80 €

Drappier

Grande Sendrée 2015
Un nez rafraîchissant, aux tendres arômes de pétales de fleurs et de fruits blancs, relevé de quelques pointes végétales. La bouche allie élégance et précision, avec des notes ciselées de réglisse fraîche, une tension et une souplesse majestueuses, et de fines touches boisées qui apportent de la structure à l'ensemble.
Note : 94/100
Prix : 89 €

Henriot

Millésime 2015
Un nez altier, en parfait équilibre sur richesse et légèreté, aux arômes de pain d'épices, d'orange fraîche, de fruits à noyaux, de tabac et de fruits blancs. Une bouche harmonieuse aux notes acidulées de groseilles, mêlées à des notes pâtissières où l'on ressent toute la générosité du millésime.
Note : 94/100
Prix : 78 €

Pascal Doquet

Le Mesnil-sur-Oger Grand Cru Cœur de Terroir
Presque fragile de prime abord, le nez se révèle vibrant et délicat, déployant des arômes de muguet, de pomme fraîche et de crème, avant de glisser vers une bouche savoureuse et complexe, marquée par des fruits jaunes, une touche saline et de beaux amers qui confèrent à la finale tout son caractère
Note : 94/100
Prix : 115 €

Telmont

Blanc de noirs 2015
Un nez qui donne la sensation d'être à la Havane, chaud et profond, avec un parfum légèrement exotique, de bois et de cire, aussi hypnotisant qu'un regard noir et mystérieux, puis en bouche ce croquant de fruits mûrs à point, et une finale éclatant sur de nobles amers.
Note : 94/100
Prix : 109 €

Veuve Clicquot

La Grande Dame Brut 2018
Un nez perçant de cire, de gelée royale, de pêche et de crème anglaise, avec en bouche des notes d'orange sanguine, de citron frais, un velouté crayeux, et une finale tout en tendresse.
Note : 94/100
Prix : 180 €

Labruyère

Édition XIII Grand Cru 2013
Le nez s'ouvre comme la porte d'un marchand de confiseries, avec de jolies notes de noix de pécan caramélisées et de petits fruits rouges. En bouche, le vin est équilibré, enrobé par une très belle bulle, avec les agrumes qui dominent, et des notes plus évoluées de noisettes et de mirabelles
Note : 93/100
Prix : 66 €



Les caves Henriot, à Reims et celles de Philipponnat, à Mareuil sur Aÿ (de gauche à droite).
WE ARE THE GOOD CHILDREN ; JC AMIEL

ves de pain grillé, de crème subtilement vanillée, mais aussi d'agrumes. La bouche est saline, juteuse, avec un beau fruit et une certaine tension, mais aussi un côté poivré, avant une finale sur les amers.
Note : 92,5/100
Prix : 32 €

Penet-Chardonnet

Epitome
Un nez joliment pâtissier, miellé, d'agrumes confits, de compotée de fruits jaunes et de calisson d'Aix. La bouche est tendue, tonique, avec des agrumes à nouveau, mais aussi l'élégance de la poire et une dimension crayeuse qui lui donne de la complexité. Finale zestée.
Note : 92,5/100
Prix : 65 €

Pierre Moncuit

Delos Grand Cru blanc de blancs
Une belle élégance au nez, avec des fruits à chair blanche, c'est floral, on distingue aussi des notes de beurre frais. La bouche est droite, élancée, avec une minéralité évoquant la pierre à fusil et une belle amertume, ainsi qu'une finale saline.
Note : 92,5/100
Prix : 27,50 €

René Geoffroy

Expression Cumières Premier Cru
Des agrumes au nez, avec des petites notes de brioche qui se dévoilent, mais aussi des fruits jaunes frais. Une jolie texture de bulle en bouche, on évolue sur la réglisse et les arômes citronnés.
Note : 92/100
Prix : 36,75 €

Besserat de Bellefon

Cuvée des Moines blanc de blancs Grand Cru Extra Brut 2015
Un nez éclatant sur des arômes de fruits exotiques, de lemon curd, de poire au sirop et de chèvre-feuille. En bouche il y a une belle fraîcheur, des notes de yaourt au miel, enfin un équilibre entre acidité et salinité, pour une finale délicieusement juteuse.
Note : 93/100
Prix : 180 €

Palmer & Co

Grands Terroirs 2015
Un nez qui s'épanouit joyeusement sur des arômes de miel de châtaignier, de pâte feuilletée, de fines touches de fruits rouges et de clafoutis à l'abricot. La bouche révèle une gourmandise de pâte d'amande, relevée de légères épices et d'un soupçon de curcuma, avant de s'achever sur une belle pointe de salinité, pour un vin qui fera l'unanimité.
Note : 93/100
Prix : 76 €

Pierre Gimonnet & Fils

Cuis Premier Cru 2019
Au nez, des arômes pleins d'assurance, de bonbon au citron et de petits pains frais, légèrement briochés. Une fraîcheur délicieuse en bouche, avec des notes de pommes tombées de l'arbre, et une belle profondeur.
Note : 93/100
Prix : 32 €

Château de Bligny

Clos du Château de Bligny 6 Cépages Brut Nature
Un nez riche et gourmand, aux arômes de lemon curd, de fleurs sauvages et de petits pains tout juste sortis du four. La bouche prolonge cette même vague douce, empreinte de souvenirs d'enfance, avec quelques notes de métaux précieux pleines de noblesse, pour un champagne d'une grande élégance et droiture.
Note : 92/100
Prix : 70 €

EPC

Blanc de blancs Grand Cru
Au nez, des arômes enjôleurs de miel, de vanille et de fleurs de pissenlit, d'amandes et de noisettes fraîches, un côté légèrement crayeux, avec en bouche de belles notes de fruits jaunes, de fleur de tiaré, quelques jolis amers en finale et ce côté crayeux qui n'en finit plus de durer...
Note : 92/100
Prix : 59 €

10 CHAMPAGNES DE VIGNERONS

De Sousa & Fils

Caudalies Grand Cru blanc de blancs
Nez légèrement encaustique, miellé, sur les amandes douces, les fleurs blanches et les fruits jaunes compotés, c'est attirant et gourmand. La bouche est bien équilibrée, gourmande, avec de la pêche, de la poire confite et une finale assez longue sur la réglisse et les épices.
Note : 93,5/100
Prix : 65 €

Vincent Couche

Élégance
Un joli mélange de fruits d'été au nez : de la pêche blanche, du melon et une pointe exotique associée à des touches florales de muguet. La bouche est complexe et noble, avec de beaux arômes réglissés, c'est minéral et crayeux, la bulle est crémeuse et révèle de la pêche rôtie et une finale sur les agrumes.
Note : 93,5/100
Prix : 48 €

Domaine Méa

La Rencontre
Un nez avec de la personnalité, de la douceur, qui révèle des effluves briochés, de la vanille fraîche et de la pêche melba, avec des zestes d'orange. La bouche est tonique, fraîche, avec une belle dimension amère et une évolution crayeuse, avant une finale où l'on retrouve un caractère plus fruité.
Note : 93/100
Prix : 58 €

Éric Taillet

Exclusiv T
Joli nez floral, sur la feuille de figuier, avec un côté lacté et doucement citronné, associé à des épices douces. La bouche est tendue, fraîche et élégante, avec une belle dimension crayeuse et de beaux amers en finale.
Note : 93/100
Prix : 41 €

Yannick PrévotEAU

Alter Ego Premier Cru Extra Brut
Un nez rempli d'agrumes, c'est aérien et délicat, avant des notes plus confites qui se dévoilent peu à peu. La bouche est éclatante d'élégance, avec la poire, un côté herbacé et épicé et une belle empreinte calcaire.
Note : 93/100
Prix : 52 €


André Heucq

Héritage Millésime 2015
Un nez évolué et complexe, sur les champignons, la pâte de fruit, les amandes toastées et le grain de café. La bouche est ample, avec une belle noblesse, de la réglisse, de la pomme


granny et du zeste d'agrumes.
Note : 92,5/100
Prix : 50 €

Bertrand Delespierre

Enfant de la Montagne
Jolie complexité au nez, avec ces efflu-



BY APPOINTMENT TO
HIS MAJESTY KING CHARLES III
CHAMPAGNE SUPPLIER
POL ROGER & CIE
EPERNAY



CHAMPAGNE

POL ROGER

Depuis 1849, Excellence & Indépendance

www.polroger.com



PERNOD RICARD FRANCE SAS AU CAPITAL DE 54.000.001 € - SIÈGE : LES DOCKS, 10 PLACE DE LA JOUETTE, 13002 MARSEILLE - 303 656 375 RCS MARSEILLE

L'ART DE RÉVÉLER LA NATURE*

*À chaque vendange, notre chef de caves sélectionne le meilleur de ce qu'offre la nature pour élaborer les cuvées de la Maison.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.